

LE DÉVELOPPEMENT REVISITÉ

60 ANS D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT

Isabel Yépez del Castillo, Sophie Charlier,
Andreia Lemaître, Emmanuelle Piccoli et
Étienne Verhaegen (dir.)

PUL PRESSES UNIVERSITAIRES DE LOUVAIN

Le développement revisité

Le développement revisité

60 ans d'études du développement

Isabel Yépez del Castillo, Sophie Charlier,
Andreia Lemaître, Emmanuelle Piccoli
et Étienne Verhaegen

PUL PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE LOUVAIN

UCLouvain

© Presses universitaires de Louvain, 2018
http://pul.uclouvain.be
Dépôt légal : D/2018/9964/37
ISBN : 978-2-87558-720-6
ISBN pour la version numérique (pdf) : 978-2-87558-705-3
Imprimé en Belgique par CIACO scrl – n° d'imprimeur : 97718

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.
Couverture : Marie-Hélène Grégoire

Diffusion : www.i6doc.com, l'édition universitaire en ligne
Sur commande en librairie ou à
Diffusion universitaire CIACO
Grand-Rue, 2/14
1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél. 32 10 47 33 78
Fax 32 10 45 73 50
duc@ciaco.com

Distributeur pour la France :
Librairie Wallonie-Bruxelles
46 rue Quincampoix - 75004 Paris
Tél. 33 1 42 71 58 03
Fax 33 1 42 71 58 09
librairie.wb@orange.fr

Regards croisés : intergénérationnels, interdisciplinaires et interrégionaux

Isabel Yépez del Castillo, Sophie Charlier,
Andreia Lemaître, Emmanuelle Piccoli
et Étienne Verhaegen

Après six décennies d'études du développement, où en est-on ? Avec l'augmentation des inégalités à toutes les échelles, la prise de conscience des limites de la Planète, la financiarisation de l'économie et les déplacements massifs de populations, les modèles fondés sur les impératifs de croissance économique, de productivité et du consumérisme sont de plus en plus remis en question. Dès lors, comment l'idée de développement peut-elle se réinventer aujourd'hui ? Quels cadres théoriques et politiques peuvent prendre la place des versions modernisatrices d'un devenir commun ? Comment étudier les transformations des visions du monde, les paradigmes qui les sous-tendent, leurs traductions politiques, les futurs qui se dessinent ?

1. De la modernisation et ses critiques

Le paradigme de la modernisation a dominé la théorisation du développement depuis ses origines, à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale (voir la contribution de Peemans dans cet ouvrage). La modernisation a été étroitement associée aux pays industrialisés et le développement était vu comme un processus universel conduisant à leur modèle de société. À partir des années 1960, cette notion de modernité qualifiée d'« industrielle » a fait place à une « postmodernité », pour marquer le passage des pays occidentaux à une ère postindustrielle, et ensuite à une « seconde modernité » (Beck, 1986) et à la « modernité de l'information », pour exprimer le virage vers la société informationnelle. Sur le plan politique, les conceptions sur le développement dans les pays du Sud et les politiques qui les traduisent connaissent, dans les années 1980, un changement de cap majeur avec le consensus de Washington. La boussole du développement est toujours la modernisation, mais centrée cette fois sur le marché global et non plus sur les États-nations. L'idée de développement intègre le phénomène sans précédent de la globalisation et ses exigences de libéralisation des marchés.

Mais avant d'y revenir, il convient d'évoquer quelques critiques profondes qu'un certain nombre de courants théoriques (tels que les études postcoloniales – voir Nyenyezi dans cet ouvrage – ou les *subaltern studies*) ont formulées à l'encontre de la modernisation ou de ses causes et manifestations[1]. Bien que l'idée de modernité en elle-même semble avoir été peu touchée dans son esprit, ces courants ont néanmoins

[1] Voir Peemans, 2002, pour une présentation approfondie de ces courants.

apporté des questionnements très importants qui influencent encore les études sur le développement.

Premièrement, l'idéal positiviste issu des Lumières est sérieusement remis en cause (Martuccelli, 2017) et, avec lui, l'idée d'une civilisation toujours plus haute grâce aux progrès sans fin de la science, de la technique, permettant de dompter les phénomènes naturels, les épidémies, la faim, etc. Les préoccupations environnementales, les inquiétudes sur l'avenir de la Planète – et donc de l'Humanité – liées à l'anthroposphère interrogent de manière critique l'idée de modernité à travers celle de progrès.

Deuxièmement, c'est toute la vision historique produite par l'Occident qui est dénoncée et déconstruite. « Est-il admissible que l'histoire se réfère toujours à l'histoire de la modernité et du parcours de l'Occident ? » se demandent les courants postcoloniaux qui mettent en lumière l'occidentalocentrisme de la modernité (Pouchepadass, 2011). Dans la foulée, ces courants ont remis en cause le modèle de développement fondé sur le principe de rattrapage des sociétés des Suds par l'alignement sur l'horizon et les évolutions du modèle occidental. La thèse de l'évolution inéluctable des sociétés, dictée par les logiques inexorables du capitalisme néolibéral et conduisant à une « fin de l'histoire », a de la même manière perdu une partie de sa vigueur (Martuccelli, 2017). Elle n'est certes pas complètement abandonnée et continue à être mobilisée comme toile de fond des questions de développement, notamment par rapport à la question agraire et la supposée « fin des paysans » (Verhaegen, cet ouvrage), mais sa remise en cause contribue également à ébranler les fondements du projet modernisateur.

Troisièmement, comme le souligne Peemans dans sa contribution, ces critiques permettent de dénoncer le décalage entre le fond narratif du projet modernisateur et les réalités de terrain et de mettre en avant d'autres réalités masquées par les discours dominants. Elles ont, par là, déshomogénéisé les sociétés des Suds, souligné leurs irréductibles épaisseurs historiques et éclairé les conditions vécues dans les rapports de domination. Elles montrent que les populations « du bas » n'ont jamais été passives ou victimes consentantes, mais qu'elles peuvent aussi être actrices de leur développement et penser celui-ci dans une perspective théorique.

Enfin, plusieurs critiques portent également sur la non-prise en considération des dimensions sociale et humaine de la modernisation, et des conséquences en termes d'inégalités sociales. Parmi ces critiques, les études de genre (telles que celles menées par Boserup dès les années 1970) ont pris une place importante, en soulignant les conséquences négatives des politiques de modernisation agricole dans les pays du Sud sur le statut des femmes. D'autres auteures (comme Falquet, 2008) ont cherché à montrer comment la modernisation liée à l'économie capitaliste néolibérale se fonde sur des rapports patriarcaux de domination sociale et de genre.

Ces interrogations et critiques brouillent les pistes, ébranlent la frontière entre la tradition et la modernité, entre le passé et le présent, entre l'Occident et les autres, les pays développés et ceux en développement, entre les progressistes capitalistes et les autres appelés à entrer dans les oubliettes de l'histoire. Le paradigme de modernisa-

tion est encore bien vivant et sans cesse réaffirmé, mais à l'heure de la globalisation accélérée et des interrogations qui l'accompagnent, son idéal émancipateur devient de moins en moins partagé.

Ce constat sur la vision du développement-modernisation est toutefois accompagné par ce qui apparaît comme une impossibilité croissante à penser son dépassement. Les grandes idées révolutionnaires (le « grand soir ») ou le vieux fond marxien de l'effondrement spontané et inéluctable du capitalisme du fait de l'intérêt bien compris de la population semblent avoir perdu beaucoup de vigueur. Le sociologue Honneth, dans son dernier ouvrage (2017), pose d'ailleurs un diagnostic teinté de pessimisme sur les possibilités de dégager de nouvelles visions du futur. Il considère que la société d'aujourd'hui est marquée par une contradiction majeure : d'une part, on observe un malaise généralisé (et même une indignation massive) face aux conséquences de la mondialisation effrénée de l'économie capitaliste de marché ; d'autre part se manifeste un sentiment d'impuissance, d'impossibilité de dépasser l'état des choses existant, de dégager des orientations normatives, d'imaginer un état social au-delà du capitalisme. Les processus économiques apparaissent en effet bien trop complexes et opaques à la conscience publique pour pouvoir être considérés comme pistes de renouvellement des modèles de société. Il est vrai qu'un des effets de la globalisation est d'accentuer le déséquilibre entre, d'une part, le pouvoir économique qui se concentre dans les mains de grands décideurs et, d'autre part, le pouvoir politique auquel pourraient avoir accès les citoyens.

L'époque moderne est marquée par une importante prise de conscience des limites écologiques de la Planète, voire du risque d'effondrement général du système. Celle-ci constitue une lame de fond majeure dans la mesure où elle questionne nos rapports aux ressources et, de manière plus générale, à la nature, en particulier aux êtres vivants. Cette lame porte des mouvements sociaux, tels ceux autour des communs et la résistance à la progression de la marchandisation du vivant, de la terre, de l'eau, ou encore les initiatives de transition et les mouvements de la simplicité volontaire et de décroissance.

On peut d'ailleurs se demander si cet horizon des limites écologiques de la Planète constitue une réelle menace pour le capitalisme, un moteur suffisamment puissant pour un dépassement de celui-ci. Il est possible en effet de penser que le capitalisme pourrait être capable de surmonter – et plus encore de se réinventer comme il l'a fait suite à de très nombreuses crises – le changement climatique, la fin des énergies carbonées ou la déplétion des ressources naturelles. Les frontières biophysiques et du vivant pourraient être déplacées, dans la mesure où la bio-ingénierie et la bio-informatique ne sont qu'à l'aube de leur développement et que l'exploitation de l'espace extraterrestre vient juste de commencer. L'évolution du capitalisme montre que les acteurs qui montent en puissance, ceux de la financiarisation et de la digitalisation de l'économie, ont de moins en moins besoin de mettre directement la main sur des ressources naturelles, pas plus que d'engager des ouvriers ou même des travailleurs

(la tendance va plutôt vers la constitution de réserves de candidats appelés « micro-entrepreneurs individuels »). Ce sont des modèles économiques qui extériorisent les questions d'accès aux ressources physiques et du travail. Ces ressources sont toujours nécessaires, mais leur état semble constituer de moins en moins une menace pour l'essor du capitalisme à l'ère de l'économie digitale. Il faut considérer le capitalisme comme étant fondamentalement l'organisation coordonnée de raretés *et* d'abondances dans un but exclusif d'accumulation-concentration des profits issus de la combinaison de ces deux catégories de ressources. Les raretés d'aujourd'hui se situent notamment dans le monde digital (le *know-how* informatique, l'exploitation des *big data*, le contrôle de la toile, de ses points d'accès, et donc de la connaissance, la création de nouveaux besoins à travers le développement d'applications, la robotique, les technologies autour de l'homme et la femme augmentés, etc.) et l'abondance se situe dans tous les citoyens prêts ou obligés à livrer (souvent gratuitement) une inépuisable matière première digitale. L'agriculture, dans ce sens, est pionnière, car le capital transnational n'a plus besoin de s'approprier ni la terre, ni le travail, mais seulement d'organiser une mise en concurrence des agriculteurs du monde entier, et de maintenir par là « une armée de travailleurs opérant aux coûts les plus bas possible » (Bernstein, 2016), qui n'ont plus d'autres choix que de s'insérer dans les chaînes de valeur globalisées ou de quitter la terre. Les caractéristiques du travail de la terre font même de celui-ci un repoussoir pour une implication directe des investisseurs. L'artificialisation des modes de production des biens alimentaires, en les rendant indépendants des contraintes et aléas naturels, signe potentiellement l'arrêt de mort de l'agriculture des fermiers et fermières.

Dès lors, en plus des questions des limites globales de la Planète, celles des rapports sociaux autour des ressources constituent également un volet essentiel des enjeux du développement et du devenir des sociétés. Ces enjeux touchent en particulier à la recomposition des rapports de force autour des modes d'accès à ces ressources et des mécanismes de redistribution des bénéfices de leurs usages.

Dans ce sens, l'essor de l'économie digitale pose des questions de fond sur les modes du vivre ensemble et les institutions démocratiques. D'une part, le développement des plates-formes sur le mode du *peer-to-peer* alimente le rêve de sociétés auto-gouvernées, totalement horizontales et ouvertes à la participation démocratique, dans lesquelles toutes les formes de pouvoirs étatiques seraient progressivement rendues caduques. D'autre part, l'extension de l'usage des systèmes experts que l'intelligence artificielle permet pour l'évaluation, le contrôle et l'orientation des citoyens ouvre un horizon de gouvernance opaque et aveugle et d'exacerbations des individualismes. Cela pose de nouveaux défis en termes de contrôle démocratique de ces outils et ressources digitaux.

Pourtant, l'observateur du XXI^{e} siècle ne peut qu'être frappé par la multiplication des mouvements de protestations, tels que celui des occupations de places et autres lieux symboliques, qui, bien que restant confinés dans le registre de la manifestation

d'un rejet du modèle néolibéral, se caractérisent néanmoins par une réalité physique forte (la présence des corps et des visages dont parle Butler, 2017). Est-ce vraiment réductible à des soubresauts venant d'une jeunesse bourgeoise en mal d'identité, comme cela a pu être entendu ? Comment aussi ne pas remarquer la multiplication, dans la littérature, d'études de cas sur les résistances rurales, urbaines, mais aussi de plus en plus rurbaines (voir Peemans, 2016, à propos des paysanneries hybrides), qui montrent la diversité des réactions politiques « par le bas » des communautés des Suds (Borras & Franco, 2013) et leur capacité à élaborer leurs propres solutions face aux injonctions du marché globalisé ? Enfin, peut-on systématiquement verser dans la rubrique des « transitions dérisoires » toutes les initiatives citoyennes concrètes (notamment autour de l'alimentation) qui cherchent à fissurer les piliers du capitalisme moderne ? Fédérées sous différents vocables, comme celui des « communs », elles s'emploient à réinventer localement les institutions de marché et de la démocratie. Bien entendu, on peut mettre en évidence des ambiguïtés et des impasses dans ces réseaux et pratiques de *commoning*. Mais on ne peut nier qu'à travers leur expansion rapide, ils expriment une prise de conscience du caractère historiquement construit du dogme de la propriété privée comme condition ultime de la liberté individuelle. Plus encore, ils témoignent d'un malaise grandissant face aux formes d'échanges soumises aux logiques pures de marché, de rentabilité et de profit, à la concurrence généralisée, à la monnaie comme seul médiateur, au prix comme signal dominant, au pouvoir par la capitalisation, à l'appropriation-accumulation.

Le défi des études du développement est alors d'assembler et articuler les pièces de ce bouillonnement polymorphe et multiscalaire et de saisir son potentiel à tracer des visions conduisant non pas à la transcendance de la modernité néolibérale sur la nature humaine, mais à la transcendance des communautés humaines sur cette modernité.

2. Un colloque pour les 60 ans des études du développement à l'UCL

Durant plusieurs jours, en mars 2017, des chercheur·euse·s ayant participé d'une manière ou d'une autre à la vie du Centre d'études du développement de l'Université catholique de Louvain depuis 1961 se sont rencontré·e·s pour en discuter. De leur débat, de leurs échanges, sont apparus les contours d'études redessinées, ancrées dans la prise en compte du changement social, de la mondialisation et de ses dérives, des études proches des acteur·rice·s de terrains, de leurs questionnements, des conflits qu'il·elle·s traversent. Cet ouvrage se veut une mise en lumière de ces débats et une présentation de quelques-uns des travaux les plus novateurs qui ont été présentés.

L'interdisciplinarité, dans les études du développement, n'est ni une question abstraite ni une quête purement théorique : elle est une réalité concrète qui interpelle les chercheurs à la fois sur le terrain et dans la réflexion. Comment serait-il en effet possible de saisir la complexité des processus réels de développement, de reconnaître

les contradictions entre différentes logiques portées par la diversité des acteurs impliqués, sans adopter une approche intégrée des dimensions culturelles, institutionnelles, historiques, socioéconomiques et spatiales du développement ? Les études du développement sont par excellence des études interdisciplinaires, le lieu de débats et de complémentarités.

Revisiter le développement conduit également à interroger les modèles dans leurs dimensions classificatrices et hiérarchisantes, qui imposent une voie à suivre, une fin de l'Histoire qui voit dans le rêve américain de la modernisation son objectif, et qui cataloguent les peuples et les sociétés en développés et sous/en-développ-és/ement. Se défaire des catégories coloniales prolongées de telles visions, réintégrer les acteurs des Suds comme sujets de leurs histoires et non plus uniquement comme objets de développement est capital. Il s'agit d'un enjeu tout à la fois scientifique, éthique et humain. Les Suds ne peuvent plus être considérés comme des sociétés « sans », mais doivent être envisagés pour ce qui s'y passe, ce que les acteurs y construisent. Ne pas étudier le manque, mais l'existant, l'émergeant, les permanences, transforme le rapport à l'altérité de manière fondamentale et ouvre des champs de recherche autrement insoupçonnés ou ignorés.

Ainsi, dès lors que les études du développement ne se cantonnent plus à analyser un seul processus orienté, les thématiques d'intérêt de la discipline s'élargissent également. Elles englobent non seulement les populations auxquelles s'appliquent des projets de développement, mais aussi ces mêmes discours sur le développement, les pratiques et perceptions des porteurs de projets, ainsi que tous les processus à la marge, de l'économie populaire et l'économie solidaire à la résistance et aux ruses.

Aujourd'hui, en termes de projet global, la question se pose du maintien du terme de « développement » (l'expression « d'éducation au développement » a d'ailleurs été remplacée officiellement, en Belgique, par celle « d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire). Si l'on adopte une approche critique du concept et une remise en cause de celui-ci, l'importance du champ d'études tend à gagner encore en actualité. L'amplification des crises écologiques et la croissance de l'inégalité posent plus que jamais la question des projets collectifs et nécessitent le renforcement de la critique des visions productivistes et de croissance et de leurs apories. Être capable d'analyser le « développement », avec un regard décentré, critique, interdisciplinaire, est crucial pour faire face aux questions à venir. Quels sont les pratiques, les projets, les politiques qui ont construit et construisent le monde ? Comment les individus, les collectifs, les instances des États, des regroupements internationaux dessinent-ils leurs futurs ? Qui sont les inclus et les exclus de ces projets ? Quelles sont les transformations qu'ils impliquent ? Quels sont les lieux clés où se jouent les futurs aujourd'hui ? Dans quels espaces s'inventent-ils ?... Telles sont les questions auxquelles s'attaquent minutieusement les chercheurs en études du développement, en lien étroit avec les acteurs de terrain impliqués.

3. Histoire d'une discipline à l'UCL

Avec la création, en 1961, d'un Centre d'études du développement (nommé alors Institut d'études de pays en développement – DVLP[2]), l'UCL a voulu marquer sa volonté de s'adapter aux réalités créées par l'avènement d'une nouvelle phase historique, postcoloniale, dans les rapports entre l'Europe et l'Afrique. Ce nouvel institut sera rattaché à la Faculté des sciences économiques et sociales. Au cours de ces années, le centre a connu plusieurs moments marquants, qui ont donné lieu à des prises de position importantes.

À Louvain-la-Neuve, en 1985, aux Assises du codéveloppement organisées par le Conseil pour le développement intégré, l'appel était clair : définir le rôle que les universités seraient amenées à jouer dans un monde en profonde transformation, où des injustices de nature économique, politique, sociale continuent à séparer les États, nations et peuples. Il y a été notamment affirmé que les universités ont une responsabilité sociétale à assumer : « Les processus de développement sont globaux et complexes ; ils l'ont été dans le passé et le seront dans le futur. Ils ne tolèrent pas l'approche en termes de myopie ou d'arrogance à travers l'exacerbation de l'importance de facteurs dits déterminants » (Peemans, 1985).

En 1989, en partenariat avec le Centre de démographie, DVLP a été impliqué dans la création du Centre international de formation et de recherche en population et développement, reconnu et soutenu par le Fonds des Nations Unies pour la population et dispensant une formation interdisciplinaire de troisième cycle pour des hauts fonctionnaires des pays des Suds. Cette démarche collective a ensuite inspiré la formation du département des sciences de la population et du développement, qui a géré des programmes d'études de second et troisième cycles, dont deux programmes de doctorat.

Par ailleurs, la collaboration avec d'autres centres de recherche et d'enseignement a été une pierre angulaire de l'identité institutionnelle de DVLP, tant au niveau des études doctorales que des recherches conjointes et des programmes d'enseignement, comme le projet d'une maîtrise européenne en « genre et développement », piloté à l'époque par l'IEUD de Genève. La « construction des savoirs » avec les Suds, établie dans le cadre des programmes interuniversitaires soutenus par l'ARES, a permis des initiatives conjointes multiples avec des centres d'enseignement supérieur couvrant un large éventail de pays situés en Afrique (Burundi, Niger, Rwanda, République démocratique du Congo, Maroc), Amérique latine (Bolivie, Équateur et Pérou) et Asie (Vietnam).

Des espaces de réflexion interdisciplinaires ont été créés autour d'ensembles régionaux, comme le Groupe d'études et de recherches sur le monde arabe contemporain

[2] Au long de son existence, DVLP a changé plusieurs fois de dénomination, passant d'Institut d'études des pays en développement, à Institut d'études du développement dans les années 1990, pour devenir finalement Centre d'études du développement en 2011. Il est toutefois resté fidèle à sa manière de penser et d'investir son champ d'études.

(GERMAC), le Groupe de recherches interdisciplinaires sur l'Afrique subsaharienne (GRIASS), le Groupe de recherches interdisciplinaires sur l'Amérique latine (GRIAL) et le Groupe de recherches en Asie de l'Est et du Sud-Est (GRAESE). La présence d'intervenants, chercheurs, doctorants, acteurs de terrain, invités des Suds, a incité les étudiants à s'ouvrir à leur influence intellectuelle, aux réalités du développement « vécu » et à reconnaître la richesse de la personnalité historique des sociétés et des acteurs des Suds. L'échange de savoirs entre chercheurs et acteurs de terrain d'horizons différents a en outre enrichi la recherche sur le développement et contribué à dynamiser la vie du Centre.

À la fois témoin privilégié des transformations dans les rapports Nord-Sud, acteur investi dans la réflexion sur leurs enjeux et participant à des engagements pratiques liés à l'évolution des politiques de développement, le Centre d'études du développement soutient depuis sa création que les études en développement sont un domaine conflictuel, où s'affrontent différentes perspectives d'analyse et d'action, qui ne peut être réduit à la coopération au développement.

Au cours de plus d'un demi-siècle, des dizaines de doctorants sont passés par le Centre d'études du développement. Nombre d'entre eux provenaient d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, etc. DVLP a ainsi été un lieu de recherche et de formation, permettant des rencontres intercontinentales et un travail Nord/Sud de longue haleine. L'ancrage des chercheurs dans le terrain a souvent mis en évidence les risques liés au travail de recherche et d'enseignement dans des contextes de conflits ouverts ou larvés. L'équilibre est souvent difficile à trouver entre sécurité – voire survie – et souci de présenter un travail intellectuel complet, le plus proche possible de la réalité étudiée. Ainsi, loin d'être indifférents aux problématiques qu'ils étudient, les chercheurs partagent aussi souvent les risques liés aux contextes dans lesquels ils s'insèrent et n'échappent pas aux contradictions et tensions contemporaines. Les questions cruciales du développement n'apparaissent ainsi pas seulement comme des objets détachés, mais aussi comme des lieux d'engagement intellectuel au sens le plus complet.

4. Un ouvrage : le développement revisité

Les chapitres qui composent cet ouvrage permettent de rendre compte tant de la diversité des terrains que de la diversité des problématiques des études du développement aujourd'hui. Ils partagent cette vision critique, décentrée, que nous avons mentionnée plus haut, et composent un livre interdisciplinaire par la multiplicité de leurs approches.

L'ouvrage s'ouvre par des contributions qui **interrogent le paradigme de modernisation en lien avec le capitalisme et tracent des pistes pour un nouveau regard sur le développement**. Jean-Philippe Peemans fait ressortir la place de la modernisation et ses différentes versions dans l'évolution des théories du développement,

malgré leur impact de plus en plus problématique sur les réalités vécues du développement. Il souligne l'importance de dépasser les visions centrées sur les acteurs de la croissance, qui ne voient dans les acteurs populaires que des « objets » des politiques de modernisation. Cela ne peut se faire qu'à travers un regard historique de longue période sur les conflits qui opposent acteurs dominants de l'accumulation et acteurs populaires dans le contrôle des territoires de l'urbain et du rural dans les Suds. Fréderic Debuyst s'attache à mettre au centre des questions de développement la place et le rôle des citoyens et leur capacité à construire leurs propres trajectoires. Il échafaude quelques pistes de refondations économiques, politiques et culturelles pour une métamorphose sociétale conduisant à un postcapitalisme. Aymar Nyenyezi Bisoka présente une réflexion sur le développement à partir de la perspective postcoloniale, qui envisage le changement social à partir d'une analyse de l'expérience des opprimés. Celle-ci l'amène à proposer une politique du semblable comme base du monde à venir.

L'économie populaire représente la grande majorité des formes d'économie des populations des Suds. L'ensemble de ces **pratiques socioéconomiques, variées, des acteurs populaires** est traditionnellement analysé, par les théories de la modernisation, comme des pratiques d'économie informelle, à formaliser et moderniser. L'analyse approfondie de ces réalités très diverses montre toutefois que la sécurisation du cadre de vie et la préservation du lien social sont souvent au cœur de ces pratiques. Dans son article, Frédéric Lapeyre plaide pour un changement de regard analytique sur l'économie informelle et pour la mise en place de politiques multiscalaires qui en respectent les spécificités, seules conditions possibles de la viabilité de politiques publiques à destination de ces formes d'économie. L'article de Ana Mercedes Sarria Icaza, en se basant sur le processus de construction de banques communautaires de développement, présente les résultats d'une recherche, menée dans les communautés pauvres de la périphérie de Porto Alegre, relative aux relations entre les dynamiques d'économie populaire et les organisations d'économie solidaire.

La **question agraire** concerne, dans son sens le plus général, la place des paysanneries dans le développement capitaliste et les facteurs qui favorisent ou freinent l'avancée des relations capitalistes dans les campagnes. Pendant longtemps, le thème a été dominé par des approches fonctionnalistes (libérales et néolibérales) et structuralistes (notamment marxiennes). Toutefois, dans les années récentes, on a vu s'affirmer diverses analyses centrées sur le rôle des acteurs dans la question agraire. La paysannerie y trouve une place centrale, à la fois comme cible de stratégies des acteurs dominant l'économie agro-industrielle mondiale et comme porteuse d'initiatives de résistance, voire d'innovation, axées sur la défense de l'accès aux ressources naturelles et sur la gestion durable de ces dernières. Dans sa contribution, Étienne Verhaegen montre la nécessité de sortir des approches « essentialistes » de la figure du paysan, que ce soit celle qui considère que les paysanneries sont vouées à disparaître ou celle qui théorise une « voie paysanne ». Il souligne l'importance d'analyser les trajectoires agraires en

les inscrivant dans leur construction territoriale, multidimensionnelle et multiacteurs. Marc Totté, Philippe De Leener et Yvon Rakotonarivo estiment que les études les plus fréquentes ne livrent pas facilement accès aux imaginaires qui structurent la majeure partie des interrelations signifiantes à l'intérieur des systèmes agraires. Ils proposent d'élargir le cadre d'analyse qui vise à éclairer les interrelations entre trois pôles (le pôle « éco-tech », le pôle « farm » et le pôle « polis »).

La **mobilité interne et internationale** n'a jamais semblé aussi importante que ces dernières années. Un ensemble de problématiques émergent des études migratoires contemporaines, parmi elles : les reconfigurations de la vie familiale et sociale en condition de mobilité, les nouveaux imaginaires migratoires rendus possibles par la généralisation des technologies de l'information, les conséquences des politiques économiques et migratoires sur la subjectivité et les attentes de ceux qui migrent et de ceux qui restent et la manière dont ces transformations impactent et redéfinissent le rôle joué par les actrices et acteurs de ces processus. Dans son article, Monica Navarro nous invite à analyser le processus de « mobilité ethnique » des jeunes originaires des communautés indigènes paysannes boliviennes qui arrivent à faire des études universitaires à Cochabamba. À partir de leur expérience de recherche dans les pays andins, Maria Mercedes Eguiguren, Patricia Ramos et Isabel Yépez del Castillo organisent leur contribution à cet ouvrage autour des quatre champs analytiques qu'elles considèrent centraux pour saisir l'hétérogénéité et la diversité des dynamiques migratoires contemporaines.

Les **études de genre en développement** s'inscrivent dans une remise en cause de manière permanente des objectifs et finalités du développement, et par conséquent des effets de la modernisation sur les rapports de genre. Elles proposent des questionnements sur les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes et entre chacune de ces catégories au sein des sociétés. Elles mettent en évidence des savoirs de femmes à multiples facettes, tout en insistant sur l'importance de contextualiser les apprentissages et la nécessité de croiser ce champ d'études avec les réflexions sur le postcolonialisme. Elles invitent à réfléchir sur l'entrecroisement et l'enchâssement des systèmes d'oppression, notamment genre, classes et ethnies, et à reconnaître les apports importants aux niveaux théorique et militant des différents acteurs et actrices des Suds et des Nords. L'article présenté par Sophie Charlier, Katinka In't Zandt et Pascale Maquestiau étudie la manière dont un concept théorique, l'*empowerment* (vu à partir d'une approche libératrice), est approprié par des associations de terrain pour faire face à des situations de violence faite aux femmes. Patricia Ruiz Bravo et Cynthia del Castillo Tafur proposent une déconstruction de l'imaginaire colonial qui a, jusqu'ici, largement influencé la pensée sur les femmes et le genre. À partir de son terrain en Amérique du Sud, elle décrit un nouveau « féminisme rural », provenant des organisations de femmes indigènes.

Dans la suite de l'ouvrage, nous nous penchons sur les **transformations des territoires et des environnements** en raison de pressions et de dynamiques multiples,

notamment économiques et politiques. Ainsi, l'extraction de matières premières, pour alimenter l'industrie et la consommation, apparaît encore aujourd'hui, dans de multiples lieux, comme une manière d'obtenir de la richesse, et ce, en dépit même du principe de malédiction lié à ce type d'extraction de ressources qui laisse souvent derrière elle les territoires désolés et les populations pauvres. Les résistances et mobilisations sont nombreuses et manifestent, notamment en Amérique latine, le tournant écoterritorial des luttes (Svampa, 2013). Trois textes rendent compte à la fois des effets générés par l'extractivisme dans les pays andins, mais aussi des espoirs que les populations placent dans l'amélioration des territoires où elles vivent. Christine Grard analyse ainsi comment un projet de parc zonal dans un quartier périphérique de Lima catalyse les souhaits d'intégration citoyenne de populations marginalisées. Céline Delmotte étudie la façon dont l'aménagement d'une route contribue à transformer l'Amazonie péruvienne, multipliant les possibilités d'exploitation minière et les conflits fonciers. Deborah Delgado compare, de manière plus globale, les effets du boom des ressources naturelles de 2004 à 2014 sur les transformations des mobilisations indigènes amazoniennes en Bolivie et au Pérou.

La dernière partie du livre, relative aux **espaces de pouvoirs et enjeux démocratiques**, se réfère à l'évolution des pouvoirs politiques, entre autres dans leurs relations aux intérêts économiques dominants. Dans quelle mesure les États et les institutions supranationales peuvent-ils se dégager de l'emprise croissante des forces du marché ? Assistons-nous dans le cadre de cette économie globalisée à une nouvelle configuration des rapports internationaux : maintien d'un centre hégémonique, pluripolarité, pays émergents ? Les secteurs (révoltés, marginalisés ou mécontents) de la société civile ont-ils encore des possibilités de changement et comment peuvent-ils porter des enjeux démocratiques ? Nicolas Van Nuffel et Michel Cermak abordent cette question à partir de l'exemple de la résistance de la Wallonie à signer l'accord de commerce et d'investissements entre l'Union européenne et le Canada (dénommé AECG ou CETA). Carlos Ramirez Chaves aborde la question des enjeux de pouvoir et de démocratie en Colombie, en s'intéressant aux dispositifs de pouvoir créés pour gouverner la population paysanne, en particulier la jeunesse paysanne, dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle.

Bibliographie

Beck, U., 2001, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par L. Bernardi, Paris : Aubier, 521 p.

Borras, S.M. & Franco, J.C., 2013, « Global Land Grabbing and Political Reactions "From Below" », *Third World Quarterly*, 34 (9), pp. 1723-1747.

Butler, J., 2016, *Rassemblement : pluralité, performativité et politique*, Paris : Fayard, 283 p.

Falquet, J., 2008, *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris : La Dispute, Le Genre du monde, 213 p.

Honneth, A., 2017, *L'idée du socialisme*, Paris : Gallimard, 184 p.

Martuccelli, D., 2017, « Les nouveaux enjeux de la modernité », *Revue internationale de philosophie*, 2017/3 (n° 281), pp. 233-239.

Peemans, J.-Ph, 1985, « Rapport de synthèse des Assises du codéveloppement », *Conseil pour le développement intégré*, 14-18 octobre, Louvain-la-Neuve et Louvain-en-Woluwé.

Peemans, J.-Ph., 2002, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Louvain-la-Neuve-Paris : Academia Bruylant-L'Harmattan, 534 p.

Peemans, J.-Ph., 2016, « Les paysanneries des Suds face à une modernisation polymorphe », *Les Cahiers d'Outre Mer*, 2016/1 (n° 273), pp. 171-194.

Pouchepadass, J., 2011, « La portée contestataire des études postcoloniales. Entretien avec Jules Naudet », *La Vie des Idées*, en ligne [http://www.laviedesidees.fr/La-portee-contestataire-des-etudes-postcoloniales.html].

Svampa, M., 2013, « Consensus des matières premières tournant écoterritorial et pensée critique en Amérique latine », *Alternatives Sud*, vol. 20, pp. 33-47.

Le développement dans une perspective historique

Jean-Philippe Peemans

Résumé

Cette contribution est centrée sur l'évolution du paradigme de la modernisation, qui a dominé la théorisation du développement depuis ses origines après la Seconde Guerre mondiale, sur les positions des courants critiques de ce paradigme et sur les enjeux actuels de nouveaux regards sur le développement. La contribution attache une importance particulière aux analyses en termes « d'économie politique de la globalisation », aux nouveaux regards sur la place des « économies populaires » dans les réalités urbaines et rurales des Suds et à une approche historique de longue période.

Resumen

La contribución está centrada en la evolución del paradigma de la modernización que ha dominado la teorización del desarrollo desde sus orígenes luego de la segunda guerra mundial. Reflexiona además sobre el posicionamiento de las corrientes críticas de este paradigma y lo que está en juego en las nuevas miradas sobre el desarrollo. El artículo da una importancia particular a los análisis en términos de 'economía política de la globalización', a las nuevas miradas sobre las 'economías populares' en las realidades urbanas y rural de los sures, y a una perspectiva histórica de largo plazo.

Introduction

Dans l'opinion générale, y compris pour une grande partie du monde académique, le domaine du développement est soit identifié aux problèmes de l'aide et de la coopération avec les pays du Sud pour y participer à la réduction de la pauvreté de masse, soit aux modalités particulières de la croissance économique susceptibles de contribuer à la sortie du « sous-développement », soit, plus récemment, avec l'adjonction de l'adjectif « durable », à la recherche de nouveaux équilibres entre maintien de la croissance et protection de l'environnement.

Le point de vue de ce chapitre est différent. Le champ du développement renvoie à des questions fondamentales qui traversent toutes les sciences sociales et, plus largement, tous les secteurs de la connaissance et de l'action humaines concernant le devenir des sociétés.

Le domaine du développement est avant tout, depuis sa fondation comme domaine de réflexion (domaine des *development studies*) et d'action (domaine des *development policies*), un domaine très conflictuel où se sont affrontés et continuent à s'affronter diverses conceptions du monde tel qu'il est et surtout tel qu'il est à faire, et divers modes d'action sur le monde pour essayer d'orienter la réalité et les changements de cette réalité.

L'hypothèse qui est au cœur de cet exposé est que, depuis son émergence après la Deuxième Guerre mondiale, la pensée sur le développement a été dominée par un paradigme fondateur qui, sous des formes nouvelles, avec des sujets nouveaux, est parvenu jusqu'à aujourd'hui à maintenir une influence déterminante dans la continuité de la vision originelle.

Mais, dans les décennies récentes, ce paradigme a été remis en question, plus ou moins radicalement, par d'autres approches. Et c'est la confrontation entre ces visions du développement qui définit largement les enjeux de l'étude du développement aujourd'hui et pour l'avenir. Pour ces raisons, un regard historique sur le développement est une des approches les plus pertinentes pour situer les dimensions et les enjeux de celui-ci.

Cette contribution est divisée en trois parties : la période de fondation et l'évolution du paradigme dominant jusque maintenant, l'émergence relativement récente d'autres regards plus ou moins radicalement différents sur le développement et, en conclusion, l'importance du regard historique pour comprendre les enjeux futurs du développement.

1. La fondation et l'évolution du paradigme dominant

1.1. Le contexte de la genèse de la pensée sur le développement après la Seconde Guerre mondiale

La pensée sur le développement a été profondément marquée par le contexte historique de l'époque de l'après-Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'un climat très complexe et contradictoire, marqué surtout par le contexte de Guerre froide opposant l'Est et l'Ouest et le vaste mouvement de décolonisation en Asie et en Afrique. Et c'est dans ces circonstances que va naître une école de pensée qui, à cette époque, va essayer de définir ce qu'est, et surtout ce que doit être, le développement : l'école de la modernisation. La pensée sur le développement, conçu comme un processus universel de modernisation, a été élaborée, entre 1945 et 1965, essentiellement aux États-Unis. Ce n'est pas anecdotique. Au cœur de l'élaboration de la pensée sur le développement, il y a le rôle des grandes universités étatsuniennes qui sont appelées à aider les gouvernements américains dans l'élaboration des stratégies à suivre, d'abord dans les pays vaincus ou bien détruits par la guerre (Allemagne, Japon), puis dans les pays d'Europe en reconstruction (plan Marshall), et ensuite dans les pays en voie de

trouver ou de retrouver leur indépendance, qui vont être appelés à partir de ce moment « sous-développés » (Peemans, 2002).

Toutes les sciences sociales dans les grandes universités américaines ont été concernées à l'époque par cet effort gigantesque de théorisation. Pour toutes les disciplines, la question était de contribuer à une théorie générale du passage du « sous-développement » au développement, conçue comme le passage du traditionnel au moderne. Leur objectif était de situer la réflexion sur le développement dans le cadre général d'une théorie qui éluciderait les caractéristiques et les étapes d'un processus universel par lequel doivent passer toutes les sociétés. Et il faut trouver les lois de ce processus dans l'expérience des pays qui sont déjà développés : ce sont eux qui montrent la voie à suivre aux sociétés qui sont encore sous-développées.

Une société développée est une société industrialisée et urbanisée dans laquelle la paysannerie, qui incarne le poids de la tradition, a disparu. La question centrale était de savoir comment, progressivement, par étapes, les éléments de modernisation pouvaient déplacer et remplacer les éléments traditionnels, et la théorie de la modernisation cherchait à repérer les éléments et les agents de changement qui pourraient modifier les valeurs et les comportements de la société traditionnelle dans le sens de la sécularisation, de l'individualisme et de la rationalité, qui sont nécessaires au démarrage d'un processus de croissance économique. La croissance économique s'est en effet imposée rapidement comme le cœur de la modernisation. On peut donc dire que cette théorie de la modernisation, par son ambition affirmée de définir les voies du développement, avait bien toutes les caractéristiques d'un paradigme fondateur. Il s'agit d'une vision incroyablement forte, multidisciplinaire et intégrée du développement. On peut donc se demander pourquoi et comment cette conception si occidentalocentrique, voire américanocentrique, a pu acquérir une influence si forte au cours des décennies qui ont suivi (Arce, 2000).

Il est certain qu'une grande partie des élites des pays du Sud étaient ouvertes à la perspective d'une certaine modernisation comme définition du développement, surtout à travers la référence à la croissance, idée exprimée notamment dans le mouvement des pays non alignés. Mais ce qu'il faut souligner c'est que, dans cette recherche, s'affrontaient à peu près partout une vision modérée et une vision radicale des transformations à opérer. C'est dans ce contexte que la doctrine nord-américaine de la modernisation a cherché à imposer sa vision du développement. Le but clairement affirmé de la doctrine de la modernisation était notamment de fournir des arguments aux élites modérées dans leurs débats avec les éléments radicaux, en affirmant que la voie occidentale était la meilleure pour arriver à une croissance rapide (Cooper & Packard, 1997).

Le contexte historique des années 1960 a entraîné une polarisation des positions des tendances modérées et radicales, avec notamment l'émergence de mouvements révolutionnaires à base paysanne, surtout en Asie, et avec des interventions nord-amé-

ricaines pour soutenir des régimes cherchant à contenir ces mouvements, la guerre du Vietnam en étant l'exemple le plus évident.

1.2. Les résistances face à la diffusion de la théorie de la modernisation

C'est dans ce contexte que l'on a vu s'affronter, dès le milieu des années 1960, les conceptions occidentales de la modernisation et les tentatives d'élaborer une vision « tiers-mondiste » de la modernisation. Celle-ci s'est opérée à travers un renouveau du marxisme et de l'analyse de l'impérialisme, expression intellectuelle – dans certains pays du Sud – de la dynamique réelle ou potentielle de nouveaux mouvements sociaux.

L'école de la « dépendance » en a été l'expression la plus achevée. Pour les auteurs les plus influents de cette école, les causes internes du sous-développement sont bien subordonnées aux causes externes : les « pseudo-bourgeoisies » du Sud ne sont que des instruments de l'impérialisme, et ce sont les métropoles du « centre » qui décident de la place occupée par les « périphéries » dans le système international. Les pays du Sud étaient condamnés à rester des économies dépendantes. Cette école ne rompait donc pas fondamentalement avec la vision de la modernisation, mais voyait dans l'impérialisme la cause de l'impossibilité de sortir du « sous-développement ». Elle est devenue ainsi la référence d'un nombre important d'États du Sud pour exiger une réforme des règles du commerce international (Groupe des 77 ; CNUCED). La tentative de mettre en place cette réforme à travers ce qui a été appelé alors le « dialogue Nord-Sud », notamment à l'intérieur des institutions de l'ONU, a occupé une grande place dans les débats sur le développement durant toute la décennie 1970.

On peut dire qu'à la fin des années 1970, les politiques de « modernisation nationale » portées dans la plupart des pays du Sud par des interventions fortes des États ont été traversées par des contradictions de plus en plus nombreuses, notamment dues aux limites internes de la formation du capital dans ces pays. Le poids de l'endettement croissant est devenu un problème ingérable pour un grand nombre de pays qui considéraient la croissance économique et l'industrialisation comme l'axe de la « modernisation nationale ». Des évènements majeurs ont aussi favorisé la réaffirmation de la prépondérance de la version occidentale de la modernisation, notamment la crise financière qui va frapper un grand nombre de pays du Sud au tournant des années 1980, et la réponse que les pays du Nord vont y donner, avec l'arrivée de nouvelles coalitions politiques inspirées par l'idéologie néolibérale.

1.3. Le tournant des années 1980 : vers la néomodernisation globale

L'évolution du contexte international après 1980 a eu une influence marquante sur l'évolution des réalités du développement. Un élément majeur de l'évolution de ce contexte a été les pressions sociopolitiques et socioéconomiques, d'origines diverses, qui ont entraîné, notamment à travers l'impact des politiques d'ajustement, une redéfinition du rôle des États-nations dans le développement. Progressivement, le courant dominant est devenu le courant économique néolibéral, qui a voulu définir désormais le développement comme un processus continu d'adaptation aux exigences de la libéralisation et de la globalisation des marchés. Le développement résulte des performances qu'un pays peut réaliser en étant toujours plus compétitif d'après les critères imposés par les acteurs dominants de l'économie globale. Dans cette vision, on ne peut donc pas dire que l'on ait abandonné l'approche de la modernisation. On est passé d'un type de modernisation centré sur l'État-nation, à un type de modernisation centré sur le « marché global ». C'est ce que l'on peut appeler le passage à la néo-modernisation. Tout ce qu'on a appelé le « consensus de Washington » est dans le droit fil du paradigme de la néomodernisation.

Cette imposition de la suprématie de l'économique pour définir le politique a non seulement réduit drastiquement le concept de souveraineté des États, mais il les a en outre dépossédés des instruments permettant de réguler, de contrôler l'économie et de lui assigner des objectifs correspondant à un projet de développement national. La réduction radicale des dépenses publiques dans le cadre des politiques d'ajustement a entraîné dans de nombreux pays l'effondrement des systèmes d'éducation et de santé publique. Cela a entraîné une perte de légitimité de la notion d'État elle-même, renforcée à l'époque par une offensive idéologique multiforme de groupes d'opinion influents dans le monde occidental où le pouvoir d'État est présenté désormais, dans son essence même, comme une menace fondamentale contre la liberté et les droits individuels.

Au cours des années 1990, la dimension politique a pris ainsi une dimension de plus en plus importante dans les discours et pratiques des acteurs globaux. Les thèmes de la réforme de l'État, de la décentralisation, de la consolidation de la société civile, de la démocratie et de la promotion du marché ont été liés, notamment à travers le concept de gouvernance. La seconde moitié des années 1990 a vu s'atténuer de plus en plus les dissonances entre les institutions de Bretton Woods et les institutions de l'ONU proprement dites (PNUD ; CNUCED), notamment autour d'une redéfinition du « développement humain » promu antérieurement par ces dernières. Il a été redéfini ainsi en termes de fonctionnalité par rapport au marché, avec une reconnaissance de l'importance de la santé, de l'éducation, de la promotion sociale des femmes pauvres, du capital social, et même de la qualité de l'environnement, comme composantes de cette fonctionnalité. Désormais, la pauvreté ne devait plus être vue seulement comme

une charge pour le fonctionnement du marché, mais aussi comme une source d'expansion à travers la dynamisation des pauvres comme agents du marché. À partir de ce moment, on a franchi une nouvelle étape décisive dans le consensus autour de la néomodernisation (Cornwall & Brock,2005).

Vers l'an 2000, le consensus autour des OMD a remplacé l'opposition ou la méfiance à l'égard du « consensus de Washington »... sans que les objectifs fondamentaux de ce dernier aient été abandonnés.

On peut donc dire qu'à partir des années 1990-2000, le référent majeur de la modernisation n'est plus l'espace national, mais l'espace global. En fait, le national, le régional et le local ne sont que des espaces de mobilisation de ressources, humaines et matérielles, pour soutenir des stratégies d'acteurs globaux qui veulent abolir les frontières au déploiement de leurs projets à vocation hégémonique, que ce soit dans le domaine économique ou politique. Ces évolutions mettent donc en exergue la place centrale de la dimension territoriale dans les discussions sur l'avenir des politiques de développement. Elles soulèvent la question des acteurs qui définissent ou subissent les changements qui affectent les territoires au niveau local, national ou global.

Parmi les changements en cours les plus spectaculaires qui bouleversent actuellement les évolutions territoriales dans de nombreux pays du Sud, se pose évidemment la question du « land grabbing » : l'appropriation de dizaines de millions d'hectares de terres ou de forêts, avec expulsion violente de dizaines de milliers de paysans en Amérique latine, en Asie et en Afrique (Ansoms & Hilhorst, 2014).

Et ici encore, on retrouve la présence du paradigme de la modernisation. En fait, on voit maintenant se mettre en place des politiques d'éradication de la petite paysannerie, comme le préconisaient il y a un demi-siècle les théoriciens les plus radicaux de la modernisation. Dans cette optique, la paysannerie et les collectivités locales sont vues, par de nombreux décideurs, comme des obstacles à une utilisation optimale des ressources pouvant être incorporées dans l'accumulation globalisée (De Schutter, 2011 ; Hall *et al.*, 2015).

Ces évolutions récentes des discours dominants sur le développement montrent de manière assez évidente la formidable résilience du paradigme de la modernisation, la permanence de son influence dans la pensée dominante sur le développement.

2. L'émergence de courants théoriques critiques et d'autres regards sur le développement

Cependant, cette résilience du paradigme de la modernisation, qui reste tout à fait dominant dans la pratique des acteurs et décideurs globaux, ne doit pas faire oublier qu'en même temps, il n'a jamais été aussi profondément remis en cause depuis la Deuxième Guerre mondiale, tant au Nord qu'au Sud.

Un ensemble de courants théoriques contestent radicalement tout ou partie du paradigme de la modernisation.

2.1. Les courants théoriques critiques de la modernisation comme voie universelle unique du développement

Ces courants se sont déployés depuis une vingtaine d'années et incluent ce que l'on a appelé l'école du postdéveloppement, qui a été très influente dans les années 1990, l'école dite des « études postcoloniales » dont celle des « subaltern studies », l'école postmarxiste et, plus récemment, les divers courants de l'altermondialisme. On doit se borner ici à souligner trois points principaux qui émergent de ces contributions.

Un premier point est que les discours sur la modernisation et la modernité sont complètement en porte-à-faux par rapport à la réalité vécue dans les rapports entre l'Occident et le reste du monde depuis plusieurs siècles, et notamment pendant la période coloniale esclavagiste et postesclavagiste. Les discours sur la raison et le progrès ont été contredits par des pratiques témoignant d'une négation totale des valeurs invoquées dans ces discours pour justifier la supériorité de l'Occident et la domination et l'exploitation des peuples non occidentaux. Les discours sur la modernisation d'après-Seconde Guerre mondiale se sont inscrits dans le sillage de cette histoire, puisque le « sous-développement » est défini comme l'état de retard des peuples arriérés à qui les nations développées doivent montrer le chemin du progrès universel, qui n'est rien d'autre qu'un miroir de leur supériorité supposée (Appadurai, 2005).

Un deuxième point est la mise en exergue du fait que, derrière l'écran du discours de la modernisation, se profilent en fait les réalités du système capitaliste. La modernisation produit une société et une économie centrées sur l'accumulation du capital qui, derrière les discours sur la croissance, est le seul référent du progrès et du développement. Les discours sur la pauvreté masquent les réalités d'une paupérisation modernisée à l'échelle globale, à travers la prolétarisation massive de centaines de millions de paysans dans les pays émergents. Les discours sur l'environnement sont dérisoires par rapport à la force dévastatrice d'une culture fondée sur le productivisme et le consumérisme sans limites. Le capitalisme a mangé la modernité et c'est un capitalisme destructeur de la société et de la vie (Harvey, 2003).

Un troisième point est la mise en cause de la nature même du projet modernisateur. Au contraire des années 1960-1970, où la critique se focalisait sur l'incapacité du capitalisme à réaliser le projet modernisateur, c'est maintenant ce dernier qui est remis en cause dans ses fondements culturels et éthiques. Ce projet est vu comme fondé intrinsèquement sur une violence symbolique destinée à éliminer toutes les autres conceptions du monde, qui sont considérées comme inférieures. En ce qui concerne les Suds, cette violence s'est transformée en réalité physique à l'époque de la domination coloniale et impériale. Mais son influence destructrice s'est prolongée durant la période postcoloniale, à travers l'appropriation par les élites postcoloniales du dis-

cours modernisateur comme discours de pouvoir et de domination. Le processus de globalisation en cours est vu comme une accélération dramatique des tendances à l'entropie sociale, morale et environnementale qui sont depuis toujours au cœur du projet modernisateur, auparavant au Nord, désormais tant au Nord qu'au Sud.

Ces courants de pensée ont influencé et continuent à mobiliser à des degrés divers des mouvements sociaux émergents au Sud comme au Nord, sans cependant enclencher la montée d'une alternative globale crédible au discours dominant.

2.2. D'autres regards sur le « développement réel »

2.2.1. Les approches en termes d'« économie politique de la globalisation »

D'abord, il faut bien constater que, malgré la dynamique des changements à l'échelle mondiale, la persistance du décalage Nord-Sud semble plus prégnante qu'une tendance à la convergence. Toutes les statistiques globales le montrent.

Une autre tendance lourde de l'évolution globale est que le Sud est devenu, c'est un fait, un ensemble plus hétérogène au cours du dernier quart de siècle, bien loin du bloc des nations (sous le vocable de Pays non alignés, ou Groupe des 77) qui avaient tenté d'imposer de nouvelles relations internationales dans le cadre de l'éphémère épisode du dialogue Nord-Sud des années 1970. L'extraordinaire transformation de la Chine ne peut pas masquer la réalité d'une évolution très polarisée du Sud malgré la croissance spectaculaire des relations Sud-Sud (BRICS).

Et surtout, derrière cette géopolitique des inégalités croissantes entre régions du Sud, il y a la question des inégalités sociales croissantes à l'intérieur des régions et des pays du Sud (Cornia & Court, 2001).

Ce sont les approches en termes d'économie politique du développement qui ont mis en exergue la croissance vertigineuse des inégalités à l'intérieur des pays du Sud comme du Nord depuis un quart de siècle. Celles-ci alimentent la formidable dynamique du système global tout en le rendant de plus en plus instable, voire chaotique. Les analyses qui ont mis uniquement l'accent sur une approche des pays du Sud comme « victimes » de l'ajustement et de la crise de la dette n'ont souvent pas vu ce phénomène majeur : la recomposition des rapports de force à l'intérieur de ces pays, favorisant l'émergence d'une couche sociale, faible numériquement, mais jouissant d'un contrôle étendu sur la sphère de l'accumulation restructurée et globalisée, et capable d'en concentrer les bénéfices. Cette couche sociale est soutenue par une nouvelle classe moyenne d'importance variable qui, dans les pays émergents les plus dynamiques, tend à devenir une composante importante de la population.

Les changements intervenus dans le dernier quart de siècle dans un certain nombre de pays du Sud, reconnus émergents ou non, ont un caractère bouleversant, c'est vrai, en termes d'infrastructures, surtout routières, aéroportuaires, énergétiques et de télé-

communications, en termes de sites industriels, commerciaux et de grands projets agricoles, voire même en termes de progrès scientifiques et techniques. Mais du point de vue d'un développement inclusif, il faut reconnaître que ce sont avant tout les moteurs et les réalisations emblématiques d'une dynamique qui consolide l'expansion insatiable de la sphère de « l'économie politique de l'inégalité », avec très souvent des externalités dévastatrices du point de vue social et environnemental (Nahavandi, 2016).

C'est à travers cette évolution que l'on peut voir la convergence des discours sur la modernisation et le développement entre élites du Nord et du Sud. Cette évolution présente d'ailleurs un caractère paradoxal, puisque c'est désormais la version tiers-mondiste de la modernisation qui semble fixer les normes de la globalisation avec le rôle proéminent de la Chine. En 2016, la Chine, avec 20 % de la population mondiale, a représenté 40 % de la croissance mondiale, et au début de 2017, le président Xi Jinping a clairement proposé à Davos que la Chine prenne le relais du leadership d'une économie globalisée toujours plus ouverte et libéralisée. Dans cette construction, l'avenir du développement mondial est délibérément confondu avec la libéralisation de l'accumulation globale. Au nom de la sortie du sous-développement, ces projets veulent incorporer des centaines de millions de nouveaux soutiers de la sphère de l'accumulation globale : le chemin de la « paupérisation rentable » est présenté comme le seul projet crédible de sortie de la « pauvreté naturelle ».

Cependant, une des évolutions les plus originales dans les études du développement dans les deux dernières décennies a été l'émergence de courants qui ne se satisfont pas de ce type de perspective. D'abord parce que rien ne permet de penser que l'avenir sera simplement fait de l'incorporation accélérée de la force de travail de milliards d'êtres humains qui malgré le déchaînement des forces de l'accumulation n'y ont pas encore été intégrées (Perez-Vitoria, 2015).

Mais surtout, c'est parce que, peu à peu, tout un ensemble d'observations et de réflexions a incité à sortir de la vision conventionnelle des masses de pauvres en attente de modernisation, et à reconnaître la réalité des acteurs populaires comme acteurs du développement réel.

2.2.2. Un autre regard sur la place des acteurs populaires dans le développement

L'échec des sphères de l'accumulation à absorber la majorité de la force de travail a maintenu une sphère du petit marché et de l'activité populaires, d'importance très variable selon les différentes régions du Sud, mais bien réelle. Dans ces Suds, et même en Chine aujourd'hui, la sphère de l'accumulation n'a pas pu « manger » toute la société et lui dicter ses règles et ses normes, et ce malgré l'explosion de sa dynamique depuis 30 ans. Il reste donc une autonomie, plus ou moins large selon les continents, de ce qu'on peut appeler l'économie populaire rurale et urbaine.

L'étude des pratiques des économies populaires a contribué de façon majeure à élargir le champ des études de développement depuis une vingtaine d'années.

À partir des années 1980-1990, on a mis de plus en plus en exergue le rôle des femmes dans les réalités des économies populaires, où elles sont au cœur du fonctionnement des marchés populaires (*market place*), et des réseaux qui sont au cœur de ce que Polanyi avait appelé les principes de l'économie familiale et de réciprocité. Cette redécouverte de l'approche substantive de l'économie de Polanyi a eu une influence croissante sur de nombreux chercheurs et a joué un grand rôle dans la compréhension des stratégies des acteurs de l'économie populaire, à la fois dans les villes et dans les campagnes (Peemans, 2013).

Les études récentes vont dans le sens d'insister sur l'importance d'inclure explicitement le monde paysan dans les acteurs de l'économie populaire, ce qui constitue une différence majeure avec les approches conventionnelles anciennes du secteur informel centré exclusivement sur l'urbain. Depuis les années 1980-1990, de nombreux analystes du développement rural ont redécouvert la vitalité et la créativité des sociétés paysannes, leur capacité infinie à s'adapter à toutes les contraintes environnementales et institutionnelles pour essayer de survivre, de maintenir les conditions de reproduction de l'ensemble familial et villageois, voire dans de nombreux cas d'améliorer leurs conditions de vie souvent précaires (McIntyre *et al.*, 2009).

Ce sont ces éléments qui font que, désormais, le monde paysan doit être reconnu comme une composante à part entière des acteurs de l'économie populaire. Tout comme les quartiers populaires urbains, les villages sont des « lieux de vie » avec des pratiques informelles séculaires de coopération, de réciprocité et de sécurisation dont l'économie populaire urbaine n'est souvent qu'une réinvention dans des contextes nouveaux.

2.2.3. De nouveaux regards sur les réalités urbaines et rurales dans la recherche d'un développement inclusif et durable

Les interactions entre le rural et l'urbain sont au cœur de l'émergence des nouveaux acteurs populaires. Si, dans le discours de la modernisation, il y a une dichotomie entre la ville et la campagne, entre d'une part le rural, l'ancien, le traditionnel immobile, et d'autre part l'urbain comme porteur de modernité et de changement, quand on regarde les rapports ville-campagne du point de vue de ces autres acteurs, il y a, au contraire, une sorte de continuité. Depuis des générations, les mondes paysans et populaires urbains ont été reliés par des myriades de réseaux d'échange, la plupart du temps invisibles aux yeux des élites et des observateurs étrangers. Aujourd'hui, les économies populaires locales ont souvent une composante internationale. Les flux humains, matériels, monétaires, financiers, qui connectent désormais des milliers de villages et de quartiers populaires urbains des Suds à d'autres espaces tant dans les Suds que dans les Nords sont aussi traversés par de nouvelles formes de violence, par-

fois extrêmes. Cette complexité nouvelle des économies populaires oblige à abandonner définitivement les approches idéalisées qui en sont parfois faites, et à s'interroger sur leur place future dans les processus de « développement réel ».

De nombreuses études récentes mettent l'accent sur des dynamiques nouvelles qui à la fois s'inscrivent dans l'histoire longue des économies populaires et entraînent une mutation profonde des conditions de leur existence. Les « territoires de la vie populaire » s'inscrivent dans le prolongement d'une trajectoire historique séculaire. C'est ce regard historique de longue période qui permet de porter un regard très différent sur l'avenir des rapports entre accumulation, modernisation et développement.

Sans doute le taux d'urbanisation continuera à croître partout dans les Suds dans les prochaines décennies, mais cela ne doit pas être confondu avec un quelconque projet de ville futuriste, correspondant à l'imaginaire de la modernité enfin accomplie. Dans la plupart des pays du Sud, économies émergentes ou non, les conurbations immenses de l'avenir continueront à être occupées majoritairement par les acteurs de la ville populaire. Si la population mondiale est estimée devoir atteindre 9 milliards en 2050, les territoires populaires de ces conurbations immensément dilatées, mais peut-être encore plus denses qu'aujourd'hui, regrouperont certainement plus de la moitié de cette population. Elles resteront donc un immense enjeu en termes de développement, et l'amélioration ou la dégradation des conditions de vie par rapport à la situation actuelle dépendront de l'évolution de plusieurs facteurs.

Un premier facteur est que ces conurbations, ainsi que leur *hinterland*, continueront à être le lieu de conflits violents entre les acteurs globaux de l'accumulation et les acteurs populaires. L'aspect « territoire » est très important dans ces conflits, tant en région urbaine qu'en région rurale. Dans de nombreux pays d'Asie surtout, mais aussi à des titres divers en Amérique latine, dans le monde arabe et en Afrique, les couches privilégiées veulent marquer leur territoire et soutiennent les politiques de « nettoyage » des espaces d'économie populaire, pour les remplacer souvent par des réalisations urbaines qui manifestent leur volonté de projeter des images prestigieuses de « modernisation » et de « globalisation », avec notamment des *skylines* denses de gratte-ciels à prétention iconiques. Face à cela, il y a toutes les réalisations d'autoconstruction des quartiers populaires, qui peuvent porter un autre urbanisme et une autre esthétique urbaine s'inscrivant dans l'héritage séculaire des réalisations d'architecture vernaculaire dans de nombreuses villes du Sud (Chaterjee, 2008).

Un second facteur sera la consolidation ou la dégradation des myriades de projets, d'initiatives et d'expériences qui émergent dans les contextes locaux les plus divers, et qui ébauchent les contours d'une recomposition possible des relations entre acteurs et territoires urbains et ruraux. De multiples réalisations d'agriculture urbaine et périurbaine dans de nombreuses mégapoles du Sud tentent d'inventer de nouvelles formes d'intégration entre le rural et l'urbain, particulièrement celles qui s'inscrivent dans l'une ou l'autre forme d'agroécologie extensive (Orsini *et al.*, 2013 ; Holt-Gimenez & Altieri, 2013).

Même si dans la phase actuelle on doit bien constater que ces expériences restent limitées et fragmentaires, les « paysages hybrides » du rural et de l'urbain seront cependant ceux de l'avenir, là où s'imposeront des coalitions d'acteurs capables de les porter comme projet politique. En fait, ces paysages hybrides sont une concrétisation de ce qui est appelé maintenant les « new commons », remettant en valeur les formes collectives de droits de propriété et d'usage. Ce concept renvoie à l'importance de territoire et surtout à l'articulation entre acteurs et territoire (Verhaegen, 2014).

L'existence d'un secteur social d'économie associative (SSEA) jouera certainement un rôle de premier plan dans la construction territoriale du développement durable, à travers la mobilisation des ressources locales pour les besoins locaux grâce à la consolidation des associations créées par les populations locales (Rosset *et al.*, 2011).

Les études interdisciplinaires des économies populaires doivent aider à décrypter tout le potentiel des innombrables initiatives associatives locales qui, malgré leur informalité, leur poids dérisoire actuel face aux acteurs dominants de la globalisation, sont porteuses de demandes de sens qui peuvent changer radicalement à terme la donne dans les conflits d'acteurs autour des chemins du « développement réel ».

Un troisième facteur sera l'évolution des relations entre les économies populaires et l'État. Même si actuellement les économies populaires sont à peu près partout orphelines de l'État, l'articulation entre la gouvernance locale et un État plus inclusif reste un enjeu majeur du développement. Dans de très nombreux pays du Sud, une nouvelle légitimation de l'État passe par la mise en place d'institutions qui permettent la consolidation de « territoires associatifs locaux » ayant les moyens de résister aux acteurs à prétention hégémonique, pour qui tout espace urbain ou rural a pour vocation d'être absorbé de manière rentable dans les normes de l'accumulation globale. Dans cette optique d'un État inclusif basé sur la consolidation de l'associatif, le développement est conçu comme une construction permanente de l'espace public et des libertés collectives, qui suppose l'incorporation d'objectifs diversifiés qui ne peuvent se résumer à une comptabilité en termes de croissance. Le développement est vu dès lors comme lié intrinsèquement à la capacité de consolider les liens sociaux et d'améliorer les conditions de vie à l'intérieur de collectivités ayant une base territoriale définie. Le développement s'enrichit ainsi par la diversité même des conditions de sa construction (Peemans, 2010).

Le développement de l'avenir, c'est construire des milliers de « territoires de la bonne vie durable » dans les villes et les campagnes des Suds et des Nords, connectés entre eux pour échanger leurs expériences, du moins s'ils le souhaitent ! C'est un défi immense et fabuleux pour les générations présentes et futures, à condition qu'elles puissent s'émanciper de l'imaginaire mortifère de la modernisation comme seule voie de développement.

3. Conclusion : l'importance d'un regard historique pour comprendre les enjeux futurs du développement

À travers le renouvellement du regard sur ces évolutions contradictoires, on peut affirmer que s'est ajoutée aussi la prise de conscience de la nécessité d'avoir une vision historique pour comprendre les enjeux des conflits entre acteurs dans les processus de développement. Depuis le renouvellement de l'histoire des rapports Nord-Sud par les recherches de l'école de la dépendance dans les années 1970, jusqu'aux essais récents vers une histoire globale, le renouvellement du regard sur le temps long a beaucoup contribué à voir les processus de développement réel autrement. Beaucoup de travail reste à faire. Une approche historique doit permettre de reconnaître la place dans l'histoire longue de tous les acteurs du développement, particulièrement les acteurs oubliés ou oblitérés par les discours sur la modernisation, c'est-à-dire les « acteurs du bas » (Braudel), les acteurs subalternes (Inde), et pas seulement les acteurs dominants de la modernisation, qui ne voient dans la paysannerie et les acteurs populaires que des « objets » des politiques de modernisation.

Toutes ces avancées nous montrent combien le champ du développement, libéré des apories de la croissance, est un domaine stimulant et excitant intellectuellement. C'est en fait un champ de recherches en continuelle évolution, et c'est là, quand c'est bien construit, que l'on peut chercher à mieux comprendre les grands défis du monde contemporain. Le champ du développement nous oblige sans cesse à un effort d'intégration entre le micro et le macro, entre le local, le national et le global. Mais, pour cela, il faut apprendre à effectuer continuellement un effort d'articulation entre les recherches de terrain et un questionnement théorique large ne négligeant pas l'apport de l'histoire.

Bibliographie

Ansoms, A. & Hilhorst, T. (eds), 2014, *Losing your land: Dispossession in the Great Lakes*, London : James Currey.

Appadurai, A., 2005, *Après le Colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris : Payot & Rivages.

Arce, A., 2000, « Creating or Regulating Development: Representing Modernities through Language and Discourse », in Arce A. & Long N. (eds), *Anthropology, Development and Modernities* (pp. 32-51), London: Routledge.

Chaterjee, P., 2008, « Peasant cultures of the twenty first century », *Inter-Asia Cultural Studies*, 9 (1), pp. 116-126.

Cornia, G. & Court, J., 2001, « Inequality, Growth and Poverty in the Era of Liberalization and Globalization », *Policy Brief*, 4, Helsinki : UNU-WIDER.

Cornwall, A. & Brock, K., 2005, « What do Buzzwords do for Development Policy? A critical look at "participation", "empowerment" and "poverty reduction" », *Third World Quarterly*, 26 (7), pp. 1043-1060.

Cooper, F. & Packard, R. (eds.), 1977, *International Development and the Social Sciences, Essays in the History and Politics of Knowledge*, University of California Press.

De Schutter, O., 2011, « The Green Rush: The Global Race for Farmland and the Rights of Land Users », *Harvard International Law journal*, vol. 52.

Hall, R., Edelman, M., Borras, S. M., & Scoones, I., 2015, « Resistance, acquiescence or incorporation? An introduction to land grabbing and political reactions "from below" », *The Journal of Peasant Studies*, 42 (3-4), pp. 467-488.

Harvey, D., 2003, *The New Imperialism*, Oxford : Oxford University Press.

Holt-Gimenez, E. & Altieri, M., 2013, « Agroecology, Food Sovereignty, and the New Green Revolution », *Agroecology and Sustainable Eood Systems*, 37, pp. 90-102.

McIntyre, B. D. *et al*., 2009, *International Assessment of Agricultural knowledge, Science and Technology for Development: Global report*, Washington : IAASTD, Island Press.

Nahavandi, F., 2016, *Commodification of Body Parts in the Global South, Transnational Inequalities and Development Challenges*, UK : Palgrave Macmillan.

Orsini, F., Kahane, R., Gianquinto, G., & Nono Wondim, R., 2013, « Urban agriculture in the developing world: a review », *Agronomy for Sustainable Development*, 33, pp. 695-720.

Peemans, J.-Ph., 2002, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement face aux histoires de développement « réel »*, Louvain-La-Neuve-Paris : Academia-Bruylant-L'Harmattan, 534 p.

Peemans, J.Ph., 2010, « Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable », *Mondes en Développement*, vol. 38, 2010/2 (n° 150), pp. 23-49.

Peemans, J.Ph., 2013, « The many stakes and challenges of another look at the informal sector », in Hillenkamp I., Lapeyre F., & Lemaître A. (eds.), *Securing Livelihoods, Informal Economy Practices and Institutions* (pp. 274-291), Oxford : Oxford University Press.

Perez-Vitoria, S., 2015, *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan*, Arles : Actes Sud.

Rosset, P. *et al.*, 2011, « Campesino-to-Campesino agroecology movement of ANAP in Cuba: social process methodology in the construction of sustainable peasant agriculture and food sovereignty », *The Journal of Peasant Studies,* 38 (1), pp. 161-191.

Verhaegen, E., 2014, « Tragédie des communs et communs de la tragédie », in Silva-Castaneda L. *et al.*, *Au-delà de l'accaparement, Ruptures et continuités dans l'accès aux ressources naturelles* (pp. 25-56), Bruxelles : Peter Lang.

Refondations sociétales pour un postcapitalisme

Frédéric Debuyst

Résumé

Une refondation politique repose sur une gestion publique associative, partant du local-régional, qui accorde une place à la représentation des collectifs de la société civile. Au niveau intersociétal, dans cette communication se postulent une large autonomie des grands ensembles régionaux et la reconnaissance d'une pluriversalité culturelle. Des pratiques contre-hégémoniques iraient dans le sens de ces refondations. Finalement, des questionnements abordent les thèmes des antagonismes politiques, des limites au pluralisme, ainsi que les notions et approches de la crise et de la transition.

Resumen

Una refundación política se basa en una gestión pública asociativa, comenzando por lo local-regional que da lugar a la representación de los colectivos de la sociedad civil. A nivel intersocial el autor de esta comunicación postula una gran autonomía de grandes conjuntos regionales y el reconocimiento de la pluridiversidad cultural. Las prácticas contra hegemónicas apoyarían estas refundaciones. Finalmente, son abordados diversos debates en relación al tema de los antagonismos políticos, los límites del pluralismo, así como las nociones y enfoques de la crisis y la transición.

Préambule

J'énoncerai ici quelques propositions concernant la globalité d'un futur « désiré » sous la forme de refondations économiques et politiques, présentant des hypothèses sur des pratiques contre-hégémoniques et des questionnements sur les voies de réalisation. J'aborderai ensuite les thèmes de la crise et de la transition.

Par refondation, j'entends une métamorphose, une mutation ou un changement de nature et de propriétés s'appliquant à l'ensemble de la société et aux rapports intersociétaux. Si la société actuelle peut être qualifiée de « société de marché », c'est-à-dire un mode d'agir et une idéologie qui ont envahi tout l'ensemble sociétal, c'est ce dernier qui doit faire l'objet de refondations[3].

[3] Il s'agit d'extirper l'économie, la politique et les autres champs de la société de l'emprise de l'idéologie et des pratiques du marché. Il doit en être ainsi concernant les usages de la culture (favoriser les capacités créatrices pour tous : créer un homme riche en besoins selon Marx ou la « prospérité » de tous dans sa dimension immatérielle selon Tim Jackson [2009] ; des sciences et des techniques

1. Une voie de refondation économique

Signalons à titre préliminaire qu'un exposé critique sur la logique économique actuelle met l'accent sur la dominance d'une économie bancaire (largement spéculative) et son détachement de l'économie réelle, sur la marchandisation générale de la société (la culture du tout au marché), sur la soif de croissance et de compétitivité, sur la délocalisation des entreprises et les inégalités régionales, ainsi que sur les effets sociaux négatifs d'une globalisation néolibérale.

Suite à ces critiques, nous proposons **une réorientation des pôles et axes d'une économie plurielle**.

1.1. Actuellement, c'est le pôle du grand marché globalisé qui l'emporte, en soumettant largement le pôle public de l'État ou d'institutions publiques et politiques internationales (Union européenne, FMI, Banque mondiale, OMC, etc.). L'emprise du marché globalisé représente une captation juridico-idéologique. Elle se manifeste dans une autolégitimation du capital, reposant sur l'idée d'une performance ou d'une rationalité supérieure. Le capital en arrive à établir une autorité transnationale au-dessus des États, comme l'indiquent les tribunaux privés des organismes d'arbitrage dans les traités de libre-échange.

Cependant, dans la dynamique d'alliance entre l'État et les entreprises transnationales, les États sont un allié indispensable, car, comme le montre Riccardo Petrella (1989), l'entreprise a besoin de leur appui dans de multiples domaines (infrastructures de base, formation professionnelle, accès à travers les marchés publics au marché intérieur, etc.). Ainsi, la puissance des États, pris comme tels, reste bien présente sur l'échiquier international.

1.2. En opposition radicale avec l'axe précédent, la priorité doit être accordée à un axe composé d'une socioéconomie associative, d'une économie familiale ou de subsistance (formelle et informelle), d'une paysannerie et des petites entreprises. Cet ensemble se trouve actuellement dans une situation subordonnée et/ou de précarité. Cet axe doit être en lien étroit avec le pôle de l'État (ou le pouvoir politique) pour passer ainsi d'une logique commandée par la valeur marchande à une logique de la valeur d'usage.

Une socioéconomie associative apporte une tonalité éthique à cet ensemble[4].

[les orienter vers le bien-être physique et social et la plus large divulgation, pour qu'elles soient un bien commun] ; d'un rapport à l'environnement bio-physique [non prédateur, mais respectueux de la nature] ; de l'évolution démographique et des modes de peuplement humain [permettant l'équilibre territorial et une profonde transformation des cités tentaculaires et des rapports villes-campagnes] ; et enfin du champ social [qui devrait être marqué par l'égalisation des conditions de vie, la reconnaissance des genres, la richesse des liens sociaux et la dynamisation des mouvements sociaux]).

[4] Nous préférons le terme de socioéconomie associative à celui d'économie solidaire généralement utilisé, à mon sens trop flou et moralisateur.

L'État a un triple rôle :

1) de soutien à cet axe dans ses politiques et son rôle de redistribution ;
2) de développement des investissements et services publics dans l'optique du *care*, de la sécurité et du bien-être collectif ; de la sauvegarde et de l'extension des « biens communs », devant échapper aux lois du marché : comme l'accès à l'eau, la protection de l'environnement et des ressources forestières, le patrimoine culturel et scientifique, dans leur orientation et accès, etc. ;
3) enfin, les instances publiques doivent également remplir un rôle de régulation et de contrôle strict du marché capitaliste, en agissant sur la nature même de celui-ci par l'imposition d'un code de bonne conduite, qui consacre les droits sociaux des travailleurs et des modalités d'auto ou de cogestion, qui établisse un échange égal (dans la ligne d'un commerce équitable) et contrôle le secteur financier en interdisant la spéculation financière. Il s'agit enfin d'éradiquer le commerce privé des armes et les formes d'un capitalisme sauvage et illégal (accaparement des ressources, drogue, traite des êtres humains, etc.).

Dans cette vision, l'économique se trouve « encastré » dans le social (la logique et l'esprit associatif) et représente une des dimensions de la démocratie.

2. Pour une refondation politique

2.1. Principes

Cette refondation ne peut être envisagée séparément, mais doit s'inscrire dans la refondation économique énoncée *supra.* Elle s'appuie d'une part sur l'orientation et le rôle socioéconomique de l'État et d'autre part sur le dynamisme de la société civile.

La société civile est souvent vue, à tort, comme un ensemble homogène, entièrement distinct de l'État et largement idéalisé. En fait, si l'on se rapporte à Gramsci, elle est largement divisée, à la fois expression et contestation de l'idéologie du pouvoir.

La refondation du politique se présente nécessairement dans le cadre d'une confrontation entre les transformations de la base économique et les résistances ou opportunités au sein de l'État (des pouvoirs publics) et de la société civile.

2.2. Critique de la démocratie représentative

Celle-ci repose tout d'abord sur le ressenti, largement partagé, d'une absence ou de la pauvreté d'un dialogue entre les acteurs de la société civile et les tenants du pouvoir politique. Reprenons quelques défauts qui expriment ce ressentiment.

- Tout d'abord, le lien entre le mandant et le mandataire est extrêmement ténu, puisque limité à un simple vote sans véritable contrôle de la gestion de ce dernier.

- L'option citoyenne (portant en principe sur le programme d'un parti politique) est largement transgressée ou tout simplement méconnue, selon le mode de scrutin. Dans le cadre d'une représentation à la proportionnelle, le parti est amené à des compromis très éloignés de la volonté initiale du citoyen et peut en arriver à perdre son identité idéologique. Dans le cas du système uninominal majoritaire, une très large part de la population n'a voix au chapitre que via une opposition parlementaire éventuelle.
- Les renversements d'alliances ou le changement du parti au pouvoir entraînent une instabilité qui met en péril tous les acquis sociaux qui ont pu être obtenus au cours d'une législature antérieure (anéantissement, par exemple, des expériences de participations délibératives populaires : voir le cas du Brésil, avec des défaites électorales du Parti des travailleurs).
- Dans un sens opposé, le carriérisme des mandataires politiques fait obstacle à une circulation des représentants et limite le choix des électeurs.

Ces divers facteurs, de même que l'opacité des centres de décision, sont source d'apathie politique chez un grand nombre de citoyens. La référence à un programme perd de plus en plus de consistance. Les promesses ne présentent qu'une valeur symbolique et s'apparentent à la vente d'un produit sur le marché. En outre, l'offre politique émane souvent d'une figure médiatique jouissant d'une popularité de façade (sans compétence et sans contenu) ou maniant des aspects irrationnels comme la peur, la sauvegarde d'une identité nationale ou ethnique exclusive, etc.

2.3. Le préalable : une gestion publique associative

Au point de départ, cette refondation commencerait par la reconnaissance d'une base non proprement politique, qualifiable de *gestion publique associative.* Celle-ci déborde largement l'économique pour concerner divers aspects de la vie locale ou même régionale : associations de quartier, gestion urbaine, forums citoyens sur des thématiques (santé, environnement, immigration, aménagement territorial, etc.). Elle exprime un besoin citoyen d'initiatives pour un bien-être collectif dans un esprit de solidarité et d'autonomie et représente une véritable création collective. Elle est l'occupation démocratique d'un espace public.

2.4. Les espaces politiques

2.4.1. Le local/micro-régional : un « constitutionnalisme par le bas »

Ce dynamisme associatif et mobilisateur doit inclure des capacités d'associer les instances politiques (du communal aux autres niveaux de pouvoir) à sa démarche.

Une refondation du politique suppose que l'État n'accorde pas aux associations un rôle seulement consultatif, mais permette une véritable cogestion. Reprenons les termes de Boaventura de Sousa Santos (2016, pp. 178-179) quand il parle d'une

« refondation de l'État ». Celle-ci « implique non seulement de changer la structure politique, institutionnelle et organisationnelle de l'État, mais aussi les relations sociales, la culture et surtout l'économie ». Elle postule un élargissement démocratique, c'est-à-dire une « volonté constituante des classes populaires » ou « constitutionnalisme par le bas ».

Dans cette optique, la décentralisation en faveur du niveau régional (sous-national) me paraît fondamentale. Elle implique la « subsidiarité » des interventions des États nationaux et, par exemple, de l'Union européenne, dans le sens le plus large possible, faisant du régional le lieu majeur des décisions, le pivot des politiques. La gestion partagée avec les représentants de la société civile doit inclure toutes les étapes de la décision : élaboration, exécution et contrôle de celle-ci.

Comment visualiser la transcription de ce « constitutionnalisme par le bas » dans un système politique de sorte que ce dernier réponde véritablement à la dynamique de la société civile et à l'impératif d'une économie plurielle telle que définie plus haut ? Il n'existe pas un *one best way* d'une démocratie participative[5]. Le scénario proposé ici ne peut être qu'exemplatif.

Nous pourrions concevoir que les mandants représentés soient à la fois des individus et des collectifs. D'une part, les habitants d'un territoire donné éliraient des mandataires politiques sur des listes de partis. D'autre part, des regroupements citoyens (d'associations interprofessionnelles, de gestion publique, d'institutions de la société civile) désigneraient des mandataires par une procédure interne à leur organisation. Entre des options individuelles et une dynamique associative, un équilibre devrait être recherché, sans tomber dans une sorte de dictature partisane (comme celle imposée aux soviets en Union soviétique) ou dans un néocorporatisme. Dans le respect de la séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), des lieux de concertation, délibérations et contrôles (assemblées, conseils, etc.) devraient pouvoir être instaurés, qu'il s'agisse des associations ou des partis impliqués.

2.4.2. De l'État au supranational et au mondial

L'État-nation(s)

Santos (2010, p. 77), s'inspirant d'expériences latino-américaines (comme l'Équateur et la Bolivie), se rapporte à des transformations institutionnelles qui englobent la reconnaissance d'une plurinationalité, des autonomies internes, d'un pluralisme juridique et d'une démocratie interculturelle répondant aux aspirations des communautés, ethnies, peuples, nations, vivant sur le territoire de l'État. Si cette situation ne concerne pas tous les États, le principe d'une telle refondation a pourtant une portée

[5] David Van Reybrouck (2014) propose le remplacement partiel du suffrage électoral par un système de tirage au sort de citoyens pour conjurer tous les défauts d'une démocratie représentative. À mon sens, une participation aléatoire au pouvoir, n'apporte pas la garantie d'un intéressement citoyen à la chose publique.

générale. Une identité nationale doit inclure et intégrer ce pluralisme culturel dans sa dimension interne (originelle), mais aussi dans l'ouverture aux apports migratoires. Il est en effet possible de concilier le patrimoine d'une trajectoire historique, formé d'apports multiples, avec de nouveaux emprunts culturels. L'allégeance citoyenne repose sur une symbiose historique propre, faite de transformations successives et qui se nourrit de nouveaux apports. Prônant la richesse des spécificités territoriales, nous nous opposons à une sorte de dilution ou uniformisation identitaire qu'induisent certaines interprétations du cosmopolitisme, comme chez Ulrich Beck (2003).

Des confédérations supranationales

Les particularités historiques et culturelles des régions continentales et sous-continentales du monde pourraient donner lieu à la formation d'unions politiques et de coopérations économiques supranationales, allant jusqu'au confédéralisme. Particulièrement pour le Sud, une telle intégration apporterait un maximum d'autonomie, permettant de sortir des emprises du capital multinational et de la dominance de certains États.

Il s'agit de reconnaître d'une part les choix de société (d'épistémès, des voies de développement et des systèmes politiques propres) et l'existence d'une « pluriversalité »[6] et d'autre part, le principe et les voies de réalisation d'échanges internationaux égaux, dans tous les domaines (marchands et non marchands).

Le mondial

Sans entrer ici dans l'énoncé de réformes institutionnelles, je mentionnerai la nécessité de consacrer, au niveau mondial (par des traités d'allégeance), les principes de « pluriversalité » et d'égalité énoncés plus haut. Le mondial est l'expression fédérale des États et des grandes régions du monde, instaurant un système de représentation politique équitable.

En outre, il doit répondre à la solution des problèmes planétaires par une gestion globale de l'environnement, des pandémies, des catastrophes, etc., dans un esprit de solidarité mondiale.

Il est le garant de la paix, de la réalisation des droits fondamentaux (droits citoyens individuels et collectifs, et concernant l'alimentation, l'accès à la terre, le logement, la santé, l'éducation, l'emploi, et le respect des « biens communs » dans le monde). Les institutions mondiales doivent disposer de capacités de sanctions (exécutoires) et d'interventions (par exemple humanitaires) jugées appropriées dans le cadre de procédures démocratiques.

---

[6] Chantal Mouffe (2016, pp. 176-177), reprenant Massimo Cacciani, montre que la création d'un système juridique international doit être fondée sur l'idée de pôles régionaux fédérés entre eux par la reconnaissance de leur pleine autonomie ; ajoutant : « En essayant d'imposer partout notre modèle… nous ne ferons que multiplier les conflits de résistance qui fomentent le terrorisme mondial. »

Les centres de décision, allant de l'État-nation au mondial, doivent laisser une place aux institutions et associations des sociétés civiles et de leurs expressions internationales, leur accordant des espaces de délibération.

2.4.3. La dimension culturelle des rapports intersociétaux

La refondation des rapports intersociétaux suppose la reconnaissance d'une pluriversalité culturelle. Celle-ci passe par la critique de la modernité européocentrée, mise en avant par les *subaltern studies* originaires du Sud et qui dénoncent les néocolonialismes, toujours actuels. Ce rejet de l'emprise moderniste doit conduire à une valorisation des diverses « épistémès » (conceptions du monde et leurs corollaires). Il s'agit, selon Santos (2011, pp. 37-38), « des traditions culturelles et philosophiques qui sont en même temps des possibilités futures ou alternatives ». Parmi ces traditions, il est fait référence, entre autres, à la pensée et au système d'organisation sociale amérindiens, comme l'épistémè Quechua-Aymara-Maya et la vision souvent évoquée du « *bien vivir* ».

Des auteurs latino-américains vont cependant au-delà d'une opposition radicale entre modernité et tradition, introduisant la notion de transmodernité.

Pour Walter Mignolo (2000, pp. 63-66) : « Les connaissances subalternes sont celles qui se retrouvent à l'intersection du traditionnel et du moderne. Ce sont des formes de connaissance hybrides, transculturelles… dans une « "complicité subversive" contre le système… » Pour l'auteur, il s'agit d'une « pensée frontalière » (*pensamiento fronterizo*) critique. Pour sa part, Enrique Dussell (2009, p. 124) énonce sa notion de la transmodernité : « Nous voulons faire référence à un projet mondial qui essaye d'aller au-delà de la modernité européenne et nord-américaine… d'affirmer la valeur de ce qui a été déclaré comme étant l'extériorité rejetée, non valorisée et inutile des cultures… pour développer les potentialités, les possibilités de ces cultures et philosophies ignorées. »

Cette transmodernité peut être vue non seulement comme une convergence spatiale, mais aussi dans un sens diachronique, comme parcours critique au sein des étapes de la modernité pour en retenir certains traits jugés émancipateurs et arriver à un lieu où cette modernité est profondément transformée.

3. Des pratiques contre-hégémoniques

Pour simplifier, je distinguerais trois types de pratiques dont le sens et la portée sont différents.

3.1. Pratiques du « vivre autrement »

Relevons tout d'abord, au sein de la société civile, un éventail de pratiques de vie qui tendent à se démarquer des *habitus* de la société de marché. Par exemple : d'autres

modes de consommation et de production (agriculture biologique), une utilisation des énergies vertes, des formes communautaires d'habitat, de gestion de la santé, des recours aux services de l'économie sociale, d'une valorisation du local via des monnaies propres et des échanges non monétaires, ou encore des pratiques locales de démocratie directe et délibérative.

À un premier niveau, surtout observable au Nord et dans des milieux relativement favorisés, nous pourrions parler d'un « vivre autrement *soft* » correspondant à un désir, partiel, assez individualisé, qui ne met pas en cause la logique dominante, mais n'est qu'une mise à l'écart ponctuelle de celle-ci. La force exemplative reste assez limitée, même si elle gagne du terrain.

À un niveau supérieur, la mise en question du système dominant peut-être plus radicale dans la mesure où se constituent des réseaux importants, par exemple des consommateurs/producteurs alternatifs ou un ancrage territorial plus affirmé d'une gestion collective, avec la dominance d'une socioéconomie associative.

3.2. Des résistances territoriales à la conquête d'un pouvoir régional

a) Les multiples mouvements de résistance territoriale à travers le monde ont pris une configuration particulière en s'opposant non seulement aux injonctions d'un capitalisme néolibéral et des institutions financières internationales, qui imposent un mode de gouvernance et d'ouverture aux marchés, favorisant les multinationales et l'*agrobusiness,* mais en s'opposant aussi à un capitalisme sauvage procédant à des accaparements de terres sur des centaines de millions d'hectares, particulièrement en Afrique, au profit entre autres de pays asiatiques, qui cherchent à délocaliser leur production alimentaire[7]. Les expulsions et contrats léonins sont pratiqués avec la complicité d'États du Sud.

L'expansion des industries extractives (minerais, pétrole) donne lieu aussi à des conflits violents avec des communautés locales. Ces conflits ne s'interprètent pas seulement en termes de défense à contenu social, mais aussi environnemental : la protection d'un territoire et de l'équilibre et la durabilité de ses ressources répond au « bien vivre » et à l'identité culturelle de groupes ethniques et sociaux qui convergent dans une même opposition à une modernisation destructrice[8].

b) Au-delà des défenses territoriales, nous assistons aussi à des mouvements populaires à caractère plus offensif, à la conquête d'une construction régionale alternative.

La formation d'alternatives territoriales (micro et mésorégionales) se retrouve dans divers pays du Sud et correspond dans une large mesure à la gestion politique associative et au « constitutionnalisme par le bas » énoncés plus haut. Cette construction

[7] Voir Laurent Delcourt (2013).

[8] Voir Maristella Svampa (2013) et CETRI (2013).

suppose la mobilisation de l'ensemble des secteurs populaires d'une région à partir d'objectifs communs (amélioration de l'environnement, gestion de l'eau, opposition à un projet de barrage, gestion communale rurale ou urbaine, etc.) ; le point de départ peut être sectoriel, jusqu'à conduire à une prise en charge autonome de l'ensemble des problèmes collectifs. Selon les cas de figure, le lien avec les autorités municipales ou régionales peut être plus ou moins effectif, comme le montre bien, à propos d'expériences mexicaines, Sergio Zermeño (2005 et 2016). Il met au centre des conditions de réalisation, d'une part une « densification sociale », c'est-à-dire une expansion et un renforcement des associations populaires et de l'adhésion des divers secteurs sociaux et culturels, d'autre part un « empoderamiento » *(empowerment)* citoyen, ou la capacité individuelle et collective d'agir de façon autonome et d'acquérir un pouvoir décisionnel.

Selon Zermeño, ces expériences doivent pouvoir bénéficier de l'apport d'experts et conseillers universitaires, ONG, services publics, etc.

Si les expériences d'autonomie régionale, plus ou moins poussées, apparaissent comme une alternative crédible, à défaut d'une action directe au niveau national, il faut reconnaître toutefois leur vulnérabilité face aux affrontements avec le pouvoir central (comme dans le cas du néozapatisme) ou due aux pertes d'appui politique au niveau local/régional suite à des changements électoraux, ou encore en raison d'une durabilité limitée des organisations internes suite à de crises de direction et d'une démobilisation citoyenne.

3.3. Des formes de délégitimation de l'hégémonie

a) Une mise en cause du consensus envers le pouvoir économique/politique dominant est le dénominateur commun d'un ensemble de pratiques. Outre les approches critiques intellectuelles et les plaidoyers adressés aux décideurs, nous faisons référence ici aux grandes manifestations d'opposition (ou même des actions directes) impulsées par des secteurs de la société civile, soit sur des aspects plus sectoriels (la spéculation financière, les destructions de l'environnement, etc.), soit contre les politiques commerciales (OMC), les accords commerciaux, etc. (depuis Seattle et les autres manifestations qui suivirent).

De telles manifestations peuvent donner lieu au blocage de projets de libre échange, lorsqu'elles sont épaulées par des pouvoirs publics, comme le montra en octobre 2016 l'exemple de l'opposition au CETA (Traité global de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada) par les entités fédérées francophones de Belgique. Elle montra qu'une large mobilisation citoyenne épaulée par les pouvoirs politiques régionaux pouvait alerter sur les effets nocifs d'un accord qui paraissait équilibré.

b) Diverses pratiques, qui émanent de la société civile, sont mises en avant pour leur caractère novateur.

Prenons le cas des Forums sociaux mondiaux (ou régionaux) représentant pour certains un véritable « mouvement des mouvements », nouveau sujet d'un changement radical. Ils ont regroupé à l'échelle mondiale des mouvements de « défense de causes » (des droits humains, de défense de l'environnement, de l'opposition à la spéculation financière, etc.), et des mouvements associatifs, populaires et syndicaux, dont certains de portée internationale, comme *Via Campesina* sur la souveraineté alimentaire Dans le cadre d'une vision altermondialiste, les Forums contribuent à créer une opinion publique critique et ouverte à des perspectives de changements. J'énoncerais cependant les limites suivantes :

1) Trouvons-nous vraiment une convergence des mouvements en raison des disparités Nord/Sud (le Sud réagissant au néocolonialisme du Nord), du sens attribué à l'altermondialisme (aménagement ou dépassement du capitalisme), du caractère global ou partiel des revendications ?
2) Des divergences de conceptions apparaissent dans l'opposition entre une direction très structurée et incluant une hiérarchie dans les processus décisionnels et une organisation plus fluide, plus horizontale ou réticulaire, laissant place à une plus grande spontanéité.
3) Si, localement, des instances politiques s'impliquent, dans les Forums, ceux-ci ne disposent pas d'un lien privilégié avec des partis politiques (ou ne le recherchent pas) ; la démarche est moins celle d'un *lobbying* que d'une démonstration symbolique agissant sur les médias et l'opinion publique internationale.

Mentionnons pour finir des mouvements, ou expressions d'opposition collective, récents en Europe, comme les « Indignés », réagissant via des manifestations contre les politiques antisociales en vigueur. Elles ont réuni des « multitudes » comprenant des laissés pour compte, des chômeurs, des jeunes, des classes moyennes appauvries, des milieux associatifs et culturels, et des intellectuels. Elles dénoncent les logiques de la société de marché, les criantes inégalités sociales, les compromissions des partis traditionnels et l'absence de perspectives futures, et énoncent en même temps les voies d'une nécessaire « métamorphose ».

Le passage à un mouvement plus permanent puis à un parti politique trouve son illustration, entre autres, avec *Syrisa* en Grèce et *Podemos* en Espagne. À cet égard, signalons que l'entrée dans l'arène politique a des effets paradoxaux. En Grèce, l'acceptation *in fine* par Tsipras des mesures d'austérité imposées par le dictat européen a conduit à l'éclatement du parti ayant accédé au pouvoir. En Espagne, les positions de *Podemos* dans la crise politique (et ses rapports avec le parti socialiste) ont suscité des divisions internes. Le renouveau porté par de larges couches de la société civile a été confronté au « réalisme politique ».

4. Assertions problématiques

Il s'agit de questions relatives aux modes et voies de réalisation des refondations énoncées, au sujet desquelles nous exprimons des doutes.

1) Une question non vraiment résolue est celle du passage des antagonismes ou rapports de forces conflictuels à une situation de consensus général.

Nous pourrions nous référer à Habermas (1998, p. 266). Pour l'auteur : « Le concept de politique délibérative n'acquiert une portée empirique que si nous tenons compte de la diversité des formes de communication au moyen desquelles une volonté commune se forme, non seulement par l'entente éthique sur l'identité collective, mais encore, tout à la fois, par la péréquation des intérêts et le *compromis*, par un choix, *rationnel en termes de finalité*, des moyens appropriés, par *la justification morale,* et par un examen de la cohérence *juridique*. »

Cette théorie d'une « démocratie communicationnelle » porteuse de rationalité dialogique et expression d'un consensus est, à raison, contestée, entre autres par Chantal Mouffe (2016, p. 33 et 182-183).

Elle dénonce l'illusion d'un consensus qui néglige les antagonismes ou rapports de force dans la société. Selon elle, ces relations d'antagonisme (portant par exemple sur les rapports entre liberté et égalité) peuvent cependant être apprivoisées. Elles n'empêchent pas une association politique, c'est-à-dire qu'il y a entre les parties en conflit un lien commun. Parler de « consensus conflictuel » signifie « consensus sur les valeurs éthico-politiques de liberté et égalité pour tous, mais dissensus sur leur interprétation »… « le tracé de la frontière entre le légitime et l'illégitime représente toujours une décision politique et doit donc rester ouvert à la contestation ».

Dans ces propositions, la part de violence ou de coercition qui interviendrait pour mettre fin à la radicalité des antagonismes n'est pas évoquée. Sur ce point, j'énoncerais le principe : *la fin ne justifie pas les moyens*. En d'autres mots, les moyens ne peuvent être en contradiction manifeste avec la fin recherchée et porter ainsi atteinte à l'intégrité de celle-ci. Reconnaissons donc que, par l'usage de la violence, *les moyens pervertissent la fin.*

2) Dans la ligne de ce qui précède, quelle place accorder au pluralisme et aux fonctions des partis politiques ? Sans doute faut-il renoncer à la vision d'un pluralisme correspondant à des intérêts de classe incompatibles. Le pluralisme partisan ne peut mettre en question les acquis d'une refondation économique, mais il doit être maintenu dans certaines limites, sans tomber dans un parti unique ou hégémonique, détenteur d'une ligne politiquement correcte. L'accord sur les finalités d'une refondation ne doit pas empêcher des divergences liées aux trajectoires historiques, aux sensibilités sociales et aux visions stratégiques de différents partis.

3) Les questions précédentes nous conduisent à mettre en rapport les régulations sociétales et la liberté. Je reprendrais à cet égard une idée de Karl Polanyi (1983,

p. 328). Pour l'auteur, la contrainte s'inscrit dans certaines limites. Tout d'abord, elle ne doit pas être absolue. Le « droit à la non-conformité » doit être assuré, « comme la marque d'une société libre ». Ensuite, il faut « que l'on ne fasse pas un seul pas vers l'intégration dans la société sans en faire un vers plus de liberté ; les mesures de planification doivent inclure le renforcement des droits de l'individu en société ».

Entendons-nous sur la nature des droits. Il s'agit d'opposer une liberté individuelle « débridée », donnant le droit de rechercher le profit à tout prix et d'étendre la propriété privée au détriment d'autrui, à des libertés, à des espaces de vie autonomes et sécurisés, découlant de l'effectivité des droits sociaux : droits au travail, au logement, à la terre, à la santé, à l'instruction pour tous. Il s'agit de répondre à une éthique des besoins, telle que formulée par Agnès Heller (1981, pp. 250-251) : « Tous les besoins doivent être reconnus et satisfaits, à l'exception de ceux dont la satisfaction fait de l'homme un simple moyen. »

Cette règle, à la fois très restrictive et très tolérante en termes d'exigence éthique et de libertés, concerne tant les rapports individuels (par exemple dans les orientations sexuelles et les choix de vie) que le système sociétal dans sa nature et ses orientations.

5. Contexte de crise et de transition

5.1. La crise, facteur d'un changement radical ?

Quelle crise ?

La notion de crise fait l'objet d'interprétations multiples. Partons du double sens que lui donne un collectif latino-américain (Mar Daza *et al.*, 2012, pp. 24-25) :

- il peut s'agir « des moments historiques dans lesquels, dans un espace déterminé, une problématique arrive à dépasser largement les solutions et réponses disponibles face à celle-ci » (par exemple la crise alimentaire, la crise énergétique, écologique, financière, concernant la paix et la sécurité collective, l'arrivée massive de réfugiés, etc.) ;
- mais aussi d'un « moment d'inflexion, un temps vide dans l'histoire, où il apparaît évident que notre forme d'organisation sociale et politique ne suffit pas pour répondre aux défis collectifs affrontés… »

Le premier sens serait de l'ordre de l'*institué*, du cadre dans lequel celui-ci opère, dans son savoir/pouvoir. Il concerne le degré de résilience du système global.

À cet égard, ne sous-estimons pas la capacité de résistance du capitalisme, qui l'a conduit à des transformations successives et pourrait prendre la forme d'un « capitalisme vert ».

Le second sens serait de l'ordre de l'*instituant*, et dépendrait de la volonté ou non des acteurs de transformer des rapports sociétaux. Le « temps vide » se traduirait

dans la difficulté d'opérer une mutation de l'organisation sociétale ou du modèle de développement, en imaginant une autre société globale, ou en la désirant. Soit ce désir est annihilé par les mirages d'une société de marché, les récompenses qu'elle offre pour les battants. Soit des courants populistes rallient ceux qui croient aux solutions nationalistes et sécuritaires pour sauvegarder leur identité et leur position sociale.

Les crises actuelles doivent être saisies dans plusieurs dimensions qui débordent l'économie, comme le montre bien Nancy Fraser (2016, p. 401, 407, 410). Elle énonce trois composantes : *écologique* (épuisement des ressources non renouvelables et destruction de la biosphère), de *financiarisation* (économie immatérielle et destructrice vu son caractère volatile et spéculatif), et enfin de *reproduction sociale* qui « se traduit par une pression croissante exercée par le néolibéralisme sur ce que certains appellent "*care*" ou "travail affectif et de soins" qui comprend à mon sens plus largement l'aptitude de l'être humain à créer et entretenir des liens sociaux ». L'auteure suit les argumentations de Polanyi (1983) qui montra les impasses d'une économie libérale reposant sur un marché autorégulateur et les conflits et les conditions qui aboutirent à un État régulateur et de protection sociale, mais elle mentionne une autre dimension conflictuelle concernant l'*émancipation,* c'est-à-dire une lutte pour se libérer de la domination (incluant la question du genre, l'ostracisme, l'exclusion sociale, etc.). « Ces acteurs se sont opposés avec vigueur aux protections oppressives qui les empêchaient de vendre leur force de travail. Ils n'en étaient pas pour autant défenseurs du libéralisme. Leurs protestations constituaient plutôt un troisième pôle du mouvement social, s'élevant au-dessus et au-delà des deux pôles identifiés par Polanyi : non pas seulement la marchandisation et la protection sociale, mais aussi l'émancipation... »

D'autre part, Fraser rappelle que « la protection sociale nationale telle que l'envisageait Polanyi n'a jamais été applicable à l'ensemble du monde ; sa viabilité dans l'hémisphère nord a reposé sur un siphonnage de valeur à partir de l'hémisphère sud. Ainsi, même les variantes intrinsèquement les plus égalitaires de démocratie sociale de l'après-guerre s'appuyaient sur une prédation extérieure néo-impérialiste ».

Pour ma part, j'établirais une distinction entre d'une part *protection sociale*, correspondant à un régime de sécurité sociale qui actuellement est mis en question ou rogné en même temps que les services publics assurant la reproduction sociale, et d'autre part une *politique assistantielle* qui n'apporte que des accommodements à une situation d'exclusion sans rechercher l'incorporation dans le monde du travail rémunéré, si ce n'est de façon temporaire et dans des conditions d'exploitation. *L'allocation universelle* n'échappe pas à cette constatation et n'apporte pas de véritable solution à la dualité gagnants/perdants de la globalisation.

L'issue des crises

Les dimensions de la crise qui ont été mentionnées (écologique, de financiarisation, de déficit de reproduction sociale, la crise de consensus et des valeurs) pourraient présenter un caractère cumulatif. Est-ce à dire que la crise globale conduirait à un

renversement du « bloc historique » (Gramsci), c'est-à-dire à un échec de la classe dirigeante et à une perte de légitimité (d'« hégémonie ») auprès de la société civile, incontestables ?

Le « temps vide » de l'instituant (présenté *supra*) pourrait se comprendre soit comme l'incapacité d'une nouvelle direction politique de concevoir un changement – ou un tournant radical –, soit comme l'absence de mobilisation populaire, ou la coexistence des deux. Elle irait de pair avec l'inconscience des pouvoirs « institués ». Dans ce cas, nous parlerions d'un pourrissement de la crise (ou d'une *crise passive*) produisant ses effets à terme, pouvant être de nature catastrophique (par ex., une catastrophe environnementale).

Nous ne présageons pas de l'issue d'une crise, de son caractère pacifique ou violent, démocratique ou autoritaire. Dans les pays occidentaux au capitalisme avancé et aux sociétés civiles complexes et structurées, l'issue révolutionnaire est peu envisagée (du moins sous forme d'une prise de pouvoir violente). Ceci n'empêche cependant pas qu'un mouvement social fort et unifié et regroupant une large alliance sociale et politique ne puisse arriver à modifier les rapports de force sociopolitiques (*crise active*).

Cette modification suppose que les acteurs « populaires » passent d'une relative passivité à une activation qui dépasse les revendications économiques professionnelles ou interprofessionnelles, pour atteindre une dimension politique. À cet égard, Chantal Mouffe et Ernesto Laclau énoncent l'idée d'« une chaîne d'équivalences ».

Pour Mouffe (1916, p. 82), il faut que « la construction d'une nouvelle hégémonie passe par la création d'une « chaîne d'équivalences » entre les différentes luttes démocratiques, anciennes et nouvelles, afin de former une « volonté collective » un « nous » des forces démocratiques (face à un « eux »).

La notion est explicitée par Laclau (1916). Pour l'auteur, les antagonismes peuvent se rejoindre pour exprimer un rejet global du système. Il ne s'agit plus seulement de l'opposition d'une catégorie de citoyens, mais d'un ensemble que Laclau qualifie de « peuple », acteur collectif, qui pourra être représenté au pouvoir par les « populismes ». L'auteur s'inspire des populismes latino-américains qui ont pu présenter un caractère progressiste, avec une personnalisation du pouvoir dans le cadre de régimes présidentiels. Au moins concernant l'Europe, j'émettrais des réserves sur les populismes et la notion de peuple, qui répondent plus à des idéologies d'extrême droite !

Michel Dobry (2007, p. 127) présente une notion proche de l'« équivalence ». Il parle de conjonctures de crise politique marquées par « l'irruption d'une ample fluidité politique », que je traduirais par opportunités de changement, lorsqu'on assiste à « une désectorisation tendancielle de l'espace social » (dans une société où les champs sectoriels sont assez autonomes), c'est-à-dire lorsqu'une mobilisation affecte simultanément ces différents champs. Je verrais les « équivalences » ou « désectorisations » énoncées comme une condition qui ouvre à un changement radical.

5.2. L'optique de la transition

Les oppositions entre voie réformiste et révolutionnaire n'alimentent plus les polémiques. Le terme de transition fait à présent partie du vocabulaire alternatif, apparaissant comme une préfiguration d'un avenir possible.

L'usage actuel du terme de transition me paraît assez ambigu. En effet, la progression vers et dans une société idéale n'est pas exempte d'un certain irénisme (le primat de relations « vertueuses » dans une société idéale).

Cette vision s'appuie certes sur des changements effectifs : un mouvement intellectuel critique qui prend de l'ampleur et agit sur l'opinion publique, et une panoplie de pratiques alternatives (voir ci-dessus*)*.

Concernant ces pratiques et propositions alternatives, les esprits optimistes tablent sur leur caractère cumulatif, comme un flux irréversible qui gagnerait l'ensemble des sociétés. Le moment politique est peu évoqué. Gageons cependant qu'au-delà d'un certain seuil de tolérance, elles risquent de se heurter aux intérêts et pouvoirs en place.

Une transition ne peut vraiment se comprendre qu'*ex post facto*. Arriverait-elle à son terme suite à une évolution naturelle, s'imposant aux esprits ? Ou bien son issue doit-elle comprendre des soubresauts violents, des luttes implacables, des phases de chaos ?

À cet égard, la période du XVI^{e} siècle en Europe est riche d'enseignements : elle signifiait l'emprise croissante du capitalisme dans un contexte où les représentations du monde, les structures politiques, les rapports socioéconomiques étaient bouleversés et traversés par des conflits qui ne trouvèrent leur épilogue, après une guerre de trente ans, qu'au traité de Westphalie (1648), établissant le cadre institutionnel du capitalisme commercial (et du mercantilisme). Ces évolutions se sont traduites par la juxtaposition de formes hybrides : par exemple, des rapports quasi féodaux (ou même d'esclavage) sont restés présents dans des exploitations commerciales (en Amérique latine et l'Europe de l'Est) jusqu'au XIX^{e} siècle.

6. Vers une crise de la globalisation ?

Après le *Brexit* (sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne), les premières mesures du président Donald Trump montrent un retour à une politique protectionniste mettant en question les divers traités de libre-échange, jugés responsables de la désindustrialisation, des délocalisations d'entreprises nord-américaines et d'accentuation de poches de pauvreté touchant jusqu'aux classes moyennes. Ce programme est assorti de mesures xénophobes au nom de l'« *America first ».* Faut-il y voir un simple accident historique ou l'expression d'une tendance réelle, dont les manifestations se font jour et risquent de se renforcer dans des pays européens tentés par le populisme et mettant à mal la cohésion et l'existence même de l'Union européenne ?

Ainsi, l'époque que nous vivons ne semblerait pas s'inscrire dans une tendance lourde, vers un approfondissement prévisible et allant de soi de la globalisation. Au contraire, une telle prédiction est contredite. L'horizon paraît profondément instable.

Une transition, loin d'être pacifique – un long fleuve tranquille – pourrait s'inscrire dans des crises multiples, de nouvelles configurations conflictuelles d'États, renouant avec une politique de puissance nationale et pratiquant, avec d'autres États, protectionnisme et fermeture à l'encontre du Sud. Ces États se heurteraient-ils aux réseaux multinationaux de la globalisation et au libre-échange ?

Qu'en serait-il pour les pays du Sud : un appauvrissement ou une opportunité pour une plus grande autonomie et un approfondissement des rapports Sud/Sud, s'exprimant soit dans le cadre de relations capitalistes qui ne réduisent pas les écarts entre les pays émergents et les autres, soit dans la montée d'une voie inédite marquée par des valeurs de solidarité et la vision d'une autre modernité ?

Bibliographie

Beck, U., 2013, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation.* Paris : Alto, Aubier.

Daza, M., Hoetmer, R., & Vargas, V., 2012, *Crisis y movimíentos sociales en nuestra America*, Pérou : Programa Democracía y Transformaciòn Global, Coordinadora Interuniversitaria, pp. 23-68.

Delcourt, L., 2013, « Les dynamiques contestataires dans le monde rural au Sud », *Alternatives Sud*, 20 (4), Louvain-la-Neuve : CETRI, pp. 7-22.

Dobry, M., 2007, « Ce dont sont faites les logiques de situations », in P. Favre, O. Fillieule, F. Jobard, *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations* (pp. 119-147), Paris : La Découverte.

Dussel, E., 2009, « Pour un dialogue mondial entre traditions philosophiques », *Cahiers des Amériques latines,* 2009/3 (n° 62), pp. 111-127.

Fraser, N., 2016, « Réflexions postpolanyiennes sur la crise capitaliste », in J.-L. Laville & J.-L. Corragio (dir.), *Les gauches du XXI^e siècle. Un dialogue Nord-Sud* (pp. 24-25), Lormont : Le Bord de l'Eau.

Jakson, T., 2009, *Prosperity without Growth: Economics for a Finite Planet*, Earthscan Publications Ltd.

Habermas, J., 1998, *L'intégration républicaine. Essai de théorie politique* (*IV. Qu'est-ce que la politique délibérative ?)*, Paris : Fayard.

Heller, A., 1981, « Les "vrais" et les "faux" besoins », in A. Heller, Feher Ferenc, *Marxisme et démocratie, Au-delà des socialismes réels* (pp. 243-263), Paris : Maspero.

Laclau, E., 2016, « Logiques de la construction politique et identités populaires », in J.-L. Laville & J.-L. Corragio (dir.), 2016, *Les gauches du XXIe siècle. Un dialogue Nord-Sud* (pp. 151-162), Lormont : Le Bord de l'Eau.

Lemasson, L., 2008, « La démocratie radicale de Jùrgen Habermas. Entre socialisme et anarchie », *Revue française de Science Politique*, 58 (1), pp. 39-67.

Mignolo, W., 2000, *Local Histories/Global Designs, Coloniality, Subaltern Knowledges and Border Thinkings*, Princeton University press.

Mouffe, Ch., 2016, *L'illusion du consensus*, Paris : Albin Michel.

Petrella, R., 1989, « La mondialisation de la technologie et de l'économie. Une hypothèse prospective », *Futuribles,* 135, pp. 3-34.

Polanyi, K., 1983, *La Grande Transformation*, Paris : Gallimard, 1944.

Santos de Sousa, B., 2016, « La refondation de l'État », in J.-L. Laville & J.-L. Corragio (dir.), *Les gauches du XXIe siècle. Un dialogue Nord-Sud* (pp. 175-188), Lormont : Le Bord de l'Eau.

Santos de Sousa, B., 2011, « Épistémologies du Sud », *Études rurales*, janvier-juin, pp. 21-49.

Santos de Sousa, B., 2010, *Refundación del Estado en América Latina: perspectiva desde una epistemología del Sur*, La Paz, Bolivia: CESU, Plural.

Svampa, M., 2013, « Consensus des matières premières, tournant écoterritorial en Amérique latine », *Alternatives Sud*, 20 (33), Louvain-la-Neuve : CETRI, pp. 33-48.

Thomas, Fr. (Éd.), 2013, « Industries minières : extraire à tout prix ? », *Alternatives Sud*, 20 (2), Louvain-la-Neuve : CETRI.

Van Reybrouck, D., 2014, *Contre les élections*, Arles : Actes Sud, Babel.

Zermeño, S., 2005, *La desmodernidad mexicana y las alternativas a la violencia y a la exclusión en nuestros días*, Editorial Océano de México.

Zermeño, S. & Galicia, G., 2016, *Mejorar la vida de los mexicanos, reconstruimos desde las regiones*, Siglo XXI editores.

Le changement social dans les études du développement : l'apport des études postcoloniales

Aymar Nyenyezi Bisoka

Résumé

Cette réflexion permet de mettre à nu le côté cruel de l'humanisme occidental – lié au constat empirique du fossé entre l'éthique occidentale et ses pratiques cruelles dans les plantations, les colonies, les « postcolonies », les diasporas – et, en fin de compte, les différents modes de « devenir nègre du monde » globalisé et ses nouvelles formes d'exploitation. Elle permet alors de repenser la prose coloniale, la biopolitique qu'elle sous-tend et les opérations épistémiques qui les fondent et de proposer une « politique du semblable » comme la base du « monde à venir ».

Resumen

Esta reflexión permite poner al desnudo el lado cruel de humanismo occidental sobre la base de una constatación empírica: la brecha ética existente entre la ética europea y sus crueles prácticas en las plantaciones en las colonias, en las postcolonias, en las diásporas y, al final de cuentas, en las diferentes formas de convertirse en negro en el mundo globalizado y sus nuevas formas de explotación. Esta propuesta nos permite repensar la prosa postcolonial y la biopolítica que ésta supone y proponer una política de la semejanza como base para porvenir.

Introduction

S'il y avait quelque chose de colonial dans le concept même de développement tel qu'il a été pensé aux États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ne faudrait-il pas le rejeter complètement ? Et sinon, comment alors parvenir à démêler, dans le développement, sa colonialité et la capacité émancipatrice qu'on lui accorde ? Tel est le point de départ, nécessairement critique, à partir duquel les liens entre les études du développement et les études postcoloniales peuvent être envisagés.

En effet, développées depuis les années 1950, des approches critiques du développement ont souvent procédé à la déconstruction des théories du changement à caractère social, politique et économique qui ont constitué ces études et qui ont nourri les politiques publiques des pays en développement (Peemans, 2002 ; Singleton, 2004). Pour le cas spécifique de l'Afrique, ce discours s'est inscrit dans un processus de *légitimation* et de *délégitimation* à partir d'une « théorisation » (Hwang & Powel,

2005) qui procède par exclusion, en s'articulant en trois étapes : (1) la stigmatisation de l'ordre ancien et la spécification de ses défauts, (2) la proposition de solutions, et (3) la fixation de standards. Ces étapes sont des stratégies utilisées par des acteurs en vue de justifier le changement institutionnel (*ibid*.).

Si ce processus discursif et justificatif du changement se confond avec ce qu'on a appelé la modernisation et avec la manière dont celle-ci continue aujourd'hui à se reconfigurer à travers des politiques néolibérales (Peemans, 2002 ; Boltanski & Chiapello, 1999), elle est basée sur l'idée de changement social comme nécessité et finalité absolues. Or, comment les approches critiques du développement, qui voient malgré tout, dans le développement, un potentiel à la fois colonial et émancipateur, parviennent-elles à penser ensemble la nécessité du changement social et celle de l'autodétermination, sans laquelle l'émancipation n'est pas possible ?

Ce chapitre tente de montrer la contribution des études postcoloniales à ce questionnement. Il s'agit des études qui, aujourd'hui, traitent de la « postcolonie », une notion renvoyant « à l'identité propre d'une trajectoire historique donnée : celle des sociétés récemment sorties de l'expérience que fut la colonisation, celle-ci devant être considérée comme une relation de violence par excellence » (Mbembe, 2000, pp. 139-140). Cette notion permet donc d'étudier les effets contemporains de cette violence dans les pays récemment colonisés ou dans les diasporas, en faisant un parallèle entre les logiques de la colonisation et celles de la période postcoloniale. « Comment, en effet, réconcilier la foi proclamée en l'homme et la légèreté avec laquelle on sacrifie la vie, le travail des colonisés et leur monde de signification ? » Comment « faire tomber les figures coloniales de l'inhumain » et abolir celles de « la différence raciale » pour espérer l'avènement d'une communauté universelle et fraternelle dans le monde d'aujourd'hui (Mbembe, 2006, p. 1) ? Telles sont les principales questions que posent les études postcoloniales – qui restent très hétérogènes par ailleurs.

Il s'agit ici de montrer que penser le changement social à partir de la perspective postcoloniale dans les études du développement exige le retour sur trois éléments essentiels : soupçonner et ensuite remettre en question l'idée même de changement social, critiquer le changement social tel que vécu par ceux auxquels il s'impose et proposer des bases philosophiques et empiriques pour un changement social émancipateur. Dès lors, la particularité de l'approche postcoloniale est qu'elle envisage le changement social à partir d'une réflexion sur l'expérience des opprimés. Cette réflexion permet de mettre à nu le côté cruel de l'humanisme occidental lié au constat empirique du fossé entre l'éthique de la pensée occidentale et ses pratiques cruelles dans les plantations, en colonies, dans les postcolonies, dans les diasporas et, en fin des compte, les différents modes de « devenir nègre du monde » (Mbembe, 2006) globalisé et ses nouvelles formes d'exploitation. Elle permet alors de repenser la prose coloniale et la biopolitique qu'elle sous-tend et de proposer une « politique du semblable » comme la base du monde à venir (Mbembe, 2010 ; 2016).

Ci-dessous, nous proposons le résumé d'un récit de vie qui pose la question du développement comme une lente production de la mort (1). Il montre ensuite l'ombre de la modernisation derrière cette mise à mort, qui procède par précarisation et par la production de l'insécurité (2). Enfin, à partir d'une approche postcoloniale, ce chapitre questionne le changement social que sous-tend une telle modernisation mortifère (3).

1. Développement ou lente production de la mort

Le 12 septembre 2017, le ciel tombe sur le village de Katuri, à l'est de la RDC : Thomas, le fils aîné du chef du clan du village est à son tour hospitalisé. Après plusieurs mois de tergiversations, les médecins parlent du cancer des poumons. Le diagnostic est sans appel. Comme son père décédé il y a à peine cinq ans, Thomas va aussi mourir ; il ne lui reste plus que quelques semaines à vivre.

À la consternation généralisée du village succède très vite la mobilisation. « Ce que la médecine des blancs n'a pas réussi à endiguer, celle des ancêtres le pourrait », disent certains membres du village. D'autres pensent au contraire que les églises de réveil seraient plus efficaces pour guérir Thomas de son cancer. Mais celui-ci se refuse à tout tâtonnement. Par expérience, Thomas sait très bien que son sort est scellé : « Avec le cancer des poumons de mon feu père, nous avons tout essayé, mais rien n'a changé. Le cancer tue et va me tuer, c'est certain […]. Je suis triste, car, après moi, d'autres membres du village mourront aussi de la même maladie. Mais pire, les responsables de toutes ces morts, eux, continueront à vivre en paix et c'est cela qui n'est pas juste. » C'est par ces mots à la fois tristes et intrigants que s'est éteint Thomas le 30 septembre 2017. Mais en dehors du cancer, qui a tué Thomas ? Qui continuera à tuer les membres du village de Katuri ?

Thomas était un jeune homme de trente-deux ans à peine. Né en 1986 à Katuri, il était l'aîné d'une modeste famille d'agriculteurs sans terre. En fait, dans les années 1950, les parents de Thomas avaient été chassés de leurs terres de Buliba, à dix kilomètres de Katuri. C'était durant la colonisation. À l'époque, les colons avaient trouvé des minerais dans leurs sous-sols. Selon Thomas, « à l'époque, l'agriculture était déjà considérée comme moins importante que l'extraction minière ». Elle était encore moins bien considérée lorsqu'il s'agissait de l'agriculture de subsistance, malgré le discours de l'époque sur la nécessité de soutenir les petits paysans qui, en pratique, étaient desservis par les investissements dans les politiques de modernisation.

C'est au cours de cette période que tout le village de Katuri avait été exproprié et déplacé dans la plantation d'une entreprise minière. Là, une partie des hommes du village devaient travailler comme salariés. Très précaire, ce travail agricole n'a pas duré longtemps. Déjà, dans les années 1970, une partie des employés de la plantation a été licenciée à cause des politiques de nationalisation. Au cours de cette période, le cours des matières premières a commencé à chuter et, vers la fin des années 1970, le secteur s'est effondré, entraînant la perte de travail du père de Thomas. La famille ne

pouvait donc plus travailler dans la plantation. Elle ne pouvait même pas retourner sur les terres qu'elle s'était achetées dans les années 1960 à Tanora, pas loin de Katuri, parce qu'elles aussi avaient été accaparées et définitivement concédées à un homme politique très influent lors de la libéralisation du secteur minier en RDC en 1981.

Alors qu'il n'y avait plus de terres à cultiver, la libéralisation du secteur minier représentait la seule opportunité d'emploi pour les paysans sans terres. C'est ainsi que le père de Thomas s'est retrouvé dans le secteur minier avec le statut de creuseur artisanal. C'est aussi dans ce contexte que, dès ses onze ans, Thomas a rejoint son père dans le métier d'exploitant minier artisanal, une exploitation minière sans grandes machines et dont la productivité est relativement faible par rapport à l'exploitation industrielle.

En 1997, en pleine crise politique à l'est de la RDC, Thomas et son père faisaient ce qu'on appelle de « l'extraction minière souterraine ». Pour pouvoir faire cette extraction, il fallait creuser des puits par l'axe vertical ou de manière inclinée avec une pente spiralée. Le haut du puits devait être soutenu par un échafaudage de fortune en bois. Parfois, il fallait éliminer de l'eau par pompage. Il arrivait souvent que les échafaudages lâchent, entraînant la mort de tous les creuseurs qui se trouvaient dans le puits. Dans d'autres cas, certains mourraient par noyade lorsqu'ils n'avaient pas procédé au pompage de l'eau ou lorsque la pompe tombait en panne. Mais ceux qui arrivaient à extraire leurs quelques pierres de ces puits, une fois à l'extérieur, devaient encore les broyer et, ensuite, procéder au traitement du minerai afin d'isoler celui-ci du sable issu du broyage des pierres.

Thomas savait que son travail était très dangereux. Mais il n'avait pas le choix, il a continué son métier. En revanche, il avait peur d'une chose : l'usage du mercure dans son activité, un produit extrêmement toxique et à même d'entraîner des maladies graves ainsi que la mort. Les membres du village de Katuri ont toujours redouté cette pollution au mercure utilisé par les orpailleurs artisanaux lorsque ceux-ci commencent à séparer les particules d'or des autres substances. Ce produit est utilisé pour extraire l'or du minerai dans le cadre d'un procédé d'amalgamation. En effet, dans un bassin de sable, le mercure à l'état liquide a l'avantage de s'amalgamer avec des plus petites particules d'or. L'or est ensuite extrait en faisant évaporer le mercure de l'amalgame et, par condensation, le mercure est récupéré. Pour chaque gramme d'or obtenu par amalgamation, environ deux grammes de mercure s'échappent dans la nature (Bossissi *et al.*, 2017). Ainsi, dans cette extraction, le mercure est inhalé par les mineurs et leurs familles sous forme de vapeurs, contaminant au passage les plantes, les eaux, une bonne partie revenant sous forme de pluies acides. Au cours de l'opération d'amalgamation, il arrive également que de petites quantités de liquide de mercure s'échappent et tombent sur le sol. Celles-ci risquent d'être emportées par les eaux de ruissellement, favorisant ainsi la dispersion des métaux lourds dans les sources d'eau, dans les rivières et, par infiltration, contaminant même les eaux souterraines (Bashizi *et al.*, 2017).

Selon les médecins, c'est l'exposition de Thomas au mercure qui les a tués, lui et son père. Mais selon Thomas, si tout ce malheur frappe et frappera encore son village, c'est parce que leurs terres ont été accaparées à plusieurs reprises : dans les années 1950, 1970, et encore en 2010. En effet, en 1999, Thomas et son père avaient racheté des terres à Bolinda, non loin de Katuri. Mais celles-ci ont une fois de plus été confisquées par une entreprise multinationale, en 2010. Cette décision de confiscation des terres de la famille de Thomas est directement liée à la décision du gouvernement congolais qui, en 2002, a réformé le code minier dans l'objectif d'accélérer la modernisation du secteur minier, qu'il a voulu ouvrir à davantage d'entreprises nationales et étrangères. Ce code minier accordait la prééminence aux entreprises (IFDP, 2013). « Une entreprise qui reçoit de la part du gouvernement congolais le droit d'exploiter le sous-sol a le droit de chasser ceux qui occupent le sol, peu importe leur nombre ou leur ancienneté en tant qu'occupants de ces terres », affirme Thomas.

Ce code s'inscrivait dans la nouvelle modernisation de la gestion des ressources naturelles, qui a démarré au début des années 2000 en RDC et qui s'est donné pour objectif de soigner le climat des affaires pour attirer le plus possible d'investisseurs afin de booster la croissance et de lutter contre la pauvreté (Bashizi *et al.*, 2015a ; 2015b ; Geenen, 2015). Selon Thomas, « comme moi, beaucoup de jeunes de mon âge avaient déjà décidé de cesser de s'exposer au mercure et de continuer à cultiver nos terres. Mais la perte de nos terres ne nous a pas laissé d'autres choix que de continuer dans le secteur minier artisanal. L'entreprise étrangère qui accaparé nos terres n'avait pas assez d'emplois pour tout le village. C'est ce gouvernement et ces entreprises qui ont tué mon père, qui vont me tuer et qui vont continuer à tuer les membres de mon village ».

2. L'ombre de la modernisation : précarisation et insécurité

L'histoire de Thomas est l'une des multiples et anonymes histoires qui racontent la manière dont les populations locales sont affectées par les programmes de modernisation introduits en Afrique depuis la période coloniale et qui continuent à s'appliquer jusqu'à aujourd'hui sous plusieurs formes. Ces programmes de modernisation consistent en un ensemble de théories du changement à caractère social, politique et économique, qui ont essentiellement nourri les politiques des institutions internationales, en particulier la Banque mondiale, et influencé directement les politiques rurales, entre autres en Afrique (Peemans, 2002). Ces théories de la modernisation sont basées sur les éléments suivants : (1) l'opposition entre le traditionnel et le moderne – ce dernier étant considéré comme un processus de rattrapage par rapport au traditionnel ; (2) le processus à vocation universelle, inscrit dans une vision évolutionniste et ethnocentrique de l'histoire ; (3) la vision qui considère les logiques propres aux

diverses sociétés du Sud, en particulier les pratiques des acteurs populaires, comme étant archaïques et inefficientes (*ibid*.).

Ces théories de la modernisation sont donc des théories du changement social considérées comme la « transformation observable dans le temps, qui affecte, d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de son histoire » (Rocher, 1968, p. 22). C'est un tel changement social, porté par le discours de la modernisation en RDC depuis la colonisation, qui, selon Thomas, les a tués lui et son père et qui tuera encore une bonne partie de son village. Cette mort lente et par procuration est passée à travers toute une série de politiques de transformation sociale qui ont légitimé l'accaparement des terres au nom de la modernisation minière durant la colonisation et au cours de la période postcoloniale. Dans le village de Thomas, elles se sont manifestées à travers la volonté de transformer les paysans en ouvriers agricoles et ensuite en ouvriers miniers, ce qui a eu pour conséquence de les priver de leurs terres dans un contexte où les emplois créés par la modernisation ne sont pas en mesure d'absorber toute la main-d'œuvre expulsée du secteur agricole. Ce qui a poussé une partie des membres du village de Thomas vers le secteur minier, où ils se sont exposés au mercure qui a été à l'origine du cancer des poumons et d'autres maladies respiratoires des membres du village.

Or, avant le début de ce calvaire, le village de Thomas était agricole, et la colonisation est venue bouleverser profondément son mode de vie. Après l'indépendance en 1960, la RDC a poursuivi les politiques coloniales en matière d'agriculture (Besson, 2012). Durant cette période, les dispositifs agraires soutenus par l'État congolais s'inscrivent dans une vision du développement rural toujours inspirée par des théories de la modernisation. Celles-ci considèrent alors le modèle agricole paysan comme étant arriéré. Des politiques modernisatrices étaient censées impulser un changement social au sein des communautés paysannes, leur permettant d'opérer le passage d'une société paysanne et traditionnelle à une société urbanisée et moderne. Ces changements concernent : le cadre de vie (des villages et de l'attachement à la terre vers la ville et la mobilité) ; les activités économiques (de la prédominance de l'agriculture à la prédominance de l'industrie et ensuite du secteur tertiaire) ; les valeurs (de l'attachement aux traditions, à la religion et à la communauté vers l'innovation, l'esprit d'entreprise et l'individualisme) ; la structure sociale (d'une hiérarchie stable avec une grande masse de paysans vers le développement du salariat, d'abord ouvriers et ensuite employés des classes moyennes) ; les formes d'intégration (de l'intégration dans la famille et le village avec des comportements et valeurs homogènes vers l'intégration en dehors de la sphère privée via le travail et la spécialisation des tâches complémentaires) ; les formes de contrôle social et de socialisation (d'une vie communautaire à une vie sociétaire où les individus jouiraient d'une plus grande autonomie avec un rôle accru des institutions comme l'État, l'école, les institutions sécuritaires, etc.) ; les conflits sociaux et leur régulation (des conflits défensifs, violents, soudain,

et peu organisés pour défendre des droits traditionnels vers des conflits offensifs pour acquérir des droits nouveaux et des conflits à caractère réfléchi et organisé permettant des revendications, les négociations, le compromis et les accords sur des règles provisoires) (Rocher, 1968).

Mais, si au cours des années 1960 et 1970, l'État se mobilise encore un peu pour aider les agriculteurs dans le développement de leurs activités, les programmes d'ajustement structurel imposés aux États africains par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) au début des années 1980 ont conduit à une réduction significative des fonds pour soutenir les agriculteurs dans les années 1980 et 1990 (Mbacké Mboup & Anouilh, 2008). C'est à ce moment qu'a commencé à se détériorer le secteur agricole, poussant les paysans dans le secteur minier qui venait alors de se libéraliser à cause de la même crise. Cette détérioration du monde agricole sera amplifiée par les crises et conflits politiques qui ont secoué la RDC au cours de la décennie 1990.

Il a fallu attendre les années 2000 pour assister au changement du discours sur l'agriculture. Désormais, la lutte pour la croissance et contre la pauvreté devrait passer par l'investissement dans la paysannerie (Borras & Franco, 2010 et 2013 ; Ansoms & Hilhorst, 2014). Le foncier agricole est alors revenu véritablement à l'agenda des institutions internationales, et de la RDC en particulier, avec la proclamation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Pour ces acteurs, alors, le premier objectif qui concerne la lutte contre la pauvreté devrait passer par le développement de l'agriculture, et donc par le foncier agricole. Il faudra ensuite attendre le Rapport du développement mondial 2008, *Agriculture for development*, de la Banque mondiale pour voir la consécration du rôle de l'agriculture en Afrique (PNUD, 2007).

Mais ce changement n'a pas beaucoup aidé les paysans du village de Thomas, car, alors que les discours politiques ont semblé revaloriser la paysannerie, ils n'auront jamais rompu avec les théories de la modernisation : tout d'abord, les paysans qui pouvaient être soutenus par l'État sont constitués de cette minorité de grands propriétaires de terres capables de faire de l'agriculture à grande échelle (Nyenyezi, 2016 ; Banque mondiale, 2008). Ceux-ci ont le droit d'accaparer les terres utilisées par les paysans pauvres incapables de les mettre en valeur ou de les rendre productives selon les standards définis par le gouvernement et les bailleurs (Baraka *et al.*, 2017 ; Peemans, 2014). Ainsi, les paysans qui ont la malchance de se trouver sur des terres où le sous-sol regorge de minerais sont expropriés, souvent sans indemnisations (MMKI, 2015). Et lorsqu'ils sont indemnisés, ils le sont pauvrement, l'indemnisation ne pouvant pas leur permettre de vivre décemment (Bashizi *et al.*, 2018 ; Bossissi *et al.*, 2017).

Voilà autant de problèmes qui ont poussé certains membres du village de Thomas à se réfugier dans le secteur minier, où ils sont exposés au mercure, à l'insécurité, à la précarité et à la mort. Ainsi, les habitants du village de Thomas ont été victimes de toutes ces politiques, qui ont promu le changement social qui est effectivement

advenu, mais qui, hélas, n'ont pas amélioré leur vie. Elles ont au contraire produit tout l'inverse : une « mort atmosphérique » (Fanon, 2001, p. 115) au sens propre.

Ainsi, le changement social dans ce village apparaît certes comme une idéologie, car il est un « facteur de mutation sociale » (Rocher, 1968 ; Kabou, 1991). Mais il s'agit d'une mutation qui produit de l'insécurité au point qu'on peut justement parler de « modernité insécurisée » (Breda *et al.*, 2013). On peut dès lors comprendre pourquoi les études postcoloniales envisagent le changement social à partir d'une réflexion critique nourrie par l'expérience des opprimés.

3. Questionner le changement social : l'approche postcoloniale

Le discours sur un changement social précarisant et insécurisant, bien qu'emballé dans une rhétorique de modernisation et de développement producteur d'une mort lente, tel est l'un des objets des études postcoloniales qui se sont développées depuis près d'un demi-siècle. Il s'agit des études qui émergent au moment des luttes anticoloniales, lorsque les populations colonisées luttent pour leur autonomie et leur reconnaissance en tant qu'égaux des colons malgré les particularités des uns et des autres (Mbembe, 2006 ; Young, 2003). Plus développées dans le monde académique anglo-saxon, les études postcoloniales ont tenté de déconstruire le discours colonial qui, en tant qu'infrastructure de légitimation de la colonisation (Said, 2003 ; Mudimbe, 1988 ; Mbembe 2000 ; Guha & Spivak, 1998 ; Sarr, 2016 ; Yala Kisukidi, 2017), essaye de comprendre et de déconstruire les diverses formes de politiques de la vie ou encore de biopolitique qui ont été appliquées aux colonisés (Mbembe, 2013 ; Fanon, 2001). Elles ont aussi proposé une puissante critique de la subjectivité et des identités telles qu'elles sont formées, meurtries, et telles qu'elles peuvent finalement être réparées (Fanon, 1952). Enfin, les études postcoloniales analysent les différentes reconfigurations et manifestations de la colonisation ou encore de la colonialité dans le monde actuel globalisé (Mbembe, 2016).

Pour ce qui est du changement social plus particulièrement, comme annoncé plus haut, les études postcoloniales exigent le retour sur trois éléments essentiels : soupçonner et ensuite remettre en question l'idée même du changement social ; critiquer le changement social tel que vécu par ceux auxquels il s'impose ; et proposer des bases philosophiques et empiriques pour un changement social émancipateur.

Premièrement, pour ce qui est de l'exigence de soupçonner et de remettre en question l'idée du changement social, il convient de se rappeler que les études postcoloniales sont ancrées dans l'histoire des sociétés colonisées (Mbembe, 2006). Cette histoire peut être divisée en deux moments pour ce qui est de l'Afrique : le premier est celui de l'animalité, ou encore de l'animalisation du Noir. Il s'agit de l'époque où la raison occidentale montrait ses pires côtés, avec l'esclavage à l'état pur. Avec du recul, qui eût cru, par exemple, que quelqu'un comme Voltaire a pu dire que les

« Blancs sont supérieurs à ces Nègres, comme les Nègres le sont aux singes, et comme les singes le sont aux huîtres » (Voltaire, 1990, p. 31) ; qu'Emmanuel Kant a pu dire que la « nature n'a doté le nègre d'Afrique d'aucun sentiment qui ne s'élève au-dessus de la niaiserie » (Kant, 1990, p. 166) ; qu'un Montesquieu a pu déclarer qu'on : « ne peut se mettre dans l'idée que Dieu, qui est un être sage, ait mis une âme, surtout une âme bonne, dans un corps tout noir. (...) Il est impossible que nous supposions que ces gens-là soient des hommes, on commencerait à croire que nous ne sommes pas nous-mêmes chrétiens » (Montesquieu, 1748) ; que Victor Hugo a pu dire que « l'Afrique n'a pas d'histoire » et qu'elle « n'existe que parce que l'homme blanc l'a touchée » (Hugo, 1879). On peut en dire autant pour ce qui est de Friedrich Hegel, Karl Marx, David Hume, Ernest Renan, Jules Ferry, etc.

Au-delà de leur aspect anecdotique, ces phrases, qui représentent le cadre de pensée dominant de toute une époque, ont rendu possibles les pires horreurs que les peuples noirs ont vécues. En effet, pour que l'esclavage ou la colonisation aient été possibles, il a fallu que le noir soit considéré comme un animal ; c'est-à-dire sans âme. Ensuite, seulement, il était possible d'en faire ce qu'on voulait : un esclave.

Le deuxième moment est celui de l'humanisation paradoxale du nègre. Le nègre était devenu un être humain, mais pas tout à fait. Il devenait un humain qu'il fallait civiliser non pas parce qu'il en avait réellement besoin, mais parce que ce prétexte allait permettre de continuer à déployer cette haine du Noir ; à l'exploiter. C'est aussi de cette manière que l'esclavage, la colonisation, voire le néocolonialisme ont pu être possibles. Or, il est intéressant de se rendre compte que le discours de fond de la colonisation, voire celui du néocolonialisme, a été basé sur le changement social. La scolarisation et l'évangélisation devaient jouer ce rôle dans cette entreprise. Ainsi, disait Jules Ferry : « Je vous défie de soutenir jusqu'au bout votre thèse qui repose sur l'égalité, la liberté, l'indépendance des races inférieures. Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures » (Ferry, 1885). Il s'agissait du droit de les coloniser, lequel était assorti du devoir de les éduquer, de les émanciper. Pour le théologien Teilhard de Chardin, « les Noirs sont de temps immémorial livrés sans contrôle à un sensualisme abject, à la cruauté, au mensonge. (...) Les nègres aujourd'hui vivent sous l'influence corruptrice de tant de générations impures qu'il serait étonnant de les trouver aptes à une haute civilisation morale immédiate » (Teilhard de Chardin, 1888, p. 88). L'évangile devait alors apporter la lumière du Christ à ce maudit continent. La scolarisation et l'évangile devaient soutenir l'entreprise coloniale à visée politique et économique. C'est dans ce contexte qu'il a fallu humaniser l'esclave, émanciper le colonisé, moderniser les subalternes du Sud, etc., afin de pouvoir les exploiter davantage !

Voilà pourquoi les études postcoloniales sont principalement soupçonneuses de cette prose de changement social. Voilà aussi pourquoi la philosophie du soupçon (Nietzche, Marx et Freud) inspire la critique postcoloniale. Si, en effet, chez Nietzsche,

l'idée est de questionner les illusions du christianisme et ses présupposés de vérité assujettissante (1947), Marx questionne le fonctionnement de la société, en dénonçant la domination bourgeoise qui rend possible l'exploitation des classes exploitées (1953). De même, en questionnant le sujet tel que pensé par Kant, Freud critique un sujet transparent pour lui-même et propose de désormais compter sur l'inconscient pour comprendre le fonctionnement de la conscience humaine (1971). Dès lors, le soupçon sur Dieu, sur la société et sur la conscience, trois structures de la pensée et de la reproduction sociale, permet aux études postcoloniales de questionner à la fois le discours sur les identités, sur l'ordre social, sur la biopolitique, sur l'altérité et sur la raison. Enrichies par la pensée de la *French Theory* – voir Foucault, Derrida, Deleuze, Althusser, Merleau-Ponty, etc. (Mbembe, 2006 ; Willaert, 2012), qui ont beaucoup puisé dans cette philosophie de soupçon –, les études postcoloniales ont alors renforcé leur soupçon sur le discours qui rend possible la colonialité ainsi que ses raisons capitalistes réelles.

Deuxièmement, pour ce qui est de la critique du changement social tel que vécu, les études postcoloniales ne s'arrêtent pas au soupçon. Il a fallu aussi un travail de déconstruction et de critique de la prose et de la biopolitique coloniale. De ce point de vue, les études postcoloniales fondent leurs critiques sur des expériences historiques, dont les luttes anti-impérialistes, les luttes anticolonialistes et les luttes contre une mondialisation néolibérale qui continue de faire perdre en humanité (Mbembe, 2006).

Cette critique se base tout d'abord sur la déconstruction de la prose colonialiste. Cette prose est finalement de la même nature que les proses esclavagistes, coloniales ou encore modernisatrices, dans la mesure où elle a pour effet de rendre possibles l'exploitation et l'assujettissement (Fanon, 1952 ; Said, 2003 ; Mbembe, 2013). En effet, les études postcoloniales montrent que le racisme, l'ordre colonial, la violence et la corruption sont intimement liés (Mbembe, 2013, pp. 91-96), car, si « le capitalisme a toujours eu besoin de subsides raciaux pour exploiter les ressources planétaires » (Mbembe, 2013, p. 257), cela a été possible à partir d'un discours justificatif basé tantôt sur l'animalisation du nègre, tantôt sur sa sous-humanisation et son besoin supposé d'être civilisé. C'est ce discours qui a alors conféré les droits de vie et de mort au colon, à qui incombait désormais cette tâche vis-à-vis du colonisé. Dès lors, étant cosubstantielle de la colonialité, la modernité va aussi de pair avec le capitalisme. En outre, la postcolonie implique certes un moment important pour la fin de la colonisation, mais elle reste problématique dans la mesure où elle constitue une reconfiguration de cette colonialité, qu'on situe aujourd'hui dans le néolibéralisme (Andrade, 2015, 2016 ; Quijano, 2007). C'est en cela qu'elle est postcoloniale, au-delà des aspects spatiaux et temporels liés à la colonisation.

La critique postcoloniale se base aussi sur une déconstruction de la biopolitique, c'est-à-dire de la manière dont les vies sont réellement gérées dans cette *postcolonie*. Il s'agit d'une critique qui veut remplacer cette biopolitique par une « théléo-politique », une politique qui repense radicalement l'humanité à venir. En effet, les études

postcoloniales montrent de quelle manière la colonie a été une situation de « lutte permanente contre la mort atmosphérique » (Fanon, 2001, p. 115), que le caractère puissamment nécro-politique du pouvoir colonial, « dans un acte de réversion permanente, prend la mort pour la vie et la vie pour la mort » (Mbembe, 2007). Dans cette situation, vivre n'avait rien d'une construction d'« un monde commun. Vivre, ce n'est que survivre, ce n'est pas mourir. Exister, c'est maintenir la vie » (Fanon, 1991, p. 366). Ainsi, la vie dans la colonie a été la manifestation du contraire des idéaux des lumières et de l'éthique occidentale du vivre ensemble, lesquels ont perdu tout leur sens dans la rencontre du colon avec la race et le profit que la « racialisation » pouvait offrir.

Troisièmement, les études postcoloniales proposent des bases philosophiques et empiriques pour un changement social émancipateur. En effet, elles montrent bien comment, dans son aspect biopolitique, la situation coloniale s'est aujourd'hui transformée dans un « devenir nègre du monde » (Mbembe, 2016). Ce devenir a des allures d'oppression et de violence coloniales voilées dans une forme de gouvernementalité néolibérale (Dimier, 2010 ; Foucault, 2004), dont la finalité a été de produire un individu qui « n'aspire qu'à se mettre en congé des autres » (Mbembe, 2016, p. 14). Il s'agit d'une humanité qui doit être pensée à partir d'un décentrement du sujet autocentré vers l'humanisation des rapports à l'autre et non pas une autoréflexion qui reproduit une prose déshumanisante colonialiste (Mbembe & Sarr, 2017).

Les études postcoloniales montrent que cette prose n'a rien de révolu. Il suffit de se rappeler de cette Afrique de Sarkozy qui ne serait « pas assez rentrée dans l'histoire », de cette Afrique de Macron dont le problème serait « civilisationnel », ou encore de cette Afrique de Trump qui ferait partie des « pays de merde », pour se rendre compte de son actualité – dans un monde toujours passionné par l'ignorance et la méconnaissance de l'autre et satisfait par les rêveries exotiques et fantasmatiques auxquelles elles peuvent donner lieu (Mbembe, 2013).

C'est dans ces termes que la critique postcoloniale tente de produire une théorie du changement social tout à fait particulière : celle de la lutte pour l'autocréation et l'autogouvernement. Un changement social qui se nourrit des « résistances culturelles » de certains pays colonisés grâce auxquelles la modernité européenne des lumières n'a pas réussi à conquérir leurs espaces socioculturels (Chakrabarty, 2000).

Mais cette théorie du changement social n'est possible que si elle est continuellement encadrée et accompagnée par une critique qui tente de déconstruire les opérations épistémiques qui fondent des ontologies modernisatrices. Les études postcoloniales s'attèlent à déconstruire ces opérations, dans la mesure où elles ont la capacité de produire des discours et des normes dont les effets des rapports de pouvoir rendent possible une grande partie de la violence que subissent aujourd'hui des peuples subalternes (Butler, in Botbol-Baum, 2017).

Conclusion

Les études postcoloniales consistent essentiellement en une pensée d'émancipation. Leur particularité est qu'elles envisagent le changement social à partir d'une réflexion sur l'expérience des opprimés. Comme nous l'avons montré, cette réflexion permet de dévoiler le côté cruel de l'humanisme occidental à partir du constat empirique du fossé entre son éthique et ses pratiques cruelles dans les colonies, les plantations, les postcolonies, les diasporas, etc., et, en fin de compte, les différentes formes de « devenir nègre du monde » globalisé et ses nouvelles formes d'exploitation. Dans ce sens, les études postcoloniales permettent de déconstruire la prose coloniale et la biopolitique qu'elle sous-tend et de penser les bases d'une « politique du vivre semblable » pour un « monde à venir » (Mbembe, 2016 ; Glissant, 1997).

Ces bases du vivre ensemble devraient être pensées en tenant compte des expériences sociohistoriques et politiques des peuples colonisés, subalternes et opprimés. Cela n'est possible qu'à condition de prendre en compte les aspirations profondes de ces peuples, et donc à travers la mise en place d'une biopolitique basée sur l'autocréation et l'autogouvernement. Or, dans les discours et les pratiques du développement, on retrouve encore une tension permanente entre, d'un côté, un discours humaniste qui déclare vouloir améliorer la vie de ces peuples et, de l'autre côté, une biopolitique coloniale car injonctive. En d'autres termes, sa colonialité réside dans le fait qu'elle sait à l'avance ce qui est bon pour ces peuples et qu'il faut le leur imposer à travers toute une série d'interventions et de dispositifs étatiques ou autres. Développer, moderniser, booster la croissance, lutter contre la pauvreté, encadrer, éduquer, sensibiliser, etc., sont autant de techniques qui, souvent, se confondent encore avec la surveillance, le paternalisme, la répression, la violence, etc. Finalement, développer signifie encore, dans bien des endroits, aussi bien la répression que le déni de l'autre dans ses désirs émancipateurs, au nom de la civilisation.

Aujourd'hui encore, plusieurs décennies après la période coloniale, la biopolitique et la production des subjectivités, dans ce qu'il est possible d'appeler actuellement l'aire néolibérale, posent fondamentalement la question du destin de ces désirs face à la nécessité de la civilisation (Freud, 2010), qu'il s'agisse des situations du Nord ou de celles du Sud – si tant est que ces catégories analytiques conservent toujours leur pertinence (Houtart, 2016). En d'autres termes, il s'agit toujours de questionner la possibilité d'une civilisation qui ne serait pas payée au prix d'une restriction quasi totale de la vie instinctuelle (Marcus, 1963). Cette restriction est à considérer, entre autres, dans la technicisation de la société qui profite plus à l'accroissement du capital qu'au bonheur des gens. Qu'elles s'imposent aux peuples par les politiques de modernisation, de développement et de lutte contre la pauvreté au Sud, ou encore par des politiques de rigueur et de croissance économique au Nord, ces restrictions, qui s'apparentent aujourd'hui au devenir « nègre du monde » montrent suffisamment l'intérêt des études postcoloniales vis-à-vis des études du développement, face à un monde pour lequel il est urgent de repenser l'avenir.

Bibliographie

Andrade, L.M., 2016, *Écologie et Libération. Critique de la modernité dans la théologie de la libération*, Paris : Van Dieren.

Andrade, L.M., 2015, *Religion sans rédemption : Contradictions sociales et rêves éveillés en Amérique latine*, Paris : Van Dieren.

Ansoms, A. & Hilhorst, Th. (Eds), 2014, *Losing Your Land: Dispossession in the Great Lakes*, USA: Boydell & Brewer.

Banque mondiale, 2008, *République démocratique du Congo. La bonne gouvernance dans le secteur minier comme facteur de croissance*, Rapport n° 43402-ZR.

Baraka, J., Nyenyezi, B.A. & Ansoms, A., 2017, « Zones économiques spéciales en RDC : vers l'accaparement des terres ? Perceptions des paysans du site-pilote de Maluku», in Nyenyezi B. A., Geenen S., Ansoms A. & Omasombo J. Ch (Eds), *Glissement politique, recul économique*. *Conjonctures congolaises 2016-2017* (pp. 240-269), Paris : L'Harmattan, Cahiers africains, 88.

Bashizi, A., Ntububa, M., Nyenyezi, B. A. & Geenen, S., 2017, « Exploitation minière en RDC : oubli de l'environnement ? Vers une political ecology », in Marysse S. & Omasombo J. Ch. (Eds), *Conjonctures congolaises 2015*. *Politiques, territoires et ressources naturelles. Changements et continuités* (pp. 216-239), Paris : L'Harmattan, Cahiers africains.

Bashizi, A. & Geenen, S., 2015a, « Modernisation du minier artisanal : hybridation de la réforme et relations de pouvoir à Kalimbi/RDC », in Marysse S., Reyntjens F. & Vandeginste S. (Eds), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2014-2015* (pp. 294-257), Paris : L'Harmattan.

Bashizi, A. & Geenen, S., 2015b, « Les limites d'une "'gouvernance par le bas" : les logiques des coopératives minières Kalimbi/Sud-Kivu », in Marysse S. & Omasombo J., *Conjonctures congolaises 2014. Politiques, territoires et ressources naturelles : changements et continuités* (pp. 218-239), Paris : L'Harmattan, Cahiers africains.

Bashizi, A., Kadetwa, E. & Ansoms, A., 2018, « Des effets socioécologiques de l'accaparement de l'eau à la déterritorialisation : le cas de Luhwinja/RDC », in Ansoms A. *et al.*, *Conjoncture de l'Afrique centrale* (pp. 136-153), Paris : L'Harmattan, Cahiers africains.

Besson, I. (Eds), 2012, *Enjeux, défis et actualité de la formation agricole et rurale en Afrique francophone : quelques pistes de réflexion et de travail*, Document de travail, ADEA.

Boltanski, L. & Chiapello, E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard.

Borras, S.M., Franco, J.C. & Wang, C., 2013, « The challenge of global governance of land grabbing: Changing International agricultural context and competing political views and strategies », *Globalizations*, 10 (1), pp. 161-79.

Borras, Jr, S.M. & Franco, J.C., 2010, « From threat to opportunity? Problems with the idea of a 'code of conduct' for land grabbing », *Yale Human Rights & Development Law Journal*, 13, pp. 507-523.

Bossissi, N., Bervoets, L., & Geenen, S., 2017, « Le mercure dans l'exploitation de l'or : responsabilité environnementale et perceptions locales », in Nyenyezi B.A., Geenen S., Ansoms A., Omasombo J. Ch. (Eds), *Conjonctures congolaises 2016-2017. Glissement politique, recul économique* (pp. 152-191), Paris : L'Harmattan, Cahiers africains.

Butler, J., 2017, « Interpréter la non-violence : qu'est-ce qui m'amène à la question de la non-violence ? », in Botbol-Baum M. (Éd.), *Judith Butler, Du genre à la non-violence*, Europe, Nouvelles Cécile Defaut.

Breda, C., Deridder, M., Laurent, P.-J. (Eds), 2013, *La modernité insécurisée. Les conséquences de la globalisation*, Louvain-la-Neuve : Academia, Investigation d'anthropologie prospective.

Chakrabarty, D., 2000, *Provincializing Europe: postcolonial thought and historical difference*, Princeton, NJ : Princeton University Press.

Dimier V., 2010, *État et gouvernementalité en Afrique*, Bruxelles : BESPO – Université libre de Bruxelles, avril.

Fanon, F., 1952, *Peau noire, masques blancs*, Paris : Seuil.

Fanon, F., 1991, *Les damnés de la terre*, Paris : Gallimard.

Fanon, F., 2001, « Médecine et colonialisme », in *L'an V de la révolution algérienne*, Paris : La Découverte.

Ferry, J., 1885, *Les fondements de la politique coloniale. Propos tenus dans une séance parlementaire du 28 juillet 1885*, Paris, en ligne [http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-moments-d-eloquence/jules-ferry-28-juillet-1885], visité le 12 décembre 2017.

Freud, S., 1971, *L'avenir d'une illusion*, Paris : PUF.

Freud, S., 2010, *Malaise dans la civilisation*, Paris : Payot.

Geenen, S., 2015, *African artisanal mining from the inside out. Access, norms and power in Congo's gold sector*, Abingdon : Routledge.

Glissant, E., 1997, *Traité du tout-monde*, Paris : Gallimard.

Guha, R. & Gayatri, Ch. Sp. (Eds), 1998, *Selected Subaltern Studies*, New York: Oxford University Press.

Hugo, V., 1879, *Discours sur l'Afrique prononcé le 18 mai 1879, lors d'un banquet commémoratif de l'abolition de l'esclavage*.

Hwang, H. & Powell, W.W., 2005, « Institutions and Entrepreneurship », in ACS Z. (Ed.), *Handbook of Entrepreneurship Research*, London: Kluwer Publishers.

Houtart, F., 2016, *Conférence tricontinentale : « Obsolète, le clivage Nord-Sud ? »*, 40e anniversaire du CETRI, journée « tricontinentale » d'analyse et de débat sur l'actualité, la pertinence et les reconfigurations du clivage Nord-Sud, Région bruxelloise, le 12 mai.

IFDP, 2013, « Pourquoi et comment envisager la réforme foncière en RDC : quelques pistes de réflexion proposées par l'ONG IFDP basées sur son expérience de terrain », Bukavu, juillet.

Kant, E., 1990, *Observation sur le sentiment du beau et du sublime*, Paris : Garnier-Flammarion.

Kabou, A., 1991, *Et si l'Afrique refusait le développement ?* Paris : L'Harmattan.

Marcus, H., 1963, *Éros et civilisation*, Paris : Minuit.

Marx, K., 1953, *L'idéologie allemande*, Costes.

Mbacké Mboup, Ch. & Anouilh, D., 2008, « 50 ans d'histoire du conseil agricole en Afrique de l'Ouest et centrale », *Revue Grain de sel*, 41-42 : L'agriculture en quête de politiques.

Mbembe, A., 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris : Kartala.

Mbembe, A., 2006, « Qu'est-ce que la pensée postcoloniale ? », *Esprit*, 12, pp. 117-133.

Mbembe, A., 2007, « De la scène coloniale chez Frantz Fanon », *Rue Descartes*, 4 (58), pp. 37-55.

Mbembe, A., 2010, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris : La Découverte.

Mbembe, A., 2013, *Critique de la raison nègre*, Paris : La Découverte.

Mbembe, A., 2016, *Politiques de l'inimitié*, Paris : La Découverte.

Mbembe, A. & Sarr, F. (Eds), 2017, *Écrire l'Afrique-Monde*, Dakar : Philippe Rey/ Jimsaan.

MMKI, « Évaluation des impacts des investissements miniers de Banro corporation sur les droits humains en République démocratique du Congo. Cas de la délocalisation des communautés locales par Twangiza mining sarl dans la chefferie de Luhwindja au sud Kivu », Rapport appuyé par AJJWS & The Carter center, 2015.

Montesquieu, 1748, *L'esprit des Lois*, Genève : Barrillot & fils.

Mudimbe, V., 1988, *The Invention of Africa, Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*, Indianapolis: Indiana University Press.

Nietzsche, F., 1947, *La volonté de puissance*, Paris : Gallimard.

Nyenyezi, B. A., 2016, *Invention de la terre et production des anormaux dans le dispositif foncier en Afrique. Pouvoir et résistance à l'accaparement des terres en Afrique des Grands Lacs*, PhD en sciences politiques et sociales, Université catholique de Louvain, collection de thèses de l'Université catholique de Louvain.

Peemans, J.-P., 2014, « Land grabbing and development history: The Congolese experience », in Ansoms A. & Hilhorst T., *Losing your Land, Dispossession in the Great Lakes* (pp. 11-35), James Currey, Woodbridge.

Peemans, J.-P., 2002, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement face aux histoires du développement « réel » dans la seconde moitié du XX^e siècle*, Louvain-la-Neuve : Academia/L'Harmattan/CIDEP.

Programme des Nations unies pour le Développement, 2007, *Rapport de Développement mondial*, PNUD, New York.

Quijano, A., 2007, « Coloniality and modernity/rationality », *Cultural Studies*, 21(2–3), pp. 168-178.

Rocher, G., 1968, *Introduction à la sociologie générale*, tome 3, Paris : HMH.

Said, E.W., 2003, *Orientalism*, New York : Vintage Book.

Sarr F., 2016, *Afrotopia*, Paris : Philippe Rey.

Singleton, M., 2004, *Critique de l'ethnocentrisme. Du missionnaire anthropophage à l'anthropologie post-développementiste*, Paris : Parangon.

Teilhard de Chardin J., 1888, *La Guinée supérieure et ses missions*, Hollande, Keerlez-Maastricht.

Willaert, T., 2012, *Postcolonial Studies After Foucault: Discourse, Discipline, Biopower, and Governmentality as Travelling Concepts*, Inaugural-Dissertation Justus-Liebig Universität.

Yala Kisukidi, N., 2017, « Laetitia Africana. Philosophie, décolonisation et mélancolie », in Mbembe A., Sarr F. (Eds), *Écrire l'Afrique-Monde* (pp. 53-69), Dakar : Jimsaan.

Voltaire, 1990 [1734], *Traité de Métaphysique, chap. 1 : Des différentes espèces d'hommes, Essai sur les maladies de la tête, Observation sur le sentiment du beau et du sublime)*, Paris : Flammarion.

Young, R.C., 2003, *Postcolonialism : A Very Short Introduction*, Oxford : Oxford University Press.

La grande colère des faits

Quelles perspectives de déterritorialisation-reterritorialisation des acteurs de l'économie informelle ?

Frédéric Lapeyre

« La construction de la sécurité a été une composante essentielle du développement et de la construction de la civilisation matérielle et spirituelle, et elle a été une demande universelle de tous les peuples. »

(J. Ph. Peemans, 2002, p. 464)

Résumé

L'économie informelle est la réalité du monde du travail de la grande majorité des gens des pays en développement. Si elle assure, tant bien que mal, les moyens de sécurisation des conditions de vie et de préservation du lien social, elle est aussi marquée par des situations de grande vulnérabilité. On constate dès lors une attention toujours plus grande des politiques publiques à l'égard de l'économie informelle. Mais ces dernières doivent être porteuses de solutions de rechange réelles pour la sécurisation des acteurs populaires ; cela constitue une épreuve déterminante pour la légitimité de ce projet.

Resumen

La economía informal es la realidad del mundo de trabajo de la gran mayoría de personas de los países en desarrollo. Si ésta asegura, mal o bien, los medios de protección de las condiciones de vida y de preservación del vínculo social, la economía informal está marcada por situaciones de gran vulnerabilidad. Se constata por lo tanto una mayor atención de las políticas públicas a la economía informal. Pero, estas políticas deben ser portadoras de soluciones de cambios reales para la protección de los actores populares ; lo cual constituye una prueba determinante para la legitimidad de este proyecto.

Introduction[9]

L'économie informelle est la réalité du monde du travail de la grande majorité des gens des pays en développement. Si elle assure, tant bien que mal, les moyens de sécurisation des conditions de vie et de préservation du lien social, elle est aussi marquée par des situations de grande vulnérabilité et de déficits aigus de travail décent.

[9] Les propos tenus dans cette contribution n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions de son organisation.

C'est dans ce cadre que nous assistons ces dernières années à une attention toujours plus grande des politiques publiques à l'égard de l'économie informelle. Si l'Amérique latine – et notamment le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay – a développé depuis les années 1990 des cadres de politiques qui visent à faciliter la transition des unités économiques et de l'emploi vers l'économie formelle, la formulation de stratégies de formalisation en Afrique et en Asie est un processus nouveau qui prend de l'ampleur.

Cette contribution veut montrer que les politiques publiques visant à faciliter les transitions vers l'économie formelle doivent être porteuses de solutions de rechange réelles pour la sécurisation des acteurs populaires. Cela constitue une épreuve déterminante pour la légitimité de ce projet. Nous verrons, à travers les résultats d'études auprès des « gens d'en bas », que la construction de la sécurité est au cœur des préoccupations des populations. Elle devrait constituer, à ce titre, un élément central de toute stratégie intégrée de formalisation et un élément constituant d'un « nouveau pacte » démocratique entre la population et l'État. Ce « pacte » passe par la consolidation des dynamiques associatives locales et un état inclusif garant des libertés collectives, de la justice sociale et de la construction de territoires de « bonne vie durable ».

1. L'économie informelle : une réalité longtemps ignorée

Pendant longtemps, l'économie informelle a été la face cachée de la modernisation. Le secteur traditionnel, comme ce qui allait être appelé plus tard « le secteur informel », était destiné à disparaître dans le cours du processus de modernisation et ne méritait pas qu'on cherche à mieux connaître les pratiques et logiques à travers lesquelles il existait et subsistait. Le projet de modernisation de l'après-guerre a ainsi constitué une vaste offensive de négation de la pluralité des « devenirs » des populations en offrant un seul chemin linéaire vers le développement. Paysans et autres « pauvres » étaient perçus comme des non-acteurs du développement, des individus passifs, ignorants, empêtrés dans les croyances et les traditions et en attente d'aide extérieure, qu'il fallait absolument aider à sortir de leur misère. Ils deviennent une population cible pour les élites modernisatrices et la coopération au développement. Ils seront, à ce titre, soumis à des vagues incessantes d'initiatives de changement visant à les « moderniser » et à les « développer » afin d'assurer leur convergence vers des critères universels de modernité définis à partir de l'expérience historique occidentale de développement. Ce discours dominant sur la modernisation, qui a longtemps dominé le débat sur le développement, a été aveugle à la richesse et au dynamisme des pratiques et des institutions socioéconomiques populaires locales dans la gestion des vulnérabilités et la sécurisation des moyens de subsistance (Peemans, 2002 ; Hettne, 1990 ; Guha & Spivak, 1988).

Or les processus de modernisation, puis de néomodernisation, « fuient » de partout, comme le montre l'analyse des processus de développement réel, marqués par la diversité des dynamiques de changement social résultant des pratiques des acteurs

populaires (Lapeyre, 2014). Contrairement aux mythes de la convergence ou de la fin de l'histoire associés aux théories de la modernisation, les pratiques populaires au sein de l'économie informelle sont le signe le plus visible d'espaces d'autonomie que les populations arrivent à préserver ou à recréer en termes de gestion des ressources, d'organisation du travail, des modes de production et de style de vie (Hillenkamp *et al.*, 2013 ; Meagher, 2010 ; Scott, 1985 et 1990).

Cette mise à jour des dynamiques du développement réel et de la nature problématique de la modernisation dans les pays en développement a joué un rôle déterminant dans l'analyse des logiques et conflits d'acteurs et de leurs implications en termes d'emploi, de pauvreté et d'inégalités. Ce déplacement radical du regard vers ces « acteurs oubliés » de la modernisation doit amener à une tout autre conception des enjeux actuels du développement et de la question des transitions vers l'économie formelle et le travail décent (Lapeyre & Lemaître, 2014 ; Hillenkamp *et al.*, 2013). On ne peut, en effet, que constater le décalage qui existe « entre, d'une part, les demandes de développement des populations telles qu'elles sont révélées à travers la multitude des pratiques développées par ceux-ci au sein de l'économie informelle et, d'autre part, les priorités qui ont été au cœur des stratégies de développement pendant des décennies » (Peemans, 2002, p. 247).

2. L'économie informelle : perception du phénomène aux niveaux international et national

Le secteur informel n'est pas seulement une importante source d'emplois, c'est aussi une source importante de production de biens et de services. Dans de nombreux pays, la contribution des entreprises informelles à la valeur ajoutée brute est importante. Les estimations de la part moyenne (non pondérée) du secteur informel dans la valeur ajoutée brute non agricole vont de 14 % – dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale – à 50 % dans les pays d'Afrique subsaharienne (BIT/WIEGO, 2013). Les biens et services produits dans le secteur informel contribuent de façon substantielle à ce qui est consommé par les ménages pauvres ainsi que par les ménages plus aisés. En tant que principale – voire unique – source de revenus pour les pauvres, l'emploi dans le secteur informel joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté. Cependant, beaucoup de ceux qui sont employés ou travailleurs indépendants dans le secteur informel ne sont pas en mesure de sortir de la pauvreté grâce à leur travail et doivent faire face à des niveaux élevés d'insécurité. En fait, pour beaucoup d'entre eux, leurs conditions de travail, si elles leur permettent de subvenir de manière plus ou moins satisfaisante à leurs besoins, contribuent aussi à perpétuer leur position défavorisée et la pauvreté dans laquelle ils vivent.

Les données existantes montrent que l'emploi informel représente de nos jours une part importante de l'emploi et de la structure économique à l'échelle mondiale. Les estimations récentes du BIT (2018) montrent que plus de 50 % de la force de travail et

près de 90 % des PME à l'échelle mondiale opèrent au sein de l'économie informelle. La figure 1 montre la place prépondérante de l'emploi informel dans la structure de l'emploi non agricole des pays à bas et moyen revenus ; notamment en Afrique, où il atteint près de 72 % de l'emploi total non agricole. Si l'on incluait l'emploi informel dans l'agriculture, la part de l'emploi informel dans l'emploi total mondial atteindrait 61 %, avec des taux encore plus élevés en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, du fait de la part importante de la population active dans l'agriculture.

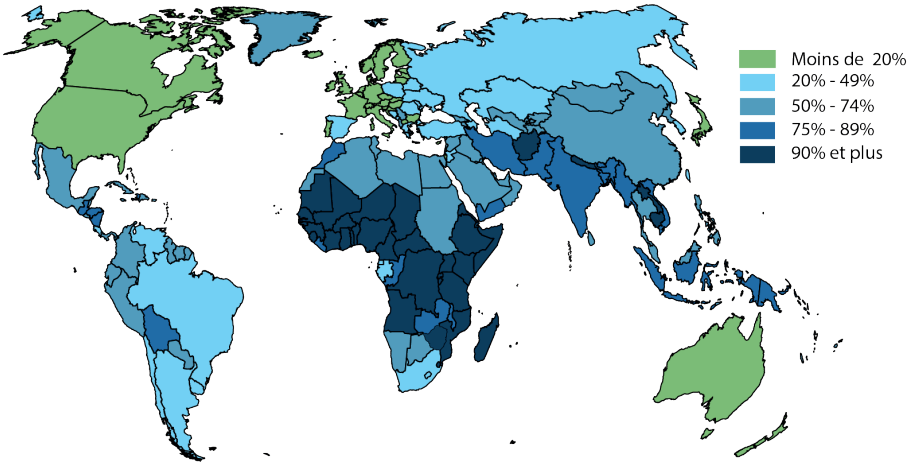


Figure 1. L'emploi informel : estimations régionales
(Source : BIT, 2018)

Au-delà de la question statistique, le caractère hétérogène de l'économie informelle doit être analysé sous l'angle des processus particuliers qui contribuent à la générer ou à la maintenir en place. Il est donc important de faire la distinction entre, d'une part, les processus d'informalisation liés aux tendances de l'économie mondiale ou aux politiques d'ajustement structurel passées et, d'autre part, la résilience de la petite production informelle de biens et de services pour les marchés locaux, qui est toujours une réalité quotidienne importante pour beaucoup de gens (Lapeyre & Lemaître, 2014). C'est pourquoi toute politique visant la transition vers l'économie formelle ne peut ignorer la résilience et le dynamisme des travailleurs et des unités productives de l'économie informelle et le rôle de celle-ci dans la sécurisation des conditions de vie des populations dans des environnements socioéconomiques marqués par de grandes vulnérabilités (Hillenkamp *et al.*, 2013).

3. Pour une autre lecture des dynamiques de l'économie informelle

Ces dernières années, on assiste à la multiplication des études de terrain qui montrent au quotidien la capacité d'initiative des populations face à la crise de l'économie et de l'État et une volonté de lutter par des formes diverses pour maintenir ou rétablir une dignité de vie (Lapeyre & Lemaître, 2014 ; Hillenkamp *et al.*, 2013). Malgré les nouvelles formes de précarisation et d'exclusion endogènes à la mondialisation de l'économie, il ne faut pas conclure que les populations subissent passivement cet état de choses. Une approche forte en termes de développement durable doit mettre l'accent sur les stratégies de sécurisation en perpétuelle évolution des acteurs populaires en fonction de leur identité culturelle, de leur histoire et de leur lieu de vie (Meaghers, 2010 et 2011 ; Trefon, 2004). C'est donc précisément dans ces espaces sociaux de précarité qui se multiplient que les individus sont susceptibles de redonner du sens à leurs conduites et de réinventer des liens et des échanges avec les autres (Monnier & Droz, 2004 ; Tarrius, 2002 ; Scott, 1985). À travers des modalités diverses marquées par la diversité culturelle et sociale, ils expriment de manière plus ou moins inventive leur insertion dans l'économie mondialisée et leur participation à la (re)production de leur lieu de vie.

C'est dans ce cadre qu'il faut analyser la multitude d'initiatives prises au niveau local, émanant de la base et combinant des stratégies individuelles, des formations de réseaux et des constructions associatives plus ou moins élaborées (Lapeyre, 2006 et 2009). La prise en compte de la nature particulière des stratégies d'acteurs au sein de l'économie informelle nous place face à une prolifération rusée et transgressive, qui est la source de l'indocilité du local à laquelle sont confrontées les politiques publiques, mais qui est loin d'être facile à saisir d'un point de vue méthodologique. De cette réalité vécue de coproduction des espaces et de coexistence de régulations concurrentes, voire conflictuelles, dans les villes africaines, asiatiques ou latino-américaines, les statistiques ne connaissent presque rien.

Braudel (1967 et 1985) comme de Certeau (1980) ont bien montré cette coexistence plus ou moins conflictuelle de sources de régulation – régulation de contrôle des autorités publiques et régulations autonomes des acteurs de l'économie informelle – qui interagissent sur les conditions de vie matérielles des acteurs du bas. Il n'est en effet pas possible de cantonner dans le passé, dans les campagnes ou chez les primitifs, les modèles opératoires d'une culture et d'une économie populaires. Ils existent au cœur des places fortes de l'économie contemporaine. Mais, comme le dit très justement Jérôme Lindon, « on ne remarque pas l'absence d'un inconnu » (Deleuze, 1990). Les pratiques individuelles ou collectives journalières qui traduisent les demandes de développement des acteurs populaires au sein de l'économie informelle, pour n'avoir pas de discours ni de canaux de transmission audibles, n'en ont pas moins d'existence et de sens en termes de gouvernance et de sécurisation des conditions de vie (accès

aux besoins essentiels, mais aussi gestion environnementale) sur un territoire donné (Berkes *et al.*, 2003 ; Gunderson *et al.*, 2002 ; Cannon, 2008).

De l'analyse, au sein de l'économie informelle, de cette multitude de pratiques génératrices de revenus et d'emplois liées à un ensemble de biens et services répondant aux besoins de ces acteurs « du bas » et encastrés dans une sociabilité populaire, on peut appréhender les contours d'un autre style de développement. Ces réponses dont il est peu parlé, sans doute en raison de leur discrétion, de leurs manifestations plus modestes, n'en sont pas moins des réponses majeures par leurs conséquences en termes de sécurisation des conditions de vie des acteurs de l'économie informelle. C'est ce que Balandier (2007, p. VI) appelait « l'invention permanente de la vie quotidienne, la création matérielle et immatérielle de ce qui est nécessaire à son entretien. C'est l'économie informelle et le monde qui s'en engendre… C'est l'économie des gens modestes, non plus celle des puissants et des importants, une économie fondée sur la "démocratie" des savoir-faire et une bonne école de créativité ».

4. Formalisation et biopouvoir : enjeux pour les acteurs populaires

L'enjeu, en termes de développement, de la réflexion sur les politiques de formalisation de l'économie informelle, c'est de changer de regard sur les dynamiques adaptatives et innovantes qu'elle engendre. Pour cela, il faut ne pas mesurer cette réalité du vécu des « gens d'en bas » seulement en termes de manque ou de marginalité par rapport à ce qui serait « l'ordre normal des choses ». L'économie informelle n'est pas seulement le refuge des pauvres, des femmes et des jeunes en attente ou exclus d'un vrai emploi dans l'économie formelle. Elle correspond aussi à cette économie populaire constituée depuis des siècles des petits paysans, marchands et artisans qui se transforme sous l'influence de l'urbanisation, des flux migratoires et des nouvelles technologies. Ces économies populaires sont marquées par l'encastrement de l'économique dans le social. Elles reposent sur des rationalités individuelles encastrées dans un ensemble de structures sociales en perpétuelle construction, réinvention et en équilibre précaire (Peemans, 2002 ; Hillenkamp *et al.*, 2013 ; Lapeyre, 2014).

À travers les dynamiques associatives qui traversent l'économie informelle et la transforment, les « gens d'en bas » visent à élargir collectivement les occasions d'augmenter leur revenu individuel, mais aussi d'élargir les bases collectives d'une sécurisation individuelle pour faire face aux risques ou des obligations sociales considérées comme essentielles. Cette prolifération de pratiques et d'institutions plus ou moins autonomes des acteurs de l'économie informelle a largement échappé aux cadres d'analyse dominants et donc aux processus de formulation des politiques publiques dans le champ de la protection sociale et du développement local. Leur prise en compte implique toutefois de s'interroger sur la nature constituante d'un

« autre développement », de ces « lignes de fuite ». Il est dès lors essentiel de faire l'économie politique du projet de formalisation.

Face à cet « ailleurs » indocile et à ses pratiques constituantes d'un « autre développement », les stratégies de formalisation peuvent constituer de nouvelles offensives pour repousser les frontières et ouvrir ces nouveaux espaces à la logique de l'accumulation. Elles seraient à ce titre l'expression d'un biopouvoir sur ces acteurs de l'économie informelle dont les pratiques économiques sont inextricablement encastrées dans la (re)production multiforme du lien social. Il y a donc bien un risque d'émergence d'une biopolitique de la formalisation par les acteurs dominants, à travers laquelle ils viseraient à répondre à « la grande colère des faits » que constituent la persistance et la vitalité des pratiques populaires au sein de l'économie informelle. Le biopouvoir, comme structure historico-politique portée par les acteurs hégémoniques, cherche à instituer une gouvernance biopolitique s'étendant à cet « ailleurs » qui lui échappe et le « fait fuir » de partout (Foucault, 2004). Il peut à cette fin s'appuyer sur toute une série d'interventions et de contrôles régulateurs dirigés vers cet ensemble de vivants qui peuplent l'économie populaire.

5. Formalisation et sécurisation : importance d'une approche multiscalaire

Si l'économie informelle est porteuse d'autres voies de développement, il faut se prémunir de toute vision naïve des pratiques socioéconomiques qui y sont associées. Celles-ci sont souvent de simples stratégies de survie, ou bien s'inscrivent dans des tentatives de réinvention d'une identité, qui peuvent être elles-mêmes facteur de désintégration sociale et de nouvelles formes de violence comme dans le cas du développement du communautarisme sectaire, de mouvements ethniques violents, etc. Les « devenirs » qui émergent de la multitude des pratiques populaires, à la suite de la crise de légitimation des stratégies de développement qui ne peuvent tenir leurs promesses d'une amélioration du bien-être pour tous, ne sont pas tous constituants d'un projet partagé d'amélioration durable des conditions de vie d'une population dans un milieu donné. En effet, la solidarité n'est ni une question de bon sentiment ni une question de se sentir bien ; c'est un construit social porteur de contrôle, de dépendance et souvent de violence sociale (Lapeyre, 2014). Cette constatation doit nous amener à dépasser une approche idyllique des pratiques et institutions des acteurs de l'économie populaire pour essayer de comprendre, d'une part, quelles sont, parmi ces multiples pratiques populaires de résistance, de survie, de solidarité et de sécurisation des conditions de vie, celles qui peuvent donner lieu à « une réinvention d'un être et faire ensemble » et, d'autre part, comment leur venir en appui le plus efficacement possible à travers les politiques publiques.

Ainsi, les décideurs politiques doivent « écouter et apprendre » des acteurs populaires et être guidés non pas par des « approches normatives » mais par une meilleure

compréhension des problèmes quotidiens auxquels sont confrontés ces acteurs dans l'économie informelle, mais aussi de leurs attentes et de leurs initiatives de sécurisation. Un tel changement de paradigme nécessite des cadres de politiques multiscalaires qui pourraient mieux répondre aux défis du développement durable en soutenant – aux niveaux micro, méso et macro – les institutions et les pratiques qui permettent aux communautés locales d'améliorer leurs moyens de subsistance à travers le développement et la protection de leurs droits économiques et sociaux (Christopherson *et al.*, 2010 ; Lapeyre, 2013).

Le concept de résilience, qui a considérablement évolué depuis l'article fondateur de Holling (1973), met en avant la capacité d'adaptation des groupes ou des communautés face à des contraintes et des perturbations sociales externes, politiques, économiques et/ou environnementales (GIEC, 2007 ; Trosper, 2002 ; Carpenter *et al.*, 2001). Des études de terrain montrent que certaines stratégies répondant aux contraintes et aux chocs ont tendance à être à la fois proactives et réactives ; par exemple, en participant à la replantation de la mangrove ou par l'envoi de membres de la famille à la recherche d'autres activités de subsistance en dehors du village. Dans la plupart des exemples, les « gens d'en bas » montrent leurs capacités de gestion de leurs écosystèmes à travers des stratégies multidimensionnelles et associatives (Hillenkamp *et al.*, 2013 ; Meaghers, 2010 ; Marschke & Berkes, 2006).

Mais toutes les dynamiques adaptatives ne sont pas forcément durables ni bonnes pour tous du point de vue de la distribution des bénéfices en termes de sécurisation (certains groupes peuvent en être exclus, voire les victimes), mais aussi d'un point de vue intertemporel, en rejetant sur les générations futures le coût de la résilience présente. L'« état résilient » à court terme n'est pas toujours un « état souhaitable » socialement ou environnementalement. En outre, la résilience à un niveau donné n'est pas toujours « positive » lorsqu'elle est vue à un autre niveau spatial ou temporel. Des pratiques au niveau micro d'exploitation prédatrice des écosystèmes à des fins de commercialisation peuvent améliorer la capacité d'une communauté à générer des revenus tout en dégradant rapidement l'écosystème d'une région et les capacités de résilience d'autres communautés. La résilience sociale peut donc être augmentée temporairement en exploitant et dégradant le capital écologique et social.

Les changements de grande ampleur (climatiques, etc.) ont aussi un impact négatif sur de nombreuses communautés et leurs capacités à gérer les épreuves qui y sont associées (Tompkins & Adger, 2003 ; de Menocal, 2001). Ces épreuves sont susceptibles de mettre sous tension leurs pratiques de sécurisation et de pousser les capacités d'adaptation locales au-delà des limites gérables à leur niveau. Les effets cumulatifs des crises et leur fréquence accrue peuvent abaisser le seuil au-delà duquel l'écosystème populaire ne peut plus faire face et y apporter des réponses satisfaisantes (Dessai *et al.*, 2003 ; Jones, 2001). Si les modes de gouvernance populaire du milieu de vie ont joué un rôle fondamental dans l'histoire du développement réel, il y a aussi de nombreuses situations où ils ont failli sous le poids des épreuves. Malgré la

valeur et la créativité adaptative des pratiques populaires, il faut prendre en compte les limites à l'adaptation autonome au niveau local. Les capacités de résilience et de transformation des communautés vont déterminer si elles peuvent éviter ou traverser des états indésirables et réussir à converger vers des états souhaitables (Adger & Vincent, 2005).

De nombreux exemples montrent que les adaptations les plus efficaces sont multiscalaires, ce qui conduit à une approche différente de l'intervention publique tournée vers l'économie informelle (Lapeyre, 2014). Elle viserait alors à renforcer les capacités d'adaptation des populations aux différents niveaux – local, régional et national – qui sont interconnectés (Christopherson *et al.*, 2010 ; Walker *et al.*, 2004). Par exemple, c'est dans les zones urbaines et rurales que les acteurs de l'économie informelle profitent des politiques nouvellement créées qui soutiennent les initiatives de gestion communautaire (Amoukou & Wautelet, 2007). Des recherches récentes menées sur les rives du lac Kainji au Nigeria et dans le delta intérieur du Niger au Mali confirment que, lorsqu'on le considère de façon pragmatique, le concept de résilience fournit un cadre utile pour identifier et mettre en œuvre des interventions appropriées pour réduire la vulnérabilité des communautés de pêcheurs aux chocs et aux menaces. La résilience des communautés de pêcheurs n'est pas exclusivement liée à l'état des ressources halieutiques. Lorsque ces communautés sont particulièrement démunies, les interventions doivent donner la priorité à leurs besoins fondamentaux (en termes de formation, de revenu, de gestion des risques, d'accès aux marchés, de technologies appropriées, de protection sociale, etc.), leur permettant ainsi de tourner leur attention vers des pratiques de pêche durables (Redman & Kinzig, 2003).

Les politiques de protection sociale sont particulièrement importantes dans ce cadre, car les arrangements communautaires ont montré leur potentiel pour combler l'écart entre les besoins de sécurité des ménages et leur couverture effective en termes d'assurance maladie et accident du travail par les dispositifs nationaux existants. Or, comme le montre bien Aympam (2015) à Kinshasa, dans beaucoup d'endroits en Afrique, la solidarité familiale et communautaire est elle-même en crise et connaît des problèmes grandissants et persistants. La crise économique induit en effet des dysfonctionnements dans l'obligation de réciprocité qui est au cœur de cette solidarité familiale (Marie, 2000). La tendance à la multiplication des inscriptions sociales au-delà de la sphère familiale, que l'on observe chez les commerçants, semble bien faire partie des stratégies de renforcement de la sécurisation et de la protection contre les risques et les aléas de l'existence, dans un tel contexte d'insécurité consécutif à la précarité de la vie et aux dysfonctionnements de la solidarité familiale.

Ces pratiques et institutions populaires multiformes de sécurisation résultent de stratégies coordonnées utilisées et gérées par des associations et communautés aux fins de leur protection contre les effets néfastes de différents types de risques auxquels elles doivent faire face. Elles sont caractérisées par des coûts d'information et de transaction faibles, des règles non écrites, des relations interpersonnelles et des

mécanismes de contrôle social forts. Elles comprennent des groupes communautaires, groupements de producteurs de biens et services et associations diverses développant des activités d'assurance (maladie, accident), de crédit, d'épargne, d'achat et de vente. Toutefois, l'intervention publique est importante pour soutenir ces dynamiques, et ce, pour les deux raisons suivantes.

Premièrement, il peut y avoir des trous importants dans les filets de sécurité sociale basés sur les institutions informelles (Harriss-White, 2009 ; Casson *et al.*, 2009). De nombreuses études empiriques ont montré que certaines sous-populations – y compris, souvent, les ménages les plus pauvres ou les groupes discriminés – sont souvent exclues des réseaux informels d'assurance et de mutualisation des risques avec les autres membres de leur communauté (Msuya *et al.*, 2007 ; Amoukou & Wautelet, 2007 ; Morduch, 2006 ; Dercon, 2005). L'accès aux institutions de gestion des risques de la communauté n'est pas nécessairement égalitaire et tous les membres ne bénéficient pas nécessairement du même niveau de protection au sein de la communauté. Dans de tels cas, une intervention extérieure peut atténuer les problèmes qui se posent en raison de la petite taille des pools de risque ou la faible diversification qui est inhérente à des dispositions communautaires. Lorsqu'il y a des obstacles sociaux ou économiques à l'entrée dans les formes associatives de sécurisation des risques ou quand il y a des inégalités dans le niveau de protection contre les risques, la politique de protection sociale peut potentiellement être déployée pour aider la communauté à les surmonter (Standing, 2010). Les programmes publics de protection sociale peuvent soutenir les groupes d'assurance mutuelle communautaires, dans leurs efforts pour renforcer et étendre la couverture offerte aux membres de la communauté, à travers un système de subvention, pour augmenter le nombre des membres et diversifier la base du système d'assurance, afin de réduire les risques.

Ensuite, si la plupart de ces dynamiques associatives ont la capacité de gérer les chocs idiosyncrasiques, elles sont, par contre, susceptibles de se décomposer face à des chocs covariants dont l'impact économique et social est catastrophique pour un vaste segment de la communauté. Ces chocs peuvent être occasionnés par des secousses économiques, des catastrophes naturelles, des pandémies ou des conflits. Ils mettent en danger les dynamiques populaires mutualistes, à moins de trouver des façons de transférer le risque hors de la communauté. Les politiques publiques peuvent dès lors mettre en place des fonds de garantie pour mutualiser les risques majeurs ou renforcer la capacité de négociation des formes associatives d'assurance afin de mieux exploiter les marchés de réassurance commerciale pour permettre de les protéger de certains risques majeurs et d'assurer la durabilité de leur activité (Bhattamshira & Barrett, 2009).

6. En guise de conclusion : pour une vision forte de la formalisation, comme appui à la sécurisation des conditions de vie et de travail des « gens d'en bas »

En conclusion, nous avons insisté sur le nécessaire changement de regard par rapport aux acteurs de l'économie informelle, qui ne sont ni des victimes inactives du changement rapide de leur environnement socioéconomique ni les bénéficiaires passifs des interventions publiques. Au contraire, ils sont au cœur des dynamiques de développement réel à travers leurs capacités, avec des succès divers, d'adaptation et de sécurisation de leurs moyens de subsistance. Une telle vision de l'économie informelle contribue à expliquer les conséquences et les réponses différentes à des processus d'insécurisation similaires, même si les conditions semblent relativement homogènes (Long, 2001). La grande diversité des pratiques et des institutions de l'économie informelle milite contre la possibilité d'un cadre universel d'intervention pour la transition vers l'économie formelle et le développement durable. Elle suggère, au contraire, la possibilité d'un éventail très diversifié et riche de réponses possibles, qui sont à l'œuvre ou susceptibles d'émerger (Chapple & Lester, 2010). La question est de savoir comment ces stratégies d'adaptation des moyens de subsistance locaux peuvent être renforcées par l'action gouvernementale. Développer les synergies multiscalaires pour assurer le développement réel des « gens d'en bas » nécessite, tout d'abord, d'avoir une meilleure connaissance des forces, faiblesses et limites des pratiques de l'économie informelle.

Le niveau local est essentiel du point de vue du cadre des politiques, puisque c'est à ce niveau que les gens sont confrontés aux processus d'insécurisation et aux facteurs de stress, et où les initiatives associatives et les dynamiques de sécurisation prennent place. Cependant, les politiques de développement ne doivent pas simplement se concentrer sur le niveau local. Les échelles d'adaptation ne sont pas indépendantes les unes des autres. La capacité des ménages à faire face aux vulnérabilités dépend de la capacité d'adaptation de leur communauté, qui dépend elle-même, dans une certaine mesure, des cadres institutionnels aux niveaux régional et national et de la marge de manœuvre que ceux-ci laissent au local face aux forces exogènes liées à la mondialisation (Smit & Pilifosova, 2003 ; Yohe & Tol, 2002).

Toute politique de transition vers l'économie formelle doit prendre en compte les niveaux local, régional et national, avec l'État-nation comme niveau institutionnel de base pour la préservation de l'espace politique et la coordination des dynamiques de développement local et régional. L'État joue, en particulier, un rôle fondamental dans l'établissement de lois et de normes pour protéger les droits économiques, politiques et sociaux individuels et collectifs. Il définit et contrôle l'application des cadres réglementaires afin de : (i) soutenir des modes de production durables pour les secteurs tels que l'agriculture, les transports, les industries et les services ; (ii) protéger les droits des travailleurs et la cohésion sociale ; (iii) garantir l'accès des populations

aux besoins de base (par exemple, la nourriture, le logement, la santé, l'éducation et l'emploi productif et décent) ; (iv) créer un environnement propice aux entreprises durables ; (v) soutenir le dialogue et la concertation sociale ; et (vi) développer l'économie sociale et solidaire par une législation appropriée et l'allocation des ressources.

Dans une grande majorité des pays du Sud, la légitimation – ou re-légitimation – de l'État dépendra de sa capacité à créer des institutions qui permettent, d'une manière coordonnée, à la plus grande majorité possible de communautés locales d'élargir leurs droits économiques et sociaux. La voix des travailleurs dans l'économie informelle ne doit pas seulement être entendue, mais comprise. Cela nécessite un cadre institutionnel approprié pour le dialogue social, le renforcement des capacités et l'organisation des acteurs concernés. Ce sont des priorités essentielles pour canaliser efficacement leurs demandes et leur permettre de participer à l'élaboration de solutions à leurs problèmes et à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

La vision forte de la transition vers l'économie formelle, fondée sur la reconnaissance des acteurs de l'économie informelle en tant qu'acteurs du développement, appelle à un « nouveau pacte » entre le peuple et l'État basé sur le renforcement : i) des capacités ; ii) de l'autonomie de détermination du projet de développement national ; et iii) des droits sociaux, politiques et économiques. C'est ce changement de cadre de politique de développement que la Recommandation n° 204 de l'OIT défend dans le champ de la transition vers l'économie formelle. Il passe, notamment, par le soutien à l'économie sociale et solidaire et aux initiatives associatives des acteurs de l'économie informelle. Les expériences des budgets participatifs dans les zones urbaines d'Amérique latine (tels que Porto Alegre ou Villa Salvador au Pérou) montrent que la « gouvernance participative » peut être un moyen efficace et durable pour lutter contre les vulnérabilités, réduire la pauvreté et renforcer les capacités d'adaptation des communautés locales pour atténuer les crises et améliorer les moyens de subsistance. Soutenir le développement d'une économie sociale est essentiel, mais cela exige une définition inclusive de l'économie sociale : qui ne se réduise pas à un secteur « sans but lucratif », mais comprenne toutes les initiatives associatives de production/distribution de biens et de services.

La priorité apparaît de réfléchir sur la nature des institutions et mécanismes par lesquels les décideurs politiques nationaux peuvent encourager « le développement transformatif par le bas » et favoriser les synergies, la modularité et la connexion entre les niveaux macro, méso et micro afin d'élargir les options pour sécuriser les moyens de subsistance des populations plutôt que de les contraindre. Si ces changements doivent se produire et être protégés, la question centrale est alors celle de la coordination verticale et horizontale des stratégies d'un très grand nombre d'agents différents de changement opérant à divers niveaux spatiaux (Hudson, 2010). Il y aura toujours des voies multiples au sein de l'« espace de réponses », mais le défi politique est de développer des structures institutionnelles qui correspondent aux processus

écologiques et sociaux qui fonctionnent à différentes échelles spatiales et temporelles et prennent en compte les liens entre ces échelles (Folke *et al.*, 2002, p. 21).

Une approche multiscalaire est essentielle à toute analyse des moyens de subsistance, afin d'améliorer notre compréhension des forces qui influent sur la sécurité des moyens de subsistance des communautés et des ménages (Lapeyre, 2013). Les politiques de transition vers l'économie formelle exigent d'expliciter l'échelle d'analyse et d'intervention, mais aussi les interactions entre échelles. En particulier, les flux de signaux « bottom-up » peuvent être moins efficacement livrés ou non livrés, parce que l'information générée au niveau le plus bas par les acteurs de l'économie informelle peut être dégradée ou éliminée avant d'atteindre le sommet, en raison de l'absence d'institutions-relais efficaces. Ainsi, un dialogue social élargi et l'organisation/syndicalisation des acteurs de l'économie informelle sont cruciaux. Le défi consiste à développer un système de régulation sociale qui combine les contrôles réglementaires formulés par l'État pour soutenir le développement durable et une régulation autonome développée par les acteurs de l'économie informelle pour la sécurisation des moyens de subsistance.

L'objectif est d'établir une relation réciproque qui soit une relation d'échange et donc de négociation entre l'État et les acteurs populaires. Bien sûr, cette relation est déséquilibrée et l'État en fixe le cadre, mais l'exercice de son pouvoir suppose que les règles établies soient légitimes et que les populations consentent d'entrer dans le jeu de la coopération. Dans cette relation entre l'État et les acteurs de l'économie informelle, il y a toujours à la fois contrainte et consentement. La règle du jeu ne sera respectée que si elle est intelligible et si elle a un sens pour les acteurs. Cela nécessite, de la part des acteurs de l'économie informelle, l'acceptation d'un espace de respect des règles dans le cadre d'une régulation conjointe, mais cela requiert aussi de la part des acteurs de l'intervention publique une remise en cause des certitudes, des savoir-faire et des modes d'action (Reynaud, 1997). La « reterritorialisation » des acteurs populaires au sein de l'économie formelle ne pourra se faire qu'à ces conditions.

Bibliographie

Adger, W.N. & Vincent, K, 2005, « Uncertainty in adaptive capacity », *C. R. Geoscience*, 337, pp. 399–410.

Amoukou, I. & Wautelet, J.M., 2007, *Croisement des savoirs villageois et universitaires : Enjeux pour le développement*, Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain.

Aympam, S., 2014, « La créance et la dette. Stratégie de sécurisation des commerçants dans un Grand marché », in F. Lapeyre & A. Lemaître (sous la dir.), *Politiques publiques et pratiques de l'économie informelle en Afrique Subsaharienne*, Louvain-la-Neuve/Paris : Academia/L'Harmattan.

Berkes, F., Colding, J., & Folke, C., 2003, *Navigating Social Ecological Systems*, Cambridge UK: Cambridge University Press.

Bhattamishra, R. & Barrett, C., 2010, « Community-based risk management arrangements: A review », *World Development*, 38(7), pp. 923–932.

BIT/WIEGO, 2013, *Women and men in the informal economy: A statistical picture (Second edition)*, Geneva: ILO.

BIT, 2018, *Women and men in the informal economy: A statistical picture (Third edition)*, Geneva: ILO.

Braudel, F., 1967, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e^-XVIII^e^ siècle)*, tome 1, Paris : Armand Colin.

Braudel, F., 1985, *La dynamique du capitalisme*, Paris : Arthaud.

Cannon T., 2008, « Reducing people's vulnerability to natural hazards: Communities and resilience », *Research Paper*, 2008/34, UNU-WIDER.

Carpenter, S., Walker, B., Anderies, J.M., & Abel, N., 2001, « From metaphor to measurement: Resilience of what to what? », *Ecosystems*, 4, pp. 765–781.

Casson, M., Della Giusta, M., & Kambhampati, U., 2010, « Formal and informal institutions and development », *World Development*, 38(2), pp. 137–141.

Chapple, K. & Lester, T.W., 2010, « The resilient regional labour market: The US case », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(1), pp. 85–104.

Christopherson, S., Michie, J., & Tyler, P., 2010, « Regional resilience: Theoretical and empirical perspectives », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(1), pp. 3–10.

De Certeau, M., 1980/1990 – nouvelle édition, *L'Invention du quotidien*, 1. : *Arts de faire* et 2. : *Habiter, cuisiner*, éd. établie et présentée par Luce Giard, Paris : Gallimard.

De Menocal, P.B., 2001, « Cultural responses to climate change during the late Holocene », *Science*, 292, pp. 667–673.

De Villers, G., Jewsiewicki., B., & Monnier, L. (sous la direction de), 2002, *Manières de vivre – Économie de la « débrouille » dans les villes du Congo/Zaïre*, Paris : L'Harmattan.

Deleuze, G., 1990, *Pourparlers*, Paris : Éditions de Minuit.

Dercon, S. (ed.), 2005, *Insurance Against Poverty*, Oxford: Oxford University Press.

Dessai, S.A., Hulme, W.N., Kohle, J., Turnpenny, J., & Warren, R., 2003, « Defining and experiencing dangerous climate change », *Working Paper*, 28, Tyndall Centre for Climate Change Research, University of East Anglia, Norwich.

Folke, C. *et al.*, 2002, *Resilience and Sustainable Development: Building Adaptive Capacity in a World of Transformations*, Stockholm: Environmental Advisory Council to the Swedish Government.

Foulcault, M., 2004, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, éd. établie par Michel Senellart, sous la dir. de François Ewald et Alessandro Fontana, Paris : Gallimard, Seuil.

GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), 2007, *Changements climatiques*, Genève : OMM.

Guha, R. & Spivak, G.C., 1988, *Selected Subaltern Studies*, Oxford: Oxford University Press.

Gunderson, L. & Holling, C.S., 2002, *Panarchy*, London: Island Press.

Harriss-White, B., 2010, « Work and wellbeing in informal economies: The regulative roles of institutions of identity and the state », *World Development*, 38(2), pp. 170–183.

Harriss-White, B. (ed.), 2002, *Globalization and Insecurity: Political Economic and Physical Challenges*, London: Palgrave Macmillan.

Hettne, B., 1990, *Development Theory and the Three Worlds*, Harlow, UK: Longman.

Hillenkamp, I., Lapeyre, F., & Lemaître, A. (eds), 2013, *Securing Livelihoods: Informal Economy Practices and Institutions*, Oxford: Oxford University Press.

Holling, C.S., 1973, « Resilience and stability of ecological systems », *Annual Review of Ecological Systems*, 4(1), pp. 1–23.

Lapeyre, F., 2006, « Mondialisation, néo-modernisation et "devenirs" : un autre regard sur les pratiques populaires », ouvrage coordonné par G. Froger, *La mondialisation contre le développement durable ?*, Paris : PIE Peter Lang, Écopolis.

Lapeyre, F., 2009, « Courage fuyons : Coopération au développement, Biens publics mondiaux et demandes de développement », in Ouvrage collectif CETIM, *Coopération internationale : une autre politique européenne est possible*, Genève : éditions CETIM.

Lapeyre, F., 2013, « Securing livelihoods in Africa: Towards multi-scalar policy frameworks », *European Journal of Development Studies*, vol. 25, issue 5, pp. 659-679.

Lapeyre, F., 2014, « Les politiques publiques face à l'indocilité du local », in F. Lapeyre & A. Lemaître (sous la dir.), *Politiques publiques et pratiques de l'économie informelle en Afrique Subsaharienne*, Louvain-la-Neuve/Paris : Academia/L'Harmattan.

Lapeyre, F. & Lemaître, A. (sous la dir.), 2014, *Politiques publiques et pratiques de l'économie informelle en Afrique Subsaharienne*, Louvain-la-Neuve/Paris : Academia/L'Harmattan.

Long, N., 2001, *Development Sociology: Actor perspectives*, London : Routledge.

MacGaffey, J., 1991, *The Real Economy of Zaire*, London: James Currey.

Marschke, M.J. & Berkes, F., 2006, « Exploring strategies that build livelihood resilience: A case from Cambodia », *Ecology and Society*, 11(1), p. 42.

Meagher, K., 2010, *Identity Economics: Social Networks and the Informal Economy in Nigeria*, Woodbridge, VA: James Currey.

Meagher, K., 2011, « Informal economies and urban governance in Nigeria: Popular empowerment or political exclusion? », *African Studies Review*, 54(2), pp. 47–72.

Monnier, L. & Droz, Y. (sous la dir.), 2004, « Côté jardin, côté cour. Anthropologie de la maison africaine », *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, 15, Genève : Institut universitaire d'études du développement/PUF.

Morduch, J., 2006, « Microinsurance, the next revolution? », in A.V. Banerjee, R. Benabou & D. Mookherjee (eds) *Understanding Poverty* (pp. 337–357), Oxford: Oxford University Press.

Msuya, J.M., Jutting, J.P., & Asfaw, A., 2007, « Impact of community health funds on the access to health care: Empirical evidences from rural Tanzania », *International Journal of Public Administration*, 30(8–9), pp. 813–833.

Peemans, J.-P., 2002, L*e développement des peuples face à la modernisation du monde*, Louvain-la-Neuve/Paris : Academia/L'Harmattan.

Redman, C.L. & Kinzig, A.P. (2003), « Resilience of past landscapes: Resilience theory, society, and the longue durée », *Conservation Ecology*, 7(1), p. 14.

Reynaud, J.D., 1997, *Les règles du jeu*, Paris : Armand Colin.

Scott, J.C., 1985, *Weapons of the Weak*, New Haven, CT: Yale University Press.

Scott, J.C., 1990, *Domination and the Arts of Resistance*, New Haven CT: Yale University Press.

Smit, B. & Pilifosova, O., 2003, « From adaptation to adaptive capacity and vulnerability reduction », in J.B. Smith, R.J.T. Klein & S. Huq (eds), *Climate Change, Adaptive Capacity and Development* (pp. 9–28), London: Imperial College Press.

Tarrius, A., 2002, *La mondialisation par le bas*, Paris : Balland.

Tompkins, E.L. & Adger, W.N., 2003, *Building resilience to climate hange through adaptive management of natural resources*, Working Paper 27, Tyndall Centre for Climate Change Research, University of East Anglia, Norwich.

Trefon, T. (ed.), 2004, *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'État*, Paris : L'Harmattan.

Trosper, R.L., 2002, « Northwest coast indigenous institutions that supported resilience and sustainability », *Ecological Economics*, 23(41), pp. 329–344.

Walker, B., Holling, C.S., Carpenter, S.R., & Kinzig, A., 2004, « Resilience, adaptability and transformability in social–ecological systems », *Ecology and Society*, 9(2), p. 5.

Yohe, G., Strzepek, K., Pau, T., & Yohe, C., 2003, « Assessing vulnerability in the context of changing socioeconomic conditions: A study of Egypt », in J.B. Smith, R.J.T. Klein & S. Huq (eds) *Climate Change, Adaptive Capacity and Development* (pp. 101–136), London : Imperial College Press.

Economía popular, economía solidaria y bancos comunitarios de desarrollo

Una reflexión en el actual contexto brasileño

Ana Mercedes Sarria Icaza

Resumen

El trabajo presenta resultados de una investigación en curso sobre la relación entre organizaciones de economía solidaria y las dinámicas de la economía popular en dos comunidades pobres de la periferia de Porto Alegre, tomando como base el proceso de implementación de Bancos Comunitarios de Desarrollo. Partiendo de los presupuestos teóricos y metodológicos construidos hasta el momento en la Red de Bancos Comunitarios en Brasil, se analizan las dinámicas particulares de las experiencias en estudio y se presentan algunas consideraciones sobre la construcción de estos procesos de organización territorial.

Résumé

L'article présente les résultats d'une recherche portant sur la relation entre les organisations d'économie solidaire et les dynamiques d'économie populaire dans les communautés pauvres de la périphérie de Porto Alegre, en prenant appui sur le processus de mise en place de Banques Communautaires de Développement. À partir d'hypothèses théoriques et méthodologiques construites au sein du Réseau des Banques Communautaires du Brésil, les dynamiques particulières des initiatives étudiées sont analysées et quelques conclusions sont formulées, relatives à la construction de ces processus d'organisation territoriale.

Introducción

Este trabajo presenta resultados iniciales de una investigación en curso sobre la relación entre organizaciones de economía solidaria y las dinámicas de la economía popular en dos comunidades pobres de la periferia de Porto Alegre, tomando como base el proceso de implementación de bancos comunitarios de desarrollo.

El Banco Cascata y el Banco Justa Troca, primeros en la región sur de Brasil, inician sus actividades en 2016, teniendo como referencia dos emprendimientos con presencia significativa en el movimiento de economía solidaria, los cuales se desafían a ampliar su actuación en las comunidades donde están localizados.

Partiendo de los presupuestos teóricos y metodológicos construidos hasta el momento en la Red de Bancos Comunitarios en Brasil, la investigación se propone

analizar las dinámicas particulares en ambas experiencias en estudio y, a partir de ellas, construir algunas reflexiones sobre este singular formato organizativo.

Desde el punto de vista metodológico, la investigación, que está en elaboración, se define como una investigación-acción y se integra al trabajo que viene siendo desarrollado en las comunidades por el Núcleo de Estudios en Gestión Alternativa. Incluye la realización de mapeo de producción y servicios, de cuestionarios en domicilios sobre las dinámicas sociales y económicas, la realización de entrevistas en profundidad con los diferentes actores implicados, así como grupos focales y observación participante.

Se hace inicialmente la discusión sobre el debate teórico y la construcción práctica de los Bancos Comunitarios de Desarrollo, en su relación con los conceptos de economía solidaria y economía popular, contextualizando el crecimiento e institucionalización de las experiencias asociativas que construyen el movimiento de economía solidaria brasileño y provocan el debate sobre las experiencias económicas del mundo popular y la necesidad de otro modelo de desarrollo.

A continuación, se presentan brevemente las comunidades en estudio, el proceso de implementación de los bancos comunitarios como instrumentos de desarrollo local y los principales resultados de esta fase de la investigación, analizando las diferentes dinámicas socioeconómicas de la economía popular en los territorios y la articulación entre las organizaciones existentes.

Finalmente, se tejen algunas consideraciones para el debate sobre la construcción de estos procesos de organización territorial y sus desafíos en el actual contexto de la economía solidaria brasileña.

1. Bancos Comunitarios de Desarrollo en Brasil, economía solidaria y economía popular

Los Bancos Comunitarios de Desarrollo – BCDs – son una expresión de la economía solidaria en Brasil, resultado de un proceso que muestra cómo, a partir de una experiencia innovadora en una pequeña comunidad del nordeste brasileño, con líderes activos en el movimiento de economía solidaria, fueron creándose nuevas experiencias y construyéndose un conjunto de elementos teóricos y metodológicos y de políticas públicas que hicieron posible su expansión a una red de carácter nacional. Básicamente, funcionan a partir de una organización comunitaria, buscan dinamizar la economía local, crean una moneda para circulación local y prestan diversos servicios financieros, principalmente microcrédito para consumo e producción local.

Los diferentes autores que han contribuido con la construcción de un cuadro analítico y conceptual sobre el carácter, las dinámicas y características de los Bancos Comunitarios de Desarrollo (França Filho, Silva Junior, Rigo, Leal, Passos, entre otros) parten de una comprensión de economía solidaria que transciende a la idea pre-

dominante centrada en la construcción de un tipo de empresa cooperativa ("emprendimientos económicos solidarios", como se les denomina en Brasil) que sería una forma de organización mejor/más eficiente que la empresa capitalista y que así tendería a substituir el modelo de producción existente. Se asume entonces la perspectiva de economía substantiva de Karl Polanyi, destacándose la hibridación de diversos principios y lógicas económicas. Así, conforme França Filho:

> "La economía solidaria constituye mucho más una tentativa de articulación inédita entre economía mercantil, no-mercantil y no-monetaria, en vez de una forma de economía que vendría a acrecentarse a las formas dominantes de la economía en el sentido de una eventual substitución." (França Filho, 2007, p. 6)

Siguiendo esta perspectiva, los autores identifican una serie de características de las organizaciones de economía solidaria: pluralidad de principios económicos, autonomía institucional, democratización de los procesos decisorios, sociabilidad comunitaria-pública, finalidad multidimensional, inserción ciudadana y autogestión.

Los Bancos Comunitarios de Desarrollo actúan a partir de dinámicas territoriales, pensadas en la perspectiva de creación de circuitos socioeconómicos locales. Es ahí donde se visualiza el papel de las finanzas solidarias y en particular de la moneda social, como instrumentos para potencializar las dinámicas sociales, económicas y comunitarias. Se coloca así la necesidad de reconocer y partir de diversas experiencias en los territorios, donde se articulan la economía mercantil, no mercantil y no monetaria. Es en el territorio, en tanto que "lugar" o "espacio vivido", que encontramos las prácticas de la economía popular, entendidas en una concepción más amplia de economía. Conforme Coraggio,

> « [...] les unités domestiques populaires, leurs prolongements tels que les initiatives marchandes génératrices de revenus, les communautés et les associations volontaires, constituent le contenu matériel de cette partie de l'économie mixte sous domination capitaliste que nous appelons "économie populaire", et dont la finalité est la reproduction de la vie de ses membres, ce que Franz Hinkelammert et Henry Mora appellent une « rationalité reproductive (2009). Le travail est sa principale ressource, mais il en existe d'autres, et cette économie populaire possède une puissance en termes de production et de reproduction de richesses (valeurs d'usage produites ou naturelles) qui reste cachée pour l'idéologie hégémonique, mais qui a un grand poids économique. Différents types de travail et d'organisation y sont combinés : travail pour l'auto – consommation domestique, travail à son compte, et salarié, coopération dans la production, et dans la commercialisation, production pour l'autoconsommation de biens publics au niveau local, etc. [...] » (Coraggio, 2013, p. 174)

La idea de ampliar la comprensión de economía y de reconocer y rescatar otras dinámicas, como la reciprocidad, que es el locus de la economía popular, está presente

en las perspectivas construidas para los BCDs, los cuales, según França Filho (2007, p. 6) constituyen una articulación inédita entre economía mercantil, no-mercantil y no-monetaria.

Esta perspectiva trae sin duda elementos importantes que sirven de horizonte analítico y de pauta para las orientaciones normativas y metodológicas de los bancos comunitarios, los cuales se constituyen como una importante innovación institucional en la búsqueda por iniciativas ciudadanas capaces de fortalecer dinámicas socioeconómicas centradas en la mejoría de la vida de las personas y comunidades. Diversos estudios han mostrado las contribuciones, avances y potencialidades de los BCDs, principalmente tomando como base la experiencia pionera del Banco Palmas, en Fortaleza, y los primeros años de expansión de la red de bancos comunitarios, que se instalan en diversas regiones brasileñas con apoyo de recursos públicos.

Se constituye así un nuevo eje de construcción teórica y práctica, que se suma al debate más amplio sobre la economía solidaria como una propuesta de otra economía para otro modelo de desarrollo y su proceso de expansión en la primera década de los años dos mil en Brasil. Es perceptible un creciente interés de organizaciones y gobiernos a diferentes niveles sobre el tema, lo que tiene que ver con la necesidad de buscar alternativas a procesos de organización comunitaria que se muestran fragilizados, así como al propio funcionamiento de los programas de microcrédito y sus limitaciones.

Sin embargo, el proceso de expansión de las experiencias merece un análisis en mayor profundidad, justamente para poder profundizar hasta qué punto éstas logran realizar las perspectivas normativas que las orientan, en su relación con un contexto más amplio en el que, ya en la segunda década de los dos mil, la economía solidaria y su movimiento pierde impulso, al paso que se fortalece un escenario de crisis económica, institucional y política. Por otro lado, la disminución del financiamiento proveniente de políticas públicas enciende el debate sobre las formas de sustentación de estas experiencias, haciendo pender con cada vez más fuerza el énfasis en la dimensión de sustentabilidad financiera y poniendo a prueba la capacidad de movilización comunitaria. Más allá del formato institucional y de la metodología definida, se hace necesario profundizar las diversas dinámicas comunitarias y entender las contradicciones del mundo popular y sus procesos de organización económica, social y política.

2. Las comunidades en estudio

La preocupación con la inserción territorial de los emprendimientos de economía solidaria en Porto Alegre generó el interés por retomar la experiencia de los Bancos Comunitarios de Desarrollo, inexistente en la región sur del país hasta 2015. Es en ese año que, con el apoyo de la Universidad Federal de Rio Grande do Sul, dos Bancos Comunitarios comienzan a organizarse en Porto Alegre: uno, en la vila Primero de Mayo, del Barrio Cascata y otro, en la *vila* Nossa Señora Aparecida, del Barrio Sarandí. En ambos casos, el interés por la experiencia de los bancos comunitarios

surgió de emprendimientos de economía solidaria preocupados con la situación de sus comunidades e interesados en contribuir con la activación de la organización económica y social en sus territorios.

Situadas en la periferia de la ciudad, ambas comunidades presentan características comunes: son comunidades pobres, producto de ocupaciones urbanas realizadas en la segunda mitad del siglo XX, período en el cual desarrollaron amplios procesos de organización y lucha por infraestructura y servicios públicos, obteniendo importantes conquistas, en especial en el período del "presupuesto participativo" implementado en los gobiernos petistas entre 1989 y 2005. De la misma forma, en ambas la organización comunitaria decayó en la última década, habiendo un progresivo aumento del tráfico de drogas, con sus consecuencias desde el punto de vista de la violencia, la inseguridad y el envolvimiento de los jóvenes.

A pesar de las conquistas en términos de infraestructura y servicios públicos (calles asfaltadas, transporte público, puesto de salud, escuela), se mantiene un nivel importante de precariedad, que viene aumentando con la crisis instalada desde 2014. Por otro lado, se percibe una creciente diferenciación interna, con una parte próspera (generalmente, el área más antigua y mejor localizada) y otra que crece en las márgenes del propio territorio.

Desde el punto de vista socioeconómico, son comunidades pobres, en las cuales el ingreso medio per cápita de alrededor de R$700,00 (220 USD) es inferior a la media del ingreso nacional pero mucho mayor que los R$85,00 establecido por el gobierno para tener acceso a programas de complementación de ingresos[10]. En este sentido, se observa una creciente desigualdad al interior de las propias comunidades, con aproximadamente un cuarto de sus habitantes en condiciones de mayor precariedad social. Hay, por otro lado, una amplia diversidad de fuentes de ingreso y de estrategias a través de las cuales la población atiende sus necesidades de reproducción material. Los dos levantamientos realizados por nuestra investigación (uno, a finales de 2015 y otro, a finales de 2016) buscaron justamente profundizar esta realidad, de forma a entender cómo se da la circulación de riquezas y las perspectivas para el fortalecimiento de circuitos de desarrollo local.

En términos generales, ambas comunidades confirman las características de un mercado de trabajo en el cual más del 50% corresponde a actividades informales de los más diversos tipos, desde trabajo asalariado sin regularización formal, pasando por pequeños negocios no formalizados, actividades realizadas en los propios domicilios y ofrecidas en la propia comunidad, como venta de comida, salones de belleza, artesanías, venta de cosméticos y una gran diversidad de servicios. Por otro lado, 20% corresponden a jubilados y pensionistas, que constituyen una fuente importante en la

[10] Conforme la investigación nacional continua por muestra de domicilios (IBGE, 2016), el ingreso nacional per cápita es de R$ 1226 y de R$1554 en el estado de Rio Grande do Sul (Instituto Brasilero de Geografía y Estadística, 2017). Ya el ingreso per cápita que habilita a recibir apoyo de los programas de complemento de ingresos es de R$85 mensuales.

composición de los ingresos familiares. Son así comunidades de trabajadores, en las cuales apenas 30% trabajan como asalariadas con contrato de trabajo, y en las que encontramos un universo amplio y diverso de la economía popular. La mayor parte se abastece del comercio local y compran en dinero, aunque hay una diferencia de acceso entre la Vila Aparecida y la Vila Primero de Mayo, pues la primera está más cercana de grandes avenidas y establecimientos comerciales, lo que hace que una parte los prefiera por tener precios más accesibles.

En este escenario, la apuesta en un BCD como instrumento de fomento a la organización comunitaria y de articulación de circuitos económicos, con foco en los pequeños negocios individuales y familiares y en la población en situación de mayor precariedad social, representa grandes desafíos, principalmente en función de la desarticulación de los actores sociales que hicieron parte del histórico de luchas y organización en la comunidad.

De hecho, el escenario es diferente de aquel en el cual surgieron los grupos de economía solidaria – UNIVENS en la Vila Aparecida y Misturando Arte en la Vila Primero de Mayo – tanto desde el punto de vista del contexto político, económico y social más amplio, como desde el punto de las motivaciones e imaginario de la población. Parece haber una menor sensibilidad y adhesión a opciones colectivas para resolver los problemas ; las personas buscan más salidas individuales y están menos predispuestas a participar en experiencias asociativas. Cuando preguntadas, 40% dicen haber tenido algún envolvimiento en iniciativas para mejoría del barrio en años anteriores, contra 19% que señalan actualmente participar en algún tipo de organización, entre las cuales la mayor parte se refiere a actividades religiosas. De manera general, los datos empíricos sugieren que grande parte de la población no coloca más su esperanza por un cambio social en las organizaciones y movimientos sociales y políticos que fueron protagonistas en las décadas anteriores.

Estas nuevas configuraciones tienen relación con el aumento de iglesias evangélicas, que proponen valores más conservadores y una “ética de la prosperidad” que desconfía de las ideas de ciudadanía popular, yendo en sentido diferente a las ideas de acción colectiva y solidaridad social que sustentaron el trabajo de la iglesia católica en las últimas décadas del siglo XX.

Los emprendimientos de economía solidaria existentes son reconocidos como experiencias importantes, pero tienen un débil enraizamiento comunitario en función de su dinámica de actuación bastante orientada a espacios de comercialización y articulación fuera de la comunidad. Al colocarse el desafío de implantación de un Banco Comunitario, están dando un paso importante en la búsqueda de ampliación de procesos asociativos y también se provocando internamente sobre su papel y las perspectivas de articulación de las experiencias de economía solidaria con la economía popular en el territorio.

3. Los BCDs y sus dinámicas de organización

El análisis del proceso de implementación de los Bancos Comunitarios como instrumentos de desarrollo local en esta fase de la investigación muestra las diferencias de dinámicas de organización en las comunidades estudiadas, una parte de las cuales están relacionadas con las propias características de los emprendimientos solidarios que los promueven. Al mismo tiempo, permite visualizar las dificultades de funcionamiento de los BCDs, mostrando las ambivalencias de su propio formato organizacional y la complejidad inherente a la articulación entre las dinámicas asociativas locales y el diseño de los servicios financieros que se proponen ofrecer.

En relación a las diferencias de dinámicas de organización y los emprendimientos de economía solidaria que están al frente del proceso de organización de cada Banco Comunitario, cabe apuntar que ambos tienen una inserción significativa en los foros y articulaciones estaduales y nacionales, contando con dos líderes femeninas de larga experiencia y compromiso social. Sin embargo, poseen diferencias significativas que marcan las dinámicas de acción en cada comunidad.

El *Banco Cascata* tiene como principal articulador el grupo Misturando Arte, un pequeño emprendimiento de producción de artesanías, de carácter predominantemente familiar, con 11 años de existencia, integrado principalmente por mujeres, y fuertemente articulado con organizaciones de apoyo de la iglesia católica, como Cáritas y AVESOL[11]. Es un emprendimiento informal, que no tiene como objetivo formalizarse jurídicamente en formato cooperativo y que se ha mostrado más interesado en fortalecer la dimensión comunitaria que en desarrollar los servicios financieros propuestos por los BCDs. En este sentido, las acciones del banco comunitario se han centrado en la organización de ferias locales, organizadas algunas veces por mes y en donde funciona un espacio de trueque, en el cual las personas llevan productos que intercambian con otros que son ofrecidos en la ocasión, utilizando la moneda "antena" apenas para funcionar en aquel espacio y momento.

Así, el Banco Comunitario sirve más como una referencia asociativa que moviliza pequeños grupos de producción local y que articula diversos actores locales, entre los cuales se destacan una frágil asociación de moradores, la escuela, una iglesia evangélica local y otras organizaciones que contribuyen a través de procesos poco formalizados o reglamentados.

La principal justificativa para no avanzar en la estructura necesaria para el ofrecimiento de servicios financieros es la falta de recursos para sustentar el fondo financiero, la estructura física y de personas que demanda el funcionamiento del Banco Comunitario, ya que se cerraron las fuentes de recursos de políticas públicas para el apoyo de estas iniciativas. Sin embargo, hay de fondo también un cierto cuestionamiento sobre el carácter más instrumental y financiero de la propuesta de los bancos

[11] Asociación de Voluntariado y Solidaridad es una ONG de la congregación marista, con fuerte actuación en el movimiento de economía solidaria.

comunitarios, que, aunque no es claramente explicitado, inhibe posibles iniciativas para la búsqueda por recursos y condiciones que permitan ponerla en práctica.

El *Banco Justa Troca*, por su lado, tiene como principal articulador la cooperativa de costureras UNIVENS, con más de 20 años de existencia, formada por 22 mujeres, que por su vez hace parte de la Cadena productiva del algodón orgánico *Justa Trama*, que tiene carácter nacional y cuya sede funciona en un edificio construido al lado de la UNIVENS. Ambos forman parte de la Confederación de cooperativas UNISOL, vinculada a la Central Única de Trabajadores – CUT – y de la cual la coordinadora de la cooperativa es vicepresidente. Para el banco, se consiguió la cooperación de sindicatos españoles e italianos, haciendo posible la constitución de un fondo para operar el microcrédito y dar sustentación al funcionamiento de la moneda circulante local, bautizada de *justo*.

Un pequeño grupo de personas de la comunidad constituye el núcleo organizado del Banco comunitario, que comenzó a operar en diciembre de 2016 y funciona actualmente en la sede de la Justa Trama, con horarios y recursos limitados, atendiendo un pequeño número de microcréditos para consumo y apoyo a iniciativas productivas y consiguiendo la aceptación de la moneda en un conjunto de comercios locales. A pesar de estos avances, las dificultades de participación de actores locales y de inserción comunitaria son sensibles y los esfuerzos por promover ferias comunitarias no han logrado los resultados esperados, ni en relación a la participación de productores locales ni de afluencia de público de la comunidad.

Esta situación está sin duda relacionada al reflujo de organización social ya mencionado en el punto anterior, pero es también un indicativo de las dificultades de inserción, en los circuitos locales, de emprendimientos tan importantes como la UNIVENS y la Justa Troca, que se viabilizan fundamentalmente en los espacios propios de la economía solidaria, sus redes y contactos. Por otro lado, apunta también la pérdida de capacidad de penetración de actores sociales pertenecientes a un determinado campo discursivo y de acción política, dentro de las cuales se ubican este tipo de emprendimientos de economía solidaria. Se percibe el desafío de entender las nuevas características, dinámicas e imaginarios del mundo popular y ser capaces de reconectarse con ellos, reinventando procesos asociativos que respondan a los nuevos escenarios que se presentan.

Vemos así diferentes dinámicas y resultados en cada comunidad, que, más allá de las características propias a cada una, tienen que ver con las propias lógicas, concepciones y rede de relaciones de los emprendimientos de economía solidaria que actúan como articuladores de la organización de los Bancos Comunitarios.

A pesar de las diferencias, sin embargo, es posible apuntar que los Bancos comunitarios se constituyen en organizaciones que resisten a las lógicas de desmovilización y buscan reinventar iniciativas centradas en la mejoría de la vida de las personas y las comunidades. Lo mismo puede decirse de los emprendimientos de economía solida-

ria, que aquí asumen un papel protagónico y se desafían a actuar en el territorio donde funcionan y donde viven sus trabajadores.

Cabe destacar el papel de las mujeres, que son amplia mayoría entre los participantes de la organización de los Bancos Comunitarios, de la misma manera que lo son en los emprendimientos de economía solidaria. A pesar de que algunos hombres se han sumado a los proyectos, aquellas que han permanecido por más tiempo son principalmente mujeres. Preguntadas sobre este fenómeno, se indica que ellas tienen más persistencia y capacidad para aceptar los ritmos demorados de los procesos asociativos y de construcción comunitaria. Y se apunta para la tendencia de las mujeres a ocuparse de los cuidados, resultado de los papeles sociales de género, lo que permitió desarrollar una especial capacidad y sensibilidad para percibir las necesidades que la vida exige y la urgencia en respLo monder a esas necesidades de manera colectiva, generando un mayor envolvimiento con la comunidad. Por otro lado, la presencia de mujeres es mayoritaria entre los pequeños negocios y servicios ofrecidos localmente, las cuales pueden combinar con las tareas de cuidado familiar ; de esta forma, tienden a tener un mayor interés en recibir apoyo de los Bancos comunitarios y a envolverse en actividades por ellos organizadas.

Por otro lado, desde el punto de vista de las dificultades de funcionamiento de los BCDs y de su propio formato organizacional, el análisis apunta los problemas propios del conjunto de bancos comunitarios en Brasil para hacer efectivos los servicios financieros, entre los cuales: 1) fuentes para el fondo de crédito ; 2) falta de recursos para garantizar su estructura de funcionamiento, hasta hace poco financiada fundamentalmente por el poder público ; y 3) tensión entre la profesionalización demandada por el carácter financiero/económico y la voluntad de realizar actividades propiamente comunitarias.

El fondo de crédito generalmente proviene de donaciones o campañas de recaudación, generando así pequeños montos que atienden una pequeña proporción de las demandas de las comunidades, limitando o inviabilizando la circulación de la moneda local. Ya la falta de recursos para la estructura de funcionamiento de los BCDs remite a la forma como estas experiencias se financian y al apoyo que los poderes públicos pueden dar para su funcionamiento. Esto ha provocado importantes debates sobre la pertinencia de generar recursos a partir del cobro de tarifas y servicios, de forma a garantizar la autonomía financiera de los BCDs. Esa cuestión remite a las ambivalencias del propio formato organizacional, en que se combinan diferentes recursos y en el que es necesario siempre prestar atención para que el eje financiero/económico/mercantil no se sobreponga y absorba el eje propiamente comunitario, que es la razón de ser del funcionamiento de los Bancos Comunitarios.

Para la implantación de las experiencias en análisis fueran retomados los presupuestos y metodologías construidos por la Red de Bancos Comunitarios de Brasil, pero vemos cómo los procesos en cada comunidad vienen apuntando elementos importantes para reflexión y profundización.

4. Consideraciones finales

De manera general, los Bancos Comunitarios de Desarrollo se integran en el proceso de construcción y debate de la economía solidaria en Brasil y se constituyen en experiencias innovadoras de organización comunitaria integrada con las dinámicas socioeconómicas del mundo popular.

La hibridación de principios económicos implica en la integración de las dimensiones social y política y en ese sentido, fue posible identificar una tensión entre el objetivo que los mueve (mejoría de la comunidad) y los instrumentos que se usan para operar los servicios financieros, fuertemente ligados a la racionalidad económica formal medios/fines. Esta tensión fue hasta ahora resuelta a partir de la prioridad de la dinámica comunitaria, pero está pasando por una nueva fase en función de la restricción del financiamiento público para el funcionamiento de los bancos comunitarios.

Desde el punto de vista de las experiencias analizadas, tres elementos destacan para ser profundizados en investigaciones futuras.

En primer lugar, la relación entre emprendimientos y líderes de la economía solidaria y su actuación en los territorios. Las dinámicas de organización comunitaria pueden ser significativamente diferentes y el elemento sobre quiénes son los agentes promotores es fundamental.

En segundo lugar, los desafíos para la activación de circuitos económicos locales, pues las dinámicas actuales apuntan cada vez más para la dispersión y fragmentación. Entre estos desafíos, la propia inserción de estos emprendimientos en las dinámicas comunitarias y su capacidad de crear redes solidarias de producción y consumo. Esos emprendimientos de hecho tienen una actuación muy frágil en los circuitos locales, sobreviviendo principalmente en los espacios propios de la economía solidaria, sus redes y contactos. Se hace necesario conocer y pensar las dinámicas de la economía popular en el territorio, rescatándolas y profundizándolas.

Finalmente, la crisis de los espacios institucionales de políticas públicas y la actuación del movimiento en este escenario, es también un elemento a ser profundizado. No se trata solamente de cómo financiar los bancos comunitarios o las experiencias de economía solidaria, sino de cómo éstas se piensan actuando en el espacio público para pautar y reafirmar la importancia y pertinencia de estas experiencias, mostrando horizontes que se contraponen con las lógicas dominantes que orientan las políticas económicas y sociales en este momento.

Referências bibliográficas

Coraggio, J.-L., 2013, « De Polanyi à l'économie sociale et solidaire en Amérique latine », in Laville J.-L., Hillenkamp I., *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi* (pp. 169-175), Paris : Érès.

França Filho, G., Laville, J.-L., 2004, *Economia solidária: uma abordagem internacional*, Porto Alegre : Editora da UFRGS, 199 p., série Sociedade e Solidariedade.

França Filho, G., 2007, « Considerações sobre um marco teórico-analítico para a experiência dos Bancos Comunitários », in *Encontro da rede brasileira de bancos comunitários*, Iparana / CE, 11 p., Mimeo.

IBGE (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística), 2016, *Pesquisa Nacional por amostra de domicílios*, en ligne [ftp://ftp.ibge.gov.br/Trabalho_e_Rendimento/Pesquisa_Nacional_por_Amostra_de_Domicilios_continua/Renda_domiciliar_per_capita/Renda_domiciliar_per_capita_2016.pdf], consultada em 10 de julho de 2017.

Laville, J.-L. *et al.*, 2016, « Théorie de l'entreprise sociale et pluralisme : L'entreprise sociale de type solidaire », *Revue Interventions économiques* [on line], 2016/54, 01 de março de março 2016, en ligne [http:// interventionseconomiques.revues.org/2771], consultada em 15 de agosto de 2016.

Melo Neto, J.J. & Magalhaes, S., 2008, *Bairros pobres, ricas soluções*, Banco Palmas, ponto a ponto, Fortaleza : Expressão Gráfica.

Passos, Ó., 2008, *Explorando Novas práticas organizacionais em economia solidária: conceito e características dos Bancos Comunitários*, ENEO, Belo Horizonte.

Rigo, A.S. & França Filho, G.C., 2017, « O paradoxo das Palmas: análise do (des) uso da moeda social no «bairro da economia solidária », in *Cadernos Ebape*, v. 15, nº 1, Rio de Janeiro : Fundação Getúlio Vargas.

La question agraire au XXIe siècle : pour un nouveau regard sur la « voie paysanne »

Étienne Verhaegen

Résumé

Avec la montée des mouvements dits « paysans », les débats sur la place de la petite agriculture familiale dans la capitalisation de l'agriculture retrouvent de la vigueur. Les paysans constituent-ils une force politique capable de contrer les dynamiques du système agroalimentaire global, comme le soutiennent les défenseurs de la « voie paysanne » ? Ou sont-ils appelés à disparaître, emportés par une dynamique historique et inexorable d'internalisation des relations capitalistes de production et par le renforcement des luttes de classes qui en résultent ? Cette contribution soutient que les théorisations de la voie paysanne et ses critiques conduisent trop souvent à une essentialisation de la figure du paysan, dont il faut sortir pour comprendre les réalités mouvantes des paysanneries.

Resumen

Con el auge de los llamados movimientos 'campesinos', los debates sobre el papel de la agricultura familiar a pequeña escala en la capitalización de la agricultura están ganando fuerza. ¿Son los agricultores una fuerza política capaz de contrarrestar la dinámica del sistema agroalimentario global, como argumentan los defensores de la «via campesina»? ¿O están destinados a desaparecer, arrastrados por una dinámica histórica e inexorable de internalización de las relaciones de producción capitalistas y por el reforzamiento de las luchas de clases resultante ? Esta contribución argumenta que las teorizaciones de la « via campesina » y sus críticas conducen con demasiada frecuencia a una esencialización de la figura del campesino, de la que hay que salir para entender las realidades cambiantes del campesinado.

Introduction

La question agraire, telle qu'elle est encore posée aujourd'hui, place au cœur des débats l'élimination de la figure du paysan ou, au contraire, sa persistance et ce qui peut la caractériser au XXIe siècle, ce dont témoigne le forum très récent organisé par *The Journal of Peasant Studies* et intitulé « Fifty years of debate on peasantries: 1966-2016 ». Deux grands courants d'idées s'affrontent et placent en filigrane le devenir des systèmes alimentaires mondiaux.

Face au capitalisme dans sa version néolibérale et, en particulier, au système agroalimentaire industriel et productiviste, un certain nombre d'auteurs et de discours activistes soutiennent la vision d'une « voie paysanne » articulée autour de la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et le localisme. La théorisation de la « voie paysanne » est néanmoins critiquée par certains économistes ruraux, qui la qualifient de « populisme agraire ». Un axe central de cette critique porte sur l'idée de paysannerie prise comme une entité homogène, qui ne tiendrait pas compte des dynamiques de différenciation sociale, alimentées par l'inéluctable pénétration des logiques capitalistes, et des contradictions entre et au sein des classes agraires qui en résultent. Ces auteurs mettent en avant la réalité historique d'un microcapitalisme, arguant de la volonté des ménages ruraux de s'orienter vers le marché et la commodification des relations de production[12] pour entrer à leur tour dans une reproduction élargie ou simplement assurer le maintien de leur capital. Dès lors, la classe de « paysans » n'existerait plus ou qualifierait les producteurs ne pouvant travailler que pour eux-mêmes et donc enfermés dans la pauvreté. Le but de cette contribution est de soutenir que, si ces critiques de la « voie paysanne » contribuent au débat sur la question agraire, une focalisation sur ces processus de (trans)formation des classes conduit à masquer les véritables enjeux de l'incorporation des territoires ruraux dans les chaînes de valeurs globalisées.

1. La question agraire

La question agraire concerne, dans son sens le plus général, la place des paysanneries dans le développement capitaliste et les facteurs qui favorisent ou freinent l'avancée des relations capitalistes dans les campagnes. Elle a été élaborée il y a plus d'un siècle (à la fin du XIX^{e} siècle) avec Engels (1950), Lénine (1964) et Kautsky (1988). Ce dernier a défini la question agraire en se demandant si et comment « le capital s'empare-t-il de l'agriculture, la révolutionnant, rendant impossibles les anciennes formes de production et de propriété et créant la nécessité de nouvelles formes » (Kautsky, 1899, cité par Akram-Lodhi & Kay, 2010, p. 179). Pour Lénine, le développement du capitalisme requiert la formation d'un marché domestique et donc le détachement des petits producteurs agricoles de leurs moyens de production, qui doivent cesser de produire pour leur subsistance (Lénine, cité par Lehmann, 1982). Il doit en résulter une différenciation des paysanneries en classes.

Pour les marxistes, il s'agissait de comprendre pourquoi une grande partie de la paysannerie demeure dans une logique d'autoreproduction alors que l'avancée du capitalisme est inexorable, autrement dit qu'est-ce qui freine l'avancée du capitalisme dans les zones rurales ?

[12] La commodification peut être comprise comme une transformation des relations de propriété des ressources dans le sens d'une privatisation et marchandisation de celles-ci. L'expression « commodification des relations de production » est utilisée plus largement pour signifier les dynamiques par lesquelles les relations sociales autour de la production deviennent des relations largement marchandes.

Dans le contexte du développentalisme contemporain, la question agraire a été réactivée à propos de l'agriculture et de la place des paysanneries dans les pays du Sud (Araghi, 1995). Pour un certain nombre d'auteurs néomarxistes, de la même manière que les paysanneries traditionnelles ont persisté en Europe au XIXe siècle et au début du XXe siècle, la plupart des pays en développement peuvent être examinés sous la même lumière, avec les relations capitalistes qui déterminent l'ensemble de l'économie, « tout en gardant un secteur agricole arriéré caractérisé par une faible productivité et des formes antiques de production » (Carlson, 2018, p. 3). Plusieurs auteurs arguent que la poursuite de l'accumulation associée à l'industrialisation capitaliste dépend toujours des transitions agraires dans les campagnes (Akram-Lodhi & Kay, 2010). Byres (1991, cité par Carlson, 2018) défend l'idée que là où les transitions se sont produites, il en a résulté une dynamique de développement capitaliste, tandis que quand la transition agraire a été bloquée, le développement économique a été interrompu. En effet, « la transformation capitaliste de l'agriculture contribue à éliminer certains obstacles au développement et permet donc l'accumulation du capital dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, à travers l'expansion d'un marché domestique » (Carlson, 2018, p. 3).

2. La fin des paysanneries ?

Cette thèse de la nécessaire transition agraire sous-entend la dissolution des paysanneries dans la modernité. C'est ce qu'Araghi (1995) appelle globalement la « thèse de la disparition ». Mais d'autres visions découplent l'élimination des paysans de la question agraire. C'est notamment le cas de celle défendue par Bernstein, qui considère que la question agraire ne se pose plus depuis les années 1970 et ne doit donc plus être résolue, dans la mesure où le capital transnational n'a plus besoin de l'agriculture pour son accumulation. Il théorise, à la place, l'effacement d'une réalité paysanne distincte des logiques capitalistes selon une dynamique ancienne.

Premièrement, selon son argumentation, le capital commercial, qui s'est développé à partir du XIIe siècle, a très tôt investi le domaine de l'agriculture. Ce capital a été capable d'exploiter le travail agricole selon une grande variété d'arrangements sociaux et de contextes historiques. Le travailleur agricole n'est pas entièrement dépossédé, mais perd sa capacité à se reproduire lui-même hors de la production de biens marchands[13]. Bernstein emprunte à Brenner le concept de marchandisation de la subsistance, considérée centrale dans la trajectoire du capitalisme dès son origine. Les

[13] Dans le cas des paysanneries du Sud, Bernstein fait remonter à l'époque coloniale le stade où les paysans deviennent incapables de se reproduire eux-mêmes en dehors des relations et des processus de la production capitaliste de biens, ces relations étant progressivement internalisées par ces paysanneries. Les grandes plantations industrielles et l'incorporation des paysans dans les filières d'exportation ont en effet entraîné une première division globale du travail. « À la fin de l'époque coloniale en Asie et en Afrique, beaucoup d'agriculteurs qualifiés de "paysans" ont été transformés en petits producteurs marchands à l'intérieur du capitalisme » (Bernstein, 2001, p. 29).

agriculteurs sont devenus largement dépendants de revenus monétaires pour acquérir des moyens de subsistance, et donc sont forcément liés aux acteurs capitalistes. Du fait des particularités de l'agriculture, le capital ne supplante pas les paysanneries (même si un mouvement de dépaysanisation s'est renforcé avec la montée de la globalisation néolibérale en agriculture), mais les exploite en tant que réservoir de main-d'œuvre à bas coût.

Deuxièmement, s'alignant sur les thèses marxistes de la prolétarisation dans les campagnes, Bernstein argue que les agricultures à petite échelle se différencient elles-mêmes en classes sous l'effet de la pénétration du capital, et cette différenciation serait liée à une contradiction entre la reproduction du capital (les moyens de production) et celle du travail (la consommation de la famille). Sur cette base, il distingue trois classes de producteurs : les riches, une « classe moyenne » et les plus pauvres. Ces derniers sont obligés de vendre leur force de travail et se prolétarisent. Les « moyens », pour éviter cette prolétarisation, doivent nécessairement exercer des activités en dehors de l'exploitation agricole. Dès lors, plus aucune famille paysanne ne peut rester en dehors de la pratique de location du travail et des échanges marchands. Face à la globalisation néolibérale qui élargit la réserve de travail et fragmente les producteurs en classes, Bernstein se demande donc qui sont les « paysans » et comment ils peuvent être considérés comme les « *world-historical subjects* » de notre temps.

Dans cette vision, comprendre le changement agraire nécessite de reconnaître l'importance d'un capitalisme « par le bas », ou ce que Mike Davis (2006, cité par Li, 2014, p. 212) appelle « le microcapitalisme incessant » (« *relentless micro-capitalism* ») du pauvre, un trait récurrent de leurs moyens de subsistance, dans les villes comme dans les villages. Pour beaucoup d'auteurs, même si l'extension des relations de production et d'échanges de type capitaliste entraîne des dynamiques de marginalisation et d'exclusion, donc des mouvements et pratiques de résistance, cela n'enlève rien au fait que les petits agriculteurs eux-mêmes cherchent à s'aligner sur les logiques capitalistes. « Beaucoup de petits producteurs aspirent à échapper à la marginalité de la vie rurale en devenant des producteurs agricoles performants, incorporés dans des réseaux plus larges d'échanges marchandisés et capables d'entrer en compétition sur les marchés nationaux et internationaux » (Jansen, 2015, p. 228). Il n'y aurait dès lors plus de « paysans » dans la globalisation capitaliste (*ibid.*).

Ce courant d'analyse est donc très critique à l'égard d'une « voie paysanne » de développement, des mouvements sociaux qu'elle suscite (en particulier la « Via Campesina ») et des concepts et revendications qu'elle porte, tels que la souveraineté alimentaire ou la déclaration des droits des paysannes et paysans. La théorisation du paysan comme sujet central d'un système alimentaire durable et socialement juste est en effet contestée, notamment par Collier (2008), Woodhouse (2010), Agarwal (2014), Castallanos-Navarrete et Jansen (2013, 2015), Jansen (2014, 2015), Brass (2007, 2015) et Bernstein (2001, 2013, 2014, 2015). Dans un article récent intitulé *Food sovereignty via the "peasant way": a sceptical view*, Bernstein (2014) déve-

loppe une critique systématique du cadre analytique de la souveraineté alimentaire. Dans les grandes lignes, il manifeste son scepticisme sur la voie paysanne selon deux axes : (1) la manière dont ce cadre conçoit la catégorie de « paysans » et (2) la remise en question de la potentialité des petits agriculteurs adoptant les principes de l'agroécologie à nourrir le monde. Globalement, il considère que le cadre de la souveraineté alimentaire n'est pas en mesure de construire un programme à visée mondialo-historique permettant de connecter les activités de la petite agriculture aux besoins alimentaires de la population non agricole.

Comment distinguer les « paysans » des autres catégories sociales agraires et quelle cohérence peut-on dégager à l'intérieur de cette catégorie ? Peuvent-ils se distinguer du « capital » par la vertu d'un ensemble de qualités que les défenseurs de la voie paysanne leur attribuent, celles-ci incluant les principes et les pratiques de l'agriculture durable, la capacité de gérer collectivement leur environnement naturel, la « frugalité paysanne » (McMichael, 2010, p. 176) et « une vision d'autonomie, de diversité, de coopération par opposition à la dépendance, la standardisation et la compétition imposées à l'agriculture par les forces du capital et du marché » (Bello & Bavieri, in Wittman *et al.*, 2010, cités par Bernstein, 2014, p. 1041) ?

Pour Bernstein, le manque de théorisation adéquate et de caractérisation du paysan ne permet pas d'affirmer, comme le fait McMichael (2009), que la petite paysannerie compte pour 70 % de l'offre alimentaire mondiale.

En bref, les auteurs liés à la souveraineté alimentaire négligeraient les contrastes et les contradictions entre et à l'intérieur des classes agraires, et donc les luttes entre les différents types d'agriculteurs et entre le capital et le travail. « Ils les agrègent et construisent une figure de paysan qui constitue un "autre", pris comme dénominateur commun par rapport au capital et dont la reproduction est mise en danger par celui-ci » (Jansen, 2014, p. 214). Pour Bernstein, si « les différences de classe parmi les agriculteurs sont parfois reconnues par les défenseurs de la voie paysanne, cette reconnaissance reste une posture gestuelle ! » (2015, p. 28). Il qualifie dès lors de « populisme agraire » les visées de la voie paysanne et oppose à cela le concept de « reproduction élargie » (*expanded reproduction*). Bernstein argue aussi que c'est le développement de cette agriculture capitaliste, entraînant une progression extraordinaire de la productivité de l'agriculture, qui a permis le triplement de la population mondiale depuis 1950 et permettra de faire face au défi de l'alimentation d'une population de plus en plus urbaine et dont les projections la situent à 9 milliards de personnes.

Ce type d'analyse est actuellement renforcé par le développement des approches d'investissement agricole en termes de « *collaborative business models* » (Cotula & Leonard, 2010) qui se veulent « inclusifs », c'est-à-dire dans lesquels un grand nombre de ménages agricoles peuvent bénéficier financièrement de leur participation aux chaînes de valeurs sans risquer de perdre leurs terres (Cramb *et al.*, 2017 ; Byerlee *et al.*, 2013). Face à l'apport de capital et de savoir-faire étrangers, une demande paysanne d'intégration dans les projets d'investissement est mise en exergue. Étudiant les

réactions au « *land grabbing* » en Ukraine, Mamonova (2015), par exemple, constate une absence de résistance, plus exactement que la résistance n'est pas la seule réponse possible des ruraux aux acquisitions à grande échelle et qu'il faut rejeter l'hypothèse de paysans incapables de s'adapter ou de coexister avec une classe de grandes exploitations. Elle conteste la « vision idéologique » qui considère que la « *peasant way of live* » et la souveraineté alimentaire et foncière dominent les luttes paysannes. On trouve une argumentation similaire chez Castellanos-Navarette et Jansen (2015) à propos des investissements étatiques et privés dans la culture de l'huile de palme dans le Chiapas mexicain. Les auteurs critiquent les « discours populaires environnementalistes » qui associent petits agriculteurs et subsistance et les considèrent comme des victimes. Cela les conduit à considérer que le cadre de la souveraineté alimentaire « néglige le fait que les petits producteurs recherchent activement à participer aux chaînes de valeur, non comme victimes, mais comme agents » (Jansen, 2015, p. 219). La focalisation des défenseurs de la « voie paysanne » sur les dynamiques d'enclosure et de dépossession « masque les réponses matérielles et politiques déployées par un grand nombre de paysans et de producteurs aux nouvelles opportunités techniques et économiques » (Castallanos-Navarrete & Jansen, 2013, p. 17). Il est donc reproché au cadre de la souveraineté alimentaire de mettre trop exclusivement l'accent sur les luttes liées à la dépossession. Comme Jansen le fait remarquer, « cette focalisation sur la dépossession et l'enclosure masque l'accumulation au quotidien, les relations productives et d'investissement dans le capitalisme et le rôle des agriculteurs dans le façonnement de celui-ci » (2014, p. 214).

Même en l'absence de pressions externes directes de la part de l'agrobusiness, des filières commerciales, de l'État, des projets, etc., les communautés rurales ne pourraient résister elles-mêmes à la diffusion des relations capitalistes et aux dynamiques de différenciation. C'est ce que laisse entendre l'étude de Li (2014) dans les régions isolées des paysans Lauje de l'île de Sulawesi, en Indonésie, que l'anthropologue a observés entre 1990 et 2009. Dans cette région, les agriculteurs ont adopté spontanément la culture du café, provoquant une modification de leurs pratiques agricoles et surtout une transgression progressive de certaines normes sociales. À travers une série de petits choix, ils se sont laissés entraîner dans une spirale à la fois d'enrichissement personnel pour les uns, de paupérisation et vulnérabilisation pour les autres, à travers la vente de terres et la prolétarisation.

Face à cette inexorabilité d'un « capitalisme par le bas » qui façonne autant qu'il est façonné par le « *food regime* », la notion de « crise agraire » doit changer de sens, selon Bernstein et Jansen. Il ne s'agit plus d'une crise du capitalisme manifestée par les contradictions du « *corporate food regime* », mais plutôt du « reflet d'une crise pour ceux qui ne sont pas capables de participer à ce capitalisme agraire » (Jansen, 2015, p. 219).

L'anthropologue Tom Brass (2007) est même plus critique sur les discours des mouvements paysans, considérant qu'ils visent à renforcer la lutte de classe et les

différenciations sociales. Selon lui, les mouvements actuels comme les précédents ne contestent pas le capitalisme en tant que tel, mais plutôt les avantages commerciaux dont bénéficient actuellement les grandes entreprises agroindustrielles. Il en déduit que leurs préoccupations reflètent avant tout les intérêts économiques des petits producteurs capitalistes (actuels ou aspirant à l'être), des riches paysans et des agriculteurs commerciaux. Ce ne sont pas les intérêts des travailleurs sans terre, des paysans pauvres, des exclus. Les paysans adhérant à ces mouvements chercheraient à s'assurer pour eux-mêmes un meilleur avantage compétitif à l'intérieur du système capitaliste actuel, par exemple en revendiquant des droits fonciers individuels.

3. Pour une politisation de la question agraire

L'approche de la question agraire proposée par Bernstein et un certain nombre de développementalistes se focalise sur le rapport capital-travail. Cette optique entraîne plusieurs angles morts dans l'analyse des évolutions agraires : les conditions réelles de production et de reproduction des petits agriculteurs, une forme de réductionnisme de la condition des paysans, et une sous-estimation de la dimension de mouvement social et de l'organisation multiéchelle de la résistance paysanne.

Bernstein demande si « le fait que quelques paysans/petits fermiers ("avant-gardistes") exemplifient les vertus de l'autonomie, la diversité et la coopération (séparément ou conjointement) dans leurs pratiques agricoles, tandis que d'autres ne le font pas, est le résultat d'un "choix" ou d'*un manque de choix* » (souligné par lui même, 2014, p. 1043). Ne faut-il pas inverser le sens de la question : quelles sont les possibilités de choix de ceux qu'il appelle les petits producteurs marchands et les petits accumulateurs ? Quelles sont les marges de manœuvre des paysans dans leurs stratégies de production et de reproduction face aux dynamiques du « *corporate food regime* » ? La puissance des rapports de force imposés « du haut » dans les mécanismes d'enrôlement des petits producteurs dans les chaînes de valeur globalisées ne doit-elle pas conduire à interpréter avec prudence le « capitalisme par le bas », l'« accumulation au quotidien », l'intérêt des petits producteurs pour les grands projets d'investissement agricole, ou à tout le moins l'absence de résistance, comme étant l'expression d'une adhésion des communautés rurales aux logiques du capitalisme ?

Il faut d'abord réinsister sur le fait que la constitution d'une classe de producteurs entrant dans les schémas productivistes et les logiques de la « commodification » a toujours constitué un impératif central et puissant du projet de modernisation agricole soutenu par les agences internationales, les bailleurs de fonds et les pouvoirs étatiques eux-mêmes (voir Peemans, 2002, 2010, 2015). Comme de très nombreux chercheurs et acteurs de terrain le relèvent, les conditions de cet alignement sur les logiques agraires capitalistes et globalisées réduisent sans cesse les possibilités de résistance des communautés rurales et de développement d'alternatives.

La pénétration des logiques imposées par les intérêts des acteurs globaux du « *corporate food regime* » ne se réalise pas que par des expulsions, des déplacements forcés ou des acquisitions de terre à grande échelle. Comme le soulignent Hall *et al.* (2015) ou Franco *et al.* (2011), des formes subtiles de coercition peuvent contraindre les ménages ruraux à adopter les projets d'investissements opérés par ces acteurs. Au Chiapas (Mexique), nous avons vu que Castellanos-Navarrete et Jansen (2015) mettent en exergue l'intérêt des paysans pour la culture du palmier à huile et l'approvisionnement des usines de transformation de la palme. Mais d'autres observateurs (voir notamment Fletes-Ocon & Bonanno, 2013) soulignent l'importance des pressions et aides de l'État et des autorités locales en faveur de cette culture et de l'implantation des usines, et l'impact de l'ouverture des marchés en 1994 (dans le cadre du NAFTA), forçant les agriculteurs à se spécialiser dans les cultures de rente. Surtout, ils montrent les puissantes stratégies des investisseurs industriels pour contrôler l'approvisionnement en palmes et les conditions de celui-ci et pour empêcher les initiatives paysannes visant à échapper à leur emprise.

Comme le souligne Akram-Lodhi (2016), ce que l'étude de Li (2014) sur les communautés Lauje en Indonésie montre est le puissant pouvoir déstructurant sur les arrangements institutionnels des collectivités paysannes exercé par des influences extérieures considérées comme légères (dans ce cas-ci, l'introduction du cacao soutenu par des formes d'encouragements par l'État à travers la distribution gratuite de semences et l'établissement d'un cadastre des « possessions *de facto* », qui donne une légitimité étatique aux revendications de certains ménages). Cette étude illustre « les processus insidieux par lesquels les relations capitalistes se déploient, même dans les zones les plus reculées » (Li, 2014, p. 4). Mais le manque de résistance des montagnards Lauje ne doit pas conduire à conclure à l'inéluctabilité de ces dynamiques de dépaysannisation, mais plutôt, comme le propose notamment Wolford (2016), à s'interroger sur les facteurs contextuels qui expliquent l'absence de résistance.

Les opportunités offertes à certains ménages ruraux de renforcer leur situation, tandis qu'a lieu un resserrement des possibilités dans les stratégies de production et de reproduction pour les autres, accentuent les obstacles à la résistance. L'exposition aux mécanismes de marché, la commodification des ressources (qui réduit et rigidifie les possibilités de leur redistribution), la mise en concurrence des paysans pour l'accès à celles-ci, la dépendance accrue vis-à-vis d'acteurs éloignés pour l'accès aux moyens de production et l'écoulement des produits, accroissent la vulnérabilité de ces ménages, notamment à travers l'endettement et les cessions forcées de terre[14]. Quand la seule solution devient une fuite en avant par les ventes de détresse, l'endettement, le repli sur les cultures de rente au détriment des cultures de subsistance et la proléta-

[14] Voir, par exemple, Smalley (2013). Analysant l'impact de différents modèles agricoles d'investissements étrangers en Afrique, elle conclut que ces modèles exacerbent généralement les inégalités foncières et la pauvreté des ménages déjà fragilisés, renforcent la vulnérabilité de certains types d'acteurs et accroissent les risques de marginalisation.

risation, ces ménages sont pris dans une spirale à laquelle il est souvent très difficile d'échapper. Elle alimente les processus d'accumulation et de dépossession et donc de polarisation sociale et, parallèlement, renforce le « pouvoir d'exclusion » (Hall *et al.*, 2011) des élites locales et des acteurs dominants du marché de la terre et, par extension, des autres ressources, c'est-à-dire leur contrôle de celles-ci. La résistance collective à ces dynamiques d'incorporation, par adaptation des institutions communautaires locales, est rendue d'autant plus difficile par l'absence d'alliés, en particulier l'État et ses structures qui ont eux-mêmes été affaiblis par plusieurs décennies de prescriptions néolibérales (Peemans, 2002 ; White *et al*., 2012). Comme l'écrivent Hall *et al.* à propos de ce « *control grabbing* » : « Typiquement, les communautés locales qui ne voient aucune aide de l'État en perspective sont amenées à considérer que l'investissement par l'agroindustrie est la seule option viable pour leur subsistance » (2015, p. 472). Pour les groupes sociaux dont les moyens de subsistance sont menacés, s'organiser pour entrer en résistance demande des conditions et des facteurs déclencheurs difficiles à réunir (*ibid.*).

La critique de la voie paysanne est aussi contestable par le fait qu'elle limite la question agraire à des rapports de production et considère les campagnes comme étant essentiellement un réservoir de main-d'œuvre mobilisable pour répondre à l'extension des logiques capitalistes. Aborder la destinée des communautés agraires sous l'angle exclusif de la combinaison entre le capital et le travail conduit à confiner les paysanneries à un rôle de producteurs de biens alimentaires et environnementaux et de pourvoyeuses d'une force de travail. Les stratégies paysannes ne se limitent pas à la production agricole, mais, au contraire, deviennent multiples, intégrant d'autres formes de revenus, la migration d'une partie du ménage, le développement de réseaux d'échange et de solidarité tissant des liens entre l'urbain et le rural. Par ailleurs, comme l'écrit Peemans, s'inscrivant en opposition à cette grille d'analyse empreinte de matérialisme historique, « une production agricole soutenable ne doit pas se définir selon des critères exclusivement économiques et écologiques, mais doit assurer la reproduction à long terme des cultures et des traditions locales, et en fonction des exigences d'un mode de vie de qualité, dont les composantes sociales et culturelles sont très importantes » (2015, p. 23). Or l'incessant masquage de ces valeurs culturelles, symboliques, identitaires, du travail de la terre par le voile d'une économie politique d'inspiration marxiste permet en fait d'escamoter le pouvoir politique des mouvements paysans en réduisant leurs luttes à une défense d'intérêts économiques. La question agraire ne doit pas se réduire aux aspects d'approvisionnement d'une population croissante, de plus en plus urbanisée et attirée par les protéines animales, mais doit être élargie à sa dimension territoriale, où le territoire n'est pas qu'un lieu de production, mais un espace de vie et l'expression d'une construction identitaire. L'inscription des trajectoires agraires dans cette construction territoriale multidimensionnelle permet le développement de réseaux de solidarité élargis à d'autres acteurs. Elle contribue dès lors à donner une place aux petits agriculteurs comme acteurs actifs

au sein d'espaces de citoyenneté et de participation démocratique, renforçant leurs pouvoirs de négociation dans leur intégration aux circuits d'échange. Plus qu'à une dépaysannisation, c'est bien à une diversification des stratégies paysannes et à une transformation de leur place dans la société qu'on assiste.

Enfin, face à l'accaparement de terre à grande échelle et aux politiques agraires libres-échangistes, on assiste à une constellation de contestations paysannes portées par un refus des *agrobusiness models* ou, à tout le moins, par une volonté de peser sur les conditions de leur participation (voir notamment Dunford, 2016, qui en propose un tour d'horizon). Des coalitions avec d'autres mouvements, des ONG, des centres de recherche, etc., se créent et font émerger une sensibilisation mondiale sur le rôle des entreprises transnationales et des États comme acteurs de la vulnérabilisation des petites agricultures, les contraignant à une meilleure prise en compte des intérêts paysans (Salverda, 2018 ; Verhaegen & Kiala, 2018). Certes, les résistances paysannes sont loin d'être un phénomène nouveau, comme l'illustrent magistralement les travaux de Wolf (1969) et de Scott (1985) qui ont contribué à révéler les paysans comme des protagonistes historiques majeurs. Mais les politiques paysannes ont pris ces deux dernières décennies des formes transnationales (et même globales avec des mouvements tels que la Via Campesina). Les mouvements paysans, aux quatre coins de la planète, échangent des informations, se rejoignent pour des actions de lobbying, de protestation, de recherche, etc. Ils créent des réseaux globaux à travers tous les continents. Ils ont entièrement leur place dans des mouvements sociaux plus larges, tels que les Forums sociaux mondiaux ou les protestations anti-OMC. Cette constellation de résistance et revendications est bien sûr hétérogène dans les intérêts défendus et les visées poursuivies. Mais, comme le souligne Edelman (2005, p. 341), le fil conducteur de l'activisme paysan, ou le « réservoir historique de morale économique », demeure le droit de vivre décemment du travail de la terre et de continuer à être agriculteurs.

Conclusion

Sur la question de la persistance ou non des paysanneries, une ligne de fracture distingue toujours deux visions autour des rapports entre le travail de la terre et le système capitaliste. D'une part, on trouve les défenseurs de la pénétration de plus en plus complète des logiques capitalistes dans les systèmes agraires. Selon eux, elle conduit à la poursuite d'un processus de différenciation sociale des producteurs, les uns engagés sur la voie de l'accumulation, les autres étant forcés de se prolétariser ou de quitter complètement la terre. Cette vision ne laisse la porte ouverte qu'à un seul avenir possible pour les paysanneries : l'intégration complète aux forces des marchés globalisés. D'autre part, on rencontre un courant qui défend la persistance, et même un redéploiement, d'un mode *paysan* d'agriculture résistant à l'alignement des producteurs sur les besoins et les logiques du capital. Ce mode paysan s'appuie sur l'agroécologie, l'autonomie des agriculteurs, les échanges de moyens de production

et de savoirs, les circuits courts. D'inspiration chayanovienne, ce courant est qualifié de « néopopulisme agraire » par le premier.

Dans les deux cas, l'approche des paysanneries considère celles-ci comme étant une collection d'individus, chacun ayant des caractéristiques spécifiques, qu'elles soient exprimées en termes de rapports sociaux entre le capital et le travail ou en termes de pratiques agraires. Il s'agit chaque fois d'*essentialiser* la figure du paysan, de lui attribuer un profil sur base d'un ensemble de critères socioéconomiques ou techniques. Ces cadres d'analyse conduisent *in fine* à rendre invisible une réalité paysanne plus globale et plus mouvante, c'est-à-dire l'existence d'une « entité sociale » douée d'une ontologie qui transcende l'universalisme supposé du « petit producteur marchand », du « paysan autonome » ou du prolétaire agricole. La « voie paysanne » doit être analysée aujourd'hui (comme dans les années 1960, avec notamment les travaux d'Erik Wolf) avant tout comme une force politique dont les luttes ont changé de nature et de cible. Il ne s'agit plus de prise de pouvoir et de changement de régime politique, mais du rejet d'un modèle de développement agraire qui réduit irrémédiablement les producteurs de biens et services agricoles à un maillon malléable des chaînes de valeur globalisées, s'alignant par résignation sur les prescrits de l'accumulation individuelle. Le combat analytique et politique des défenseurs de la « voie paysanne » doit essentiellement être compris à la fois comme un éclairage de l'impact des logiques du « *corporate food regime* » et le traçage de pistes d'actions de résistance et de construction d'alternatives.

La question agraire doit donc moins se poser en termes de degré d'incorporation individuelle dans les dynamiques de la commodification et dans les circuits marchands (de la résistance farouche à l'adhésion complète), qu'en termes de possibilités de choix *collectifs* face aux pressions du capital transnational, et de capacité à élaborer les institutions locales qui permettent de préserver et de renforcer les espaces de négociation des conditions de l'incorporation. Plus que le débat sur les modèles technico-économiques de mise en valeur des zones rurales à encourager, c'est l'autonomie des communautés rurales face aux intérêts et pouvoirs de contrôle des acteurs de la globalisation – et leur capacité à équilibrer les rapports de force auxquels ils sont soumis – qui constitue le véritable enjeu.

Bibliographie

Agarwal, B., 2014, « Food sovereignty, food security and democratic choice: critical contradictions, difficult conciliations », *The Journal of Peasant Studies*, 41(6), pp. 247-1268.

Akram-Lodhi, A. H., 2008, « Re)imagining Agrarian Relations? The *World Development Report 2008: Agriculture for Development », Development and Change*, 39, pp 1145–1161.

Akram-Lodhi, A. H., 2016, « Land's End: A Review », in H. Bernstein, *JPS review symposium on Land's End*, *The Journal of Peasant Studies*, 43(4), pp. 942-946.

Araghi, F., 1995, « Global depeasantization, 1945-1990 », *Sociological Quarterly*, 36(2), pp. 337-368.

Bernstein, H., 2001, « "The Peasantry" in Global Capitalism: Who, Where, and Why? », in L. Panitch & C. Leys (eds), *Socialist Register 2001: Working Classes Global Realities* (p. 40), London : Merlin Press.

Bernstein, H., 2013, « Interview : Agriculture, class and capitalism" », *International Socialism*, 138, en ligne [http://isj.org.uk/interview-agriculture-class-and-capitalism/].

Bernstein, H., 2014, « Food sovereignty via the "peasant way": a sceptical view », *The Journal of Peasant Studies*, 6, pp 1031-1063.

Bernstein, H., 2015, « Food Regimes and Food Regime Analysis: A Selective Survey », in *Land grabbing, conflict and agrarian-environmental transformations: perspectives from East and Southeast Asia, An international academic conference*, 5-6 June 2015, Chiang Mai University, 38 p.

Brass, T., 2007, « A World which is not yet: Peasants, Civil Society and the State », *The Journal of Peasant Studies*, 34(3/4), pp. 582–664.

Beyrlee, D. & Haggblade, S., 2013, « African Food Systems to 2030: Toward Inclusive Business Models », *Stanford Symposium Series on Global Food Policy and Food Security in the 21st Century*, Stanford University, 36 p.

Byrnes, T. J., 2004, « Neo-Classical Neo-Populism 25 Years On: Déjà Vu and Déjà Passé. Towards a Critique », *Journal of Agrarian Change*, 4(1), pp. 17-44.

Carlson, Ch., 2018, « Rethinking the agrarian question: Agriculture and underdevelopment in the Global South », *Journal of Agrarian Change*, Online Version of Record before inclusion in an issue, 19 p.

Castellanos-Navarette, A. & Jansen, K., 2015, « Oil palm expansion without enclosure: smallholders and environmental narratives », *The Journal of Peasant Studies*, 42(3-4), pp. 791-816.

Collier, P., 2008, « The Politics of Hunger: How Illusion and Greed Fan the Food Crisis », *Foreign Affairs*, 87(6), pp. 67-79.

Cotula, L. & Leonard, R. (Ed.), 2010, *Alternatives to land acquisitions: Agricultural investment and collaborative business models*, London/Bern/Rome/Maputo, IIED/SDC/IFAD/CTV, 133 p.

Cramb, R., Manivong, V., Newby, J.C., Kem Sothorn, K., & Sibat, P.S., 2017, « Alternatives to land grabbing: exploring conditions for smallholder inclusion in agricultural commodity chains in Southeast Asia », *The Journal of Peasant Studies*, 44(4).

Dunford, R., 2016, *The Politics of Transnational Peasant Struggle: Resistance, Rights and Democracy*, London/New York : Rowman & Littlefield International.

Edelman, M., 2013, « What is a peasant? What are peasantries? A briefing paper on issues of definition », Prepared for the first session of the *Intergovernmental Working Group on a United Nations Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas*, Geneva, 15-19 July 2013.

Fairbairn, M., 2012, « Framing transformation: the counter-hegemonic potential of food sovereignty in the US context », *Agriculture and Human Values*, 29(2), pp. 217-230.

Fletes-Ocona, H.B. & Bonanno, A., 2013, « Responses to the Crisis of Neo-liberal Globalization: State Intervention in Palm Oil Production in Chiapas, Mexico », *International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, 20(3), pp. 313-334.

Franco, J.C., Carranza, D., & Fernadez, J., 2011, *New biofuel project in Isabela, Philippines: Boon or bane for local people?*, Amsterdam : Transnational Institute.

Hall, D., Hirsch, Ph., Li, T. M., 2011, *Powers of Exclusion: Land Dilemmas in Southeast Asia*, Honolulu : University of Hawai'i Press.

Hall, R., Edelman, M., Borras, S. M., & Scoones, I., 2015, « Resistance**,** acquiescence or incorporation? An introduction to land grabbing and political reactions "from below"», *The Journal of Peasant Studies*, 42(3-4), pp. 467-488.

Holt-Giminez, E. & Shattuck, A., 2011, « Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? », *The Journal of Peasant Studies*, 38(1), pp. 109-144.

Jansen, K., 2015, « The debate on food sovereignty theory: agrarian capitalism, dispossession and agroecology », *The Journal of Peasant Studies*, 42(1), pp. 213-232.

Larder, N., 2015, « Space for pluralism? Examining the Malibya land grab », *The Journal of Peasant Studies*, 42(3-4), pp. 839-858.

Lehmann, D., 1982, « After Chayanov and Lenin: New paths of agrarian capitalism », *Journal of Development Economics*, 11, pp. 133-161.

Li, T M., 2014, « À l'abri du marché. Capitalisme, petits producteurs et solution communautaire », in Silva-Castenada L., Verhaegen E., Charlier S., & Ansoms A., *Au-delà de l'accaparement – Ruptures et continuités dans l'accès aux ressources naturelles*, Bruxelles : Peter Lang, pp. 197-216.

Li, T.M., 2014, *Land's End : capitalist relations on an indigenous frontier*, Durham, NC: Duke University Press, xi + 225 p.

Li, T.M., 2015, « Commentary: Food Sovereignty: A Critical Dialogue. Can there be food sovereignty here? », *The Journal of Peasant Studies*, 42(1), pp. 205-211.

Mamonova, N., 2015, « Resistance or adaptation ? Ukrainian peasants' responses to large-scale land acquisitions », *The Journal of Peasant Studies*, 42(3-4), pp. 607-634.

McMichae, Ph., 2009, « A food regime genealogy », *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), pp. 139 -169.

McMichael, Ph., 2010, « Agrofuels in the food regime », *The Journal of Peasant Studies*, 37(4), pp. 609-629.

McMichael, Ph., 2011, « The Food Regime in the Land Grab: Articulating "Global Ecology" and Political Economy », Paper presented at the *International Conference on Global Land Grabbing*, 6-8 April 2011, Institute of Development Studies, University of Sussex, 27 p.

McMichael, Ph., 2013, *Food Regimes and Agrarian Questions*, Halifax, NS: Fernwood, 196 p.

McMichael, Ph., 2015, « A comment on Henry Bernstein's way with peasants, and food sovereignty », *The Journal of Peasant Studies*, 42(1), pp. 193-204.

Peemans J.-Ph., Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement face aux histoires de développement « réel », Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant – L'Harmattan, 2002, 534 p.

Peemans, J.-Ph., 2010, « Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable », *Mondes en Développement*, 38-2010/2 (n° 150), pp. 23-48.

Peemans, J.-Ph., 2015, « Les apories de la modernisation spatiale face aux réalités indociles du développement rural et urbain dans les Suds », *Discussion paper*, 3, Louvain-la-Neuve : Centre d'études du développement, Université catholique de Louvain, 57 p.

Peters, P., 2013, « Land appropriation, surplus people and a battle over visions of agrarian futures in Africa », *The Journal of Peasant Studies*, 40(3), pp. 537-562.

Salverda, T., 2018, « Facing criticism: an analysis of (land-based) corporate responses to the large-scale land acquisition countermovement », *The Journal of Peasant Studies*, published online: 21 mars 2018.

Scott, J. C., 1985, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, CT: Yale University Press.

Smalley, R., 2013, « Plantations, contract farming and commercial farming areas in Africa: A comparative Review », *Working Paper*, 55, Brighton and Nairobi: Future Agricultures Consortium, 73 p.

van der Ploeg, J. D., 2008, *The New peasantries : struggles for autonomy and sustainability in an era of Empire and Globalization*, London and Sterling, VA: Earthscan, 352 p.

Verhaegen, E., 2012, *Les paysanneries et territoires ruraux face à la globalisation : les limites de l'approche par les régimes agroalimentaires*, Thèse de doctorat, Louvain-la-Neuve : Université catholique de Louvain, 411 p.

Verhaegen, E. & Kiala, S., (à paraître), « Réactions paysannes aux appropriations foncières : entre adhésion et résistance. Cas de la communauté Unidade Moçambique au Mozambique », *Revue internationale des études du développement*.

White, B., Borras, S. M., Hall, R., Scoones, I., & Wolford, W., 2012, « The new enclosures: critical perspectives on corporate land deals », *The Journal of Peasant Studies*, 39(3–4), pp. 619–647.

Wolf, E., 1969, *Peasant Wars of the Twentieth Century*, New York: Harper and Row.

Wolford, W., 2016, « Land's End : Review », in H. Bernstein, *JPS review symposium on Land's End*, *The Journal of Peasant Studies*, 43(4), pp. 942-946.

Woodhouse, P., 2010, « Beyond Industrial Agriculture? Some Questions about Farm Size, Productivity and Sustainability », *Journal of Agrarian Change*, 10(3), pp. 437–453.

Les agricultures familiales entre technique, économie et politique

Mieux les comprendre pour mieux les accompagner ?

Marc Totté, Philippe De Leener, Yvon Rakotonarivo

Résumé

Reprenant quelques-unes des études les plus récentes sur les agricultures familiales, sur des terrains bien connus des auteurs, la contribution montre qu'elles restent rivées à des concepts de « capital » et de « *capabilities* », qui ne livrent pas facilement accès aux imaginaires qui structurent la majeure partie des interrelations signifiantes à l'intérieur des systèmes agraires. Elle défend l'hypothèse que ces faiblesses s'expliquent par la difficulté de sortir de théories fondées sur l'individu rationnel et la gestion d'intérêts essentiellement matériels.

Resumen

Retomando algunos de los estudios más recientes sobre la agricultura familiar en terrenos bien conocidos por los autores, el artículo muestra que estos siguen centrados en los conceptos de «capital» y «capacidades», y que no brindan un fácil acceso a imaginarios que estructuran la mayoría de las interrelaciones significativas dentro de los sistemas agrarios. Los autores defienden la hipótesis que estas debilidades se explican por la dificultad de salir de teorías basadas en el individuo racional y la gestión de intereses esencialmente materiales.

1. Introduction : sommes-nous capables d'appréhender les économies familiales ?

L'année 2014, décrétée année des agricultures familiales, a vu un grand nombre de publications sur la question. Même si ces études ont beaucoup de mérite, dont celui de présenter la « diversité des agricultures familiales »[15], elles ont du mal à investir la question dans toute sa profondeur et notamment dans sa dimension politico-culturelle et psychoculturelle. Dans le meilleur des cas, il en va d'une perspective *sociologique* ou *d'économie politique* cherchant à rendre compte des relations de pouvoir entre membres de la famille. Plus généralement, l'analyse reste technico-économique. Plus

[15] Titre d'un important rapport publié en 2015 par le CTA (Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE) et réunissant pour sa coordination des chercheurs parmi les spécialistes les plus confirmés sur ces questions, en tout cas dans le monde francophone. Dans ce chapitre, nous partirons principalement de cet ouvrage (Bosc *et al.*).

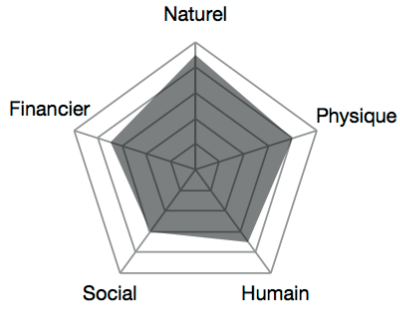
rares sont les analyses pointant les déterminants psychoculturels qui conditionnent les rapports entre membres d'une famille, les rapports à l'individu ou au collectif, les rapports au travail (ou à la production), à l'apprentissage, à l'innovation, à l'initiative, ou les mécanismes qui déterminent les statuts, rôles et/ou fonctions que les « membres » occupent, que ce soit pour la production, pour la consommation ou pour l'allocation des ressources. Ce chapitre cherche à comprendre pourquoi il en est ainsi, à partir du rapport CTA compilant une masse d'études menées dans le monde sur la question.

2. Une question de définition et de perspective avant tout ?

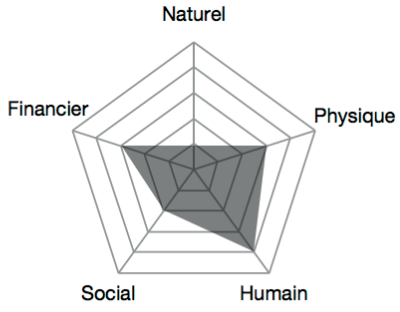
2.1. La définition centrale

Selon le rapport du CTA, « l'agriculture familiale désigne des formes d'organisation de la production agricole caractérisées par : (i) l'existence de liens organiques entre l'économie domestique de la famille et celle de l'unité de production et (ii) la mobilisation effective du travail familial sans le recours au salariat permanent. Les liens organiques se matérialisent par l'inclusion du capital d'exploitation dans le patrimoine familial et par la combinaison de logiques domestiques et d'exploitation, marchandes et non marchandes, pour l'allocation du travail familial et sa rémunération. La même logique prévaut dans les choix d'allocation des produits entre consommations finales, consommations intermédiaires, investissement et accumulation » (Bosc *et al.*, 2015, p. 16). Cette définition est assortie de deux précisions importantes (voir encadré).

Les différentes formes de mobilisation de capital sont étudiées dans l'agriculture et hors agriculture, comme le montre la figure suivante. Elles sont généralement appréciées (plutôt que mesurées) sur une échelle de 1 à 5.



Capitaux mobilisés pour l'agriculture.



Capitaux mobilisés hors agriculture.

2.2. Les incidences de cette définition en termes de méthode

D'un point de vue méthodologique, il a été demandé aux contributeurs de ce rapport d'expliciter la nature et la force des liens entre famille et unités de production. Ces liens s'entendent, *a minima* : dans l'appréhension des relations de travail ; dans la fongibilité du patrimoine familial et du capital d'exploitation ; dans les modalités des prises de décision technique ; dans les stratégies d'acquisition de revenus et de répartition des produits et des revenus.

Le cadre de référence méthodologique est le *Sustainable Rural Livelihoods* (SRL). En dépit des critiques reconnues par les auteurs, ce choix est assumé d'abord (« avant tout » ?) par la nécessité de « rendre ces études communicables avec une communauté non francophone ». D'autres facteurs interviennent. Pour faire court, le cadre permet aussi de prendre les modifications de l'environnement à plusieurs échelles, d'étudier les changements structurels agricoles au niveau des exploitations, la diversité des pratiques et de la place de l'agriculture, etc. Il permet aussi de mobiliser les apports d'Amartya Sen en termes de capabilités (posées ici comme ouvertes aux perspectives intégrant l'action collective et les politiques publiques) et l'analyse systémique chère à l'école française du « *farming system* ». En définitive, il « combine la normativité indispensable au développement des perspectives comparatives et l'adaptabilité nécessaire pour la prise en compte de la diversité des contextes » (Bosc *et al.*, 2015, p. 16).

Le cadre a toutefois été révisé et apparaît, en première analyse, à la hauteur de la complexité heuristique des agricultures familiales, comme le montre *a priori* la figure suivante.

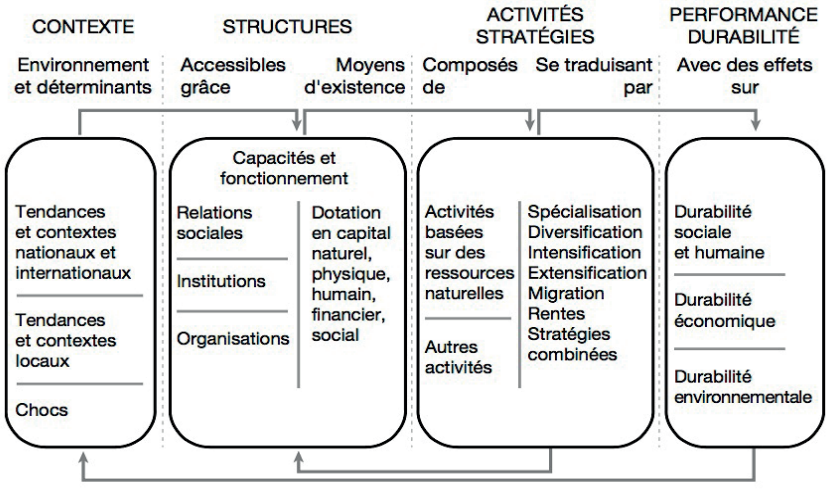


Figure I.1. Le cadre SRL révisé.
Source : d'après Ellis (2000), repris de Sourisseau *et al.* (2012).

On remarquera ici quelques caractéristiques de cette représentation : l'ontologie du système n'est pas questionnée (sa vocation ou raison d'être[16]) sinon en termes de performance et de durabilité ; la structure est définie surtout en termes de capital ; les activités et stratégies sont décrites essentiellement en termes de rapport à l'agriculture.

2.3. Les incidences de cette définition en termes de constats

L'approche amène les coordinateurs de l'ouvrage à poser quelques constats importants qui structurent l'ouvrage. Nous n'en reprenons ici que deux, faute de place, afin d'illustrer notre questionnement, les logiques non marchandes et l'organisation familiale.

2.3.1. Les logiques non marchandes, un archaïsme ?

Pour les auteurs de l'ouvrage, les logiques non marchandes ne doivent pas être considérées comme un archaïsme. On ne peut que souscrire à ce constat. L'image « idéale » d'agriculteurs qui passeraient inexorablement d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale n'est pas confirmée par la plupart des études présentées. L'agriculture de subsistance, loin d'être dévalorisée, connaît dans des régions aussi différentes que la Pologne, le Mali et l'Égypte une recrudescence qui contredit le modèle classique. Les travaux attestent de l'importance de la production non destinée à la vente tant pour la consommation familiale que pour les échanges non monétaires. Non seulement le développement des marchés ne fait pas disparaître l'économie de subsistance, mais certaines données empiriques tendent à montrer que celle-ci peut être dopée par la présence de marché. C'est que la valeur des productions vivrières apparaît beaucoup plus significative qu'on ne le pensait, dépassant parfois celle des productions vendues. L'agriculture de subsistance doit donc être considérée, nous disent ces travaux, comme « un filet de sécurité qui concourt à la stabilité sociale, au développement économique et à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition des familles ». C'est donc plus en termes d'interactions entre les deux types d'économie que les auteurs invitent à réfléchir, en recommandant de mieux documenter les dynamiques en dehors des marchés et des systèmes statistiques « afin d'en saisir toute la logique et déceler les voies et moyens d'en améliorer les performances quantitativement et qualitativement » (Bosc *et al.*, 2015, p. 25).

Notre questionnement porte sur le type d'économie morale qui domine les imaginaires dans ces sociétés et qui conditionne le rapport à la production ou à la consommation. En effet, les économies familiales africaines sont particulières, de sorte qu'elles devraient être reconsidérées à partir d'autres référentiels que les nôtres. On connaît la thèse d'Hyden (1980) sur les paysanneries africaines « non capturées » (une économie plus « affective » que « productive »). Des auteurs tels que Marshall Sahlins qualifient

[16] Pourquoi les gens font ce qu'ils font ? Pourquoi un collectif donné fonctionne de telle manière plutôt qu'une autre ? Quels sont les mécanismes qui expliquent ce fonctionnement ?

l'économie agricole africaine de « réciprocité générale et non équilibrée » : la réciprocité ne s'exprime pas au sein de classes sociales distinctes, elle apparaît surtout réservée au domaine de l'alimentation, voire même de la consommation. Pélissier, Nicolas, Raynaut, Sugimura... et bien d'autres nous ont appris que les supports de production – la terre, les animaux, les machines – n'ont de valeur qu'insérés dans des systèmes d'interrelations. La propriété elle-même n'a de sens (et d'intérêt) qu'intégrée dans des relations sociales. Le bien (ou l'objet) n'a de valeur que parce qu'il participe à structurer des relations sociales. D'autres travaux ont complété ces thèses sur une économie morale d'une autre nature qui peut être prise pour le pendant de l'économie dite « affective » : la jalousie et son expression « sorcière ». Ainsi, Alain Marie définit comme la « théorie persécutive du mal » le processus qui assigne « systématiquement la responsabilité des malheurs, donc la culpabilité, à autre que soi, détourne l'énergie ressentimentale sur l'autre, coupable qu'il s'agit de démasquer, de neutraliser et souvent, dans les cas les plus graves, d'éliminer » (Marie, 2007, pp. 193-194).

En tout état de cause, analyser des agricultures familiales provenant de mondes différents à partir de « nos » référents trouve vite des limites si l'on ne prend pas la peine de remonter aux imaginaires et représentations qui aujourd'hui encore commandent le rapport aux personnes et le rapport aux choses dans les sociétés rurales africaines. La préservation d'échanges non marchands en particulier ne devrait pas surprendre dans ces sociétés. Le caractère marchand ou non marchand est certainement mal adapté si l'on veut mieux appréhender la fonction des échanges intrafamiliaux et interfamiliaux – qu'ils soient monétarisés ou non – dans ces types d'économies. Lui substituer un référentiel issu de ces sociétés, par exemple en termes de lien – allégeance, persécution, protection –, nous semble nécessaire. Cela permettrait aussi d'apprécier les entraides entre familles sous un plan plus proche des analyses de Mauss en termes de don, de contre-don, comme « économie refoulée, qui faisait du désintérêt son propre fondement » (Lenoir, dans Paugam, 2007).

2.3.2. « L'organisation familiale entre atout collectif et limitation des stratégies individuelles » [17]

C'est dans cette partie de l'ouvrage que l'on trouve les analyses les plus proches de celles que l'on aurait tendance à réaliser sur le sujet. Jean-François Bélières introduit ce chapitre par un texte lourd de sens (voir encadré).

[17] Bosc *et al.*, 2015, p. 247.

L'organisation familiale (Bélières, 2015)

« C'est bien à travers l'organisation familiale des responsabilités et des tâches que s'expriment les liens organiques entre la famille et l'unité de production, principale caractéristique des exploitations agricoles familiales. C'est cette organisation qui fonde l'exploitation familiale par rapport aux autres formes d'organisation de la production et qui lui confère, pour l'essentiel, son originalité en termes de fonctionnement et de comportement par rapport aux marchés et aux autres institutions. Le cœur de cette organisation familiale concerne l'allocation du travail pour la mise en œuvre des activités de production agricole ou non agricole et des activités domestiques, mais elle va bien au-delà et englobe l'ensemble des stratégies de consommation, d'investissement, d'accumulation et de reproduction. L'organisation familiale est l'alchimie qui donne corps au collectif de l'exploitation, qui régit les droits, les devoirs et les comportements individuels au bénéfice du collectif. Une partie plus ou moins importante de cette organisation est alors sous contrôle de la communauté et/ou de la société à travers par exemple l'existence de certaines règles collectives sur le travail, les successions ou la gestion des ressources naturelles. Mais cette organisation n'est pas figée dans le temps […] ».

Il se réfère à des travaux anciens étant donné que « cette organisation, parce qu'en liaison avec les communautés rurales et leurs histoires, est une source majeure de la diversité et de la complexité des agricultures familiales », mais qu'elle fait désormais « assez peu l'objet de travaux de recherche et d'analyses spécifiques » Or, ajoute t-il : « Des questionnements récents liés notamment à la place des jeunes et à la transmission intergénérationnelle des exploitations agricoles ou au type de modèle agricole face à l'extension des accaparements fonciers remettent la forme familiale et ses complexités sur le devant de la scène » (Bélières, 2015, p. 247, dans Bosc *et al.*, 2015). Que ce soit, dans le même document, au Burkina Faso chez des producteurs de coton (Bainville, 2015, dans Bosc *et al.*, 2015) ou au Niger chez des transhumants peuhls (Bonnet *et al.*, 2015, dans Bosc *et al.*, 2015), il est surtout question dans cette partie de « modes de vie » qui dépassent les cellules d'exploitation familiale et déterminent encore fortement les marges de manœuvre entre les initiatives individuelles et les ordres collectifs. Une notion importante apparaît alors, celle de *capital social*. Développée dans d'autres contextes par Mark Granovetter d'abord, Robert Putnam ensuite, cette notion apparaît ici encore insuffisamment précisée, mesurée, illustrant sans doute (de notre point de vue) toute la difficulté qu'il y a à passer d'analyses technico-économiques à des analyses plus anthropologiques ou culturelles.

On prendra comme illustration l'extrait de l'encadré ci-dessus qui invite à penser que « le cœur de l'organisation familiale concerne l'allocation du travail ». Si cette dimension est importante, fondamentale même, telle que formulée ici il semble y avoir une zone aveugle sur tout ce qui la précède et se situe en amont, c'est-à-dire le

rapport au travail dans la société, le rapport même à l'« allocation » proprement dite. Dans des sociétés telles que la société rurale malgache, par exemple, où les ordres politiques sont encore structurés indirectement dans le *fokonolona* (la communauté) par le rapport à l'ancêtre[18] et déterminent l'allocation de l'héritage, l'allocation des tâches selon le statut des membres de la famille, pourquoi se limiter à la fonction seule sans considérer le mécanisme qui la détermine localement, dans le lieu précis où elle est analysée ?

Les sections qui suivent tentent d'approfondir l'interpellation en partant, faute de place, du seul cas de Madagascar tel qu'étudié dans ce rapport CIRAD/CTA.

3. Vers un cadre heuristique plus large et ouvert

Les dernières parties de l'ouvrage du CTA confirment la nécessité d'ouvrir le cadre d'analyse, dont la logique, essentiellement économique, peine à intégrer les dimensions à la fois politiques et culturelles, pourtant considérées par certains des auteurs de ce rapport comme indispensables à la compréhension des évolutions des agricultures familiales.

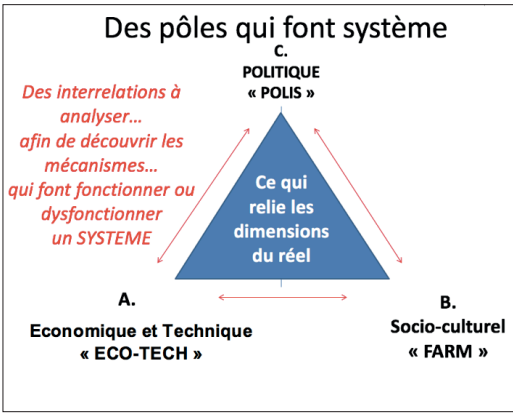
Nos propositions vont dans ce sens. Elles ne sont à prendre, à ce stade, que comme une esquisse pour élargir le cadre. Elles visent surtout à le simplifier en accordant plus d'attention aux aspects qualitatifs qu'aux exigences statistiques actuellement à la mode. Elles s'intègrent dans diverses recherches menées depuis près de 20 ans par Inter-Mondes Belgique sur le changement et reposent plus spécifiquement sur des travaux conduits avec des organisations paysannes en Afrique et à Madagascar principalement[19].

Notre première piste va dans le sens d'une reconnexion entre les différentes dimensions. Sans pour autant négliger les dimensions économiques ou techniques, nous pensons que celles-ci sont d'autant plus pertinentes qu'elles sont mises en lien avec les dimensions politiques et surtout sociales et culturelles, notamment celles qui permettent de lever un coin du voile sur les dynamiques et le fonctionnement interne des familles. Aussi nous nous proposons de mettre en lumière trois pôles pour mieux appréhender les agricultures familiales en tant que systèmes, c'est-à-dire en tant que ce qui n'est pas simplement la somme des parties. Cette approche plus systémique participe à expliquer ce qui fait fonctionner ou dysfonctionner l'ensemble, en même temps qu'elle situe mieux la dimension familiale dans sa complexité et ses rapports aux autres dimensions.

[18] Par l'intervention d'instances externes – le *Raiamandreny* ou le rituel lors des festivités liées aux funérailles (retournement des morts notamment) – ou d'instances internes durant le sommeil, les songes (*tsindrimandry*), etc.

[19] En particulier les travaux menés par Philippe De Leener dans le réseau INADES ou avec Marc Totté au BIMTT de Madagascar.

Chacun de ces pôles a été dénommé de manière ramassée pour en faciliter une appropriation symbolique :



« ECO-TECH » désigne le pôle économique et technique où les choses se pensent en termes de rationalités économiques et techniques, de fonctionnalité, de dispositifs, de moyens matériels et de « plans » ;
« FARM » désigne le pôle socio-culturel où les choses se pensent plutôt en termes de rapports à l'individu ou au collectif, de rapport à la règle ou à la norme, de rapport au travail, de rapport à l'innovation ou à l'initiative. Nous avons voulu ramasser en une formule « FARM » la dialectique entre entreprise et famille qui rappelle la « ferme » ;
« POLIS » concerne les instances mises en place pour arbitrer, réguler, régir les différents registres logiques, les différents modèles d'agriculture, aussi bien que les « différends » entre modèles agro d'exploitation, et modèles « familiaux ».

La perspective est d'abord endogène. C'est-à-dire que le cadre cherche avant tout à comprendre comment cela fonctionne *de l'intérieur* avant de voir quelles peuvent être les influences extérieures qui conditionnent le système d'agriculture familial. Ce qui se vit au sein de l'exploitation est non seulement aussi déterminant que ce qui provient de l'extérieur sous la forme d'une influence plus ou moins sensible, mais, en outre, conditionne cette capacité d'influence. Il s'agit donc de comprendre comment le fonctionnement interne influence les facteurs externes jusqu'à les rendre efficaces ou au contraire à les neutraliser. Par exemple, les pôles aident à comprendre pourquoi et dans quelle mesure les « chocs », les innovations, les circonstances, etc., agissent, ou non, sur la vie et les performances agricoles. Pour ces raisons, il nous faut accroître notre capacité d'analyse du fonctionnement même des familles (considérées au sens large). Les apports de chercheurs tels que Emmanuel Todd apparaissent sous-valorisés à cet égard, mais nous ne pouvons pas les développer ici (voir Todd, 2011 et 2017, notamment).

4. Retour au terrain

Nous proposons de partir d'un terrain, celui des systèmes agraires des rizières du lac Alaotra (grenier à riz de Madagascar), largement documentés, en commençant par quelques entrées qui font partie du lexique des études classiques – métayage, propriété, crédit, etc. –, en les réinvestissant à nouveaux frais de questionnements socioculturels. Ensuite, nous terminerons par d'autres entrées peu envisagées jusqu'à présent.

Le métayage[20] est une pratique sociale importante, d'une manière ou d'une autre ; interdite (pôle « POLIS »), mais encore largement pratiquée, elle est pour certains, dont Teyssier (1994), une pratique organisant la différenciation sociale entre propriétaires et non-propriétaires. L'auteur se place sur une analyse des interrelations entre les pôles « ÉCO-TECH » et « FARM » de notre grille. Déjà en 1995, il notait des tensions importantes du fait de l'acquisition illicite de marais *zetra/ankaiafo*, processus par lequel « des notables – fonctionnaires, personnalités politiques – équipés de tracteurs passent, avec des migrants en situation précaire, des contrats de métayage avantageux : ces migrants se voient dotés d'une trentaine d'hectares de marais mis en valeur par un tractoriste… » Ils pratiquent une délimitation sans l'aval de qui que ce soit (*mamaritra tany)* et transforment le *zetra* en rizières de *vary jeby* (culture de riz en contre-saison) ou *vary an-keniheny,* propriétés privées de 5 hectares chacune[21] (!), avec des marquages cimentés, illégaux, en plein marais. Teyssier ajoute que « ces notables s'y attachent au nom de l'autosuffisance alimentaire et de l'aide aux plus défavorisés… ; mais ils se mettent à dos des paysans des villages voisins qui évoquent le caractère ancestral de l'usage du sol… » (Teyssier, 1998*)*. Le flou dans les discours en ce qui concerne les relations entre protagonistes profite aux apparences : devant autrui, on appelle souvent les métayers des « *mpanao ny taninay* » (« ceux qui s'occupent de nos rizières »), voire encore des « *ankizinay* » (« nos enfants »). Ce sont en effet les paysans sans terre qui se font métayers. Ils constituent la grande frange pauvre, essuyant les difficultés des périodes de soudure ; ce sont aussi les temps des pluies et des travaux d'aménagement demandant le plus de main-d'œuvre. Étant paysans pauvres, ils n'ont pas ou très peu de zébus et donc pas de disponibilités de fumure de parc. De sorte que, même avec la méthode du repiquage en ligne, ils ne récoltent pas suffisamment pour tenir une année avec une maisonnée d'en moyenne cinq à six personnes.

Étant donné son caractère juridiquement ambigu (pôle « POLIS »), le métayage et les autres modes alternatifs usités dans le lac sont peu étudiés, peu touchés par les recherches… Toutefois, un rapport de l'Observatoire du foncier (Landscope, 2013) met en exergue l'importance du métayage et même les dangers de son interdiction, à condition de pouvoir bien l'encadrer : « S'ils sont bien encadrés, la légalisation des contrats de métayage assurerait à la fois la sécurité de l'exploitant et du propriétaire. Le *fokontany*, la Commune et plus particulièrement les Guichets fonciers devraient

[20] En fait, le métayage est interdit à Madagascar par le décret 76 -65 du 21 avril 1976, lequel n'est pas encore abrogé. Ainsi, bien qu'il existe des dispositions légales et réglementaires, elles ne sont ni suivies ni appliquées. Le métayage et le fermage sont donc courants dans la région du Lac, mais cachés. Ici, le pôle « POLIS » se révèle déterminant pour comprendre ce qui se joue, comme on va le voir dans la suite du texte. Il est important de se rappeler des « affinités » qu'un chercheur comme Emmanuel Todd fait entre systèmes agraires et systèmes familiaux, attribuant aux familles communautaires une plus grande propension à développer du métayage, par exemple (voir *L'invention de l'Europe,* 1995, Seuil).

[21] Selon M. J. Bary, responsable de l'ONG Durrell à Ambatondrazaka, communication de Yvon Rakotonarivo.

avoir un rôle prépondérant dans la documentation et la validation des contrats. » Le rapport insiste également sur le fait que : « La pratique répond d'abord à des logiques socioculturelles, liées à une identification et une entraide sociales à l'intérieur d'une famille et d'une communauté. Les logiques économiques viennent en second lieu. » Dans le contexte du lac Alaotra, cependant, il s'agirait de mieux comprendre comment ces logiques socioculturelles construisent les inégalités et les reproduisent, ces dimensions étant très peu investies par l'étude CTA (Andrianirinina, 2015, dans Bosc *et al.*).

L'appropriation privative et déprivative. Toujours au titre des interrelations entre pôles « ÉCO-TECH » et « FARM », cette entrée fait ressortir que les nombreuses innovations techniques dépendent beaucoup de ceux qui se disent propriétaires des rizières ; ils décident comment on procède sur leurs rizières ou sur leurs parcelles de cultures pluviales (*tanety*). Le droit d'user de telle technique plutôt que d'une autre est conditionné par ces propriétaires. Ou plutôt devrait-on dire par la façon de concevoir le rapport à la terre, la propriété et l'appropriation dans cette société. Nombreux sont les paysans sans terre, ou en manque de superficie rizicole. Ils diversifient leurs activités autrement : dans la pêche ou l'élevage des oies, par la recherche de l'or ou du saphir, etc. Ils ne se détournent pas pour autant de la riziculture, mais se concentrent sur les rizières à mauvaise maîtrise d'eau et sur les *baiboho*[22]. Les relations comme l'accès aux ressources (terre, eau, équipements) restent largement inéquitables. Les droits d'accès ou d'usages et la propriété sont légués de génération en génération, sans que ceux qui se croient lésés n'aient de recours possibles : les liens de parenté, le *fihavanana*[23], etc., se révèlent des obstacles majeurs aux remises en cause des ordres établis. Là encore, il s'agit de questionner d'où provient cette apparente tendance à considérer l'iniquité dans l'accès aux ressources comme normale, sinon naturelle. En quoi cette tolérance à l'iniquité dévoile-t-elle le fonctionnement des exploitations familiales ? Et quel type de logique imprime ce fonctionnement ?

Le crédit (pôle « ÉCO-TECH ») est une pratique importante par la caution solidaire (pôle « FARM »), toujours compliquée à mettre en pratique. Les mécanismes qui sous-tendent l'art et les raisons de faire « caution solidaire » sont généralement peu investis par la recherche. Les difficultés étant encore presque exclusivement expliquées par les conditions économiques des membres (Oustry, 2007). Andriarinina (2015, p. 234) montre qu'il y a une évolution positive en termes d'épargne, mais négative en termes de crédits octroyés, mais elle n'explique pas ce phénomène. Tout se passe comme si ce n'étaient plus les moyens qui limitaient le recours au crédit. Pourtant, en se reportant à certaines études sur la difficulté de faire caution solidaire dans cette zone, on peut supposer qu'un mécanisme plus profond existe, lié aux façons de faire famille et plus largement de faire société. La caution existe de façon à ce que les choses se passent

[22] *Baiboho* : zone de dépôt de colluvions suite au retrait progressif de l'eau ; les *baiboho* sont très intéressants, mais la maîtrise de l'enherbement y est plus difficile.

[23] *Fihavanana*, « lien de parenté », devenu, par extension, « amitié, bonnes relations, entente ». C'est aussi un cadre limitant les possibilités de critiques et de rébellion aux ordres existants.

sans faire de vagues dans la communauté. En pratique, les personnes préfèrent en sortir, quitte à perdre l'accès au crédit, si, en cas de problème d'un membre du groupe (familial), il y a un risque de nuire à la relation familiale[24]. Autrement dit, la préservation de la famille – et de l'harmonie des relations et rapports qui la caractérise – est plus importante que l'accès au crédit. Ce mécanisme d'entraide[25] – qui manifestement limite et conditionne les façons de mutualiser les risques et les opportunités – devrait être mieux étudié et rapproché du *fihavanana* qui fonctionne comme un registre de loyauté bien plus puissant que le règlement d'une institution de crédit[26]. Ci-après, on montre que la loyauté est surtout importante au sein de la famille, mais que, par contre, elle peine à fonctionner dans le cadre d'associations « modernes ».

Le regroupement en associations pourrait aussi être un dispositif important facilitant une socialisation différente entre utilisateurs du milieu, mais il se révèle tout aussi compliqué que la caution solidaire. Les associations paysannes, dont les associations d'usagers de l'eau (AUE), s'érigent et s'essoufflent assez rapidement ; des comités comme le CORDAL (Comité régional de développement d'Alaotra-Mangoro), les CCD (Comités communaux de développement) sont mis en place, mais végètent… Ces phénomènes largement connus sont souvent expliqués par les diverses spoliations développées par certains agents de l'État qui, sous couvert de « développement » et « d'aide », ont poussé les gens à se regrouper en associations et sont partis avec les cotisations. Comme on l'a vu aux points précédents, il n'est pas incongru de penser qu'il y ait aussi, dans la façon de faire famille, une difficulté à s'associer durablement à d'autres « étrangers » du fait simplement qu'ils sont d'une lignée différente. Partager les risques et les opportunités au-delà de la famille n'est pas spontané, ici moins encore qu'ailleurs.

Au total, la diversification des activités est réelle et même forte dans la région du lac Alaotra : culture vivrière (manioc, maïs, haricots, pois de terre, maraîchage de contre-saison, etc.), élevage (bovin, porcin, volaille : oies, dindons, canards mulards et poules), arbres fruitiers, etc. (Penot *et al.*, 2011). Tout ceci témoigne d'une vitalité certaine et, comme le disent bon nombre de spécialistes de cette région, de capacités d'adaptation, voire de résilience. Mais quelle importance accorder à ce dynamisme, quelle interprétation décliner en termes de changements sociétaux, dans les rapports entre les gens, au-delà des changements techniques ? Cette diversité est sans doute moins due à des choix qu'à la nécessité (celle-ci permettant de s'emparer des opportunités qui passent à portée des villages), c'est-à-dire le résultat d'adaptations au moins

[24] Nous avons été régulièrement témoins de tels phénomènes à Fénérive Est, Morondava ou Diégo-Suarez, où des femmes décidaient d'arrêter la relation avec l'institution de crédit plutôt que d'avoir à endosser le problème d'une « cousine » ou « sœur » incapable de rembourser et dont il aurait fallu se séparer.

[25] Nous préférons parler d'entraide (limitée à l'horizon des personnes connues, voire de la famille) plutôt que de solidarité (plus souvent supposée généralisée à la société).

[26] « *Aleo very tsikalakalan-karena, toy izay very tsikalakalam-pihavanana* » : « Il vaut mieux perdre son argent que de perdre les usages et les détails qui maintiennent et fortifient l'union et l'amitié ».

autant que de stratégies anti-aléatoires. Et ces stratégies repoussent manifestement toujours plus loin les possibilités d'une intensification et d'une transformation des métiers agraires[27]. La capacité à en tirer parti plus globalement reste tributaire des façons de faire famille au sens large, c'est-à-dire de transformer les rapports d'égalité et d'autorité intrafamiliaux et interfamiliaux de manière à ce que chacun puisse y trouver son compte. Ce qui semble encore loin d'être le cas si l'on en juge par les inégalités d'accès aux ressources bien décrites par les différents auteurs cités. La question qui vient naturellement est de savoir comment ces systèmes perdurent et comment les laissés pour compte tolèrent leur situation. C'est là qu'interviennent d'autres domaines moins investis dans les études sur les agricultures familiales.

Toujours au titre du pôle « FARM », ces autres domaines peuvent servir d'entrées tout aussi importantes sur le chemin de la recherche de mécanismes à la source du fonctionnement de ces sociétés et des problématiques qu'on y découvre. Dans le cas de Madagascar, il est difficile de ne pas évoquer les éléments suivants. Et, tout d'abord, *les fêtes (et funérailles)*. Deux, voire trois jours par semaine, sont *fady* (tabous), dont le mardi et le jeudi, admis comme jours *fady* dans toute la région. Ils sont généralement basés sur les *tsiny (blâmes, reproches, fautes)*, *lahatra/tendry*[28], *fihavanana*, et occasions de réjouissances organisées : les *tsaboraha*[29], le *feraomby*[30], le *joro orana*[31], etc. En fait, l'importance de ces investissements et leur influence sur les budgets des familles, autant que sur les relations entre groupes restent à établir finement, mais on peut d'ores et déjà envisager qu'ils pèsent d'un poids certain. De l'extérieur, ces évènements apparaissent comme l'objet de fortes mobilisations tout en étant très dispendieux. De l'intérieur, ils seront plutôt présentés comme participant au maintien et au renforcement des liens sociaux, à différentes formes de redistribution des moyens, à rétablir une certaine paix sociale.

Ensuite, *les formes organisationnelles liées au religieux*. La vitalité des formes d'organisation liées aux aspects culturels et religieux fournit une autre excellente entrée à l'étude des agricultures familiales dans cette région. L'essor des nouvelles religions (sectes en particulier) à Madagascar est un phénomène sociologique majeur. Il serait à

---

[27] Sans doute est-ce important d'accepter ici le besoin d'autres modalités de vie, d'autres rapports au vivre ensemble. Le tout est d'en être suffisamment conscient pour ne pas prendre les vessies de nos modèles agrotechniques pour des lanternes obligatoirement attirantes…

[28] *Lahatra* ou *tendry* : prédestinée de chacun.

[29] *Tsaboraha* : lorsqu'une tombe se trouve au milieu d'une vaste terre arable, la famille héritière demande la bénédiction, voire la permission des défunts, afin de pouvoir cultiver autour, ce qui engendre réjouissances et banquets, sacrifice de trois à six bœufs.

[30] *Feraomby* : cérémonie sur la vénération du roi défunt et de sanctification de son tombeau/*doany*, tenue tous les deux ans à Anororo, durant le mois de novembre ; trois nuits de veille, de réjouissances et de traditions parfois magiques.

[31] Le *joro orana* est une cérémonie pour demander la bénédiction des dieux et des ancêtres afin que la région soit assurée d'une meilleure saison de pluies ; cela est gage d'une bonne récolte (sacrifice de zébu [joro] en offrande, mais aussi réjouissances collectives de trois jours).

comparer à l'étiolement des associations modernes (crédit solidaire, usagers de l'eau, préservation de l'environnement et de protection des bassins versants). Le religieux participe à la fois à réunir et à diviser. La grande diversité des églises, des sectes et l'augmentation rapide de nouvelles tendances montrent de manière très intriquée une demande importante d'imaginaire et de spiritualité et, dans le même temps, le besoin de renforcer les différenciations existantes à travers ce type d'engagement.

En définitive, cette analyse nous conduit à mettre en exergue trois éléments qui sont essentiellement issus des côtés B-C du triangle de notre grille d'analyse ; trois dimensions relatives aux interrelations entre le faire « FARM » et le faire « POLIS » :

- *les ordres sociopolitiques* – c'est-à-dire les façons de faire famille au sens large (Todd, 2011, 2017) – conditionnent fortement les conditions de mobilisation des différentes sortes de « capital » nécessaires aux modèles d'exploitation et à leur régulation ;
- *les ordres culturels* (fêtes, entraides au moment des funérailles, baptêmes, mariages) participent à compenser les éventuelles frustrations générées par les ordres politiques. Ils permettent des formes de redistribution et d'échange festifs entre catégories sans nécessairement remettre en cause les statuts et les conditions d'accès au « capital » ;
- *les ordres religieux* permettent dans une certaine mesure de reconfigurer les statuts et les fonctions et participent ainsi à retrouver d'autres formes de pouvoir et d'autres formes de capital.

5. Conclusion et interpellations provisoires

Les analyses qui précèdent témoignent de la complexité des agricultures familiales. Ce qui est complexe est surtout la compréhension de ce qui conditionne les équilibres et la régulation du changement, mais la caractérisation des termes de cet équilibre peut être assez finement rendue à travers les grilles que nous avons cherché à mobiliser ici. Il apparaît donc possible d'avancer dans la compréhension des agricultures familiales, d'en avoir une idée plus juste, pour autant que l'on s'intéresse aux dimensions psychosociales et politiques de faire famille. Reste que bien des difficultés naissent dès qu'on passe de la théorie à la pratique. Nous en avons relevé trois : le biais de « causalité extérieure », qui répugne à rechercher les raisons des difficultés à l'intérieur des sociétés ; le biais « objectiviste », où tout ce qui touche au subjectif (et donc à l'intersubjectivité, car relevant du vécu propre des acteurs, des intérêts, des désirs, des affects, de leur conception des obligations auxquelles ils se pensent liés) peine à être pris en compte, en dépit de sa portée ; le biais « descriptif », car les analyses se révèlent souvent surtout descriptives et peu (ou plus rarement) compréhensives. S'y ajoute le biais « techniciste », dû à l'inflation des données induite par l'informatisation de leur collecte/transmission, et le manque de dispositifs permettant de les traduire en connaissances réellement interdisciplinaires. De sorte que bien des travaux appa-

raissent plus « compliqués » du fait de leurs descriptions, de leurs précisions, et/ou de la lourdeur de leurs calculs économétriques, et ne sont souvent pas à la hauteur de la complexité des contextes dont ils sont censés rendre compte.

Ce constat de difficultés à *penser* les agricultures familiales – malgré les avancées prometteuses et particulièrement utiles du rapport CTA – et la démonstration d'un certain appauvrissement par rapport aux recherches longues antérieures, aurait pu être reproduit sur bien d'autres situations décrites dans le rapport. Il nous était impossible d'en rendre compte dans le cadre imparti à ce travail.

Bibliographie

Andrianmanalina, B.S., Andrianirina-Ratsiolanana, R., Burnos P., 2013, « Métayage et fermage : quelles logiques et enjeux au niveau local ? », *Landscope*, octobre, 009, 10 p.

Bélières, J.F., 2015, « L'organisation familiale entre atout collectif et limitation des stratégies individuelles (Introduction au chapitre) », in P-M. Bosc *et al.* (Éd.,) *Diversité des agricultures familiales*, Versailles : Éditions Quæ, 387 p.

Bosc, P-M., Sourisseau, J-M, Bonnal, P., Gasselin, P., Valette, E., & Bélières, J-F. (Éd.), 2005, *Diversité des agricultures familiales. Exister, se transformer, devenir*, CTA, Versailles : Éditions Quæ, 387 p., en ligne [http://www.quae.com/fr/r3999-diversite-des-agricultures-familiales.html].

Hyden, R., 1981, Reviewed Work: *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry in African Economic History*, 10, pp. 199-202

Lenoir, R., 2011, « La solidarité familiale une question morale ? », in S. Paugam, *Repenser la solidarité*, Paris : PUF, Quadrige Essais Débats, 980 p.

Marie, A., 2007, « Communauté, individualisme, communautarisme : hypothèses anthropologiques sur quelques paradoxes africains », *Sociologie et sociétés*, 39(2), pp. 173-198.

Oustry, M., 2007, *Analyse des causes de non-remboursement des crédits au lac Alaotra à Madagascar*, Mémoire SupAgro, Montpellier, 32 p.

Penot, E., Andriatsitohaina, R., 2011, « Savoirs, pratiques, innovations et changement de paradigme de l'agriculture dans la région du lac Alaotra (Madagascar) », *Géoconfluences*, Dossier *Afrique subsaharienne : territoires et conflits*, 13 p.

Teyssier, A., 1994, *Contrôle de l'espace et Développement dans l'Ouest-Alaotra*, Thèse pour le doctorat de géographie, Université de Paris-I Panthéon Sorbonne, 471 p.

Teyssier, A., 1998, « Front pionnier et sécurisation foncière à Madagascar : le nécessaire recours à l'État », in Ph. Lavigne Delville (dir.), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Paris : Karthala et Coopération française, pp. 583-601.

Todd, E., 2011, *L'Origine des systèmes familiaux*, *tome 1 : L'Eurasie*, Paris : Gallimard, 755 p.

Todd, E., 2017, *Où en sommes nous ? Une esquisse de l'histoire humaine*, Paris : Seuil, 490 p.

Les études supérieures et la mobilité ethnique

La colonialité *en temps de décolonisation à la bolivienne*

Mónica Navarro Vásquez

Résumé

Cette contribution met en évidence le rôle de l'enseignement supérieur dans le cadre de la circulation migratoire et de l'urbanisation de la population bolivienne. Nous affirmons que de profonds processus de *colonialité* opèrent encore en Bolivie, dans les pratiques de classement social et dans les visions ambigües du développement, alors que ce pays a été refondé en tant qu'« État plurinational et décolonisé », dont un des mandats est de contribuer à l'affirmation d'identités plurinationales. C'est dans ce contexte que nous nous penchons sur la mise en œuvre des processus de « mobilité ethnique » comme stratégie identitaire des jeunes originaires de communautés indigènes paysannes à Cochabamba.

Resumen

La presente contribución tiene el objetivo de visibilizar el rol de la educación superior en el marco de la circulación migratoria y del proceso de urbanización de la población boliviana. Profundos procesos de colonialidad operan todavía en las prácticas de clasificación social y en las ambiguas visiones de desarrollo en Bolivia, a pesar de su refundación como Estado Plurinacional descolonizado que tiene el mandato de consolidar identidades plurinacionales. Es en ese contexto que nos concentraremos sobre la puesta en marcha de procesos de « movilidad étnica » como estrategia identitaria de jóvenes de origen indígena campesino, en la ciudad de Cochabamba.

Introduction

En raison d'un ensemble de facteurs sociaux, géopolitiques et climatiques, la Bolivie vit un processus d'urbanisation qui entraîne un profond processus de changement social, exprimé au travers de nouvelles représentations du développement ainsi que de nouvelles subjectivités vis-à-vis de l'ascension sociale, économique et, dans le cas de ce chapitre, de l'ascension ethnique.

En même temps, dans son nouveau texte constitutionnel, la Bolivie s'est déclarée un état plurinational et décolonisé. Dans ce nouveau cadre, toutes les politiques, dont les politiques éducatives, culturelles et linguistiques, ont l'intention de conduire le pays vers la décolonisation, tout en cherchant à atteindre ce qu'on appelle le *Vivir Bien* (bien vivre). La nouvelle source culturelle serait celle développée par les peuples

indigènes originaires paysans et afro-boliviens, aujourd'hui mis en avant dans tous les domaines. Dans le cadre de cette contribution, nous mettrons en évidence le fait qu'il faudra encore beaucoup de temps, de politiques et surtout d'actions pour radier le colonialisme de l'un des espaces sociaux les plus importants de nos jours qu'est l'université publique. Celle-ci étant traversée par des expectatives de développement qui témoignent de la vitalité de la *colonialité*.

1. L'évolution historique du processus d'affirmation des identités multiples en Bolivie

Au cours de la période coloniale et au début du XX^{e} siècle, les états coloniaux se sont efforcés de séparer et de classer les individus et les groupes sociaux, c'est-à-dire de « purifier » les identités par l'imposition de la race, issue de l'autorité de la science européenne. Le concept de « mestizo » (métis) évoque des taxonomies sociales qui parviennent de différentes formes de conscience et régimes de connaissance ; c'est le cas de la foi religieuse, qui est arrivée au « Nouveau Monde » avec les colonisateurs, et de la raison scientifique, ainsi que la pensée des Lumières, qui sont arrivées au cours des dernières décennies de la domination espagnole.

Dès lors, ces deux régimes ont été combinés en organisant un ordre de classification qui s'exprime à travers des idées de civilisation et de progrès articulées par des notions telles que la race, la classe, la culture, la sexualité, l'ethnicité, la géographie et l'éducation (entre autres) (de la Cadena, 2006, p. 54)[32].

C'est ainsi que la formation sociale bolivienne a été marquée par une distinction basée sur des traits « raciaux », en particulier depuis le début de la colonie espagnole (1532-1825). Les lois en vigueur à cette période ont instauré le système des deux Républiques : la Bolivie des Espagnols qui avaient du pouvoir, des propriétés et des droits ; et la Bolivie des Indiens qui avaient des obligations et étaient exclus de l'éducation, de la santé, des services de base et de la prise des décisions.

La majeure partie de la population indigène habitait les aires rurales andines, parlait des langues originaires et travaillait soit dans l'agriculture, soit dans l'exploitation minière. Ce modèle s'est modifié au fil du temps à cause des conditions que lui-même imposait à la société, ainsi que par les besoins des acteurs de ladite « République des Espagnols ». C'est ainsi que Barragán (citée par Thompson, 2010) évoque l'émergence d'une troisième République située entre les deux premières, celle composée par les métis.

En ville, le besoin de produits et services de la part des membres de la « République espagnole » et de leur descendance demandait une quantité significative de main-

[32] Traduction libre. Dans le texte original : « Desde entonces estos dos regímenes se combinaron organizando un orden clasificatorio que se expresa a través de ideas de civilización y progreso articuladas mediante nociones como raza, clase, cultura, sexualidad, etnicidad, geografía y educación (entre otras) » (de la Cadena, 2006, p. 54).

d'œuvre à leur service : des boulangers, des couturières et tailleurs, ainsi que des cordonniers et des commerçants, travaillaient en ville pour la satisfaction de leurs besoins. Ce secteur de la population va s'agrandir au fil de temps, surtout à partir de l'indépendance de la Bolivie, en 1825.

Le paiement des impôts se faisait sur base de la distinction de la catégorie sociale à laquelle la personne appartenait. Ainsi, seuls les « Indiens originaires » étaient obligés de payer des impôts sur leur lieu de naissance. Ceci encourageait fortement la mobilité, les individus s'efforçaient alors d'abandonner cette catégorie sociale à laquelle ils appartenaient. Le mariage avec les Espagnols et leur descendance (*los criollos*) était aussi un moyen d'ascension sociale. La stratégie privilégiée était donc le métissage tant social que biologique. Les métis se distinguaient des deux autres catégories sociales, car ils n'avaient pas l'honneur de la « pureté » du sang, comme les blancs ; mais ils n'avaient pas non plus de privilèges, tout comme les Indiens. Pour de la Cadena (2006), l'idée que les métis étaient supérieurs aux Indiens est apparue plus tard, par le biais de l'introduction de concepts tels que l'évolution, la civilisation, la race, l'héritage et la descendance, apportés par les Lumières.

La compréhension du métissage comme amalgame, voire comme la fusion des races et des cultures dans une unité qui résulte en quelque chose de nouveau est présente dans l'historiographie ainsi que dans une grande partie de la littérature sociologique produite en Bolivie sur le sujet. Ainsi, Hugo San Martín (1991) fait référence au métissage comme mélange culturel inca et une version créole de la culture occidentale ; Arguedas (1909) postule que le métissage est une maladie, que le métisse est un traître individualiste, incapable de loyauté, même pas vis-à-vis de lui-même. Dans le même ordre d'idées, Federico Ávila (1968) définit le métis bolivien comme l'être le plus malheureux. La figure du métissage comme amalgame a également filtré dans l'histoire de l'art écrite par José Mesa et Teresa Gisbert (1985). De son côté, Franz Tamayo (1910) affirme qu'il n'y a pas de race pure et propose une vision nouvelle sur le métis comme possibilité de régénération qui combinerait l'énergie vitale de l'indien et l'intelligence européenne. Enfin, la conception du métis comme homme nouveau fait référence à l'imagerie nationaliste des années 1950, qui vise à l'homogénéisation culturelle. Carlos Montenegro (1943), l'intellectuel de la révolution nationale, propose que la nation surmonte les forces obscures du passé pour résister à l'impérialisme, tout en prenant comme protagoniste l'acteur national résultant du métissage biologique et social.

Le département de Cochabamba, étant donné la fertilité de ses sols et le climat favorable à la production agricole, même avant l'arrivée des Espagnols, était déjà un territoire interculturel qui recevait des populations de toutes les origines ethniques et géographiques, notamment pour produire le maïs pour l'empire inca et, pendant la Colonie, pour les travailleurs des mines de Potosí. Ceci a imposé la diversité comme un trait caractéristique de la société bolivienne. C'est dans un contexte comme celui de Cochabamba qu'on va trouver la scène idéale pour la consolidation du métissage.

Ici, on parle d'une atténuation de l'opposition coloniale entre Indiens et Espagnols ; dans ce contexte, le métis émerge comme une identité nouvelle, pas nécessairement comme un amalgame. Le métis serait dominant, fluctuant, changeant, ainsi qu'hétérogène.

Broke Larson (1978) affirme qu'au XVIII[e] siècle, les métis dominaient la région de Cochabamba, en raison de la disparition de la propriété privée, l'élargissement du marché et l'expansion du bilinguisme (espagnol/quechua). Pour Larson, cette domination a entraîné une certaine forme de dissolution de la hiérarchie coloniale des races.

De son côté, Silvia Rivera identifie des moments constitutifs[33] du métissage en Bolivie, par rapport à différents horizons ou différents cycles historiques. Ainsi, par rapport à l'horizon colonial, le métissage se présente comme de la violence et de l'agression ; dans l'horizon théorique libéral, le métissage a été associé à la formation de la citoyenneté ; dans l'horizon populiste, on établit l'image du métis en tant que communauté imaginaire. Le métissage serait, ainsi, la version culturelle du processus de la constitution de la citoyenneté (Thomson, 2010, p. 18).

Jusqu'à présent, nous avons vu le métissage comme une pratique sociale qui articule les discours qui lui donnent naissance, ainsi que des discours qui le font fonctionner dans l'optique de la stratification sociale imposée pendant la Colonie. Ainsi, qu'il soit conçu comme une stratégie d'ascension sociale apparente pour se débarrasser du stigmate d'être « indien », comme un amalgame, ou comme une maladie ou une source d'espoir, le métissage ne laisse personne indifférent et a été au centre de controverses entre les acteurs sociaux, les politiciens et les spécialistes des sciences sociales. À ce propos, nous revenons à l'avertissement fait par Silvia Rivera :

> « Le métissage est le discours privilégié pour cacher les traits racistes et coloniaux du conflit et de la domination sociale. En pratique, pour les villageois (*comunarios*) ou plébéiens qui cherchaient à s'échapper du stigmate d'être "Indien" ou "cholo", l'apparence d'une mobilité sociale libre et volontaire cachait, en réalité, des processus douloureux de rupture avec des communautés, des parents et les réseaux territoriaux qui constituaient ses conditions d'existence. Et casser avec des communautés, des parents et les réseaux territoriaux, soit par la force externe soit par auto-imposition, comme une obligation ou un apprentissage de la logique dominante, requiert nier des aspects de sa propre identité et de sa culture ancestrale. » (Thomson, 2010, pp. 16-17)

Dans l'article 9 de la Constitution politique de l'État, on établit comme une des fonctions essentielles de l'État bolivien celle de construire des identités plurinatio-

[33] Les moments constitutifs « sont des moments du passé qui déploient sa force sur le moment présent, soit comme des contradictions diachroniques non résolues, soit comme des schémas d'*habitus* et des comportements collectifs enracinés dans des champs non discursifs » (Rivera, 2010, p. 71). Cet outil conceptuel permet de comprendre la présence de temporalités du passé dans des comportements actuels.

nales sur la base de la décolonisation, entre autres : « Construire une société juste et harmonieuse, cimentée dans la décolonisation, sans discrimination ni exploitation, avec une pleine justice sociale, pour consolider les identités plurinationales » (Asamblea Legislativa Plurinacional, 2009, art. 9).

Dans la section suivante, nous allons nous pencher sur la circulation migratoire comme le nouveau contexte pour d'importants changements dans les subjectivités autour des identifications sociales.

2. La circulation migratoire : entre des villes *éblouissantes* et l'idéal du Vivir Bien

Arrêtons-nous ici pour dédier quelques lignes aux différentes représentations du développement qui se jouent dans la problématique identitaire, de la circulation migratoire et de l'éducation. Le Plan de développement économique et social prône le développement intégral pour Vivir Bien (bien vivre) (Estado Plurinacional de Bolivia, 2015). D'après l'un de plus importants idéologues du gouvernement, Fernando Huanacuni, le Vivir Bien est un ancien paradigme « soutenu dans une forme de vivre en la pratique quotidienne du respect, de la relation harmonique et de l'équilibre, tout en comprenant que tout ce qui existe dans la vie est interconnecté, est interdépendant et est mis en relation[34] » (Huanacuni, 2009, p. 129). En fait, l'article 8 de la Constitution politique de l'État établit que dans les principes éthiques et moraux que promeut l'État se trouve le Vivir Bien décliné dans les différentes cultures autochtones (Asamblea Legislativa Plurinacional, 2009, art. 8.I.). Dans le même sens, l'État le définit comme étant « l'horizon civilisatoire et culturel alternatif au capitalisme et à la modernité né des cosmovisions des nations et peuples indigènes originaires paysans, et des communautés interculturelles et afro-boliviennes, et est conçu dans le contexte de l'interculturalité[35] » (Estado Plurinacional de Bolivia, 2015, p. 4).

En même temps, le chancelier de la Bolivie, David Choquehuanca – expert en cosmovision andine – dira que le paradigme du Vivir Bien cherche la satisfaction des besoins basiques de l'homme, tout en priorisant les fleuves, l'air, les montagnes, les étoiles, les insectes et d'autres êtres vivants (Choquehuanca, 2010, p. 1). Le Vivir Bien n'est pas encore une réalité, mais une tendance qui s'étend peu à peu, ce qui se caractérise par la priorisation de la vie en communauté, la prise de décisions en consensus, le respect des différences, vivre en complémentarité, en équilibre avec la

[34] Traduction libre. Dans le texte original : « Sustentado en una forma de vivir plasmada en la práctica cotidiana del respeto, de la relación armónica y el equilibrio con todo lo que existe, comprendiendo que en la vida todo está interconectado, es interdependiente y está interrelacionado » (Huanacuni, 2009, p. 129).

[35] Traduction libre. Dans le texte original : « El Vivir Bien es el horizonte civilizatorio y cultural alternativo al capitalismo y a la modernidad que nace en las cosmovisiones de las naciones y pueblos indígena originario campesinos, y las comunidades interculturales y afrobolivianas, y es concebido en el contexto de la interculturalidad » (Estado Plurinacional de Bolivia, 2015, p. 4).

nature, la défense des identités originaires et l'union des peuples indigènes, donner plus d'importance aux droits de la Mère Terre qu'aux droits de l'homme. Vivir Bien signifie savoir se nourrir, savoir boire, savoir danser, savoir se communiquer et savoir travailler aussi, signifie la pratique du contrôle social, de la réciprocité, ne pas voler, ne pas mentir, prendre soin des semences, etc.

Bien au-delà de la rhétorique idéaliste qui a été élaborée sur ce que serait le Vivir Bien, en raison d'un ensemble de facteurs sociaux, géopolitiques et climatiques, la Bolivie vit un processus d'urbanisation qui entraîne un profond processus de changement social avec d'importantes nouvelles représentations du développement, ainsi que de nouvelles subjectivités vis-à-vis de l'ascension sociale, économique et, dans le cas de cette contribution, de « l'ascension ethnique ».

Selon les chiffres de l'Institut national de statistiques, en moins de 50 ans, la proportion d'habitants des zones rurales et urbaines en Bolivie s'est inversée, passant de 70 % de population rurale dans les années 1960 à 70 % de population urbaine en 2012. 46 % de cette population habite dans les zones métropolitaines des villes de La Paz-El Alto, Cochabamba, Santa Cruz et ses vingt communes périurbaines (INE, 2014). Parmi les facteurs qui expliquent le départ de la population rurale, on peut citer : la subdivision de la propriété terrienne qui ne permet plus aux producteurs de laisser la terre se reposer assez pour récupérer sa fertilité, la détérioration de la capacité productive de la terre qui provient de l'insertion des paysans au marché des produits agricoles, la surexploitation du sol propre à la monoculture ; l'expansion non durable de la frontière agricole[36] ; la déforestation ; la contamination générée par l'exploitation minière[37] ; et le changement climatique, qui exige le développement de stratégies d'adaptation aux nouvelles conditions climatiques à une vitesse beaucoup plus accélérée qu'auparavant. Les indigènes paysans font face à cet ensemble d'adversités, laissés pratiquement à eux-mêmes, en donnant place à des stratégies liées à des compréhensions ambigües du développement, tant de la part de l'État que de la part des indigènes paysans.

Face au peu de perspectives offertes par les zones rurales et à cause des politiques de développement qui privilégient l'agrobusiness et l'exportation de matières premières (comme dans la Colonie et dans les cycles néolibéraux), les villes se présentent comme la seule alternative potentielle. Située au cœur géographique de la Bolivie, dans les vallées et traversées de la cordillère des Andes, la ville de Cochabamba éblouit les nouveaux arrivés en leur offrant la possibilité d'accéder symboliquement à la globalisation du modèle culturel occidental. Les shoppings, les multiples salles de

[36] Le document *Agenda Patriótica 2025*, qui établit les buts pour le développement de la Bolivie, propose de multiplier par quatre la superficie actuelle cultivée, en dix ans. Voir : Fundación Tierra (2014), « Ampliación responsable de la frontera agrícola. Cómo lograr mayor seguridad y soberanía alimentaria », dans *Propuestas políticas para públicas*, n° 1. La Paz : Fundación Tierra.

[37] Voir : Poveda, P. (2014), *Formas de producción de las cooperativas mineras de Bolivia*. La Paz : CEDLA. Et Arze, C. *et al.* (2014), *Reporte anual de industrias extractivas II. Série : Reporte industrias extractivas Nº 2*. La Paz : CEDLA.

cinéma, les parcs avec des attractions spectaculaires, les restaurants et la croissante construction de « gated communities » (*condominios cerrados*), ainsi que des ponts et distributeurs routiers imposants donnent l'impression de vivre le développement comme synonyme de progrès ; tandis qu'au niveau matériel, la ville ne peut leur offrir que des logements précaires, périphériques, avec des services de base inexistants ou de mauvaise qualité ; l'insécurité sociale ; le chômage, l'auto-exploitation au travail ou le sous-emploi, surtout dans le commerce informel, la construction et les microentreprises. Dans ces conditions, la plupart des migrants ruraux doivent lutter au jour le jour pour atteindre un revenu minimum leur permettant d'habiter en ville ; ils ne peuvent, peut-être, *vivre bien*, et aimeraient, bien sûr, *vivre mieux* que cela.

Dans ce contexte, on ne peut pas parler de migration dans le sens de déménagement définitif d'une unité géographique à une autre ; nous préférons, donc, faire référence au concept de circulation migratoire qui fait référence à la mobilité physique des hommes et femmes, avec leurs itinéraires, leurs moyens de transport et les pratiques – effectives et affectives – déployées le long de l'espace parcouru. Son objectif analytique est de rendre compte du mouvement (Lafleur & Yépez del Castillo, 2014, p. 75[38]).

Dans le cas de la circulation migratoire à Cochabamba, Hinojosa propose de parler d'un savoir spécifique, le « savoir circuler », défini comme une mobilité permanente de la population des sociétés dont la cosmovision est centrée sur la gestion de l'espace. Cette mobilité se caractérise par l'utilisation de différentes zones géographiques et des étages écologiques, « de sorte que les migrations étaient une invariable dans leurs pratiques de survie et de reproduction sociale »[39] (Hinojosa, 2010, p. 18). Aujourd'hui, on observe la spécialisation de la mobilité ; ce sont les plus âgés qui restent dans les communautés et les nouvelles générations commencent à naître et s'installer de manière plus stable dans les villes, alors que les adultes se déplacent selon les opportunités d'un contexte ou de l'autre.

Cet aller-retour permanent entre les villes, les communautés rurales et les populations intermédiaires explique le fait qu'aujourd'hui, les liens entre les zones rurale et urbaine soient si étroits. De fait, dans plusieurs villes en Bolivie – dont Cochabamba –, une grosse partie de la population vit selon des modèles culturels ruraux qui exigent, parmi d'autres mesures, l'expansion des réseaux solidaires d'économie familiale complémentaire. C'est le cas de l'organisation familiale qui rend possible l'accès des jeunes à l'université.

---

[38] Traduction libre. Dans le texte original : « La circulación migratoria hace referencia a la movilidad física de los hombres y las mujeres, con sus itinerarios, sus medios de transporte y las prácticas – efectivas y afectivas – desplegadas a lo largo del espacio recorrido. Su objetivo analítico es dar cuenta del movimiento » (Lafleur et Yépez, 2014, p. 75).

[39] Traduction libre. Dans le texte original : « de tal manera que las migraciones fueron una invariable en sus prácticas de sobrevivencia y reproducción social » (Hinojosa, 2010, p. 18).

3. La mobilité ethnique rendue possible par l'éducation

Dans le processus de réalisation de la recherche doctorale intitulée *Ethnicités dans les processus de catégorisation sociale et d'identification des étudiants universitaires à Cochabamba, dans la conjoncture de la décolonisation de l'État plurinational de la Bolivie*[40], nous avons constaté que la réalisation d'études à l'université, par des jeunes issus de localités rurales quechuas[41] et aymaras[42], n'était pas seulement l'enjeu de traverser des frontières géographiques entre les aires rurales et les villes. Petit à petit, nous avons vu prendre forme l'hypothèse qu'il s'agissait plutôt d'un enjeu de « mobilité ethnique », rendu possible aux yeux des migrants et de leurs familles par la réussite à l'enseignement supérieur, symbolisée par l'obtention d'un diplôme universitaire. Il ne s'agit plus du métissage colonial qui prenait place lors de la ségrégation entre la République des Espagnols et celle des indigènes originaires. Dans ce cas, on affirme son indigénéité tout en étant titulaire d'un diplôme universitaire, qui certifie que le professionnel possède des connaissances non indiennes l'habilitant à travailler en tant que fonctionnaire à l'administration publique de l'État plurinational de la Bolivie ou à des postes privés.

La vie en ville exige certaines qualifications qui se développent grâce à l'éducation scolarisée, mais c'est précisément par le biais de cette éducation que les communautés cultivent des attentes d'acculturation orientées vers la globalisation occidentale, en méprisant les cultures et les langues originaires. On peut dire que le système d'éducation public échoue dans son mandat de renforcer les cultures et langues indigènes, car il est au centre du processus antagonique de dé-ethnisation.

---

[40] La méthodologie de la recherche doctorale était davantage qualitative. Le travail de terrain a compris : l'observation ethnographique (12 mois entre 2010-2013), 14 histoires de vie, 30 autobiographies écrites par des étudiants, 120 entretiens individuels et focus groups avec des étudiants, 10 entretiens avec des représentants des étudiants, 8 entretiens avec des enseignants, 1 groupe focal avec enseignants et 7 entretiens avec des autorités majeures de l'université et du vice-ministère de l'Enseignement supérieur. Nous avons aussi organisé un atelier de recherche qualitative en accord avec l'institut de recherches en sciences sociales de l'université, organisé une conférence nationale universitaire sur l'interculturalité dans l'enseignement supérieur. Nous avons suivi la presse dans le journal local de circulation nationale entre 2010 et 2014. Nous avons formulé et mis en marche deux projets : soutien académique et bourses de diplôme et master pour des jeunes de secteurs populaires et ruraux (FUNPROEIB Andes – SAIH). Nous avons choisi quelques témoignages collectés dans ce cadre pour mieux exprimer les idées ici développées.

[41] Le peuple quechua est la continuation de la civilisation des Incas et est présent en Bolivie, dans les départements de Cochabamba, Chuquisaca et Potosí, ainsi qu'au Pérou, en Équateur et quelques régions de la Colombie et de l'Argentine. Le peuple aymara a été conformé par plusieurs royaumes existant aux alentours des XV^{e} et XVI^{e} siècles dans la région andine. Les Aymaras habitent autour du lac Titicaca (les départements de La Paz et Oruro – en Bolivie, au sud du Pérou et le nord du Chili).

[42] D'après le dernier recensement de population et logement fait en Bolivie (2012), les peuples indigènes quechua et aymara sont les majoritaires : le peuple quechua compte 1 281 116 personnes et le peuple aymara en comporte 1 191 35.

La plupart des enseignants boliviens sont d'origine rurale, de tradition/éducation indigène paysanne. Le métier d'enseignant est très coté par ce segment de la population, car il n'exige que trois ans d'études avec, à la clé, un poste de travail quasiment garanti à vie.

Le rôle d'enseignant chargé d'éduquer les nouvelles générations sous la tutelle de l'État est une mission perçue, par un important pourcentage de maîtres, comme une contribution à la « civilisation » des indigènes paysans originaires et des afrodescendants. Dans ce sens, « civiliser » cette population serait une façon de leur éviter du retard, de les libérer de l'« obscurité » produite par l'« ignorance »[43]. On est ainsi en plein dans le colonialisme qui assume que le savoir occidental est la seule et unique forme valide de connaissance.

Connaître l'espagnol, savoir lire et écrire, dominer les opérations mathématiques basiques ainsi que savoir se débrouiller dans les rues de la ville, le transport public, les marchés, et bien d'autres, font partie du bagage culturel que les jeunes doivent acquérir pour circuler en ville. Ces compétences se développent peu à peu grâce aux séjours temporaires des enfants en ville, lors de voyages effectués depuis l'enfance en vue de la commercialisation de produits agricoles. Plus tard, le service militaire obligatoire deviendra un espace privilégié pour le contact avec le monde globalisé et ses représentations. Mais l'instance qui apporte le plus au développement de ces compétences, année après année, est l'école publique, même si elle est censée favoriser l'intra et l'interculturalité. L'éducation gratuite, disponible tant dans les communautés rurales que dans les villes, s'est toujours montrée très efficace comme passerelle pour l'ascension socioéconomique ainsi que pour l'installation physique de plus en plus permanente en ville. On a constaté que l'accès aux études supérieures peut aussi faire changer les représentations sociales sur la filiation ethnique des jeunes issus de communautés paysannes indigènes.

Tout d'abord, on constate que la présence de ces jeunes a changé la composition sociale de l'université, mais qu'ils n'ont rien changé de plus. À peine entrés à l'université, ils sont soumis à une forte pression homogénéisante. Leurs marqueurs culturels (habitudes, vêtements, langues) sont vite effacés.

> Elena F. : « […] L'institution a commencé à recevoir des indigènes sans se rendre compte. »
>
> Mónica N. : « Exact ! Il [un leader aymara] disait : "Nous sommes là [à l'université], mais vous ne nous voyez pas." »
>
> Elena F. : « C'est clair, on ne les a pas rendus visibles et, même aujourd'hui, on ne va pas les rendre visibles comme tels. Il se peut qu'on les rende visibles, par

[43] Pour approfondir, voir : Navarro, M. (2006). *Políticas de la memoria en la construcción identitaria en Ramada. Aportes para la diversificación curricular*. La Paz : PROEIB Andes – UMSS, Plural.

exemple, comme étant des “paysans”, ou des “jeunes de province” [rurale], ou des jeunes “issus des lycées publics”, en contraste avec ceux issus des lycées privés. Durant les 30 dernières années, l’université a radicalement changé. Auparavant, il y avait majoritairement à l’université publique des gens venant de lycées privés, issus de classe moyenne et aisée. Aujourd’hui, il n’en est plus ainsi. Cette population s’est dirigée vers les universités privées. À l’université publique viennent des jeunes provinciaux. Il s’agit de ceux dont on disait avant qu’ils étaient juste “les autres”. » (Elena F., directrice de planification académique de l’université, 26/11/2014[44])

« Il y en a qui viennent même, disons, des “provinces”, de provinces très lointaines. Des compagnons qui parlent leur propre langue. Il y en a qui ne peuvent même pas bien prononcer l’espagnol. Donc les étudiants qui rigolent, on va dire. » (Emilce V., étudiante en sciences de l’éducation, 28/01/2011[45])

Anabel : « Aux personnes qui viennent du Chapare, je vois qu’il y a des personnes qui se font… un peu… regarder avec du mépris. »

Mónica : « Mais, à part ce regard méprisant, as-tu vu un acte de maltraitance ? »

Anabel : « Non. »

Mónica : « Et qu’est-ce que ces filles du Chapare font face aux regards méprisants ? »

Anabel : « Elles se taisent. Ça, c’est normal. Elles restent en silence, comme ça. »

Mónica : « Et ça vient plutôt de la part des étudiants ou des professeurs aussi ? »

---

[44] Traduction libre. Dans le texte original : « Elena F. : […] La institución ha comenzado a recibir indígenas sin darse cuenta.
Mónica N.: ¡Exacto! Él [un líder aimara] decía “Nosotros estamos ahí [en la universidad] pero ustedes no nos ven”.
Elena F. : Claro no se los ha visibilizado y aún ahora no se los va a visibilizar como tales. Puede que se los visibilice, por ejemplo, como “campesinos” o “chicos de la provincia” o “de los colegios fiscales”, frente a “los de los colegios particulares”.
Lo que ha pasado es que en los últimos 30 años en la universidad eso ha cambiado radicalmente. En realidad, si antes en la universidad había gente de los colegios particulares de la clase media y media alta. Ahora eso ya no hay. Esa población se ha ido a las universidades privadas y aquí han venido todos los chicos que vienen de la provincia y de aquí, de allá. Lo que antes se pensaba lo que eran simplemente los otros, sin saber que eran de que nacionalidad, de que lengua. Jamás la universidad la universidad se ha puesto a pensar » (Elena F., Directora de planificación académica de la universidad: 26-11-2014).

[45] Traduction libre. Dans le texte original : « Inclusive vienen desde las provincias, digamos, de provincias bien alejados [sic]. Compañeros que hablan sus propios idiomas. Hay otros que ni siquiera pueden pronunciar bien el castellano; entonces, los mismos estudiantes se ríen, digamos » (Emilce V., Estudiantes Cs. Educ.: 28-01-2011).

> Anabel : « Les professeurs aussi. […] Ils les maltraitent en leur disant “imillas”[46], dans leur langue. » (Anabel F., étudiante 4e adm. emp., 15/11/2012[47])

Les familles nombreuses qui pratiquent la circulation migratoire ont fortement besoin des apports de leurs enfants, surtout des jeunes, que ce soit en force de travail ou en cash. *A contrario*, au cours de leurs études, les universitaires représentent principalement des dépenses pour leurs familles. C'est, néanmoins, un coût que les familles sont prêtes à payer pour voir leurs enfants se détacher du stigmate d'être indigène paysan, pour qu'ils soient perçus comme des « professionnels », une identité positive dans les représentations sociales. Grâce à la reconnaissance sociale[48] que les études universitaires apportent et malgré l'investissement monétaire et personnel qu'elles impliquent, les jeunes diplômés arrivent à mettre en valeur leur identité professionnelle, au-dessus de leurs traits culturels et phénotypiques, mis en exergue avant leur passage par l'université, pour les subordonner.

> « Moi, je donne cours en économie, là il n'y a pas de problème. En sciences politiques et droit, oui. En sciences politiques j'ai demandé, par exemple : “Qui vient grâce au programme d'admission spéciale[pour les jeunes d'origine indigène paysanne] ? Personne ne lève le bras. Alors que moi, je sais que 70 % sont de ce programme de bourses. Alors, j'ai demandé : “Qui parle le quechua ?”… Personne… ! Alors que je sais que 70 %, voire 80 %, parlent le quechua. » (Waldo J., vice-recteur de l'université, 22/11/2012[49])

> « Et ben, en général, je vois d'habitude, continuellement, de la discrimination au programme. Par exemple […] un groupe qui était en train de se balader, ainsi, en

[46] En quechua « imilla » veut dire « fille ». Dans le contexte urbain, en espagnol, ce mot est utilisé pour désigner avec mépris les filles qui viennent de zones rurales, notamment les quechuas.

[47] Traduction libre. Dans le texte original : Anabel: A las personas que vienen del Chapare. Veo que algunas personas … medio que los miran… con desprecio.
Mónica: ¿Y has visto aparte de la mirada algún acto de maltrato?
Anabel: No.
Mónica: ¿Y cómo hacen esas personas del Chapare cuando las miran con desprecio?
Anabel: Se quedan calladas. Eso es normal. Así, se quedan calladas.
Mónica: ¿Y es más de parte de los estudiantes o también los docentes?
Anabel: Los docentes también.[…] Ellas les maltratan, les dicen “imillas” en sus idiomas” (Anabel F., Est. 4º Adm. Emp.:15-11-2012).

[48] Cette reconnaissance est tellement forte que lors de l'information sur des faits divers dans les médias, où de jeunes universitaires ou professionnels sont impliqués en tant que victimes, les journalistes soulignent à plusieurs reprises le fait qu'il s'agit de jeunes gens liés à l'université, comme si cela donnait plus de valeur à la personne.

[49] Traduction libre. Dans le texte original : « Yo dicto clases en Economía, allá no hay problema. En Ciencia Política y Derecho sí. En Ciencia Política yo he preguntado Por ejemplo : '¿Quiénes son del programa de becas individuales? [para los jóvenes de origen indígena campesino]” Nadie levanta la mano. Yo sé que el 70 % es del programa de becas. Entonces he preguntado: '¿Quiénes hablan quechua? Y nadie ha levantado la mano. Yo sé que el 70 %, no, 80 % habla quechua » (Waldo J., Vicerrector de l'université, 22-11-2012).

> discutant et en rigolant, lorsqu'ils voient un autre petit groupe, disons, avec un look… on va dire…, "de paysans", disons, ils commencent à se moquer d'eux, en disant : "Mais qu'est-ce que ces paysans viennent faire ici, pourquoi ne rentrent-ils chez eux ? Ils peuvent soit étudier là-bas, soit faire d'autres choses. Qu'est-ce qu'ils viennent faire ici, à l'université ? Ce sont des gens qui se sont inscrits à l'université grâce à la bourse du programme spécial, et ce sont des bons à rien." Et ainsi de suite. » (Henry V., étudiant en sciences de l'éducation, 22/11/2012[50])

Avec la mise en avant d'arguments liés à l'origine indigène pour la discrimination des étudiants à l'université, on est face à des arguments coloniaux qui vont totalement contre la construction d'un État plurinational. Dans ce contexte, il est exceptionnel, voire surprenant qu'il y ait des étudiants qui revendiquent leurs origines indigènes paysannes.

> Sonia : « Moi, je connais un copain qui me dit : "Je dois aller à Punata. J'ai à faire la récolte." Il n'oublie pas ses racines. »
>
> Lilian : « Cela arrive lorsque les copains qui viennent vraiment des provinces, si on peut dire ça. Par exemple, j'ai eu – dans mon cours – la possibilité de partager quelque chose. Ils font des foires, ils font de la culture de produits. Donc, ils nous invitaient : "Les filles, on a la foire du pain, allons-y, on va manger à Arani" ; soit on nous invite à Mizque pour la foire des fruits. Je ne sais plus, la Toussaint. Et comme ça dans plusieurs provinces. Donc, ça c'est bien, qu'il y ait des gens qui habitent dans des provinces, et viennent pour étudier ici, mais qui maintiennent leur culture. » (Focus group, sciences de l'éducation 1, 17/01/2011[51])
>
> « Moi, j'ai vu deux ou trois exemples vraiment très clairs. Un […] c'était une de ces personnes qui n'ont pas de honte et qui savent qui elles sont. "Moi, je suis comme ça. Je suis quechua, je parle le quechua [je suis] fier." En deuxième lieu, il y a aussi des gens que l'université change petit à petit. Ils diraient : "Avant, je venais chaussé de mes petites *abarcas* [sandales paysannes], avec mon petit

[50] Traduction libre. Dans le texte original : "Bueno, generalmente, yo suelo ver continuamente discriminación en la Carrera. Por ejemplo, […] ese grupo que estaba andando, digamos, así hablando y riendo, cuando ven a otro grupito, digamos, que ven su apariencia medio del campo digamos en el momento empezaban hacerse la burla diciendo: 'Estos campestres qué hacen aquí. ¿Por qué no se van a su pueblo y estudian ahí? o cualquier otra cosa. ¿Qué tienen que estar viniendo aquí a la universidad? Entonces, son gente que han entrado con el programa de admisión especial y que son inútiles'. Y cosas así hablan" (Henry V., estudiante Ciencias de la Educación: 22-11-2012).

[51] Traduction libre. Dans le texte original : « Sonia : Conozco un compañero que me dice: "Tengo que ir a Punata, tengo que ir a cosechar", no se olvida de sus raíces.
[L]ilian: Eso pasa cuando son compañeros que son realmente de provincias, se puede decir. Por ejemplo, yo he tenido -en mi aula- he tenido la oportunidad de compartir algunas cosas. Hacen ferias, hacen cultivos. Entonces, nos invitaban: 'Chicas tenemos feria del pan, vamos a comer a Arani'; o sino, en Mizque de la fruta ¿Qué sé yo, en Todos Santos así, en diferentes provincias. Entonces, eso es lo bueno que hay personas que viven en provincias, que vienen de su provincia a estudiar aquí pero que aun así mantienen su cultura. » (Grupo focal Ciencias de la Educación 1: 17-01-2011)

> chapeau…" Mais en deuxième, troisième année d'études, ils commencent à venir avec des jeans, avec les cheveux teints. Ce sont des changements considérables venus du contexte. […] Les étudiants changent leur identité et voilà qu'ils ont feint d'être d'autres pour pouvoir être acceptés et ne pas être discriminés. Enfin, il y en a qui sont dans un aller-retour. Ils s'identifient des fois par ci, des fois par là… » (Federico Ch., étudiant 6e semestre en sciences de l'éducation, 01/12/2010[52])

Ces jeunes sont acceptés à l'université d'une façon fragmentaire, leurs corps sont déjà à l'université – grâce aux changements décrits ci-dessus –, mais l'institution, symbole du savoir occidental, reste monoculturelle et ne pratique pas le pluralisme cognitif. La diversité culturelle est encore et toujours vue comme un problème et non comme une possibilité réelle de mettre en pratique le pluralisme culturel.

Les jeunes issus de communautés originaires paysannes indigènes font, en effet, flamber les chiffres, mais rien n'a changé dans les cursus : les syllabus n'ont pas intégré le quechua ni l'aymara comme langues d'enseignement ; les épistémologies indigènes sont exclues comme façon de connaître ; enfin, les savoirs dans plusieurs domaines, que les communautés originaires ont construits le long de milliers d'années, n'y comptent pour rien. On voit ainsi la *colonialité* du savoir régner à l'université, avec comme conséquence de profonds problèmes académiques pour les étudiants, des difficultés pour comprendre la littérature scientifique, un haut taux de répétition, d'abandon et d'échec.

Les témoignages analysés ci-dessus montrent à quel point le mode de domination établi pendant la colonie est encore prégnant. La distinction « raciale » coloniale opère toujours, dans la classification sociale des indigènes en tant que « les autres », base pour leur domination. Mais ce mode de domination recouvre aussi une forme de colonialisme interne, puisque les indigènes eux-mêmes font des efforts pour ressembler aux élites dominantes. C'est là qu'on voit que les changements qui ont été jusqu'à présent accomplis par le gouvernement vers le plurinationalisme de l'État bolivien sont encore superficiels ou temporaires, car ils n'ont pas encore modifié les critères de classification sociale.

Avec le gouvernement d'Evo Morales, une ouverture temporaire a vu le jour. D'un côté, nous avons vu que les parents et les jeunes scolarisés voient qu'il ne faut pas forcément avoir fait des études universitaires pour « réussir ». En effet, plusieurs fonctionnaires publics de l'administration de Morales ne sont pas passés par l'uni-

[52] Traduction libre. Dans le texte original : "Yo he visto dos o tres ejemplos así, bien claros. Uno […] era una de esas personas que no les da vergüenza y saben quiénes son. Yo soy así, 'Yo soy quechua, hablo quechua'. [Yo estoy] orgulloso. En segundo lugar, hay personas a las que la universidad les va cambiando poco a poco. [Ellos dirían :] 'Yo venía con mi abarquita, con mi sombrerito… '. Pero en tercero o cuarto semestre ya venía con pantalón jean, tenía el pelo teñido. Son cambios trascendentales que te da el mismo contexto. […] Los estudiantes han cambiado su identidad y han fingido ser otros para poder ser aceptados y no discriminados. Y finalmente, hay otra clase de gente están en un vaivén. Unas veces se identifican por aquí y otras veces por allá." (Federico Chino, Estudiante 6º Sem. Ciencias de la Educación: 01-12-2010)

versité, mais ont suivi les voies syndicales et appartiennent aux mouvements sociaux ou au parti politique du gouvernement[53]. De l'autre côté, certains jeunes indigènes diplômés ont su négocier leur double affiliation aux peuples indigènes, d'une part en tant qu'identité originaire, et à l'identité blanchissant de l'autre, en vertu de leur passage par l'université. Cet ensemble identitaire se configure comme idéal pour trouver un poste de travail dans l'administration publique en dehors de la simple affiliation syndicale vide de qualifications techniques.

Pour finir…

Enfin, de même que l'économie n'est pas un enjeu purement économique, car elle a d'importantes conséquences sociales, l'affirmation des identités sociales n'est pas non plus un enjeu purement subjectif. Comme nous l'avons constaté dans ce chapitre, un modèle économique qui déclare avoir comme but le Vivir Bien et qui, dans les faits, s'oriente vers l'*extractivisme* de matières premières et l'agrobusiness, génère les conditions idéales pour qu'à un niveau identitaire, le système de domination coloniale, basé sur la discrimination raciale, perdure. Pour cela, il promeut, chez les jeunes, le désir d'obtenir la mobilité ethnique.

Bien que les peuples indigènes aient acquis de nombreux droits en leur faveur et que de nombreux anciens leaders indigènes occupent des postes dans l'administration publique, dans les faits, le mode de domination coloniale basé sur la reconnaissance de privilèges en fonction de certains traits est toujours prépondérant de nos jours.

Le modèle de développement bolivien qui vise le Vivir Bien ne peut se passer des négociations identitaires qui prennent place à l'intérieur de l'université publique, puisqu'elle est traversée par des expectatives de développement qui témoignent de la vitalité de la colonialité et de la définition du développement comme synonyme de progrès.

Bibliographie

Arguedas, A., 1982, *Pueblo enfermo*, La Paz : La Juventud, 326 p.

Asamblea Legislativa Plurinacional, 2009, *Constitución Política del Estado*, La Paz : Gaceta Oficial de Bolivia, 107 p.

Ávila F., 1968, *Los nuevos Viracochas,* Madrid : Gráficas Reunidas, 438 p.

Estado Plurinacional de Bolivia, 2015, *Plan de desarrollo económico y social Estado Plurinacional de Bolivia en el marco del desarrollo integral para vivir bien 2016-2020,* La Paz : Estado Plurinacional de Bolivia, 216 p.

[53] Il y a même le sentiment que les descendants de blancs ont eu, par privilège, accès à l'éducation supérieure. Dans cette logique, le fait d'être porteur de hauts diplômes d'universités étrangères est un signe d'aliénation culturelle et d'avoir été privilégié, à la différence des classes populaires.

Gisbert, T. & Mesa, J., 1985, « El Arte del siglo XVII en Perú y Bolivia », in *Summa Artis Arte Iberoamericano desde la colonización hasta la independencia,* vol. XXIX, Madrid : Espasa Calpe.

Hinojosa, A., 2009, *Buscando la vida: familias bolivianas transnacionales en España*, La Paz : CLACSO et Fundación PIEB120 p.

Huanacuni, F., 2012, « Vivir Bien/Buen Vivir filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales », in Arkonada K. (dir.), *Transiciones hacia el Vivir Bien o la construcción de un nuevo proyecto político en el Estado Plurinacional de Bolivia* (pp. 127-150), La Paz : Estado Plurinacional de Bolivia, Ministerio de Culturas.

Choquehuanca, D., 2010, « 25 postulados para entender el "Vivir Bien" », in *Periódico La Razón*, 08/02/2010, La Paz : La Razón, 5 p., en ligne [http://www.rebelion.org/noticias/2010/2/100068.pdf], consulté le 05-05-2014.

Lafleur, J.-M. & Yépez del Castillo, I., 2014, « Transnacionalismo y circulación migratoria: dos visiones para repensar el vínculo entre migración y desarrollo », in G. Herrera (dir.), *El vínculo entre migración y desarrollo a debate. Miradas desde Ecuador y América Latina* (pp. 71-94), Quito, ARES, UCL, ULG, Flacso.

Larson, B., 1978, *Economic decline and social change in an agrarian hinterland Cochabamba in the late colonial period*, Thèse doctorale présentée à l'Universidad de Columbia, United States of North America, pp. 71-93.

Montenegro, C., 1943, *Nacionalismo y coloniaje,* La Paz : Los amigos del libro, 235 p.

Orellana, L., 2016, *Resurgimiento y caída de la gente decente. Un sendero en la formación de una clase-etnia dominante en Bolivia (1940-2003)*, La Paz : Muela del Diablo, 371 p.

Rivera, S., 2010, *Violencias (re)encubiertas en Bolivia*, La Paz : Piedra Rota y La mirada salvaje, 239 p.

San Martín, H., 1991, *El palenquismo: movimiento social, populismo, informalidad política*, La Paz : Los amigos del libro, 188 p.

Tamayo, F., 1910, *Obra escogida. (Creación de la pedagogía nacional)*, Caracas : Biblioteca Ayacucho, 250 p.

Thomson, S., 2010, « Claroscuro andino: Nubarrones y destellos en la obra de Silvia Rivera Cusicanqui », in Rivera S., *Violencias (re)encubiertas en Bolivia* (pp. 7-25), La Paz : Piedra Rota y La mirada salvaje.

Nuevas perspectivas para el estudio de la movilidad

Migraciones desde América Latina y en las interconexiones a escala global

Isabel Yépez del Castillo, Patricia Ramos
et María Mercedes Eguiguren

Resumen

El presente artículo propone una reflexion sobre nuevos enfoques y posibilidades teóricas que se presentan para el estudio de la migración, partiendo de cuatro dimensiones analíticas: las escalas involucradas en los estudios de la migración, las conexiones entre movilidad interna e internacional, la familia y la subjetividad. El trabajo se nutre de los aportes de recientes investigaciones sobre procesos migratorios en la región andina, y se sitúa desde ahí para emprender una reflexión más amplia que busca articularse a los aportes que se están planteando para la comprensión de la migración y la movilidad.

Résumé

Cet article propose une réflexion autour de nouvelles approches et perspectives théoriques dans l'étude de la migration, privilégiant quatre champs analytiques : les échelles utilisées dans les études de la migration, les connexions entre mobilité interne et internationale, la famille et la subjectivité. Ce travail se base sur les apports de recherches récentes sur les processus migratoires dans la région andine en dialogue avec des perspectives analytiques orientées à mieux comprendre la migration et les mobilités contemporaines.

Introducción

A partir de la década de 1990, el enfoque transnacional transformó los paradigmas para el estudio de las migraciones internacionales. Uno de sus mayores aportes fue la crítica al nacionalismo metodológico (Wimmer y Glick Schiller, 2003), que invitaba a cuestionar la unidad de análisis en los estudios migratorios, que de manera predominante ubicaban a sus objetos de estudio en el Estado-nacional. Paralelamente en Europa, y sobre todo desde aportes de académicos francófonos, cuestionamientos similares se habían realizado a partir de investigaciones que no se centraban en migraciones convencionalmente entendidas (un movimiento único de un origen nacional

a un destino en otra nación), sino en procesos de circulación migratoria (Lafleur y Yépez del Castillo, 2014).

Después de casi tres décadas en que estos nuevos enfoques se han introducido en la literatura sobre migraciones, contamos con un enorme número de investigaciones que han respondido a estos desafíos centrándose ya no en los Estados como espacios exclusivos donde se desarrolla la vida social, sino en los propios migrantes y los vínculos y conexiones que ellos producen o permiten entre los países o localidades de origen y de destino (Portes, Guarnizo y Landolt, 1999 ; Portes y Guarnizo, 1991 ; Guarnizo, 2003 ; Levitt y Glick Schiller, 2004 ; Pessar y Mahler, 2003)[54] ; así como en los efectos sociales de estos procesos: la formación de *comunidades transnacionales*, *campos sociales transnacionales* o *espacios sociales transnacionales* (Pries, 2011).

Desde el mundo anglófono, el llamado paradigma de las movilidades (mobility turn), acuñado desde hace más de una década por los sociólogos Mimi Sheller y John Urry (2006), ha inspirado diferentes estudios y múltiples debates (Castels, 2010, Faist, 2013).

Esta perspectiva parte de una crítica a la teoría social, asentada, según los autores mencionados, en una suerte de "sedentarismo académico", anclado en diferentes formas de nacionalismo territorial, que ha impedido ir más allá del Estado-Nación. La propuesta es operar, en la teoría social, un "giro espacio temporal", orientado a comprender las modalidades emergentes de lo social, reemplazando categorías hegemónicas como "orden social", "estructura" ; o "región", por el análisis de "redes", "flujos", "fluidos", "focalizando la atención en el movimiento y la movilidad de las personas y los sistemas de objetos, frente a las formas 'a-móviles' de la ciencia social anterior" (Urry, 2007, p. 19, citado por Purcelle y Feldmmann, 2017). Este nuevo paradigma, centrado en el movimiento y en las movilidades, formula como hipótesis de base que todos los lugares y los sujetos están relacionados a redes que los conectan con espacialidades diferentes, sean estas cercanas o remotas.

Es innegable que la perspectiva "mobily turn" posee un valor heurístico para el estudio de "movilidades emergentes", como aquellas de los migrantes altamente calificados analizados por Cécile Giraud en la cuidad global de Bruselas (Giraud, 2017), en la medida que ayuda a analizar el carácter movil de lo social para ciertas categorías de la población, sin embargo no debemos olvidar que el sueño cosmopolita de la libre movilidad en un mercado de trabajo global corresponde solamente a una pequeña elite de trabajadores altamente calificados (Castels, 2012), y que continua siendo vigente un paradigma critico que permita explicitar los mecanismos subyacentes a la producción de desigualdades presentes los procesos de movilidad social y geográfica (Faist, 2013).

[54] Efectivamente, el número de investigaciones realizado desde la perspectiva transnacional en los estudios de migración es sumamente amplio. Las referencias proporcionadas corresponden solo a algunos de los textos más influyentes y conocidos en esta línea.

Sin olvidar, como bien anota Margarita Barañano (2013), que el enfoque "mobily turn, limita su fuerza analítica, al dicotomizar entre los espacios de 'lo sedentario', 'lo territorial y 'lo inmóvil', por una parte, y los espacios de la 'movilidad', por otra parte dejando de lado", en parte, "la tarea de repensarlos a partir de los procesos de diversificación, resignificación y reconfiguración multiescalar y multidireccional" (*op. cit.*, p. 4).

Paralelamente a este tipo de estudios también se ha venido desarrollando una línea de trabajos cuyo principal interés no es documentar empíricamente el transnacionalismo, sino más reflexionar sobre el grado en el que efectivamente se ha llegado a superar el nacionalismo metodológico en los enfoques y categorías de análisis empleados en los estudios sobre migración (Guarnizo, 2003). Esta línea de análisis, sin embargo, aún recibe menos atención que la anterior, lo cual nos hace ver que el desafío de encontrar nuevas entradas analíticas para la comprensión del desplazamiento de personas a través del espacio sigue vigente.

Partiendo de estas reflexiones sobre la literatura reciente, el presente artículo propone tres dimensiones que consideramos centrales para abordar desde una perspectiva renovada el estudio de las migraciones en su heterogeneidad y complejidad.

En primer lugar, argumentamos que en los estudios de la migración generalmente se ha problematizado poco la cuestión de la escala: aún cuando se incorporan las críticas al nacionalismo metodológico, se pasa frecuentemente a estudiar una localidad, o a pensar la migración como algo que ocurre entre dos localidades. Planteamos entonces que es fundamental repensar la escala, pero también tomar en cuenta las relaciones entre escalas. De la discusión anterior deriva una comprensión de la migración como movilidad, más allá de un solo origen y de un solo destino. Buscamos mostrar que las migraciones se presentan de manera diversa en los territorios, y que muestran relaciones entre escalas.

Otra dimensión clave que encontramos en nuestros estudios es la conexión entre movilidades internas e internacionales, tanto en trayectorias individuales o familiares de migración, como en los espacios.

La familia es un lugar estratégico para el estudio de la movilidad, y así aparece en nuestras investigaciones, desde dos entradas: primera, las mujeres y su rol en la familia. Cuestionamos la apuesta convencional por entender los procesos migratorios de las mujeres asumiéndolos como necesariamente familiares (Ramos, 2014). La segunda, desde el cambio intergeneracional que revela las propias transformaciones de la movilidad a nivel familiar (Eguiguren, 2015). Planteamos así la necesidad de complejizar la idea de que la migración es un "proyecto familiar". Sin desconocer la centralidad de la familia en procesos migratorios como los que estudiamos, proponemos tomar a la familia no como una entidad definida de antemano, sino estudiar sus especificidades a partir de las experiencias migratorias.

Planteamos que la subjetividad en sí misma constituye una dimensión a explorar, pero que ésta no se reduce a los modelos de "individuo" o de toma de decisiones estáticos de las teorías sobre migración más convencionales, sino que una comprensión de la subjetividad pasa por situarla tanto en su localización espacio-temporal, como desde las dimensiones constitutivas del sujeto: principalmente, el género.

A continuación desarrollamos estas reflexiones que se fundamentan en trabajos de investigación realizados a partir de "miradas cruzadas" entre el Norte y el Sur[55].

1. La cuestión de la escala en el estudio de las migraciones

Para pensar las escalas desde una perspectiva social es preciso remitirse a la idea del "espacio como un producto" resultado de interacciones (Lefebvre, 1978, p. 55). Esto implica dinámicas articuladas que producen sentido de forma permanente en función de intereses (Lefebvre, 1978 ; Smith, 2002, y otros), es decir, una producción espacial que guarda estrecha relación con el sistema económico y su engranaje productivo y reproductivo (Lefebvre, 1978, p. 59) en distintas escalas a nivel local, nacional y mundial.

En la producción del espacio se analizan tres niveles: la reproducción biológica en la familia, la reproducción de la fuerza de trabajo en la clase obrera y las relaciones de producción (Lefebvre, 1978, p. 91). De esta forma, al ser el espacio un producto hay que abordarlo también como un proceso social en el que interactúan instituciones políticas, religiosas y sociales, entre ellas la familia vista como el centro de prácticas sociales y de reproducción (1978, p. 94), en las cuales se pueden observar a los protagonistas, sus roles y "las imágenes y símbolos que lo acompañan" (Lefebvre, 1978, pp. 98-99). Este modelo es parte del "giro geográfico" referido por Smith a "la búsqueda de maneras de expresar temas sobre diferencia y diversidad, fragmentación y disociación" (2002, p. 131) y con el que se supera la visión de un orden escalar estructurado mediante jerarquías estables. De esta forma se trasciende la división típica entre escala familiar, local, regional, nacional e internacional, así como la reificación y fetichización del espacio (Smith, 2002, p. 141). Las escalas, anota dicho autor, se construyen a partir de la negociación de las diferencias cuyos límites "son forjados y reforjados en la práctica social" (2002, p. 142).

[55] Se trata fundamentalmente de nuestras investigaciones sobre migraciones y movilidad en el circuito migratorio conformado entre Bolivia e Italia (Yépez del Castillo y Marzadro, 2014) y entre Ecuador, Estados Unidos y Europa (Ramos, 2014; Eguiguren, 2015), realizadas en el marco de proyectos de colaboración entre universidades belgas y latinoamericanas. No obstante, estas reflexiones no se alimentan únicamente de estas investigaciones, sino también de los diálogos con otros investigadores del campo de las migraciones que han surgido del trabajo en estos centros, y cuyas líneas de investigación dan cuenta de la importancia que toman en años recientes los ejes analizados en este trabajo para el estudio de las migraciones.

Estos procesos escalares son observables en las identificaciones, auto identificaciones, adhesiones y rechazos de enclaves étnicos en los que "la escala de la lucha y la lucha por la escala son dos lados de la misma moneda" (Smith, 2002, p. 142). Los límites políticos nacionales no impiden esta interacción para la producción escalar en la cual los protagonistas pueden ser agentes individuales o institucionales-empresariales. Esta visión no ha sido suficientemente explorada en el análisis de las migraciones internacionales, aunque sí desde las geografías de género y migraciones y la perspectiva transnacional.

En los estudios de geografías de género y migraciones, las escalas constituyen una categoría de análisis multinivel que articula lo macro, meso y micro escalar. En ese sentido la noción de geografías de género y poder (Pessar y Mahler, 2003 y 2006), identifica distintas instancias escalares relacionales en las cuales las personas perciben, conciben y viven experiencias articuladas directa e indirectamente a la migración internacional.

Desde las geografías de género y poder se analiza las trayectorias en contextos donde la institucionalidad organiza la ocupación y producción de espacios en distintos niveles escalares de convivencia y socialización, como el Estado, la Iglesia, la familia (escalas sociales y espaciales). Se toma en cuenta las diferenciaciones sociales según la clase, la raza y el sexo (escala de posición social), y se profundiza en las capacidades de respuesta de las personas (escala geometrías de poder), las cuales estarán influidas por sus particularidades socio económicas y su contexto.

De acuerdo a nuestras investigaciones en contextos de partida de la migración internacional, y en donde además hay otros procesos de movilidades, proponemos enfatizar en el análisis de cómo los aprendizajes de las migraciones internacionales se enlazan con los aprendizajes de las experiencias locales y generan distintos tipos de respuestas. El concepto de "geometrías de poder" sintetizaría estos procesos.

Una visión de género y escalas en migraciones internacionales nos permite establecer que aquella producción de espacios claves como la familia, la comunidad local, la iglesia o el Estado son parte de procesos sociales enmarcados en sistemas económicos en los que no solo tenemos una división sexual del trabajo sino también en términos de género, generacional, racial y otros clivajes, los que a su vez inciden en el capital con el que mujeres y hombres enfrentan el fenómeno migratorio.

2. Conexiones entre movilidad interna e internacional: espacios y trayectorias

De la mano del enfoque transnacional en los años noventa, los estudios de la migración se volcaron hacia las migraciones internacionales, relegando las migraciones internas. Sin embargo, también desde la perspectiva transnacional se ha señalado esta ausencia de las migraciones internas, y se ha contribuido con trabajos que muestran

la importancia de considerar otros procesos de movilidad (Durand, 1986 ; Rivera Sánchez, 2012).

En el caso Latinoamericano las experiencias de movilidad generalmente combinan migraciones internas e internacionales. Esto se relaciona con varios factores, como aquellos de orden histórico: se ha mostrado que los desplazamientos espaciales entre localidades andinas devienen de prácticas ancestrales en el marco de la llamada cultura de movilidad enlazada a la subsistencia, a saber, el trabajo temporario en cultivos en zonas aledañas o traslados definitivos empujados por aspectos climáticos o políticas de repoblación[56] (Pérez, 2012 ; Deler, 2007). En ese sentido Rivera Sánchez señala que: "[e]n América Latina, las movilidades interregionales y las migraciones internas formaron parte estructural de la conformación de los territorios y la geografía contemporánea" (2017, p. 38).

Para la autora el concepto de circuitos migratorios brinda una posibilidad de integrar a las migraciones internas e internacionales en los estudios de migración. Con un marco teórico que articula la perspectiva transnacional con trabajos más antiguos que se ocupan de la circulación de personas, esta autora plantea entender a los circuitos migratorios como sistemas complejos de movimiento, intercambio e interconexión de personas, objetos materiales, capitales, símbolos y cultura (*idem*). De este modo, la autora propone centrarse en tres dimensiones de los circuitos migratorios: las conexiones entre las localidades o espacios que están inmersos en estos circuitos, las "dinámicas de los flujos de población", que incluyen los patrones de movimiento y permanencia de las poblaciones que construyen circuitos migratorios ; y el movimiento de símbolos junto con el establecimiento de "prácticas identitarias" (*ibíd.*, p. 12).

Se entiende que estas dimensiones están interrelacionadas. Las conexiones entre espacios localizados en diferentes circunscripciones se hace evidente al mirar los distintos tipos de circulación que entre ellas existen ; de manera que el ir y venir frecuente de personas, medios de transporte, el intercambio de objetos y mercancías, y otras formas de comunicación entre los lugares nos muestran la intensidad de los vínculos entre localidades.

Lo dicho anteriormente se relaciona con la cuestión de la escala y su rol en la producción de espacios interconectados a partir de las migraciones internacionales. Un análisis que ponga atención a las conexiones entre espacios nos lleva a entender cómo las escalas se construyen y reconstruyen de manera dinámica, de modo que, por ejemplo, una escala transnacional producida a través de intensas relaciones entre espacios distantes físicamente, es a veces más influyente en determinadas sociedades que la escala nacional.

---

[56] Diversos estudios plantean que en la región andina existen patrones de movimiento poblacional que se han sostenido, con variaciones, desde la época precolonial (ver Murra, 1975 ; Deler, 2007 ; Cortes, 2000), y por lo tanto, son anteriores a la formación de los Estados nacionales y desde luego, a la noción moderna de "migración".

En nuestras investigaciones sobre la región andina, hemos encontrado que es particularmente relevante estudiar las experiencias migratorias sin introducir un corte entre la migración interna y la migración internacional. En efecto, en Ecuador (Ramos, 2014 ; Eguiguren, 2015) y Bolivia (Yépez del Castillo, Ledo y Marzadro, 2011 ; Ledo, Yépez del Castillo y Lafleur, 2014) vemos que la migración no constituye un movimiento único y puntual entre dos lugares, sino que adquiere un contexto y un sentido determinado en el marco de la trayectoria migratoria, es decir, de un cúmulo de movimientos entre lugares de origen y de destino que se van produciendo a lo largo del ciclo de vida de los sujetos.

Al centrarnos en las trayectorias migratorias y circulatorias, optamos por un nivel de análisis micro-social. Esto no quiere decir que queden relegadas dimensiones macro-sociales, como las estructuras sociales y económicas, los regímenes políticos o el contexto histórico. Por el contrario, proponemos que las trayectorias migratorias de los sujetos, pueden precisamente contribuir a dar cuenta de las articulaciones que existen entre procesos históricos de larga duración, como la formación del capitalismo global, y los tiempos vitales de los hombres y mujeres. Dichas articulaciones se revelan, por ejemplo, al descubrir cómo una trayectoria migratoria particular no está solamente determinada por la economía global (crisis, recesiones, división internacional del trabajo) o la política de los Estados nacionales, sino que estas fuerzas se combinan con la forma en que los sujetos las comprenden desde sus posiciones sociales y espaciales, sus motivaciones y deseos.

Seguir las trayectorias de los migrantes también permite llegar a diferentes hallazgos sobre la producción del espacio que resulta de la movilidad. Así por ejemplo, Ramos (2014) muestra que los espacios fronterizos se producen no tanto a través del establecimiento de límites y divisiones territoriales, sino a partir de dinámicas de encuentro e intercambio de diversas identidades y prácticas sociales ; de manera que en la frontera no encontramos distinciones nítidas entre migraciones internas e internacionales, ya que los procesos de movilidad de las mujeres comparten comunes condiciones de precariedad, que no se reducen a la condición de migrante internacional o nacional - condición de ciudadanía o extranjería (Ramos, 2014, 2009).

Por su parte, al examinar trayectorias migratorias que combinan desplazamientos internos e internacionales, Eguiguren (2015) encuentra que estas trayectorias pueden comprenderse como resultado de relaciones de poder, principalmente de la lucha entre proyectos políticos que buscan ordenar jerárquicamente los espacios. El desarrollo de formas de intercambio y conexión entre localidades puede verse en ese sentido como una forma de contestar la producción de espacios periféricos, subordinados a otros centrales.

Por último, planteamos que al integrar formas de migración interna e internacional en las investigaciones, se puede ir más allá de documentar eventos particulares de migración, para contribuir a la comprensión de las diferentes formas de movilidad que se practican en un espacio. Esto da lugar a un análisis de la relación entre “logiques

territoriales" y movilidad (Cortes et Faret, 2009, p. 13), relación que es central para la comprensión de las propias migraciones: « [...] la question de l'articulation des circulations avec le fonctionnement à différentes échelles des espaces sur lesquels elles se produisent est un élément fédérateur pour la compréhension des flux contemporains » (*ibid*.).

3. La familia

Históricamente la dimensión familiar ha captado la atención de los estudios de migración en general y de migración, género y desarrollo en particular. En el caso latinoamericano distintas categorías de análisis han sido producidas a partir de las investigaciones sobre migración internacional, las cuales profundizaron primero en los impactos del fenómeno en las estructuras y organización familiar y luego en las relaciones entre los miembros de la familia (Herrera, 2012).

Para plantear el debate sobre la familia en las dinámicas migratorias cabe recordar la noción y dinámicas convencionales que nos hablan de un hogar nuclear, heterosexual, unido en un espacio físico. En este hay el supuesto de relaciones armoniosas entre un hombre proveedor que sale de la casa a buscar el sustento incluso a largas distancias, una mujer dependiente dedicada al cuidado del hogar y la familia, e hijos subordinados ante una "división moral del trabajo" (Fuller, 1998). Se trataría de un espacio que encarna "valores asociados a la intimidad, el afecto y la lealtad" (Fuller, 1998, p. 32, citada en Ramos, 2010, pp. 29-30).

En contextos migratorios las relaciones de familia son modeladas por los intereses de las personas en sus países de origen y de destino, lo cual muestra los límites de la antigua noción de una entidad familiar sólida y patriarcal. Esto se debe a que quien está en el país del destino no siempre es el hombre, y la familia aparece extendida o fragmentada por la distancia, aunque unida por relaciones afectivas que también pueden ser de poder.

Ariza y De Oliveira (2000) cuestionan "el carácter estratégico de la unidad doméstica al sacar a relucir la ausencia de consenso o instrumentalidad en el seno de la familia cuando se lleva a cabo el proceso de toma de decisión en torno a la migración" (Ariza y De Oliveira, 2000, p. 22, citando a Hondagneu-Sotelo, 1994) ; esto problematiza estructuras y arreglos familiares preconcebidos.

De acuerdo nuestros trabajos (Eguiguren, 2015 ; Ramos 2014 ; Herrera, 2013 ; Ramos 2010 ; Yépez del Castillo, Ledo, Marzadro, 2011) las migraciones internacionales se tornan en el escenario ideal para desmontar los discursos sobre familia nuclear como el supuesto de "familia tradicional", y evidenciar la maleabilidad de sus estructuras y relaciones.

Los estudios de género en migraciones revelan que puede haber rupturas y formas de familia diferentes mucho antes de una decisión de migrar por parte de uno o varios de los miembros de la familia (Herrera, 2013, citando a Pribilsky 2007 y a Herrera

y Carrillo 2009). Según investigaciones sobre el caso ecuatoriano que sustentan el presente artículo y tal como se confirma cada vez más en el campo de estudios migratorios, la idea de familia nuclear, de rupturas o de cambios en sus estructuras a causa de las migraciones, ha perdido efectividad para los análisis en materia de migración y familia sobre el hecho migratorio y la figura de la familia (León, 1995 ; Herrera, 2013 ; Merla, 2014, Yépez del Castillo y Merla, 2013, Hondagneu-Sotelo, 2007, y otras).

Nuestro estudio sobre el 'hacer familia' entre Cochabamba y Bergamo, da cuenta de las múltiples configuraciones de la forma familiar en contextos de migracion (Yépez y Marzadro, 2014). Las familias que se construyen a la distancia son tan variadas, múltiples y desiguales como aquellas que estan geográficamente próximas.

Son las relaciones de género las que se develan o se agudizan en el marco de las migraciones internacionales. En ese sentido, la dispersión geográfica que genera la migración confronta a los migrantes y los miembros no migrantes de las familias a nuevas maneras de expresar el afecto y organizar el cuidado, lo que implica cambios en las formas de concebir y ejercer el ser padres, madres, abuelos/as, hijos/as, nietos/as en un contexto migratorio transnacional.

Asi, las prácticas transnacionales han dejado ver la figura de una familia extendida en movimiento (Merla, 2014) que no ha logrado ser abarcada por las políticas migratorias de los países de origen (Herrera, 2013 ; Merla, 2014). Políticas que « afectan a la vida diaria de aquellos implicados en la micropolítica de la formación de familias transnacionales, en su amplia variedad de combinaciones y recomposiciones » (Sorensen 2008, p. 275).

Investigaciones efectuadas por Baldasar y Merla (2014) dan cuenta de cómo se construyen las solidaridades familiares transnacionales en términos de 'circulación de cuidados' entre varios continentes, a partir del análisis del conjunto de miembros de la red familiar, y de los roles que éstos asumen en el mantenimiento des las solidaridades intergeneracionales transnacionales a lo largo del tiempo. Redes de reciprocidad, obligaciones y afectos 'simultáneamente atravesados por tensiones, cuestionamientos y relaciones de poder desiguales'.

Por otra parte, existe una cultura migratoria es protagonizada por hombres, mujeres, niñas, niños y adolescentes, experiencia que implica el partir y también el quedarse. En esto juegan un rol clave las movilidades internas.

Según investigaciones sobre migraciones internacionales en el sur del Ecuador (Herrera, 2013 ; Eguiguren, 2015 ; Ramos, 2014), las movilidades internas han modelado en buena parte las dinámicas relacionales sociales y familiares locales. Esto se refleja en las capacidades para emprender en proyectos de viaje individual o familiar, mediante decisiones negociadas pero también en solitario o en el marco de proceso de ruptura familiar. Esto involucra a los hijos que se quedan y se convierten en auto cuidadores de un núcleo familiar infantil, tal como nos relata Herrera (2013). El enfoque escalar permite profundizar en la reflexión sobre las estructuras, relaciones de género

y generacionales de las familias en los nuevos contextos migratorios, tomando en cuenta sus particularidades locales y aspectos de clase y étnico-raciales.

Examinar la familia desde una postura que la entiende como un espacio de producción de relaciones sociales y no como un modelo ya dado, pone en cuestión la noción de que la migración constituye un proyecto o "estrategia" familiar siempre consensuada, concebida desde una racionalidad económica y que genera "beneficios" para todos sus miembros[57]. Así, investigaciones que miran los procesos migratorios al interior de las familias, pero que a su vez, enmarcan a éstas en estructuras sociales más amplias, muestran que la migración en muchas ocasiones se produce en el marco de conflictos familiares u ocurre como estrategia para salir de estructuras familiares opresivas (Yépez del Castillo y Marzadro, 2014). Al indagar en proyectos migratorios transgeneracionales, se puede ver incluso cómo en el pasado migrar ha permitido relocalizar configuraciones familiares que generan rechazo en contextos sociales conservadores - por ejemplo, familias de "madres solteras", hijos de segundos matrimonios, etc. (Eguiguren, 2015).

Una noción espacializada del género (McDowell, 1936, p. 38) permitirá desligarlo del tema mujeres y familia (Hondagneu-Sotelo, 2007) y ubicarlo como un complejo entramado de relaciones cruzadas por jerarquías y diferenciaciones según aspectos de sexo, raza, clase social, género, edad, nacionalidad, religión y otros. Recobrar las particularidades locales y el enfoque socio escalar de las dinámicas migratorias y las entidades implicadas - actores individuales, colectivos e institucionales - dará mayores luces al análisis de cómo emergen y cobran cuerpo las estrategias de movilidad a nivel interno e internacional, y sus implicaciones en los cambios demográficos y de desarrollo local en contextos de partida.

4. Subjetividad

Aunque los estudios clásicos de la migración se ocuparon poco de la subjetividad, a partir de la década de 1990 esto cambia, con el notorio papel que adquiere la agencia de los migrantes en los estudios. Así por ejemplo, en nuevos trabajos sociológicos y antropológicos se empieza a dar importancia a las motivaciones de la migración, en lugar de preguntarse solo por sus "grandes causas" (Eguiguren, 2017).

Un trabajo pionero en este sentido, considerado un clásico en los estudios transnacionales de la migración, es el de Roger Rouse (1992), quien no sólo mostró la importancia de "dar cuenta del sentido" que los migrantes dan a sus vidas (*idem*, p. 26), sino que también criticó a los modelos analíticos que reducen la experiencia migratoria a simples respuestas adaptativas a estímulos externos ; modelos en los que se ha visto enfrascada buena parte de la literatura que mira la agencia de los migrantes.

[57] Una noción difundida principalmente por la Nueva Economía de las Migraciones Laborales (ver Massey *et al*., 2003).

Desde allí en adelante se ha publicado extensamente acerca de la cuestión de la subjetividad de los migrantes, sobre todo estudios sobre relaciones de género y pertenencias culturales que se reconfiguran en contextos migratorios. En el presente artículo nuestro interés es plantear que un análisis sobre las subjetividades en los procesos migratorios debe incorporar dos elementos: primero, enmarcar a la subjetividad en su contexto temporal y espacial, y segundo, pensar en cómo las relaciones de género moldean la subjetividad.

Estudios al respecto se han realizado en el campo de las geografías del género y las migraciones (Silvey, 2006 ; Pesar y Malher, 2003 ; Massey, 2001), y los consideramos clave para el análisis de cómo las experiencias cognitivas en contextos migratorios, sumadas a experiencias locales previas, inciden en la sustantividad de las agencias.

A partir de las investigaciones realizadas en contextos de partida de la emigración internacional ecuatorian, encontramos que los sujetos se constituyen a partir de sus relaciones de género en el hogar, en estrecha relación con particularidades locales que diversifican sus experiencias. El hogar, entonces, es un espacio de enseñanzas múltiples alrededor de lo que es ser hombre o mujer en relación con una pertenencia cultural.

Según nuestra investigación (Ramos, 2014) las actividades que se enseñan en casa desde la niñez están relacionadas con lo que las familias locales asumen como ser buen hombre o mujer, esposo/a, padre, madre o hijo/a ; estas enseñanzas se regulan en el marco de las relaciones familiares, y se reflejan en sus representaciones y prácticas de género y generacionales al interior del hogar y en las relaciones sociales comunitarias.

Es decir, estas enseñanzas podrían ser vistas como micro espacios relacionales de la escala hogar en los cuales opera el género como un sistema de producción y reproducción de subjetividades. En esta escala espacial, aún con sus relaciones y modelos familiares particularizados, la subordinación afecta a mujeres, hijos e hijas ; interviene además la clase social y raza que extienden y agudizan las situaciones de discriminación en otras escalas sociales y espaciales que son parte de la vida cotidiana de las personas, como la iglesia, la comunidad, la institucionalidad.

Las fronteras subjetivas de la escala hogar están marcadas por las movilidades, pues tal como se ha investigado en la sierra sur ecuatoriana (Ramos, 2014 ; Eguiguren 2015), la migración interna configura representaciones de género de mujeres y hombres, y al mismo tiempo es un punto de quiebre del significado de masculinidad y feminidad en dichas localidades. Por ejemplo, aún cuando tradicionalmente se ha evidenciado solo la existencia histórica de la migración interna masculina, ya en la profundización de los estudios actuales se ha constatado cómo las mujeres también son migrantes internas desde la niñez y adolescencia. Estas experiencias alimentan formas de feminidad y masculinidad que se construyen en movimiento como parte de las obligaciones del hogar según lo marquen las relaciones de género al interior del mismo (Ramos, 2014).

De acuerdo al concepto de geometrías de poder (Pessar y Mahler, 2003, 2006), las capacidades de agencia de las mujeres están imbuidas por aspectos subjetivos que cobran forma a través de vivencias locales que potencian a las sujetas y se articulan a los aprendizajes de la migración internacional. En esto influye por ejemplo los niveles de escolaridad, clase social, relaciones de género, pertenencias culturales, entre otros.

Distintos niveles de capitalización social y cultural permitirán una mayor o menor conexión con otras realidades, de tal manera que las vivencias y procesos locales de las sujetas se articulan a las lecciones de las prácticas transnacionales que circulan en los contextos de partida y devienen en un proceso denominado de "cognitividad transnacional" (Pessar y Mahler, 2003, 2006) para pensar posibilidades de vida lejos del terruño aunque también quedándose. Desde una perspectiva de conectividad (McDowell, 1996), estos procesos son explicativos de la compresión tiempo-espacio que tendría lugar en escenarios de prácticas transnacionales, y que en este caso podría impulsar la producción de agencia sustantiva.

La sustantividad de las agencias se da no solo en la consecución de logros materiales, sino también por sus procesos previos, por ejemplo, la cognitividad transnacional está dinamizada por la imaginación sobre qué hacer antes de tomar una iniciativa que haga realidad lo pensado, y en este momento intervienen las particularidades sociales y culturales locales (Pessar y Mahler, 2003, 2006).

De acuerdo a las investigaciones que sustentan el presente artículo, se ha constatado que las agencias sustantivas están inmersas en las acciones alternativas y creativas de las sujetas para incidir con ellas en sus contextos locales ; así buscan superar obstáculos quienes viven en situación de refugio en el país de destino y suelen vivir doble y triple discriminación por ser extranjeros, por condición de irregularidad, por clase social y por raza.

Es necesario reflexionar sobre cómo ocurre el cruce de fronteras (Suárez y Hernández, 2008) en espacios de movilidades y diversidad cultural que matizan procesos subjetivos. Según nos lo recuerda Anzaldúa (2006) las fronteras de género y las físicas se confrontan cuando se sale del país. En zonas fronterizas investigadas, la normativa de género sobre el ser hombre y ser mujer se produce y reproduce a través de dispositivos mediáticos en espacios de acceso público. Por ejemplo, el discurso monumental local dicta a nivel subliminal patrones de una masculinidad heroica y de una maternidad cívica que no solo cuida a la futura fuerza de trabajo sino también a los soldados defensores de la patria (Ramos, 2015, p. 106, citando a Yuval-Davis 1992, pp. 5-8).

Aunque no se puede hablar de transformaciones definitivas, es destacable que estos procesos de subjetividades en disputa contribuyen a la capacidad de respuesta de sectores subordinados por la cuestión de género, atravesada por otras diferencias sociales que se problematizan en contextos de migraciones internacionales.

Por otro lado, los estudios acerca de la experiencia de los hijos de migrantes que se quedan a su propio cuidado (Herrera, 2013), evidencian formas de agencia juvenil sustantiva, pues implica no solo el hecho material de su sobrevivencia, sino la particularidad de hacerlo sin el acompañamiento de adultos, que es como tradicionalmente se concibe al cuidado familiar. Esto confronta los supuestos de prácticas transnacionales entre miembros adultos de la familia viviendo y organizándose aquí y allá entre dos o más países (Herrera, 2013).

De igual forma los procesos de movilización social de organizaciones de base, han tomado parte en la construcción de subjetividades, sea a través de un empoderamiento de derechos de género dentro y fuera del hogar, sea para alentar planes de viaje y configurar la agencia migrante – o para no migrar. Una visión más allá de las geometrías de poder nos señalaría el camino para un análisis interseccional que sirva no solo para identificar las diferencias en el marco de las migraciones internacionales (Lutz y Herrera, 2010), sino también como un espacio para reflexionar sobre las posibilidades de las agencias alimentadas a la luz de dichas diferencias.

Conclusiones

Este artículo ha buscado ofrecer una reflexión sobre nuevos enfoques de estudio para las migraciones, que, más allá de identificar las principales tendencias en el campo de estudios a escala global, está basada en hallazgos de investigaciones de largo aliento realizadas en la región andina, y entre ésta y los principales destinos de sus flujos migratorios.

Nuestra propuesta tiene el objetivo de poner estos hallazgos como punto de partida para aportar con dimensiones analíticas que puedan informar nuevas líneas de investigación sobre la migración y la movilidad.

De esta manera, encontramos tres dimensiones que hemos identificado en el estudio de las realidades migratorias de Los Andes, con un énfasis particular en los casos de Ecuador y Bolivia.

En cuanto a las escalas en las que se desarrollan los procesos migratorios, adscribimos a una línea que estudia la producción social del espacio a través de las prácticas migratorias. Hemos planteado que debe profundizarse más en la construcción de escalas que atraviesan las fronteras nacionales. Por otra parte, también indagamos cómo a través de la migración y la movilidad se negocia la producción de escalas en los espacios normados por instituciones y estructurados por jerarquías sociales y espaciales.

Una siguiente dimensión analítica cuya importancia resulta central en nuestras investigaciones, es la articulación entre migraciones internas e internacionales. Al centrarse en estas articulaciones, se revela la complejidad de los procesos migratorios, su capacidad heurística para mostrar las vinculaciones entre aspectos micro y macro de la realidad social, los espacios que producen las trayectorias de movilidad, y finalmente, su potencial para estudiar la relación entre territorios y movilidad.

Finalmente, en cuanto a la última sección, planteamos que existe una escala a nivel subjetivo que toma forma y matices a través de distintas experiencias en las que inciden particularidades culturales diversas y de contexto migratorio a nivel interno e internacional, así como las prácticas transnacionales. Las construcciones de género, las movilidades internas y otras vivencias locales brindan enseñanzas que se conectan con las de la migración internacional y dan lugar a distintas formas de agencias sustantivas de las personas. Principalmente el género juega un rol preponderante dados los procesos de relacionamiento, rupturas y continuidades que allí ocurren.

Bibliografía

Anzaldúa, G., 2006, « Los movimientos de rebeldía y las culturas que traicionan », en *Otras inapropiables. Feminismos desde las fronteras*, Madrid: Traficantes de Sueños, pp. 71- 81, en ligne [http://www.traficantes.net/libros/otrasYinapropiables], acceso: 10-05- 2011.

Ariza, M. & De Oliveira, O., 2000, « Contribuciones de la perspectiva de género a la sociología de la población en Latinoamérica », Trabajo preparado para el panel *Repensando la Sociología Latinoamericana*, XXII International Congress, Latin American Sociological Association (LASA), Miami, marzo 16-18.

Barañano, M. Cid, 2013, *El Paradigma de las movilidades : contribuciones y limitaciones*, Universidad Complutense de Madrid, 24 p.

Castels, S., 2012, « Cosmopolitanism and Freedom ? Lessons of the Global Economic Crisis », *Ethnic and Racial Studies,* 35(11), pp. 1843-1852.

Cortes, G., 2000, *Partir pour rester. Survie et mutation des sociétés paysannes andines*, Paris : ORSTOM, À travers champs, 413 p.

Eguiguren, M.M., 2015, *Circuitos migratorios, jerarquías espaciales y modernidad periférica. Cañar y Loja, 1960-1990*, Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain.

Faist T., 2013, « The mobility turn: a new paradigm for the social sciences? », *Ethnic and Racial Studies*, 36(11).

Guarnizo, L.E., 2003, « The Economics of Transnational Living », *International Migration Review*, 37, pp. 666-699.

Herrera, G., 2013, *Lejos de tus pupilas. Familias transnacionales, cuidados y desigualdad social en Ecuador*, Quito : FLACSO-Ecuador, en ligne [https://www.flacso.edu.ec/biblio/shared/biblio_view.php?bibid=131833&tab=opac].

Hinojosa0, A., Pérez Cautín, L., & Cortez Franco, G., 2000, *Idas y venidas, campesinos tarijeños en el norte argentino*, La Paz : CLACSO-PIEB, 117 p.

Hondagneu-Sotelo, P., 2007, « La incorporación del género a la migración: no solo para feministas no solo para la familia », in M. Ariza & A. Portes, *El país transnacional: migración mexicana y cambios a través de la frontera*, México : Universidad Autónoma de México, pp. 423-451.

Lafleur, J.M. & Yépez del Castillo, I., 2014, « Transnacionalismo y circulación migratoria: dos visiones para repensar el vinculo entre migración y desarrollo », in G. Herrera (coord.), *El vinculo entre migración y desarrollo a debate: Miradas desde Ecuador y América Latina*, Ecuador : FLACSO.

Ledo, C., Yepez del Castillo, I., & Lafleur, J.M., 2014, « El impacto de las migraciones cochabambinas en el marco de las transformaciones globales de las migraciones », in C. Solé, S. Parella & A. Petro (coord.), *Las migraciones bolivianas en la encrucijada interdisciplinar: evolución, cambios y tendencias*, Universitat Autònoma de Barcelona.

Lefebvre, H., 2013, *La producción del espacio*, traducción e introducción: E. Martínez Gutiérrez, Madrid : Capitan Swing.

León, M., 1995, « La familia nuclear: origen de las identidades hegemónicas femenina y masculina. Introducción », in Arango L. & Viveros, *Género e identidad. Ensayos sobre lo femenino y masculino*, Bogotá : TM Editores.

Levitt, P. & Glick Schiller, N., 2004, « Perspectivas internacionales sobre migración: conceptualizar la simultaneidad », *Migración y Desarrollo*, segundo semestre 2004, pp. 61-91.

Malher, S. J. & Pessar, P. R., 2006, « Gender Matters: Ethnographers Bring Gender from the Periphery toward the Core of Migration Studies », in S. J. Mahler & P. R. Pessar, *IMR*, 40(1), Spring 2006, pp. 27–63.

Massey, D., 2001, *Space, Place, and Gender*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 289 p.

McDowell, L., 1996, « Spatializing feminism. Geographic perspectives », *Bodyspace. Destabilizing geographies of gender and sexuality*, Part I, London/New York: Routledge, pp. 28-44.

Merla, L., 2014, « La circulación de cuidados en las familias transnacionales », *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, 106-107, Septiembre 2014, pp. 85-104, en ligne [http://www.raco.cat/index.php/RevistaCIDOB/article/viewFile/280776/36845].

Murra, J., 1975, « El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas », *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*, Lima : IEP, pp. 59-115.

Nicholson, L., 1997, « The Myth of the Traditional Family », in H. Lindeman Nelson (ed.), *Feminism and families* (pp. 27-42), New York : Routledge.

Pessar, P. & Mahler, S., 2003, « Transnational Migration : Bringing Gender In », *International Migration Review*, 37(3), pp. 812-846.

Pries, L., 2011, « Transnacionalismo: ¿término de moda o programa de investigación serio? Propuesta de investigación para estudiar las organizaciones como vínculo micro-macro », in G. E. Emmerich & L. Pries (coord.). *La transnacionalización. Enfoques teóricos y empíricos* (pp. 9-35), México: Editorial Porrúa, Universidad Autónoma Metropolitana.

Purcelle, F. & Feldmann, A. E., 2017, " »Presentación: Espacios y circulaciones. Nuevas miradas desde las ciencias sociales en América Latina », *Revista de Estudios Sociales*, 61, pp. 8-12, doi : https://dx.doi.org/10.7440/res61.2017.01.

Ramos, P., 2015, « El imaginario de los monumentos locales en contextos migratorios. El caso de Machala », *Revista Ecuador Debate*, 95, Quito-Ecuador, agosto 2015.

Ramos, P., 2014, *Mujeres, circuitos y fronteras*, Thèse de doctorat, Université de Liège.

Ramos, P., 2010, *Entre el escándalo y la rutina. Medios y familia en la migración internacional*, 1era Edición, Quito : Ediciones Abya-Yala, 180 p.

Ramos, P., 2009, *Migración laboral peruana en el sur del Ecuador. Informe final de investigación, entregado en noviembre de 2009*, Quito : OIM/Ministerio de Relaciones Exteriores.

Silvey, R., 2006, « Geographies of Gender and Migration: Spatializing Social Difference », *MR*, 40(1), Spring 2006, pp. 64–81.

Sorensen, N., 2008, « La familia transnacional de latinoamericanos en Europa », in G. Herrera & J. Ramírez (Eds), *América Latina migrante : Estado, familia, identidades* (pp. 259-280), Quito : FLACSO-Ecuador.

Smith, N., 2002, *Geografía, diferencia y las políticas de escala*, Traducción de M. F. García, Mestranda em Geografia junto à Faculdade de Ciências e Tecnologia/ UNESP, Terra Livre São Paulo, Ano 18, 19, pp. 127-146.

Suárez, L. & Hernández, R., 2008, « Introducción », in *Descolonizando el feminismo. Teorías y prácticas desde los márgenes*, Capítulo 3, Madrid : Ediciones Cátedra, Universidad de Valencia, Instituto de la Mujer, pp. 117-160.

Wimmer, A. & Glick Schiller, N., 2003, « Methodological Nationalism, the Social Sciences and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology », *International Migration Review*, 37, pp. 576-610.

Yépez del Castillo, I. & Merla, L., 2013, « Stratégies familiales, projets migratoire et mobilité sociale : les envois de fonds comme vecteurs de reproduction sociale et d'autonomisation », *Cahiers genre et développement*, 9, Genève : The Graduate Institut.

Yépez del Castillo, I. & Marzadro, M., 2014, « Entre crisis, agencia y retorno: vulnerabilidad de las migrantes bolivianas en Italia », *CIDOB d'Afers Internacionals*, 2014/2 (106-107) – *Migracion y Crisis Global. Europa-América Latina: nuevas estrategias, nuevas desigualdades*, pp. 129-150.

Yépez del Castillo, I., 2014, « Escenarios de la migración latinoamericana: La vida familiar transnacional entre Europa y América Latina », *Papeles del CEIC, International Journal on Collective Identity Research, 2*(107), pp. 1-27.

Yépez del Castillo, I., Ledo, C., & Marzadro, M., 2011, « Si tu veux que je reste ici, il faut que tu t'occupes de nos enfants ! », *Autrepart : revue des sciences sociales au Sud*, 57-58, pp. 199-213.

De l'individuel au collectif, l'*empowerment* des femmes, un outil de changement et/ou de plaidoyer

Sophie Charlier, Katinka In't Zandt
et Pascale Maquestiau

Résumé

Cette contribution s'interroge sur le concept d'*empowerment*. Ces dernières années, l'*empowerment* est passé d'un concept féministe porté par des organisations de femmes et qui intègre des rapports structurels de domination, à une utilisation par les organismes internationaux comme instrument d'un modèle néolibéral. Faut-il dès lors refuser le concept d'*empowerment* ou l'utiliser dans son sens premier « libérateur » ? Cet article cherche à répondre à cette question à partir de pratiques de terrain dans l'économie populaire et la lutte contre les violences envers les femmes.

Resumen

El artículo discute el concepto del empoderamiento. En los últimos años, el empoderamiento ha pasado de ser un concepto feminista, impulsado por las organizaciones de mujeres, que integra las relaciones estructurales de dominación, a una utilizacion, por organismos internacionales, como instrumento de un modelo neoliberal. ¿Se deberia por tanto rechazar el concepto o usarlo en su significado principal «liberador»? Esta comunicación intenta responder a esta pregunta desde las prácticas de economía popular y de lucha contra las violencias hacia las mujeres.

1. L'*empowerment*, un nouveau concept fourre-tout ?

Dans la littérature, on trouve la notion d'*empowerment*, « prise de pouvoir », dans les divers domaines de l'éducation, du social, du travail et de la psychologie. Il n'a pas toujours eu un sens politique de transformation des rapports de pouvoir au sein de la société. De plus, il n'a pas toujours été utilisé par les mouvements féministes.

Ce n'est qu'au XIX^{e} siècle que le sens politique et transformateur de la notion d'*empowerment* prend racine. Selon plusieurs auteurs, on retrouve dans la littérature, dès les années 1960, le mot *empowerment* dans les mouvements noirs nord-américains (Black Power) ainsi que dans le travail communautaire de « conscientisation » de Paulo Freire au Brésil (Falquet, 2003, in Charlier, 2006). Dans le mouvement de contestation de la population noire pour l'égalité entre races, on retrouvait un double objectif : d'une part, la lutte pour l'égalité devait passer par une prise de conscience

de son histoire, ses racines, son identité, ses valeurs culturelles et sociales et, d'autre part, elle nécessitait de définir collectivement les priorités et changements politiques pour une justice, une égalité entre Noirs et Blancs, ainsi qu'un partage du pouvoir (Meusy, 2016). Paolo Freire (1973), lui, va travailler sur la connaissance et l'analyse critique de situations vécues, sur la transformation des consciences par l'éducation comme pratique de liberté. Ce qu'il appellera la « conscience critique », en disant : « L'humain est capable de réflexion et d'action pour transformer sa situation, pour se libérer. »

C'est à partir de 1985 que les mouvements féministes du secteur populaire en Amérique latine et aux Caraïbes vont revendiquer la notion d'*empoderamiento*, « prise de pouvoir », en mettant l'accent principalement sur le renforcement de la confiance en soi, de l'estime de soi, individuelle et collective (Leon, 2000). Ils critiquent les précédentes approches du développement et du mouvement féministe occidental qui ont tendance à homogénéiser les femmes du « tiers-monde » et à en faire des victimes. À partir du travail populaire avec les femmes des communautés de base, en Amérique latine, les organisations sociales vont utiliser les principes de l'*empowerment* pour faire prendre conscience des rapports de domination. Elles mettront en évidence l'importance de travailler, dans un premier temps, sur l'estime de soi, la construction socioculturelle des rapports hommes-femmes à partir d'une analyse critique de la construction des rapports sociaux, notamment à partir des dictons (Charlier, 2006a, p. 85), mais également leur évolution au cours de l'histoire et l'influence de la colonisation (Charlier, 2006a). Elles vont travailler sur les causes de l'oppression des femmes issues du patriarcat et sur les dépendances coloniales, dont l'esclavagisme. Ce n'est que dans un second temps que les associations, avec les femmes de la base, vont élaborer des propositions économiques et politiques en vue de changer les rapports de pouvoir. La notion sera largement soutenue par le réseau DAWN, mouvement féministe international qui revoit les rapports de sexe dans un but émancipatoire, de droits humains et de transformation de la société. Ce réseau met en cause la domination masculine, mais surtout le système politique et économique néolibéral, la globalisation et la guerre, qui génèrent des inégalités de caste, de race, ethniques, religieuses, culturelles et de sexe (Kabeer, 2001 ; Charlier, 2011).

Du côté des institutions internationales, depuis 1985, le genre et l'*empowerment* font partie des priorités. L'agence américaine de coopération (USAID) et la banque mondiale (BM) demanderont à l'Institut du développement de l'Université d'Harvard d'élaborer le premier cadre d'analyse. C'est surtout après la Conférence de Pékin (1995) que le paradigme d'*empowerment* sera adopté par les institutions internationales et les ONG. La Déclaration de Pékin (paragraphe 13) présente l'*empowerment* des femmes comme une stratégie clé du développement : « Le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur pleine participation sur un pied d'égalité à tous les domaines de la vie sociale, y compris aux prises de décisions et leur accès au pouvoir, sont des conditions essentielles à l'égalité, au développement et à la paix. »

La notion d'*empowerment*, pour les institutions de développement, devient un cadre d'analyse pour leurs projets, dont le but est d'évaluer les rapports entre les objectifs et la participation des femmes au projet ainsi que de prévoir l'incidence du projet sur celles-ci. Ces programmes/projets s'inscrivent surtout dans le modèle néolibéral qui pense les rapports sociaux au prisme du marché et du patriarcat. Le concept est vidé de son sens premier de transformateur social et politique. De cette manière, le concept d'*empowerment* prend une autre orientation, soit un instrument pour légitimer les politiques et programmes néolibéraux existants. C'est ainsi que certains parlent d'un « *empowerment* libéral », en lieu et place d'un *empowerment* libérateur, transformateur et porteur de changement dans les rapports femmes/hommes (Reevers & Baden, 2000 ; Falquet, 2003 ; Sardenberg, 2009 ; Adjamagbo & Calvès, 2012).

Le courant libéral inscrit ainsi principalement l'*empowerment* dans des activités génératrices de revenus, ayant comme objectif l'inclusion des femmes dans le marché, dans le cadre de la modernisation. Cette vision se base sur le fait que l'accès des femmes aux revenus débouche nécessairement sur leur émancipation. Les institutions de développement vont mettre en place différents projets pour intégrer les femmes au marché (accès aux micro-crédits, développement des groupements d'intérêts économiques, etc.), mais sans remettre en cause les rapports structurels de domination (Charlier, 2011 ; Guérin, 2003 ; Degavre, 2011).

Aussi, l'utilisation du concept d'*empowerment*, initialement porté par de nombreuses féministes, va faire l'objet de vives critiques dans leurs rangs et dans ceux de nombreuses chercheuses (Calvès, 2012). En effet, si l'approche libérale peut avoir des effets positifs au niveau individuel – autonomisation et prise de pouvoir de certaines femmes –, elle s'inscrit dans une vision très économique de lutte contre la pauvreté. Mais elle ne remet pas en cause les rapports de pouvoir et de domination. Les féministes craignent une dépolitisation du terme et la perte de sa dimension de justice sociale et de genre.

Aujourd'hui, dans les milieux académiques, bien des chercheurs s'interrogent sur la valeur de ce concept et se demandent s'il peut encore avoir un sens porteur de changement ou s'il faut tout simplement le renier et l'abandonner.

Pour certains mouvements sociaux, notamment de femmes (au Nord et au Sud), ainsi que certaines organisations d'économie solidaire ou de lutte contre les violences, l'*empowerment* continue à avoir du sens pour autant qu'il s'inscrive dans une analyse de genre, qui croise différentes analyses sociologiques. L'*empowerment* est vu comme un processus (qui peut avancer ou reculer) qui part de la déconstruction des rapports de domination et de subordination quels qu'ils soient (intersectionnalité[58]) et qui vise un renforcement identitaire individuel et collectif. Il se base sur le renforcement des capacités (formation et analyse critique) en vue d'une autonomisation individuelle

[58] L'*intersectionnalité* est un concept sociologique qui met en évidence la pluralité des discriminations liées aux rapports de domination (sexe, race, classe, générationnel, etc.) et leurs impacts lorsque ces discriminations se croisent, se cumulent ou se renforcent chez un même individu.

et collective qui vise des changements (la fin des rapports de domination), sociaux, économiques et politiques (structurels) via des actions de citoyenneté et de plaidoyer. Ces mouvements parlent d'une approche « *liberating* », pour une justice sociale (Sardenberg, 2009).

À partir de quatre exemples, deux dans le secteur de l'économie populaire et deux dans l'accompagnement de terrain des femmes victimes de violences sexuelles, nous voulons mettre en avant le travail féministe en vue d'une appropriation du concept d'*empowerment* ainsi que l'utilisation de la grille pour la construction de plaidoyers.

2. Élaboration d'une grille de suivi de l'*empowerment* des femmes avec des organisations d'économie populaire

La grille d'*empowerment* utilisée dans ce chapitre a été construite lors d'une recherche réalisée à travers des ateliers pour artisans et artisanes, paysannes et paysans, membres d'organisations d'économie solidaire (OES) (commerce équitable)[59]. À partir d'une réflexion sur leurs motivations et les apports de leur participation à ces organisations économiques, les femmes et les hommes ont construit ensemble une grille et mis des mots sur le processus d'*empowerment* vécu individuellement et collectivement au sein de leur organisation.

Dans un premier temps, les femmes[60] se sont interrogées sur les raisons de leur entrée dans l'organisation économique.

> « Nous les femmes, on se sent toutes seules à la maison avec les enfants ; pour que le mari accepte que nous quittions la maison, il faut entrer dans un projet économique (…) »
>
> « Nous les femmes, nous travaillons beaucoup, le mari arrive, nous devons encore faire ce qu'il veut… Chez nous, il y a encore beaucoup de violence dans les couples, les hommes battent leurs femmes. Nous les femmes, nous devons être patientes ! » (Bolivie, 2004)

Il en ressort : un *sentiment d'isolement, un contrôle du mari sur les sorties, une situation de violence intrafamiliale.*

Dans un second temps, elles se sont interrogées sur les apports de l'OES pour elles et leur communauté. Elles ont mis en évidence : un renforcement de leur pouvoir personnel (et du groupe), une possibilité de déconstruire les relations sociales et de pou-

[59] Cette recherche a été largement détaillée dans le cadre du doctorat de S. Charlier en 2006, pp. 255-272. Cette grille, qui met des mots sur le processus d'*empowerment*, a été construite suite à des ateliers de réflexion avec des femmes et des hommes qui participent à des organisations d'économie solidaire en Bolivie (2004), puis retravaillée avec des femmes d'APROVAL au Sénégal (2010).

[60] Le travail a surtout été réalisé avec des femmes, ainsi nous utiliserons le féminin.

voir dans leur société, ainsi que la possibilité de réinterpréter les rôles sociaux et les valeurs culturelles. L'OES est vu comme un espace d'expression : les femmes osent y prendre la parole, perdent leurs peurs, se rendent compte qu'elles ont des idées.

Par exemple, elles ont repensé la culture andine, notamment la notion du *chachawarmi* – complémentarité entre les femmes et les hommes –, et ont mis en évidence que le *chachawarmi*, dans sa pratique, se fonde sur la domination masculine. Il est donc important de le réinterpréter dans une vision égalitaire[61] :

> « […] le chachawarmi existe à un niveau idéologique, mais dans la pratique ce sont les hommes qui occupent majoritairement les fonctions politiques extérieures, ou parfois, ils y placent eux-mêmes les femmes. »
>
> « Nous avons beaucoup plus d'espace et de possibilités d'expression dans des groupes d'artisans. On ose prendre la parole ; nous avons des idées. »
>
> « On a perdu ses peurs ».
>
> « On veut être en harmonie avec la cosmovision » (Bolivie, 2004).

Elles mettent ainsi en évidence que les dimensions du **« pouvoir intérieur »** peuvent se mesurer à **travers l'estime de soi, l'impression d'être un sujet, quelqu'un**, ou encore **par une réinterprétation des rôles sociaux et des valeurs culturelles**.

D'autre part, elles se sont rendu compte qu'un accès aux savoirs leur permettait un positionnement (une ascension) social ; plus de moyens économiques et de possibilités d'accès aux services sociaux. Elles prennent conscience de leurs capacités et du regard positif de leur entourage.

> « On prend conscience de ses capacités, de ses savoirs. »
>
> « J'étais analphabète, aujourd'hui je fais du commerce au niveau international, mes enfants sont fiers de moi. »
>
> « Moi-même je n'y croyais pas. »
>
> « L'aspect économique n'est pas le plus important ! » (Bolivie, 2004)

Elles vont parler d'un « **pouvoir de** » lié à la connaissance et à l'avoir, dont les dimensions se mesurent autour du **développement de capacités (formuler une opinion « ce que j'ai à dire a de la valeur »), d'aptitudes et connaissances (être capable d'être critique sur « ce que je vis »), de capacités d'influence, de changement (se situer vis-à-vis de ses relations proches). Ce pouvoir demande d'avoir accès à des ressources financières, naturelles (terre, eau, etc.), sociales (centres de santé, écoles, etc.).**

---

[61] Les formatrices en genre vont utiliser l'image du Condor pour réinterpréter la notion de *chachawarmi* : « L'aigle peut voler si ses ailes sont à la même hauteur, perpendiculaires au corps, si une aile est devant et l'autre derrière, l'oiseau tombe. »

Enfin, le pouvoir de changement s'est principalement retrouvé dans la fonction politique de l'organisation. Au sein de l'OES, elles ont pris conscience que les inégalités sont liées à la société, à la culture et que cela peut changer. L'OES entraîne aussi la création d'un pouvoir collectif en se transformant en un lieu qui permet aux femmes de devenir actrices de changement et de développement aux niveaux communautaire, national et international. **Le pouvoir de changement se mesure à travers leur capacité de conscience et d'analyse critique, la capacité de l'organisation pour influencer des changements : des rapports femmes/hommes et socioéconomiques égalitaires, principalement à travers le plaidoyer.**

Ces dimensions, développées autour des trois niveaux de pouvoir, constituent la grille d'analyse de l'*empowerment*[62]. Celle-ci a été utilisée dans différentes recherches et pour l'élaboration de plaidoyers, notamment lors d'une recherche-action de l'ONG REMTE Bolivie (2011 à 2015) avec des femmes rurales et productrices (membres d'associations syndicales)[63]. Cette recherche-action articulait en permanence la formation et le plaidoyer ; la formation des groupements, lors des restitutions des résultats de recherche, et leurs discussions. Elle a transformé les représentations des actrices sur leur réalité. Les femmes ont initié « des espaces d'écoute et de parole pour les femmes », de façon à renforcer leur capacité à communiquer et la valorisation de leur rôle dans la communauté (pouvoir intérieur). Elles ont construit un plaidoyer à partir des analyses critiques du vécu, qui reprenait notamment : « Avoir droit à la sécurité physique, à travers la garantie d'accès à une sécurité sociale, notamment un système de pension » ; « Développer des écotechnologies accessibles aux femmes, dans le sens de l'agroécologie ». Elles proposent de mettre en place des mécanismes pour une « coresponsabilité familiale et citoyenne » des hommes et des femmes, autour d'une autre répartition des rôles, responsabilités et pouvoir au sein de la famille. Elles se battent aussi pour le leadership des femmes dans les organisations sociales.

À partir de cette même grille d'analyse, les deux exemples qui suivent illustrent la construction d'un processus de renforcement de l'*empowerment* individuel et collectif dans des situations de violence envers les femmes.

---

[62] L'élaboration de la grille est largement développée dans la thèse de S. Charlier, 2006.

[63] *Perspectives de genre pour l'agroécologie. Regards croisés sur la souveraineté alimentaire* ; cette recherche, menée en 2011 par Le Monde selon les femmes et ses partenaires, a été publiée dans la collection « Focus genre » du Monde selon les femmes en 2013. La recherche à notamment été réalisée en Bolivie dans quatre départements : Santa Cruz, Tarija, El Chaco et La Paz. Les chercheuses ont réalisé la recherche-action sur l'agroécologie en y intégrant les rôles des femmes et des hommes, leur travail de plaidoyer a été réalisé en 2015.

3. Quel processus d'*empowerment* pour des professionnelles[64] et des victimes en lien à des situations de violence envers les femmes ?

Nous avons choisi deux situations différentes pour aborder la problématique des violences faites aux femmes. La première reprend la valorisation des expériences vécues et les constats d'injustice de la part de victimes ou de professionnelles qui les accompagnent, afin d'arriver à la création des espaces collectifs de transformations sociales, à partir de l'expérience d'une association belge[65]. Le deuxième exemple aborde le processus d'*empowerment* dans le cadre d'une recherche-action, avec entre autres une association bolivienne qui travaille sur la problématique des violences sexuelles envers les femmes[66].

3.1. Un va-et-vient entre l'individuel et le collectif pour un processus d'*empowerment*

Dans cette partie, nous voulons mettre en évidence le processus d'*empowerment* tant pour les professionnelles qui accompagnent les femmes victimes que pour les femmes victimes elles-mêmes. En effet, les professionnelles travaillant avec des femmes victimes de violences sexuelles et les femmes victimes ont certaines difficultés communes. Les deux groupes sont très souvent mal informés, isolés, ont peur du sujet et se sentent impuissants. Ceci oblige les professionnelles et les femmes victimes, quand elles le peuvent, à sortir de leur lieu de travail ou de leur maison pour trouver des parties de réponses et s'en enrichir. Ainsi, l'*empowerment* est compris comme un processus de changement des personnes (victimes et professionnelles accompagnantes), ainsi qu'un moyen de développer des stratégies de changement sur leur entourage, la société, en vue de supprimer ces situations de violence.

Pour les femmes victimes, cela veut dire pouvoir contrôler les conséquences, réhabiter leurs corps, devenir actrices de leur vie quotidienne, sortir de leur isolement, vivre en sécurité et enfin pouvoir compter sur la justice pour reconnaître et pénaliser le(s) crime(s) qui leur a (ont) été infligé(s) et éviter que l'agresseur ne fasse d'autres victimes.

Pour les professionnelles, cela signifie de bien connaître le phénomène, de devoir travailler en réseau ou en équipes pluridisciplinaires. Dénoncer les manquements dans la prise en charge de la part des structures d'aide et juridiques, et faire entendre la

[64] Nous avons choisi le terme « professionnelle » au féminin, pour parler des femmes et des hommes, car les premières sont plus nombreuses dans le secteur de la violence.

[65] Cet exemple est relaté et analysé par une professionnelle qui a accompagné le processus de l'institution depuis 1996.

[66] Les résultats de cette recherche se trouvent dans *Perspectives de genre dans la lutte contre les violences sexuelle*s (2016) dans la collection « Focus genre » du Monde selon les femmes.

parole de ces femmes à d'autres niveaux. Au niveau sociétal, nous parlons ici du développement d'actions citoyennes et de plaidoyers, par exemple la proposition de nouvelles lois et, surtout, le suivi de leurs applications.

Pour les femmes victimes et les professionnelles accompagnantes, la coconstruction des savoirs et des stratégies visant des changements sociétaux, via leur participation à des recherches-actions, des formations et l'élaboration d'un plaidoyer, est un moyen de lutter contre les violences sexuelles, et a un impact positif sur leur *empowerment*.

Dans le cadre de la prise en charge thérapeutique des victimes avec une approche féministe, un premier pas est de favoriser la prise de conscience des violences vécues, ensuite d'y apporter des réponses pour mobiliser les propres ressources des femmes, tout en questionnant la relation professionnelle – patiente/cliente – pour éviter de répéter des mécanismes de domination.

À partir de l'expérience vécue au sein de l'association du GAMS-Belgique[67], nous pouvons parler d'un processus d'*empowerment* développé tant au niveau collectif, institutionnel (renforcement de l'institution) qu'au niveau personnel (des professionnelles et des victimes). Au départ, le GAMS Belgique a travaillé sur les mutilations génitales féminines (MGF) à partir d'histoires vécues par des femmes, en leur apportant des aides et en cherchant des réponses, parfois individuellement, parfois collectivement. C'est ainsi qu'à travers des formations et un travail de prévention dans les écoles, les femmes victimes et les professionnelles ont mis en avant le processus d'augmentation de leurs capacités analytiques, critiques et créatives, le « pouvoir de » (exemple, une plus grande connaissance des mécanismes de violence, une analyse critique des stratégies de prévention, connaître ou proposer de nouveaux outils de prévention mieux adaptés, etc.). De plus, elles ont développé des formes de pouvoir collectif, le « pouvoir avec ». Par exemple, construire ensemble des formations, des ateliers d'écriture et des programmes de prévention.

Le vécu personnel des femmes au sein du GAMS et leur participation en tant qu'actrices et pas uniquement comme « public cible » a renforcé non seulement leur pouvoir intérieur (leur estime d'elle-même), mais également « le pouvoir de », individuel et collectif.

Plus tard, le GAMS a développé un troisième volet autour de la lutte et de la défense des droits des femmes, grâce à l'élaboration et la mise en place d'un plaidoyer concernant le droit à la protection (droit d'asile) et la lutte contre l'impunité (elles ont créé l'ASBL Intact pour assurer le suivi juridique des demandeuses d'asile et la protection des enfants à risque vivant en Belgique).

Beaucoup de femmes n'ont pas idée que d'autres vivent la même chose qu'elles et qu'elles ne sont donc pas seules. Cette prise de conscience peut favoriser la rencontre avec d'autres victimes, et la recherche de réponses ou d'apaisement au sein

[67] Le GAMS Belgique est une association de lutte pour l'abolition des mutilations sexuelles. Il réalise un travail d'accompagnement, de formation et de prévention (http://gams.be/).

d'un groupe. Ceci permet de mieux comprendre les stratégies, les parcours de migration et les souffrances, ainsi que les sentiments d'impuissance vécus lors des requêtes pour obtenir protection et justice. Nous parlons ainsi de « pouvoir intérieur » et du renforcement des capacités et du pouvoir collectif propositionnel pour de nouvelles politiques.

Pour les professionnelles, au sein du GAMS, c'est après des années de pratique, d'écoute et d'apprentissages reçus de la part des femmes victimes, ainsi qu'une prise de distance face à des situations vécues, qu'elles ont mis sur pied des formations sur les violences basées sur le genre, et ce, pour des publics très divers. Pour ces professionnelles, créer le recul nécessaire pour analyser leur travail sur base d'une connaissance théorique, à travers des formations, en y intégrant les apports des apprenantes, leur permet de structurer autrement le savoir-faire et le savoir-être face à des femmes victimes.

C'est le va-et-vient constant de l'individuel au collectif, avec le souci permanent de ne pas recréer des relations de domination, dans l'aide directe, dans les formations entre expertes et apprenantes, entre chercheuses et public cible, qui permet de renforcer le « pouvoir intérieur », « pouvoir de » et le « pouvoir avec » des femmes victimes ainsi que celui des professionnelles du secteur.

3.2. La grille de l'*empowerment* comme outil pour lutter contre les violences faites aux femmes

Dans cette dernière partie, nous partons des résultats de la recherche-action[68] menée en Bolivie avec la Casa de la Mujer à Santa Cruz[69]. À travers la grille d'analyse de l'*empowerment,* nous avons cherché à rendre visibles les enjeux de lutte contre les violences basées sur le genre et plus précisément l'exploitation sexuelle et la marchandisation des corps de femmes. Le concept d'*empowerment* a également été intégré par les associations comme pratique de travail.

La richesse de cette recherche est de mettre en lien les connaissances des protagonistes de la recherche-action de terrain et la participation des femmes bénéficiaires à travers leurs récits et leurs engagements dans des mouvements féministes, en favorisant également « l'intersectionnalité » à partir d'une approche globale. C'est une façon de développer et transformer le savoir collectif vers une conceptualisation de la pratique, et de valider les acquis. À partir d'une prise de distance et d'une analyse critique de la société dans laquelle vivent les femmes qui participent à la

[68] Une recherche-action a été menée en 2015 par le Monde selon les femmes dans trois pays, en collaboration avec des organisations de terrain en Belgique, Bolivie et en RDC. Les méthodologies utilisées sont des focus groups dirigés et libres. Ils ont défini leurs objets de recherche. Les méthodologies de récoltes de données ont été variables dans chaque pays suivant le contexte institutionnel. Publication : *Perspectives de genre dans la lutte contre les violences sexuelles*, dans la collection « Focus genre » du Monde selon les femmes, 2016.

[69] Site de la Casa de la Mujer : www.casadelamujer.org.bo.

recherche-action, les chercheuses se sont interrogées, au sein de leur association, sur leurs stratégies de résistance aux violences. Elles ont questionné le système patriarcal en tant qu'élément de domination masculine dans le domaine des violences sexuelles et ont utilisé l'*empowerment* comme stratégie de réponses individuelles et collectives. Au-delà de ces deux concepts centraux – système patriarcal – *empowerment* –, elles se sont penchées sur des concepts qui apparaissent de façon sous-jacente tels que le relativisme culturel, l'hypersexualisation, la culture du viol, le consentement, les croyances sur l'exploitation sexuelle et la persécution, la traite des êtres humains.

L'analyse des pratiques s'est faite à partir de la grille du processus d'*empowerment* utilisée comme guide dans la recherche-action. Cette approche a permis d'être vigilant, de prendre soin du groupe et des personnes qui le constituent.

Ainsi, le premier niveau de pouvoir, le pouvoir intérieur de l'association, est parfois le plus compliqué ; il questionne la pratique institutionnelle : comment développer l'*empowerment* de l'association pour développer celui des femmes bénéficiaires et des professionnelles ? Souvent, lorsque des professionnelles travaillent dans un milieu à la fois professionnel et militant, qui lutte contre ce qu'il y a de plus injuste dans nos sociétés, elles ont tendance à s'y jeter à corps perdu, aux dépens de leur propre bien-être. De plus, des risques de découragement des professionnelles existent face à l'immobilisme ou à la banalisation de situations graves. De par l'engagement, le pouvoir intérieur de la personne est intimement lié aux pratiques institutionnelles et aura un impact sur l'association (effet circulaire).

> « Nous avons appris à écouter et observer, notamment la manière dont les familles réagissent quand elles traversent des moments douloureux comme une disparition ou un viol de leur fille. L'équipe de la Casa va essayer de reconstituer les faits et d'émettre des hypothèses avec la personne, sa famille sur la manière dont leur fille a été agressée. Ce sont des moments éprouvants pour la personne et sa famille qui nécessitent une grande confiance dans la professionnelle qui accompagne. Il est également important que la victime sache qu'elle a des droits. » (Casa de la Mujer, novembre 2015)

Du côté des victimes et de leur famille, le travail sur la gestion des émotions, sur sa force intérieure, permet de ne pas se sentir impuissante, surtout s'il existe une prise de conscience que les droits sont bafoués. Face à ces difficultés, la Casa de la Mujer est amenée à mettre en place différentes stratégies d'action et de mise en confiance des familles des victimes, que ce soit à travers une reconstitution encadrée d'une agression et/ou des espaces d'expression collective.

> « Développer l'estime de soi des femmes et des familles des personnes disparues n'est pas facile. Cependant, la rencontre entre les familles et mères qui déclarent la disparition de leur fille est un apprentissage collectif. Les mères acquièrent des compétences pour porter plainte auprès des autorités. Certaines ne se sont jamais

> approchées de la police, jamais elles n'auraient cru se trouver face à un ministre de la Justice, mais la douleur et le besoin d'obtenir des informations les ont transformées en protagonistes. Elles se réunissent avec l'objectif d'éviter d'autres disparitions et de promouvoir certains changements positifs au sein de la police chargée de l'enquête. » (Casa de la Mujer, novembre 2015)

Le deuxième niveau de pouvoir, le « pouvoir de », va se faire tant individuellement que collectivement. La recherche l'a identifié comme le pouvoir d'accès à la compréhension critique des causes des violences liées aux enjeux sociétaux et politiques, ainsi qu'aux difficultés d'accéder au savoir juridique et aux espaces de pouvoir. Par exemple, l'accès à l'information sur les situations de violence et/ou de disparitions rencontrées est rendu difficile pour deux motifs : tant par la thématique taboue dans la société que par le manque d'informations judiciaires. Une des principales et importantes approches de cette recherche a été la rencontre et l'écoute des victimes. La démarche d'analyse a pris un tournant formatif à différents niveaux selon les groupes, soit à travers l'échange de savoirs et de stratégies, soit par le renforcement des capacités juridiques ainsi que l'élaboration de plaidoyers. De plus, la qualité d'expertise des associations de terrain est souvent peu reconnue. C'est ainsi que le développement des capacités des professionnelles dans les associations est nécessaire pour faire face aux résistances perçues tant dans le monde politique, législatif que juridique.

La recherche-action a mis en évidence l'intérêt, en vue de meilleurs résultats, d'un travail en synergie avec d'autres associations dans l'accompagnement des familles et la création de la plateforme des familles des disparues dans la traite. Ce travail a permis aux professionnelles de se former et d'analyser certains textes de loi afin de se les approprier pour défendre les droits des victimes. Le « pouvoir avec » s'appuie ainsi sur les deux précédents pouvoirs (pouvoir intérieur et pouvoir de) et a permis aux associations d'agir sur leur environnement, d'enclencher des changements à travers l'élaboration d'un plaidoyer commun porté ensemble.

> « À force de mobilisations, plaintes et exigibilité, le groupe des associations boliviennes a réussi à trouver certaines survivantes de la traite, dont les témoignages ont aidé à comprendre et à suivre les chemins qu'elles ont dû parcourir. Cependant, la peur, les menaces et l'intimidation sont tellement puissantes que les victimes sont maintenues dans le silence. L'Organisation des familles de personnes disparues a travaillé sur un agenda précis et une présence dans les médias. »

L'exemple de la Casa de la Mujer montre que la grille de l'*empowerment* peut ainsi être un outil pour une prise de distance et éclairer sur les pratiques et difficultés vécues tant par les personnes victimes que par les institutions accompagnatrices. Elle permet l'élaboration de stratégies et d'actions pour renforcer l'*empowerment* identitaire des personnes et des institutions ainsi que pour lutter contre l'impunité.

Conclusions

À travers ces exemples, nous avons montré que le concept d'« *empowerment libérateur* », par son approche globale et holistique, permet de dépasser largement la perspective du concept d'« *empowerment* libéral ».

De plus, la grille d'analyse de l'*empowerment* proposée dans ce chapitre sur base d'une vision libératrice est utilisée de différentes manières, comme outil ou méthodologie, pour éclairer les processus de transformations individuelles et collectives vécus par des femmes et des hommes ainsi que par leurs associations.

L'exemple de la Belgique nous éclaire sur le processus de reconstruction de l'identité individuelle et/ou collective, à partir de la prise de distance par rapport à des situations vécues qui ont été confrontées à l'analyse théorique sur le concept d'*empowerment* et ses différentes dimensions. D'une part, les femmes victimes et les professionnelles utilisent les histoires vécues, qu'elles rendent légitimes à travers les connaissances théoriques reçues dans des formations et, d'autre part, leur vécu alimente les connaissances théoriques. Elles élaborent des outils de sensibilisation et des plaidoyers. Le concept d'*empowerment* est aussi utilisé comme méthodologie pour renforcer les individus et/ou leurs associations.

Ailleurs, dans le cadre des recherches-actions en Bolivie, que ce soit à travers les pratiques économiques ou de lutte contre les violences sexuelles, c'est l'utilisation de la grille de l'*empowerment* comme outil d'analyse qui permet un autre éclairage sur les situations vécues sur le terrain. En Bolivie, dans les organisations d'économie populaire et paysanne, la grille de l'*empowerment* a permis une analyse globale qui dépasse largement l'accès des femmes au marché et aux moyens économiques. Cet outil a permis de mettre en évidence l'importance de la notion de « coresponsabilité » des femmes et des hommes au sein de la famille et dans les organisations sociales pour la sécurité alimentaire. D'autre part, la grille de l'*empowerment* met en lumière que par le développement de l'estime de soi, le renforcement des victimes, des professionnelles et des institutions, celles-ci ont pu élaborer ensemble un plaidoyer pour lutter contre les violences et proposer des changements en profondeur.

Bibliographie

Adjamagbo, A. & Calves, A.E., 2012, *L'émancipation féminine sous contrainte*, Paris : Presses de Sciences Po, Autrepart, 2012/2, 61, pp. 3-21.

Bacque, M-H. & Biewener, C., 2013, « L'empowerment, une pratique émancipatrice », *La Découverte*, *Politique et Société*, Paris, 175 p.

Cauberg, L., 2002, *L'AURA ou l'autorenforcement accompagné. Manuel pédagogique destiné au formateurs-trices, animateurs-trices pour l'accompagnement de groupes dans un processus d'empowerment*, ATOL.

Charlier, S., 2006, *L'économie solidaire au féminin : quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes ? Une étude de cas dans les Andes boliviennes.* Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences sociales (population-environnement-développement), Louvain-la-Neuve, UCL/Presses universitaires de Louvain, 300 p.

Charlier, S., 2011, « Empoderamiento des femmes par l'économie populaire solidaire : participation et visibilité des femmes en Bolivie », in I. Guérin, M. Hersen, L. Fraisse (dir.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale* (pp. 155-184), Paris : IRD, Érès.

Charlier, S. & Demanche, D. (Éd.), 2013, *Perspectives de genre pour l'agroécologie. Regards croisés sur la souveraineté alimentaire*, Bruxelles : Le Monde selon les femmes, Focus Genre, Recherches et études, Cief genre, 144 p.

Degavre, F., 2011, « La pensée "femmes et développement" Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud », in I. Guérin, M. Hersen & L. Fraisse (dir.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale* (pp. 63-84), Paris : IRD, Érès.

Falquet, J., 2003, « "Genre et développement" : une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la conférence de Pékin », *On m'appelle à régner. Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre*, textes réunis par Reysoo F. et Verschuur Ch., Genève : IUED, UNESCO, DDC, pp. 59-87.

Freire, P., 1969, *The pedagogy of the Oppressed*, New York : Continuum, 2007.

Guerin, I, 2003, *Femmes et économie solidaire*, Paris : La Découverte/MAUSS/SED.

Kabeer, N., 2001, « Resources, Agency, Achievements : Reflections on the Measurement of Women's Empowerment », in SIDA/Swedish International Development Cooperation Agency, *Discussing women's Empowerment. Theory and Pratice*, Sida studies 3.

Lemaitre, A., Ansoms, A., Charlier, S., Legrand, V., & Yepez, I., 2016, « Réalités et défis Sud liés au secteur informel : une pluralité d'approches à partir d'une épistémologie d'économie populaire », *Reflets et perspectives de la vie économique*, 55 (1), pp. 89-104.

Leon, M., 2000 [1997], *Poder y empoderamiento de las mujeres* (compil.), TM Editores, UN-Facultad de Ciencias Humanas.

Maquestiau, P., 2016, *Perspectives de genre dans la lutte contre les violences sexuelles*, Bruxelles : Le Monde selon les femmes, Focus Genre, Recherches et études, Cief genre.

Ollagnier, E., 2014, *Femmes et défis pour la formation des adultes : un regard critique non conformiste*, Paris : L'Harmattan.

Sardenberg, C., 2009, « Liberal vs. Liberating Empowerment: Conceptualizing Women's Empowerment from a Latin American feminist perspective », *Pathway Working Paper*, 7, Brighton.

Yépez del Castillo, I. & Charlier, S., 2004, « Genre et pratiques populaires des femmes, contradictions et enjeux », Introduction Atelier 4, in Charlier S., Nyssens M., Peemans J.-P., Yépez I. (dir.), *Une solidarité en actes. Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation* (pp. 295-308), Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain.

On line

Meusy, M., « Black Power », *Encyclopædia Universalis*, en ligne [http://www.universalis.fr/encyclopedie/black-power/], consulté le 18 août 2016.

ONU FEMMES, 1995, *Déclaration de Pékin*, en ligne [http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/Beijing%20full%20report%20F.pdf], consulté le 5 juin 2017.

Mujeres indígenas y feminismos

Debates y encuentros

Patricia Ruiz Bravo López
et Cynthia del Castillo Tafur

Resumen

El presente artículo discute el rol y peso político de las mujeres indígenas peruanas frente al feminismo hegemónico (eurocentrado), considerando la relación con sus comunidades étnicas y el movimiento indígena. Se tomará como punto de partida para la discusión, las limitaciones que las mujeres indígenas enfrentan en su relación con las organizaciones feministas para incorporar sus demandas en tanto mujeres indígenas[70]. En este debate uno de los ejes que se cuestiona es el modelo de desarrollo vigente y su relación con las demandas feministas y expresa un movimiento más general que se desarrolla en América Latina (Pequeño, 2006 ; Hernández y Canessa, 2012).

Résumé

Ce chapitre interroge le rôle et le poids politique des femmes indigènes péruviennes face au féminisme hégémonique (eurocentrique), considérant la relation avec leurs communautés ethniques et le mouvement indigène. Le point de départ de la discussion sera les limites auxquelles les femmes autochtones sont confrontées dans leurs relations avec les organisations féministes pour intégrer leurs revendications en tant que femmes autochtones. Dans ce débat, l'un des axes interrogés est le modèle de développement en vigueur et sa relation avec les revendications féministes, qui exprime un mouvement plus général qui se développe en Amérique latine (Pequeño, 2006 ; Hernández & Canessa, 2012).

Introducción

El artículo se refiere al Perú y se sustenta en entrevistas realizadas a mujeres indígenas (andinas y amazónicas) y campesinas en el 2011 y en el 2017[71], a asesoras de estos grupos y a documentos elaborados por las propias mujeres y organizaciones indígenas[72] (Congresos, Cumbres internacionales, Seminarios).

[70] En esta ponencia sólo se aborda la tensión entre las mujeres indígenas y el feminismo, pero existen otras tensiones con el propio movimiento indígena que son motivo de otro trabajo en curso.

[71] Un trabajo inicial fue publicado por OXFAM: Ruiz Bravo, P.M., Espinosa, O, Cárdenas, (2011). *Construyendo agendas : Género y pueblos indígenas* (1a Edición). Lima : OXFAM.

[72] En particular se ha revisado la información de CHIRAPAQ, ONAMIAP, FEMUCARINAP así

La agenda de mujer indígena es diversa. Sus temas pasan por: la violencia en el ámbito público y privado, el acceso a la justicia, la salud y educación intercultural, sus derechos sociales y políticos en el marco de los derechos colectivos de los pueblos indígenas, su cosmovisión e identidad, y la afectación de las industrias extractivas en sus territorios y sus formas de vida (Ruiz Bravo, 2011 ; Galeano y Werner, 2014). En lo que concierne al feminismo las demandas de las mujeres campesinas e indígenas[73] se centran en la exigencia por mayor participación en igualdad de condiciones lo que exige reconocerlas como interlocutoras válidas para marcar una agenda. En ese sentido, lo que nos planteamos es la pregunta sobre si es posible una agenda común que integre las demandas feministas urbanas y de clase media con las de las mujeres indígenas. Si bien en algunos temas es posible encontrar terrenos comunes (violencia de género, discriminación social y política) en otros no lo es tanto (territorio, seguridad alimentaria, identidad indígena). Las propuestas del Buen Vivir como alternativa al desarrollo actualmente existente es expresión de estas diferencias (Espinosa, 2014).

En las páginas que siguen presentamos primero los debates conceptuales sobre la relación entre el feminismo hegemónico y los otros feminismos para luego pasar a presentar las agendas de las mujeres indígenas y sus propuestas.

1. Feminismos en América Latina

De manera similar a lo ocurrido en otras partes del mundo en el Perú y en América Latina también se ha planteado la existencia de diversos feminismos. Estos nuevos feminismos tienen diversos orígenes destacando en un inicio los s aportes de los estudios poscoloniales y de la subalternidad (Mohanty, 2008) y los del feminismo negro (Hill Collins, 2012 ; Davis, 1983). En ambos casos el punto principal de la crítica se centra en el sesgo del feminismo occidental hegemónico que hace de la mujer blanca de clase media urbana occidental el parámetro de análisis de la situación (subordinación, discriminación, marginación) de las mujeres. Se señala que la experiencia de las mujeres subalternas y negras es muy diferente y que por tanto las demandas que ella plantea para un cambio de su situación difieren de las planteadas desde el feminismo hegemónico. Como resultado de esta crítica se llama a construir otros puntos de vista que recogiendo las realidades diversas se plantee nuevos/otros feminismos que las representen.

En América Latina se recoge esta crítica y se reflexiona sobre la diversidad de identidades y procesos. Así desde Colombia, Brasil y República Dominicana (Curiel, 2007 ; Carneiro, 2005 ; Espinosa, 2010) entre otras, surgen voces que recogen los aportes del feminismo negro pero poniéndolo en el contexto de las sociedades poscoloniales. De otro lado, desde México, Bolivia, Ecuador se plantean propuestas críticas al feminismo hegemónico a partir de las experiencias de las mujeres indígenas y nati-

como la página de SERVINDI.

[73] En el texto mantenemos las dos categorías pues aun cuando muchas de las campesinas ahora se definen como indígenas aún hay grupos que mantienen su identificación como campesinas.

vas. Surgen así, entre otros, el feminismo comunitario (Paredes, 2010) y el feminismo indígena (Espinosa, 2010 ; Suárez y Hernández, 2008 ; Hernandez y Canessa, 2012) que proponen nuevos ejes de análisis y reclaman la urgencia de un análisis multidimensional (o también llamado interseccional) que considere las diferencias de género, clase, raza, etnicidad, opción sexual, entre otras. En estos feminismos un elemento que emerge como clave es el proyecto de desarrollo que se busca como colectivo. En este escenario entra en el debate las propuestas del buen vivir como eje del desarrollo.

2. Organización de mujeres indígenas: historia de una trayectoria

La Conferencia de Beijing en 1995, convocada por las Naciones Unidas, representó uno de los puntos de partida de visibilización de la organización y construcción de agenda de mujeres indígenas. Luego, se generaron otros espacios de convocatoria mundial y continental, a nivel de movimiento indígena y de mujer indígena. El objetivo es fortalecer las organizaciones indígenas y construir la gran alianza entre Pueblos y Nacionalidades Indígenas[74]. Dos grandes hitos en relación a las agendas políticas de las mujeres indígenas, son la I Cumbre Continental de Mujeres Indígenas del Abya Yala (CCMI) realizada en el 2009 (Perú) y la II CCMI, en el 2013 (Colombia), las cuales se enmarcaron en la IV y V Cumbre Continental de Pueblos y Nacionalidades del Abya Yala, respectivamente[75]. Ambas CCMIs han sido procesos fortalecidos por el Enlace Continental de Mujeres Indígenas de las Américas (ECMIA), que desde 1995, fomenta la participación y visibilidad de las mujeres indígenas como sujetos protagónicos en la defensa y ejercicio de sus derechos[76]. La CCMI es un espacio autoconvocado por mujeres indígenas latinoamericanas, pero abierto no solo a lideresas – a diferencia del ECMIA que convoca solo a lideresas indígenas del continente –, sino a todas las mujeres indígenas que no necesariamente tengan una representatividad líder, a hombres indígenas y a organizaciones que quieran participar (Galeano y Werner, 2014).

Si bien a nivel mundial y de Latinoamérica se han construido diversas plataformas de redes y encuentro de mujeres indígenas, en el Perú son dos las organizaciones más representativas, la Organización Nacional de Mujeres Indígenas Andinas y Amazónicas del Perú (ONAMIAP), creada en el 2009 ; y la Federación Nacional de Mujeres Campesinas, Artesanas, Indígenas, Nativas y Asalariadas del Perú (FEMUCARINAP), creada en el 2006. Ambas vienen construyendo agenda, pro-

[74] Es el caso del I Encuentro Continental Indígena (Quito, Ecuador en 1990) que llega a la V Cumbre Continental de Pueblos y Nacionalidades Indígenas del Abya Yala (La María Piendamó, Colombia,2013.

[75] Además de estas sub- cumbres enfocadas en tratar el tema de la mujer indígena en el 2009 y 2013, en el 2009 también se desarrollaron otras sub- cumbres centradas en trabajar temas de niñez y junventud: II Encuentro de la Niñez Indígena y II Encuentro de la Juventud Indígena.

[76] Fuentes: http://ecmia.org/encuentros. Consulté le 30 mars 2018.

puesta política y capacidad de articulación con el estado y diferentes sectores desde las mujeres indígenas.

ONAMIAP se crea a partir de un trabajo hecho con mujeres indígenas que nace desde la ONG CHIRAPAQ- Centro de Culturas Indígenas del Perú y el Taller Permanente Mujeres Indígenas Andinas y Amazónicas del Perú. Según el Ministerio de Cultura del Perú, ONAMIAP inicia su proceso organizativo en 1995, después de culminar el taller nacional "Mujeres Indígenas camino a Beijing" organizado por CHIRAPAQ. La figura de ONAMIAP viene marcada por el movimiento indígena, presentando un perfil orientado al tema de la identidad, planteando una organización nacional que junta mujeres amazónicas y andinas, que se ven a sí mismas como indígenas. Sostiene Adelaida Alaiza, "ONAMIAP ha formulado una identidad más allá de la organización, incluso de la organización de base en Ayacucho, dónde varias son miembros" (entrevista a Adelaida Alayza, oficial de OXFAM Perú, 2013).

ONAMIAP Y CHIRAPAQ han venido convocando y organizando los Congresos Nacionales de Mujeres Indígenas Andinas y Amazónicas del Perú, en distintos momentos. El I Congreso, desarrollado en el 2009, fue convocado por el ECMIA de la región sur, el Taller Permanente y CHIRAPAQ, y a partir de él nació ONAMIAP. La organización y convocatoria del II Y III Congreso Nacional de Mujeres Indígenas Andinas y Amazónicas del Perú, realizados en el 2012 y 2015, fue realizado enteramente por ONAMIAP.

La gran incidencia de CHIRAPAQ en temas de género y mujeres indígenas se le atribuye, en parte, a quien ejerce el liderazgo de esta organización, desde su fundación en 1986, Tarcila Rivera Zea. Rivera Zea es una reconocida activista indígena con una amplia trayectoria en defensa de derechos indígenas, fundadora del ECMIA y el Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI) y fue elegida además en el 2016, miembro del Foro sobre Cuestiones Indígenas de la ONU.

FEMUCARINAP por su parte, tiene su origen en mujeres campesinas e indígenas que estuvieron afiliadas a la Confederación Campesina del Perú (CCP) y que dieron un paso al costado de dicha Confederación para formar una organización autónoma que trabaje temas avocados a los intereses de ellas (Rousseau y Morales Hudon, 2017). Según información del Ministerio del Cultura del Perú, FEMUCARINAP agrupa a 126000 mil mujeres organizadas en 19 organizaciones regionales como asociaciones, federaciones, cooperativas, etc. FEMUCARINAP es además miembro de la Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo (CLOC), y de La Vía Campesina, esta última la más importante red de organizaciones de campesinado a nivel mundial, y pertenece a la Marcha Mundial de las Mujeres (MMM)[77].

FEMUCARINAP se define como una organización feminista, y ha trabajado con distintas ONGs feministas, como Flora Tristán, DEMUS, Calandria, etc. (Rousseau

[77] Fuente: http://bdpi.cultura.gob.pe/federacion-nacional-de-mujeres-campesinas-artesanas-indigenas-nativas-y-asalariadas-del-peru-0

y Morales Hudon, 2017). Según Adelaida Alayza la identidad de las mujeres pertenecientes a FEMUCARINAP está más vinculada a la tierra y una agenda más ligada al tema agrario.

En relación a ONAMIAP y el rol que juegan las mujeres amazónicas en esta organización, Alayza sostiene que ONAMIAP ha trabajado en la agenda de la mujer indígena en general. La información de la página web de ONAMIAP está vigente (a diferencia de la de FEMUCARINAP) y presenta estos como temas de agenda: tierra y territorio, cambio climático, soberanía y seguridad alimentaria, participación política de mujeres indígenas, salud y mujeres indígenas, educación indígena e intercultural, violencia contra las mujeres indígenas, y economía sostenible.

Sobre las diferencias entre ONAMIAP y FEMUCARINAP, Rousseau y Morales Hudon, sintetizan:

> "ONAMIAP no es la única organización nacional de mujeres representando mujeres indígenas. FEMUCARINAP, cuya identidad no esta tan claramente centrada en la indigeneidad, también representa organizaciones de mujeres indígenas. Muchas de sus líderes, cuando fueron entrevistadas se identificaron a si mismas como indígenas, a pesar de que su presidenta y fundadora, Lourdes Huanca, no. En comparación a las redes de FEMUCARINAP ubicadas en organizaciones feministas y de campesinos, ONAMIAP esta más conectada a actores internacionales abocados a los derechos de las mujeres indígenas. Se ha establecido con el apoyo de fondos internacionales como FIME (Fondo Internacional de Mujeres Indígenas), UNFPA (…)." (Rousseau y Morales Hudon, 2017, p. 186)

3. Feminismos hegemónicos, patriarcados e identidad indígena: testimonio de lideresas indígenas

Los discursos dentro la CCMI, así como de otras plataformas, han sido problematizados desde la academia en tanto develan tensiones, traslapes y contradicciones entre las agendas de las mujeres indígenas y las de las corrientes feministas. Galeano y Werner, siguiendo a Mohanty (2008), sostienen que "los feminismos desde "las mujeres del tercer mundo" [imagen construida por el feminismo hegemónico] deben realizar una crítica a los feminismos de Occidente en términos de deconstrucción y desmantelamiento, para luego construir y crear un proyecto propio" (Galeano y Werner, 2014).

Segato (2011) aporta en esta complejizarían (mujer indígena y feminismo occidental), presentando un planteamiento que conversa con el feminismo comunitario, en tanto reconoce la existencia de un patriarcado previo (patriarcado ancestral originario) a la entrada del orden moderno colonial, que se refuerza con la llegada de este nuevo orden. Así, los patriarcados internos indígenas y el racismo de las sociedades nacio-

nales, "imbricados constituyen formas específicas de violencia sobre las comunidades, territorios, cuerpos y proyectos de las mujeres indígenas" (Galeano y Werner, 2014).

Ruth Buendía, líder indígena de la etnia ashaninka de la amazonia peruana y actual Presidenta de la organización Central Ashaninka del Río Ene (CARE) desde el 2006 (reelegida en el 2013), cuenta su experiencia cuando fue elegida Presidenta, poniendo de manifiesto la deslegitimación de la mujer indígena en cargos de liderazgo (pero también visibilizando su resistencia). Así, sostiene que los hombres ashaninkas de su pueblo, decían que:

> "las mujeres somos incompetentes para estas cosas. Algunos hombres han bromeado al principio sobre mi nombramiento. Es el sector más machista de mi pueblo. Afortunadamente, tengo corazón de guerrera y se lo he demostrado." (Buendía, 2013)[78]

Óscar Espinosa afirma que en las sociedades indígenas amazónicas se está ante un movimiento feminista que es, también un movimiento étnico. Las mujeres presentan una doble identidad: como mujeres y como indígenas. Esto ha generado conflictos y tensiones entre líderes indígenas y mestizas participantes del movimiento feminista. Añade Espinosa, citando a Hernández (2006), que es común que las mujeres indígenas cuestionen las generalizaciones que el discurso feminista urbano ha elaborado sobre "la mujer." (Espinosa, 2007, p. 192)

Las mujeres indígenas, en declaraciones hechas por mujeres de distintas partes del mundo, como fue en el caso de la conferencia de Beijing en 1995, se reconocen primero como indígenas (Espinosa, 2007 ; Rivera, 2004). Sostiene Espinosa, "las mujeres indígenas insisten, antes que nada, en que se les reconozca sus derechos indígenas. Sólo en un segundo lugar hacen suyas las reivindicaciones más propias de las mujeres, como el acceso equitativo a servicios de salud o educación ; salarios y trabajo justo en el trabajo ; y sobre todo, la desaparición de toda forma de discriminación y violencia contra la mujer" (Espinosa, 2007, p. 192).

Tania Pariona, joven indígena y actual congresista de la República del Perú (2016-2021), cuenta en entrevista que en la conferencia de Beijing 95, muchas mujeres se juntaron a discutir el tema de la definición de la mujer indígena preguntándose sobre su identidad y sus proyectos. Es en ese contexto que se puso en el tapete si las mujeres se consideraban indígenas o campesinas, nativas, agregando que antes las mujeres se definían como campesinas y no cómo indígenas. No obstante, eso ha cambiado debido a la trayectoria organizacional señalada en el acápite precedente.

La actual congresista sostiene que las mujeres cumplen un rol fundamental en sus comunidades. Son transmisoras de conocimientos y protectoras de la biodiversidad. Aún les cuesta a los líderes indígenas varones decirlo y reconocer ésto último. Ella

[78] Cita extraida de entrevista realizada en octubre del 2013, publicada en: http://careashaninka.org/prensa/ruth-buendia-lider-indigena-el-gobierno-peruano-es-demasiado-orgulloso-para-pedir-perdon/. Revisado el 03 de setiembre del 2017.

sostiene que cuando se piensa en mujer indígena se debe pensar en la cosmovisión, cultura, historia, costumbres:

> "Seguro vas a escuchar algunos líderes indígenas varones que cuando se refieren a la mujer se refieren de manera tan buena como de reconocimiento o valoración, pero eso sigue siendo privado, no, las mujeres cumplen un rol fundamental en la comunidad son transmisoras de conocimientos y protectoras de la biodiversidad. Aun cuesta a los líderes varones, decirlo en voz alto "ah no esta mujer vale y esta mujer también tiene derecho a ocupar este puesto". Pero este reconocimiento se da solo en el ámbito privado... entonces en lo que sí las mujeres indígenas estamos es que esa cuestión privada, sea visible y sea haga público y se reconozca como tal, porque sabemos que la lucha por los derechos colectivos es de hombre y mujer." (Entrevista a Tania Pariona, 2011)

Argumenta también que las mujeres indígenas tienen dificultad para lograr un escaño, por no haber tenido las mismas oportunidades que los hombres (estudios, idioma).

> "Por ejemplo dicen el derecho a la participación política de las mujeres, que es cierto, un derecho que podemos luchar todas las mujeres, pero ¿cuál es la diferencia? entre ejercicio de ese derecho de una mujer indígena y la que no es indígena… las mujeres indígenas tienen muchísimas limitaciones para lograr un escalón dentro de las listas partidarias, tiene que enfrentarse con algo que ella no tuvo la oportunidad de aprender, de repente no tuvo posibilidad de estudio, de repente no tuvo la misma capacitación de la otra mujer en temas de decisión, de política… entonces dice 'hermana yo puedo ser lideresa, yo puedo tener convocatoria, tener grandes ideas, pero no tengo plata' Entonces no es igual, o sea los derechos pueden ser efectivamente universales, pero en el propósito de universalizar el derecho no se atiende a esa diferencia que no es pequeña en el caso peruano, que la población indígena es mayoritaria." (Entrevista a Tania Pariona, 2011)

Sobre las características de la mujer indígena Kathrin Forstner (2012) sostiene que cuando se les preguntó a mujeres indígenas integrantes de grupos productores de artesanías, de las comunidades andinas de Camacani y Juli (Puno) cómo debían ser las mujeres, las miembros del grupo respondieron en términos de cómo una mujer se debía presentar (carácter y actitud) y qué debía hacer (responsabilidades). Un tema prominente fue el trabajo. Sostuvieron las mujeres de las comunidades que una mujer debía trabajar siempre y estar al pendiente y preocupada en todo momento por sus deberes ya sean en el hogar, en el campo y en la producción de artesanías. Ser responsables, confiables, honestas, fueron los rasgos principales que las miembros del grupo asociaron a la condición de ser mujer. La autora nos dice que la noción femenina de responsabilidad en las comunidades andinas está asociada al rol clave de las mujeres en la administración de los recursos domésticos, pues a los esposos se les

considera irresponsables con el manejo del dinero. Se espera que la mujer tenga un comportamiento más responsable que el de sus parejas, ya sea en la administración del presupuesto familiar o garantizando el funcionamiento del hogar. Ello es sostenido también por la ex alcaldesa de la comunidad campesina de Sacsamarca en Ayacucho, Perú, quién habla de la diferencia entre una gestión municipal ejercida por un varón y una ejercida por una mujer:

> "En casa nomás vemos, ¿sí o no? Por ejemplo acá en la casa, ¿quiénes administran la plata?, las mujeres. Nosotras tratamos de ahorrar un poquito más, vemos, como cocinar. En cambio los varones no saben ni hacer compras, algunos sabrán (…). Es que las mujeres sabemos más administrar más que los varones, señorita. Somos ahorrativas en otras palabras las mujeres, y los varones no mucho, ellos gastan nomás, pues. En eso marcaría la diferencia." (Entrevista a Nelia Auccasi, 2017)

Respecto a las diferencias entre las mujeres indígenas y las mujeres urbanas, Clelia Rivero, presidenta de la Federación Departamental de Clubes de Madres de Ayacucho (FEDECMA), sostuvo en entrevista (2011) que las indígenas son vistas como inferiores en comparación a las mujeres que viven en zonas urbanas. Rivero hace una crítica a las ONGs que ingresan a las comunidades con el objetivo de "capacitar" a las mujeres del campo. Dice que la palabra "capacitar" inferioriza a las mujeres rurales. Agrega que dichas mujeres tienen muchas otras capacidades, como cultivar, criar cuyes, bordar. Sostiene que el enfoque de las ONGs discrimina a las mujeres campesinas. Añade que los derechos vulnerados de las mujeres rurales son los siguientes: la negación a una educación igualitaria a la de las mujeres urbanas, no contar con un profesional de la salud dentro de la comunidad (cuentan con un técnico sanitario o auxiliar en enfermería). Se demanda respeto igualitario de derechos como mujeres, como pueblo, como comunidad.

En relación a las agendas feministas y las agendas en común con las feministas, Tania Pariona sostiene que la visión particular de las mujeres indígenas no dista de la lucha de los pueblos indígenas, argumentando que para las feministas la percepción es distinta, ellas piensan que las mujeres indígenas están retrocediendo porque para ellas (mujeres indígenas) igualdad significa aceptar que el hombre las maltrate y que el hombre camine adelante, cuando esto no es así. Pariona dice que las indígenas plantean la complementariedad, pero ello no significa que acepten la sumisión. Argumenta que en el mundo andino todo es dual. Hay cosas que le corresponden solo al hombre y solo a la mujer. Las mujeres no pueden hacer todo lo que hace el hombre, como, por el contrario, afirman las feministas. En el pueblo andino tanto el hombre, como la mujer es igualmente valorados, no como en el mundo occidental donde el hombre es más valorado, sostiene. Algunos de los puntos con los que coinciden con las feministas, pero desde la especificidad indígena, son, la lucha contra la violencia hacia la mujer, el alcoholismo, la lucha contra la discriminación y racismo, la falta de empleo y problemas económicos, la lucha por los derechos a la participación y la salud.

Siguiendo esta línea, Julieta Paredes (2010) sostiene que es necesario redefinir el feminismo para que pueda comprender a las mujeres en todas sus acepciones y "en la posibilidad de retroalimentar su significado social convirtiéndolo en un concepto revolucionario para las mujeres y hombres de nuestros pueblos (…)" (Paredes 2010, p. 119). Sostiene que el feminismo es la lucha revolucionaria de cualquier mujer que se rebela ante el patriarcado (sistema de opresiones) que la oprime o pretende hacerlo.

Paredes argumenta que el feminismo comunitario quiere comprender desde sus propios cuerpos a sus pueblos y buscar junto con los hombres el vivir bien en las comunidades junto con la humanidad y la naturaleza. Agrega que el partir desde sus cuerpos es una mirada diferente a la de los hombres, quienes también buscan mejorar las condiciones de vida. Dice que al ser una propuesta para toda la comunidad y el pueblo, se trata también buscar alianzas con otras mujeres no feministas y con hombres que aspiren a estas revoluciones.

Mercedes Prieto sostiene que las mujeres indígenas intelectuales se han comenzado a identificar como feministas y han comenzado a explorar el potencial de lo que puede ser llamado feminismo indígena, étnico o comunal (Palomo, 2005 ; Paredes, 2010). Agrega que éstas se han inspirado en enfoques de tradiciones feministas africanas (Bell Hooks, 2004), intelectuales chicanas (Anzaldúa, 1990, 2004) y perspectivas post coloniales (Mohanty, 2008) para embarcarse en la creación de nuevas tradiciones interpretativas acerca de sus vidas e historia (Prieto, 2013).

Otras mujeres líderes, por su parte sostienen que las desigualdades de género son el producto de nuevas estrategias coloniales impuestas en las sociedades indígenas por agencias de desarrollo, ONGs y el estado:

> "Visto de esta manera, la 'identidad' – la cual es entendida en algunos casos como cosmología –, lenguas nativas, y una supuesta equidad de género, se convierte, para las mujeres indígenas, en una barrera cultural que dificulta una comprensión total con otras mujeres." (Prieto 2013, p. 4)

Se visualizan entonces dos tensiones, según Prieto: la tensión entre el 1) "movimiento feminista" y las mujeres indígenas, y 2) la tensión entre mujeres indígenas y el movimiento indígena. Sobre la primera tensión, Prieto sostiene que las mujeres indígenas demuestran, a través de sus conexiones con el movimiento indígena, prácticas de equidad de género las cuales amenazan la vida comunal, basadas en patriarquía y orden jerárquico, como por ejemplo: el acceso a la educación y la participación en la toma de decisiones comunales (Prieto, 2013):

> "Hemos argumentado que estas prácticas, entretejidas con la ideología de la complementariedad de género en la cultura nativa, permitió a las mujeres indígenas intentar construir una agenda pro-mujer, la cual recompone el discurso oficial étnico de los movimientos indígenas. Ejemplos de dichas reformulaciones incluyen la noción de complementariedad, reinterpretada como una búsqueda por la igual-

> dad, así como la creencia en la mujer como guardiana de la cultura indígena, reinterpretado como una oportunidad política para las mujeres contemporáneas. Vimos este intento por construir un nuevo discurso oficial, el cual pone a la mujer como encargada de su cultura, como una especie de esencialismo estratégico (Spivak, 1985) mostrado para re-significar y re-exponer las relaciones de género." (Prieto, 2013, p. 4)

Agrega Prieto que dichas prácticas o agendas no vinculaban a las mujeres indígenas con los movimientos ; sino por el contrario, reforzaban las distinciones étnicas y de clase. Las intelectuales indígenas censuraron el feminismo hegemónico porque, en su punto de vista, está conectado al racismo y "clasismo"- expresado por las propias acciones y actitudes de feministas no-indígenas.

En lo que concierne al debate sobre el desarrollo encontramos que las mujeres indígenas (ONAMIAP ; FEMUCARINAP) plantean el Buen Vivir como el enfoque que ilumina su propuesta de futuro. Se trata de un enfoque compartido con las organizaciones indígenas que recupera los conocimientos ancestrales y la noción de bienestar de los pueblos indígenas. A partir de una lectura crítica del sistema capitalista actual y la depredación del medio ambiente señalan que el modelo de desarrollo actual está en crisis y es inviable al futuro. La noción de progreso creciente e indefinido lejos de mejorar las condiciones de vida genera pobreza y malestar. El productivismo está matando a la naturaleza y por ello hay que buscar alternativas que recojan los saberes de los pueblos indígenas. Uno de los elementos claves del Buen Vivir es su apuesta por vivir en armonía con la naturaleza, alejarse del consumismo y productivismo y recuperar las dimensiones sociales, comunitarias y éticas ausentes de los actuales modelos de desarrollo. El Buen vivir es Vivir Bien y en armonía con los seres vivientes pensando en el futuro y la trascendencia. La dimensión espiritual (y en casos sagrada) vinculada a las cosmovisiones indígenas es clave en esta mirada.

No obstante, se trata de una propuesta compleja, en construcción que está en debate permanente. Hay muchas corrientes en su interior y ello hace difícil una comprensión integral pues está en permanente revisión (Espinosa, 2014) No obstante, y para los propósitos de esta ponencia, nos inspiramos en las declaraciones de las organizaciones indígenas en las que se afirma que el "Buen Vivir" no implica negarse a la modernidad sino dialogar con ella para lograr un equilibrio que permita el bienestar material y espiritual de las comunidades. En esta construcción juegan un rol importante las mujeres pues se está revalorando sus conocimientos y experiencias.

Reflexiones finales

Las mujeres indígenas han pasado un proceso de organización, movilización y concientización en los últimos 20 años en los que a la vez que se va reconociendo y construyendo una identidad indígena de la que se sienten orgullosas, se inicia también un reconocimiento de su ser mujer indígena, sus derechos y sus reivindicaciones. En

este transitar, la relación con las organizaciones feministas urbanas enfrenta una serie de tensiones que exigen una redefición de las relaciones entre unas y otras.

Frente a la idea de un feminismo se señala la existencia de varios feminismos que se encuentran en algunas luchas y en otras habrá que construir los puentes para que se logre una participación igualitaria y democrática. Para las mujeres indígenas los temas de territorio, seguridad alimentaria, justicia son claves en su agenda y perciben que no tiene la misma prioridad en los "otros feminismos". Se trata, pensamos, de una cuestión de poder en el que se lucha por una participación sustantiva en los foros indígenas y en los feministas. Se exige respeto y reconocimiento. Se trata de poner una agenda y poder decidir sobre ella y el futuro.

Bibliografía

Anzaldúa, G., 2004, « Movimientos de Rebeldía y las culturas que traicionan », in Bell H. *et al.*, *Otras inapropiables. Feminismos desde las fronteras*. Madrid : Traficantes de sueños.

Anzaldúa, G., 1990, *Haciendo Caras: Making Face, Making Soul: Creative and Critical Perspectives by Feminist of Color*, San Francisco : Aunt Lute Press.

Bell, H. *et al.*, 2004, *Otras inapropiables. Feminismos desde las fronteras*. Madrid : Traficantes de sueños.

Bell H., 2004, « Mujeres negras. Dar forma a la teoría feminista », in Bell H. *et al.*, *Otras inapropiables. Feminismos desde las fronteras*. Madrid : Traficantes de sueños.

Carrillo, A. L., 2006, « De "Femina Sapiens" a Kaqla : treinta años de feminismo(s) en Guatemala », in Lebon N. & Maier E., *De lo privado a lo público. 30 años de lucha ciudadana de las mujeres en América Latina*, México : Siglo XXI.

Carneiro, S., 2005, « Ennegrecer el feminismo. La situación de la mujer negra en América Latina desde una perspectiva de género », *Nouvelles Questions féministes. Revue internationale francophone*, 24(2).

Curiel, O., 2007, « Crítica postcolonial desde las prácticas políticas del feminismo antirracista », Nómadas, 26, pp. 92-101.

Chirapaq, 2004, *Un Continente, un solo espíritu : Memoria IV Encuentro Continental de Mujeres Indígenas de las Américas*, Lima : Ed. Chirapaq.

Davis, A., 1983, *Women, Race, & Class*, New York: Vintage.

Espinosa, Y. (ed.), 2010, *Aproximaciones críticas a las prácticas teórico-políticas del feminismo latinoamericano*, Buenos Aires : En la Frontera.

Espinosa, O., 2014, « Los planes de vida y la política indígena en la Amazonía peruana », *Anthropologica*, 32, pp. 87-114.

Espinosa, O., 2007, « Relaciones de género en las sociedades indígenas de la Amazonía: Discusiones teóricas y desafíos actuales », in Barrig, M., *Fronteras interiores*, Lima : IEP.

Forstner, K., 2013, « Women's Group-based Work and Rural Gender Relations in the Southern Peruvian Andes », *Bulletin of Latin American Research*, 32(1), pp. 46-60.

Galeano, K. & Werner, M., 2014, « Mujeres indígenas y aborígenes del Abya Yala », *Agendas Solidarias y diversas*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia.

Hernández, A., 2002, « Distintas maneras de ser mujer: ¿Ante la construcción de un nuevo feminismo indígena? », *Memoria Virtual. Revista actual de política y cultura,* México.

Hernández, A. & Canessa, A. (ed.), 2012, *Género, complementariedades y exclusiones en Mesoamérica y los Andes*, Lima : ABYA YALA, British Academy, IWGIA.

Hill Collins, P., 2012, « Rasgos distintivos del pensamiento feminista negro », in *JABARDO, Mercedes. Feminismos negros: una antología*, Madrid, pp. 99-134.

Bolles, A. *et al.*, 2006, in Lebon N. & Maier E., *De lo privado a lo público : 30 años de lucha ciudadana de las mujeres en América Latina*, México : Siglo XXI.

Mohanty, C., 2008, « Bajo los ojos de occidente. Academia Feminista y discurso colonial », in Suárez Navaz L. & Hernández A., *Descolonizando el Feminismo: Teorías y Prácticas desde los Márgenes* (pp. 112-161), Madrid : Cátedra.

Navaz, L. S. & Castillo, R. A. H. (ed.), 2008, *Descolonizando el feminismo: teorías y prácticas desde los márgenes*, Madrid : Cátedra,.

Palomo Sánchez, N., 2006, « Las mujeres indígenas ; surgimiento de una identidad colectiva insurgente », in Lebon N. & Maier E., *De lo privado a lo público : 30 años de lucha ciudadana de las mujeres en América Latina* (pp. 236-248), México : Siglo XXI.

Paredes, J., 2010, « Hilando fino desde el feminismo indígena comunitario », *Aproximaciones críticas a las prácticas teóricas políticas del feminismo latinoamericano*, 1, pp. 117-120.

Pequeño, A., 2009, *Participación y políticas de mujeres indígenas en América Latina.* Flacso-Sede Ecuador.

Prieto, M., Cumani, C., Flores, A., *et al.*, 2006, « Respeto, discriminación y violencia: mujeres indígenas en Ecuador 1990-2004 FLACSO- Ecuador ». in Lebon N. & Maier E., *De lo privado a lo público : 30 años de lucha ciudadana de las mujeres en América Latina*, México : Siglo XXI.

Prieto, M., 2013, *Indigenous Women in Latin America: Building a Research Agenda from the South*, FLACSO-Ecuador.

Rivera, T., 2004, *Mujeres indígenas americanas luchando por sus derechos. Enlace Continental de Mujeres. Región Sudamérica*. Perú : Chirapaq, en ligne [www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/speech_rivera_es.doc].

Rivera, T., 2008, « Mujeres indígenas americanas luchando por sus derechos », in Suárez Navaz L. & Hernández A., *Descolonizando el feminismo. Teoría y práctica desde los márgenes* (pp. 331-334), Madrid : Cátedra.

Rousseau, S. & Hudon, A. M., 2017, *Indigenous Women's Movements in Latin America: Gender and Ethnicity in Peru, Mexico, and Bolivia*, Springer.

Ruiz Bravo, P., 2011, « Género y etnicidad », *Agendas de mujeres indígenas*, MISEAL.

Ruiz Bravo, P., Cardenas, N. & Espinosa, O., 2011, *Construyendo agendas: Género y pueblos indígenas* (1a Edición), Lima : OXFAM.

Segato, R., 2011, « Género y colonialidad: en busca de claves de lectura y de un vocabulario estratégico descolonial », in Bidaseca K. & Vazquez Laba V. (ed.), *Feminismos y Poscolonialidad. Descolonizando el feminismo desde y en América Latina* (pp. 17-47), Buenos Aires : Ediciones Godot.

Páginas webs

ANFASEP – Asociación Nacional de Familiares de Secuestrados, Detenidos y Desaparecido del Perú [en línea]. Disponible en : http://anfasep.org.pe/. (Consultado en noviembre del 2017).

CARE – CENTRAL ASHÁNINKA DEL RÍO ENE. Ruth Buendía, líder indígena: « El Gobierno peruano es demasiado orgulloso para pedir perdón » [en línea]. Disponible en : http://careashaninka.org/prensa/ruth-buendia-lider-indigena-el-gobierno-peruano-es-demasiado-orgulloso-para-pedir-perdon/. (Consultado en noviembre del 2017).

CINECOLOR FILMS PERÚ. Primer Trailer Teaser de la paisana Jacinta – Estreno 23 de noviembre [en línea]. Disponible en : https://www.youtube.com/watch?v=wf5s2ifPsU0. (Consultado en noviembre del 2017).

COMISIÓN DE LA VERDAD Y RECONCILIACIÓN. Informe Final [en línea]. Disponible en : http://www.cverdad.org.pe/ifinal/. (Consultado en noviembre del 2017).

EPAF-EQUIPO PERUANO DE ANTROPOLOGÍA FORENSE. EPAF saluda reconocimiento a Angélica Ascarza, « Mamá Angélica » [en línea]. Disponible en : http://epafperu.org/epaf-saluda-reconocimiento-a-angelica-ascarza-mama-angelica/. (Consultado en noviembre del 2017).

FAO. Declaración del VII Encuentro Continental de Mujeres Indígenas de las Américas - Guatemala 16 al 19 de noviembre de 2015 [en línea]. Disponible en : http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/partnerships/docs/DECLARACION_DEL_VII_ENCUENTRO_CONTINENTAL_DE_MUJERES_INDIGENAS_DE_LAS_AMERICAS.pdf (Consultado en noviembre del 2017).

INDIRA HUILCA-CONGRESISTA DE LA REPÚBLICA. Reconocimiento a « Mamá Angélica » [en línea]. Disponible en : http://www.indirahuilca.pe/reconocimiento-mama-angelica/. (Consultado en noviembre del 2017).

LA REPÚBLICA. Máxima Acuña recibe el Premio Goldman por defensa del ambiente [en línea]. Disponible en : http://larepublica.pe/impresa/politica/760843-maxima-acuna-recibe-el-premio-goldman-por-defensa-del-ambiente. (Consultado en noviembre del 2017).

LA REPÚBLICA. « Mamá Angélica »: Adiós a la luchadora por los desaparecidos de Los Cabitos [en línea]. Disponible en : http://larepublica.pe/politica/1082438-mama-angelica-adios-a-la-luchadora-por-los-desaparecidos-de-los-cabitos. (Consultado en noviembre del 2017).

MINISTERIO DE CULTURA DE PERU-BASE DE DATOS DE PUEBLOS INDÍGENAS U ORDINARIOS. Organizaciones de alcance nacional [en línea]. Disponible en : http://bdpi.cultura.gob.pe/lista-de-organizaciones-bdpi. (Consultado en noviembre del 2017).

MINISTERIO DE CULTURA PERÚ-CENTRO DE DOCUMENTACIÓN E INVESTIGACIÓN LUM. Testimonio de las Audiencias Públicas de la CVR ; Caso: Ascarza Mendoza, Arquímedes, por Angélica Mendoza de Ascarza [en línea]. Disponible en : http://lum.cultura.pe/cdi/video/mendoza-de-ascarza-ang%C3%A9lica. (Consultado en noviembre del 2017).

MUJERES INDIGENAS DE AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE. Enlace Continental de Mujeres Indígenas de las Américas-ECMIA [en línea]. Disponible en : https://www.mujeresindigenaslac.org/ecmia. (Consultado en noviembre del 2017).

NOTICIASSER.PE. Mudanza en Cantagallo [en línea]. Disponible en : http://noticiasser.pe/29/08/2017/esta-boca-es-mia/mudanza-en-cantagallo. (Consultado en noviembre del 2017).

OJO PÚBLICO-MEMORIA. Adiós « Mamá Angélica »: una voz contra el silencio y la impunidad [en línea]. Disponible en : https://memoria.ojo-publico.com/articulo/adios-mama-angelica/. (Consultado en noviembre del 2017).

SERVINDI. Ketty Marcelo es elegida nueva presidenta de la organización indígena de mujeres Onamiap [en línea]. Disponible en : https://www.servindi.org/actualidad/144489. (Consultado en noviembre del 2017).

SERVINDI. Perú : Mujeres indígenas andinas y amazónicas realizarán Congreso Nacional [en línea]. Disponible en : http://www.servindi.org/actualidad/19022. (Consultado en noviembre del 2017).

http://larepublica.pe/impresa/sociedad/760435-tarcila-rivera-el-fuego-de-la-tierra

http://larepublica.pe/turismo/cultural/766861-cantagallo-el-poder-de-las-mujeres-amazonicas-traves-del-arte

Entrevistas

Alayza Adelaida. OXFAM, Perú, 23 agosto 2013.

Auccasi Nelia. Alcaldesa del distrito (y comunidad) de Sacsamarca, Ayacucho (2012-2013).

García Adelina. Asociación nacional de Familiares de Secuestrados, Detenidos y Desaparecidos del Perú (ANFASEP), presidenta.

Pariona Tania. Organización de Jóvenes Ñohanchiq, miembro (2011) y actual congresista (2016- 2021).

Rivero Clelia. Federación Departamental de Clubes de Madres de Ayacucho (FEDECMA), presidenta (2011).

Enjeux sociaux, symboliques et politiques dans un quartier marginal de Lima

Ce que révèle la construction d'un parc zonal récréatif

Christine Grard

Résumé

Ce chapitre, fondé sur un travail ethnographique de six ans, décrit les tensions existantes à Lima, mégalopole profondément inégale, entre discrimination sociale et espoir de reconnaissance de citoyenneté de la part des habitants des quartiers populaires. La construction d'un parc récréatif met en évidence le rôle que pourrait jouer une municipalité en faveur d'un développement local inclusif et d'un renversement des schèmes historiques de discrimination.

Resumen

Este capítulo, basado en un trabajo etnográfico de seis años, describe las tensiones que existen en Lima -una megalópolis profundamente desigual- entre une realidad de discriminaciones sociales y las esperanzas que tienen los habitantes de barrios populares de ser reconocidos como ciudadanos. El proyecto de construcción de un parque recreativo permite proyectar el rol que podría jugar una municipalidad con una orientación inclusiva, transformadora de esquemas históricos de discriminación.

1. Contexte de formation des quartiers marginaux de Lima

De nombreuses villes dites « du sud » sont devenues des mégapoles et ont vu en même temps s'envoler leur taux de pauvreté. Les villes d'Amérique latine, en particulier, sont les lieux où s'expriment les contrastes sociaux et les inégalités les plus profondes du sous-continent latino-américain. Ces inégalités sont héritées d'un contexte historique de discrimination et sont en lien avec les processus actuels de globalisation et d'économie néolibérale (Ziccardi, 2008, p. 115). C'est le cas, entre autres, de Lima, capitale du Pérou.

Le processus d'occupations informelles de terrains autour de la capitale péruvienne s'inscrit dans ce contexte de développement des mégapoles et de transformation des villes en contexte d'inégalité sociale. En effet, en quelques dizaines d'années, des millions de personnes, à la recherche d'un mieux vivre ou fuyant le terrorisme et la répression, s'installent sur les terres et les montagnes désertiques qui entourent

Lima. La ville explose démographiquement et se métamorphose. La population officielle de Lima se multiplie par plus de dix-huit entre 1940 et 2014. Au 30 juin 2014, elle était estimée à 9 752 000 habitants. Ce qui correspond à 28,4 % de la population nationale estimée à 30 814 175 habitants (INEI, 2014). Depuis, la population ne cesse d'augmenter. Les migrations depuis les provinces n'ont jamais cessé, même si elles ont diminué d'intensité. Elles se font principalement vers les marges populaires de la ville, c'est-à-dire vers les districts les plus pauvres. Ainsi, le taux de croissance démographique du district de Villa Maria, dont fait partie La Tablada, lieu de mes enquêtes, était officiellement de 2,6 % l'an en 2014, ce qui représente une augmentation annuelle de près de 10 000 habitants (INEI, 2014).

Les grandes migrations campagnes-villes au Pérou se déclenchent suite à la crise qui affecte les provinces dès les années 1940. La population augmente et les terres morcelées ne permettent plus de nourrir les familles. Les paysans touchés par la crise ont écho du développement industriel des villes et des possibilités d'emploi. Ils décident alors de migrer et d'intégrer le « monde urbain moderne », de se convertir en citadins comme ceux des quartiers officiels de Lima. Ils espèrent obtenir une vie moins dure, et un accès aux services tels que l'éducation, les soins, l'eau courante, l'électricité, les transports, etc., symboles de cette modernité citadine (Matos Mar, 2009, p. 17). Les premières migrations s'installent dans les terrains vagues et sur les collines proches du centre-ville. Dès les années 1960, les migrations s'intensifient. Les espaces proches du centre sont saturés et les migrants s'installent dans les vastes terrains désertiques entourant la capitale.

Ces migrations s'inscrivent aussi dans un contexte de hors-jeu social, politique et économique, dans lequel se trouvent la population autochtone et, plus largement, le monde populaire depuis la conquête espagnole (Wachtel, 1971). Elles constituent non seulement une recherche d'amélioration des conditions de vie, mais sont aussi une façon de réclamer une place à part entière, jusque-là refusée, au sein de la société. Comme le postule José Matos Mar, anthropologue péruvien, ces invasions massives des marges de la capitale, par une population essentiellement paysanne, peuvent donc être vues comme une forme de révolution, non par les armes, mais par le nombre (Matos Mar, 2012). En effet, en fuyant les campagnes et en s'organisant en bordure de la ville pour survivre, ces migrants provoquent en quelques années une transformation des rapports démographiques dans la ville et dans l'ensemble du pays. Lima, jusque-là ville de l'élite « criolla », devient une mégapole essentiellement pauvre, métisse et indienne. Le Pérou, pays qui était essentiellement rural, devient majoritairement urbain (Matos Mar, 2012).

Ce qui fait aussi révolution, c'est que la recherche d'accès individuel à la « modernité », au mode de vie que semble promettre la cité, se fait par l'instauration d'un ordre nouveau en ce qui concerne la ville : l'organisation entre voisins. Les terrains occupés ne disposent d'aucune infrastructure. Ils sont encouragés par la politique du général Velasco (1969 à 1975), par les partis politiques populistes et de gauche, ainsi que par

de nombreuses organisations non gouvernementales locales, nationales et étrangères. Ils reçoivent aussi l'appui de la branche de l'Église catholique inscrite dans la mouvance de la théologie de la libération. Dès la fin de la dictature du général Velasco (en 1975), les migrations et l'installation de population dans l'un des déserts les plus secs au monde se font dans l'indifférence des gouvernements. L'aide gouvernementale se limite souvent à tolérer la présence de ces anciens paysans. Leur survie dans des conditions de manque de tout n'est assurée que grâce à la mise en place, d'emblée, d'organisations populaires fortes et élues démocratiquement. Elles dirigent l'occupation des lieux selon des plans précis respectant des principes urbanistiques de base comme la largeur des rues, une taille de terrains suffisante pour permettre la construction de maisons et le respect de terrains laissés libres pour l'aménagement d'espaces publics et de services. Cette planification visionnaire facilite ensuite le processus d'amélioration des nouveaux quartiers (Ramirez Corzo & Riofrio, 2006 ; Caria, 2008). Les organisations planifient aussi des travaux communautaires et réalisent des démarches pour améliorer les lieux. Cette capacité d'organisation s'accompagne peu à peu de la prise de conscience que les discriminations et les inégalités ne sont pas immuables. Des mouvements de revendication s'organisent. Ils mobilisent des dizaines de milliers de personnes vivant dans des quartiers spontanés, c'est-à-dire autoconstruits et qui ne dispose souvent d'aucun service. Leur but est de réclamer les mêmes droits que ceux des habitants des quartiers résidentiels de la ville. Migrer à Lima équivaut, dès lors, à refuser de subir encore le hors-jeu social et ses conséquences. C'est revendiquer la reconnaissance de droits jusque-là refusés et la possibilité d'accéder un jour, pour soi ou ses descendants, à un meilleur statut.

Cependant, s'il y a bien un mouvement largement organisé qui s'apparente à une révolution par le nombre, force est de constater que cette révolution n'a pas complètement abouti. Les inégalités sociales et la marginalisation des habitants des quartiers informels restent vraies. Il n'y a pas de ville intégrant toutes ses composantes. Les quartiers informels restent désignés comme des lieux autres, à part de la ville officielle. Les noms utilisés pour les désigner montrent le maintien de cette dualité malgré l'évolution urbanistique de nombreux d'entre eux : *barriada* (bidonville), *pueblo joven* (village jeune), *assentamiento humano* (installation de population) et plus récemment *pueblo emergente* (peuple émergeant). Aucun nom n'est celui de *barrio*, c'est-à-dire simplement de quartier.

Les inégalités, non seulement économiques mais surtout d'opportunités, restent très élevées malgré un haut taux de croissance macroéconomique. Dans une étude faite en 2012, Javier Escobal, Jaime Saavedra, et Renos Vakis, économistes péruviens, relèvent que ces inégalités ne sont ni circonstancielles ni aléatoires. Pour eux, elles sont systématiques. Leur étude met en évidence que les opportunités d'un enfant à la naissance sont directement liées à son lieu de naissance, à son genre et au niveau socioculturel de ses parents. Même si, dans les discours politiques tenus sur la scène internationale, le pays travaille à la promotion de l'égalité d'opportunité, dans la pra-

tique, la majorité des investissements publics se font peu dans ce sens. La grande pauvreté a certes diminué, mais les inégalités ont, elles, augmenté (Escobal, Saavedra, Vakis, 2012). Si les statistiques confirment que le niveau d'extrême pauvreté a diminué globalement de façon significative, spécialement à Lima, mes observations à La Tablada de Lurin révèlent, elles aussi, une réalité moins lisse. La grande majorité des familles éprouvent toujours des soucis financiers au quotidien, parfois même pour s'alimenter, et il existe de grandes disparités entre les quartiers et entre les familles.

Il n'y a donc pas, à mon sens, d'ébauche d'une nouvelle culture citadine qui ouvrirait à une conscience nationale unitaire et plus de justice sociale. Ce qui se passe et se construit en bordure de la cité est ignoré d'elle. La dualité reste grande entre les habitants des quartiers marginaux autoconstruits et ceux des quartiers résidentiels de Lima. Cette dualité se traduit en différentiel d'opportunités et de considération. Ce qui change au fil de l'histoire, c'est la configuration de la classe dominante, mais pas le principe de domination, ni d'hégémonie.

S'il se crée dans les quartiers marginaux, par le fait même du mélange des origines, un peuple nouveau, créole, au sens où l'entend Édouard Glissant, ceux-ci influencent peu la façon d'être et de penser de ceux qui ont le pouvoir politique et économique. Ils n'amènent pas de signes de la création d'une nation intégrant tous les individus. C'est plutôt l'inverse qui se produit, la création d'une ville *bis*, dont l'État se désintéresse, une ville de l'entre soi par le fait même de la mise en marge et de la débrouille comme mode d'affronter le quotidien. Il n'est donc pas possible d'y voir, comme le propose José Matos Mar, l'impulsion irréversible vers la création d'une nation péruvienne intégrée et multiethnique (Reátegui, 2005).

Cependant, certaines propositions émanant de la municipalité métropolitaine de Lima, même si elles n'ont été que temporaires, montrent que la dualité entre la ville officielle et les quartiers marginaux peut changer. La volonté politique locale et régionale est importante pour tendre vers une métropole moins morcelée grâce à la reconnaissance de ces différentes composantes et ouvrir alors peu à peu à une conception de la nation comme multiculturelle.

2. Le projet municipal d'un parc récréatif, ébauche d'intégration d'un quartier marginal dans la ville

En 2012, la municipalité métropolitaine de Lima lance le projet de la création d'un parc récréatif dans le deuxième secteur de La Tablada, quartier marginal de Lima à 20 km au sud du centre-ville. Depuis la fondation du secteur en 1971, les habitants ont en effet réservé un terrain de plusieurs hectares qu'ils protègent jalousement malgré la pression immobilière, pour y créer un parc public. Durant des dizaines d'années, le parc reste un rêve et le terrain un espace désertique, légèrement vallonné, sale, encombré de déchets de constructions et de poubelles.

En 2012, Susana Villarán, maire de la métropole, lance un vaste programme d'établissement de huit nouveaux parcs récréationnels, dont un sur ce terrain

Pour entamer les travaux de transformation du terrain vague, un accord est passé entre la municipalité du district (Villa Maria Del Triunfo) et la municipalité de la métropole. Lorsque l'accord est obtenu, la question qui rapidement surgit est : comment transformer ce lieu d'abandon en un lieu public et convivial ? Gladis, qui travaille à ce projet, me commente alors : « Le problème que je perçois, c'est faire et transformer ces espaces vides en lieux alternatifs. »

Sous l'impulsion de la municipalité métropolitaine, une équipe intégrant des travailleurs sociaux de La Tablada est mise ne place. Elle a pour mission d'élaborer le plan de transformation sur une base participative, ce qui est inédit à Lima. La presse le commente : « La maire Susana Villarán a annoncé que pour la première fois, par un concours public comme celui-ci, l'opinion des voisins va être considérée, par la voie d'une consultation, pour le choix du design original du parc » (Radio Programa del Perú).

J'ai suivi année par année les différentes étapes du projet, rencontré les premiers comités qui l'ont lancé et différents groupes de population qui l'ont commenté : des groupes d'enfants, des familles, des commerçants, des jeunes socialement engagés, des groupes de skateboarders, de cyclistes ainsi que des groupes de jeunes des bandes urbaines locales. Au marché, au kiosque d'Elena, où je m'arrête souvent pour prendre un café, les langues vont bon train pour en parler. J'ai aussi suivi l'évolution du projet sur le site qui lui était consacré.

Durant plusieurs semaines, l'avis des gens est sollicité dans différents groupes de tous âges et de toutes conditions, de façon aussi large que possible. Des dessins, des suggestions, des textes, des poèmes, etc., individuels et de groupes sont récoltés. Ils disent l'imaginaire et les attentes.

Ce qui en ressort est un mixte d'éléments andins, d'observations de ce qui existe dans d'autres quartiers de Lima, de rêves personnels et d'images mondialisées, véhiculées par les médias. L'éventail des attentes montre les identités locales composites et en rhizomes (Deleuze & Guattari, 1980).

Des enfants ont dessiné des arbres, couverts de fruits. « Ce qu'il manque c'est peindre, colorer, la pampa », ont-ils dit. Un parc est pour eux une explosion de cœurs, de soleils, de fleurs, de couleurs, de jeux et de sourires, alors que la Tablada est essentiellement une zone de poussière et de sable. Les jeunes, de leur côté, ont réclamé des écoles de sport où ils puissent être coachés par des professeurs qualifiés et des espaces pour pratiquer leurs sports de rue : vélo, skateboard, etc. Un groupe de jeunes d'une bande urbaine réclame un centre culturel où le hip-hop qu'ils pratiquent pourra se faire entendre de façon officielle et être reconnu comme un art parmi d'autres. Ils demandent un lieu pour répéter, enregistrer, recevoir des conseils d'éducateurs culturels, pour troquer la violence contre de la musique et des rimes sans qu'ils doivent

renoncer à ce qui fait sens dans leur vie. Ils rêvent d'une scène et d'une salle de spectacle. Or dans les quartiers marginaux, il n'est pas classique d'avoir des centres culturels. Les infrastructures développées pour les jeunes sont souvent limitées à des terrains de sport laissés à disposition de « qui veut ». Les familles, de leur côté, souhaitent des espaces d'herbe où pouvoir se détendre et pique-niquer, des espaces protégés et surveillés où leurs enfants pourront circuler, pratiquer un sport, jouer sans risquer d'être agressés ou d'être abordés par des trafiquants de drogue. Pour Felicia, une vieille dame d'origine paysanne venue d'un hameau andin il y a plus de quarante ans, le projet du parc c'est le retour d'un espace vert, un coin de campagne dans la ville. Pour elle, les plantes font partie de la vie et du bien-être. Lorsqu'elle s'est installée à La Tablada il y a plus de quarante ans, elle a semé quelques herbes pour soigner, quelques légumes, des bananiers, des avocatiers et des fleurs. Devant sa maison, elle avait planté un eucalyptus. Mais les besoins de logement de la famille ont eu raison de l'arbre et du jardin. Lorsque ses enfants ont fondé une famille, ils ont construit chacun une petite maison dans un coin du terrain. Le jardin s'est rétréci peu à peu et l'arbre a été abattu. Felicia pleure son jardin disparu. Elle imagine le parc comme un large espace vert avec où elle pourra étendre une « manta[79] » et s'installer sur l'herbe, un espace avec des moutons, des lamas et un coin de potager. Pour elle, le parc sera un coin champêtre aménagé au cœur du quartier.

Le projet cristallise les attentes des habitants de tout âge. Il prend forme dans les discours comme l'expression de la reconnaissance sociale tant recherchée. Il est vu comme le signe de la transformation progressive du quartier marginal en un quartier respectable de gens respectables, citoyens officiels et reconnus de la Ville. Il se dessine dans les imaginaires comme un lieu considérant les attentes de la population et donnant accès à l'expression et à la valorisation de talents divers, à l'inverse des logiques habituelles d'exclusion.

Suite à la récolte des avis de la population, un concours d'architecte est organisé. Il est demandé aux participants de soumettre des propositions d'aménagement du parc sur base des suggestions populaires. La municipalité en retient six et les affiche sur les murs de l'agence municipale du quartier. Les habitants sont ensuite invités à voter pour le projet qui leur plaît le plus. De grandes urnes sont disponibles à cet effet. Le trottoir de l'agence municipale se transforme en lieu de rencontres, de débats et de discussions. Le projet finalement retenu prévoit, outre de larges espaces verts et arborés, la construction d'un centre culturel et d'une bibliothèque, d'un mirador et d'un amphithéâtre, d'une piste cyclable et du plus grand bike park de Lima, d'une piste de skateboard et de terrains de sport où des cours seront donnés. Il comprend aussi des aires de jeux pour les petits, une piscine chauffée semi-olympique, une zone de camping, de barbecue, de « pachamanca », de cultures biologiques, etc.

La demande d'avis à la population a fait exploser les imaginaires et les espoirs. Ceux qui ont toujours pensé devoir se contenter, comme investissement public, de la

[79] Châle péruvien.

construction de rues en escalier sur les collines trop escarpées pour y faire une route et de dalles de ciment comme surfaces récréatives se prennent à rêver. Serait-il possible qu'ils obtiennent, comme dans certains quartiers nantis de Lima, un véritable centre récréatif et un parc vert qui reste bien entretenu ?

Au début de l'année 2013, Susana Villarán, la maire de la capitale initiatrice du projet, reçoit de vives critiques d'opposants politiques. Ceux-ci lancent un référendum en vue de la forcer à démissionner à mi-mandat. Ils ont l'appui de la majorité des médias. À La Tablada, les gens sont inquiets. Ils craignent la destitution de la maire en place et que celui qui la remplacera ne reprenne pas le projet tel quel, mais l'adapte aux intérêts de son groupe. Il ne restera alors rien des avis donnés.

Des jeunes de La Tablada décident alors d'appuyer la campagne de soutien à la maire de Lima. Ils ne s'intéressent pas à la politique, mais pour eux, elle doit rester en place pour que le projet puisse aboutir. La campagne politique s'est muée en une campagne de défense de « leur » futur parc. Le référendum est finalement gagné par la maire de Lima. Pour les jeunes qui se sont investis dans la campagne politique, la victoire du « nous ne voulons pas qu'elle parte » est la victoire de leur projet. La politique dont ils se désintéressaient prend sens pour eux.

Le projet cependant prend du retard. Le gouvernement national tarde à transférer les fonds accordés, indispensables la réalisation du projet. Des groupes criminels, de leur côté, suivent aussi de près ce projet qui pourrait leur rapporter beaucoup d'argent. Par les menaces et les promesses de protection, ils espèrent détourner une partie des fonds.

En mars 2014, la construction démarre enfin, mais en octobre de la même année, de nouvelles élections ont lieu et la mairie de Lima change de groupe politique.

Fin 2016, le parc n'a toujours pas été inauguré. Une partie des travaux n'est pas achevée. Quelques activités s'y déroulent cependant déjà, à la grande joie de certains enfants (football, natation), et une entrée restrictive y est autorisée.

2.1. Basculement politique et remise en cause du projet de départ

Le maire élu est issu d'un groupe politique opposé à celui de la maire sortante. Rapidement après ces élections, le comité local qui accompagnait le projet depuis le début est licencié. À la question de savoir combien de personnes de La Tablada travaillent actuellement dans ce parc, puisque le but est aussi, au départ, de donner de l'emploi à des personnes locales, les employés me répondent : « oui, il y en a », ce sont les personnes chargées de l'arrosage. J'en compte rapidement trois. J'apprends ensuite que toutes les autres personnes employées viennent de l'extérieur, du quartier du maire et de son groupe politique essentiellement. « C'est une question de confiance », m'explique-t-on.

L'euphorie qui a accompagné les premiers cours de natation et les premiers entraînements de football sur la pelouse synthétique tourne peu à peu en questionnements, inquiétudes, voire en indignation. Les habitants ont rapidement perçu qu'on les dépossédait de « leur parc » et qu'à nouveau, des logiques de discrimination sont en place. Soledad, maman de deux enfants de 8 et 10 ans, me raconte :

> « Il y a un groupe de mamans qui se sont plaintes que l'eau [de la piscine] était très froide et que leurs enfants ne le supportaient pas. Mais le gérant s'est fâché et leur a dit : "Comment pouvez-vous réclamer après que nous vous avons fait un parc aussi beau ? Vous être des ingrates ! Vous voudriez peut-être que l'eau soit aussi chaude que dans les piscines de La Molina [note : La Molina est l'un des quartiers les plus chics de Lima)] ?" »

Nous retrouvons, dans ce discours du gérant, la logique de différence de droits et de traitement des habitants en fonction des lieux où ils vivent. Les propos de Gladis, pédagogue de La Tablada qui a accompagné le processus de récolte des avis de la population, me confirme la non-prise en compte par la mairie des aspirations des gens et le mépris des souhaits locaux par l'équipe actuelle :

> « Christine, je suis très préoccupée. Le maire propose que l'on fasse des restaurants au lieu de faire un centre culturel. Il dit : "Aux gens d'ici, que leur importe la culture ? Ce qui est important pour eux c'est manger et boire. De plus, dit-il, des restaurants, c'est beaucoup plus rentable." »

Le discours du gérant montre sa logique de traitement discriminatoire ; celui du maire, l'autorité maximale de la métropole, révèle la déconsidération des habitants des « quartiers marginaux » par l'une des hautes instances politiques du pays. À d'autres moments, d'ailleurs, il parle de la population locale en la qualifiant de *brutos* (imbéciles). Ce ne sont pas, pour lui, des citoyens à part entière capables de décisions et d'opinions, mais des habitants de basse catégorie incapables de réels projets, assignés à rester à l'écart et habitués à recevoir et à se satisfaire de ce que les pouvoirs politiques veulent bien leur accorder. Les pensées du maire et du gérant reprennent en contexte actuel les logiques de domination d'une population vue comme sous-développée, destinée à être soumise. C'est la même pensée fondamentale que celle développée par les Espagnols pour désigner les Amérindiens lors de la conquête du Pérou[80]. Le parc

[80] Nous retrouvons cette disqualification raciale héritée de la colonie, entre autres dans les propos d'Alejandro Deustua dans *La cultura nacional*, Lima, 1937. Pour lui, « les Indiens » et leurs descendants y compris métis ne sont pas capables de faire partie de la nation. Il affirme que seuls les descendants des Espagnols et les migrants européens sont réellement dignes d'intégrer la nation péruvienne, car ils ne sont pas contaminés par la « race indienne » : « El Perú debe su desgracia a esa raza indígena, que ha llegado, en su disolución psíquica, a obtener la rigidez biológica de los seres que han cerrado definitivamente su ciclo de evolución y que no han podido transmitir al mestizaje las virtudes propias de razas en el período de su progreso.[…] El indio no es ni puede ser sino una máquina. »
Le même type de discours est encore tenu par le maire de Lima lorsqu'il parle des habitants de La Tablada en 2016.

n'est alors plus le signe d'une promotion sociale, mais fait partie d'une stratégie « du pain et des jeux » pour occuper la population et éviter des révoltes. La proposition de transformation du centre culturel en restaurant semble d'ailleurs le montrer.

Les femmes du marché réunies au kiosque d'Emilia autour d'un café l'ont bien compris et me le racontent avec colère :

> « Le maire ne veut plus faire le centre culturel et la bibliothèque. Il dit : "Que vont faire ces gens avec des livres et à quoi va bien leur servir un centre culturel ?" Mais ça, nous n'allons pas le permettre ! Le centre culturel est pour nos enfants, pour qu'ils apprennent à danser, à bien chanter, à jouer de la musique, pour qu'ils puissent voir du théâtre et du cinéma. Nous autres, nous n'avons pas l'argent pour leur acheter des livres. »

Le projet du parc a réveillé la perspective de progrès et d'inclusion dans la ville qui avait animé les fondateurs de La Tablada. Les gens se sont remis à rêver. Ils ont fait de ce projet leur projet et veulent le défendre, car il correspond au rêve de « progrès » qui a motivé leurs migrations. Le parc, tel qu'il était initialement conçu, proposait des services de la même qualité que ceux proposés dans les lieux publics des quartiers résidentiels. Il affirmait non pas une égalité de condition de vie, mais une égalité de traitement en qualité de citoyen de la ville. C'est ce que la population locale attend et réclame. Le projet initial a, lui, montré que l'inclusion dans la ville peut se construire par un partenariat avec les autorités publiques, si celles-ci le décident concrètement. L'intérêt pour le politique s'est réactivé. Le gouvernement, considéré comme peu utile jusque-là, est devenu un gouvernement du possible à qui il faut réclamer et qu'il faut, si nécessaire, cadrer. Le droit d'opinion qui a été donné a réveillé chez certains le courage de réclamer ce qu'ils considèrent dorénavant comme leurs droits. Les femmes se sont particulièrement investies dans ce projet, car il trace des perspectives de progrès pour le futur de leurs enfants.

Conclusion

Le projet d'un parc municipal dans l'un de multiples quartiers aux marges de Lima, par les migrants venus des campagnes, nous révèle les tensions et les espoirs présents au sein de la population de la capitale et du pays. Son impact particulier est lié au contexte historique de la construction des marges de la ville.

Les migrations massives au Pérou des campagnes vers les villes ne sont pas seulement le résultat de mouvements de population fuyant la misère. Elles sont portées par un rêve, une utopie, un espoir, celui de la fin des discriminations sociales et culturelles présentes au Pérou depuis la conquête espagnole. Les villes, et en particulier Lima avec ses possibilités de travail, d'habitats, d'écoles, de lieux de soins, semblent en porter la promesse. Les paysans migrent donc pour devenir des citadins, des habitants de la ville et ainsi être reconnus comme des citoyens à part entière du pays, c'est-

à-dire pour avoir les mêmes droits que ceux des habitants des quartiers résidentiels (Matos Mar, 2012).

L'ampleur de ce phénomène migratoire a été qualifiée par l'anthropologue José Matos Mar de révolution par le nombre (*ibid.*). En effet, Lima est radicalement transformée par ces arrivées massives de nouveaux venus et par la création de nouveaux quartiers autoconstruits, qui finissent par enserrer la ville initiale. Cependant, la révolution par le nombre, le changement social, dont parle José Matos Mar, semblait avoir échoué pour faire place à la construction d'une ville duale. Les migrations n'y amènent pas de grands progrès en ce qui concerne la reconnaissance des classes populaires. Les discriminations restent fortes et ces quartiers informels ne sont pas vraiment considérés comme faisant partie de la ville. Les droits de ceux qui y vivent sont peu pris en compte dans les décisions municipales et nationales. La vie y est dure, les besoins immenses et les différents gouvernements qui se succèdent semblent l'ignorer.

Le projet du parc zonal réveille les espoirs d'inclusion dans la ville. C'est une initiative de la municipalité métropolitaine de Lima, qui marque un changement de regard, de considération et de stratégie des autorités politiques de la métropole. Un parc zonal est, en effet, un large espace public de la ville, disposant de multiples propositions culturelles et sportives. Il est ouvert à tous. C'est un lieu potentiel de croisement des différentes classes sociales et de personnes de différents lieux de la ville. L'espace public participe à construire la ville en tant qu'unité. La construction, dans un quartier en marge de la ville, d'un parc zonal bien équipé, semblable à d'autres parcs publics existant dans les zones résidentielles, est une façon de reconnaître que le lieu où il est implanté fait partie de la ville au même titre que les autres quartiers.

La particularité supplémentaire de la proposition municipale de ce parc est l'élaboration de ce projet sur base d'une consultation populaire. Cette consultation, elle aussi, marque un changement important par rapport aux politiques menées jusque-là. Elle trace une première ébauche de sortie de l'historique déconsidération de secteurs populaires en marge de la ville.

La large participation de la population lors de cette consultation montre la continuité, au fil des ans et des générations, du souhait des habitants d'être pris en compte dans les décisions politiques les concernant.

Le projet du parc réveille les revendications portées par cette révolution particulière par le nombre dont parle Joé Matos Mar. Elles apparaissent de façon renouvelée et apaisée, non plus malgré ou contre l'État, mais en partenariat avec des représentants officiels de l'État.

Les politiques publiques sont cependant à la merci d'éventuels changements de mandataires. Un changement de majorité durant la construction du parc va changer la perspective participative et la replacer dans une perspective assistantialiste. Les espoirs locaux de reconnaissance sont à nouveau frustrés. L'aspect culturel, particuliè-

rement, est mis de côté dans un déni des attentes de la population qui marque le retour du mépris et de la discrimination. La colère des habitants est d'autant plus grande que leur espoir a été réel.

Ce projet a cristallisé, dans un quartier marginal, un espoir plus largement porté par les larges franges populaires à Lima et au Pérou : celui d'être des citoyens de pleins droits du pays.

Si la prise en compte de l'opinion des gens n'a été finalement qu'une parenthèse dans une logique historique de discrimination, elle a cependant montré que l'avenir peut se décliner autrement. Ce projet montre que des initiatives même locales et avec un impact limité peuvent être vues comme des leviers importants de changement social et d'intégration.

La façon dont ce projet est proposé puis retourné et vidé de son sens montre le pouvoir symbolique du politique bien au-delà de son pouvoir économique. Il relève aussi les attentes des vastes secteurs marginaux : celles de ne plus être en marge des préoccupations de l'État, mais bien d'y être considérés en tant que populations dignes d'intérêt. Ce projet rappelle finalement, en positif puis en creux, le rôle primordial des autorités politiques dans l'établissement d'un État de droit.

Bibliographie

Caria, S.A., 2008, *Títulos sin desarrollo: los efectos de la titulación de tierras en los nuevos barrios de Lima,* Lima : Desco, Estudios Urbanos.

Degregori, C.I., 2012, *No hay país más diverso. Compendio de antropología peruana,* Lima : IEP.

Delcourt, L., Cheru, F., Ziccardi, A. *et al.*, 2008, *Explosión urbana y globalización,* Madrid : Edición Popular.

Deleuze, G. & Guattari, F., 1980, *Mille plateaux*, Paris : Minuit.

Deustua, A., 1937, *La cultura nacional*, Lima : Universidad de San Marcos.

Escobal, J., Saavedra, J., & Varkis, R., 2012, *¿Esta el piso parejo para los niños*?, Lima : BM, GRADE.

Gutierrez, G., 1972, *Essai pour une théologie de la libération*, Paris : Profac.

Matos Mar, J., 2012, *Perú. Estado desbordado y sociedad nacional emergente.* Lima : Universidad Ricardo Palma, Universitaria.

Matos Mar, J., 2009, « La emergente sociedad national peruana », *Scientia,* XII(12), Lima, pp. 15-26.

Ramírez Corzo, D. & Riofrío, G., 2006, « Formalización de la propiedad y mejoramiento de barrios: bien legal, bien marginal », *Observatorio Urbano: Estudios Urbanos*, 1, Lima : Desco.

Reátegui, F., 2005, « Matos Mar José. Desborde popular y crisis del estado. Veinte años después», in *Dissidences. Hispanic Journal of Theory*, Lima : Fondo editorial del Congreso de la República, en ligne [http://www.dissidences/ReviewMatosmar.html], consulté le 20 avril 2015.

Wachtel, N., 1971, *La Vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole 1530-1570,* Paris : Gallimard.

Site Internet

Radio programa del Perú, le 15/02/2012, in *RPPnoticia* du 15/02/2012, en ligne [http://rpp.pe/lima/actualidad/vecinos-de-vmt-participaran-en-eleccion-de-diseno-de-nuevo-parque-zonal-noticia-451540], consulté le 15 février 2017.

Résistance ou négociation ?

Intégration régionale, extractivisme minier et conflits pour l'accès aux ressources foncières en Amazonie péruvienne

Céline Delmotte

Résumé

Faire tomber les barrières physiques des territoires amazoniens est l'une des visées majeures de l'intégration régionale sud-américaine, qui prend forme à partir des années 2000 et semble, en Amazonie, évoluer de concert avec une conflictualité croissante pour la terre. Basée sur une étude menée en Amazonie péruvienne, la présente contribution analyse la concomitance d'un projet routier né de l'IIRSA[81] et d'une ruée vers l'or accompagnée de conflits fonciers. Elle étudiera l'occupation historique et actuelle de l'espace concerné et sa construction sociale, en soulignant les principaux traits des conflits fonciers et des mécanismes de résolution de conflit utilisés afin de déterminer l'influence de l'infrastructure routière dans les modes d'accès aux ressources foncières.

Resumen

Derribar las barreras físicas de los territorios amazónicos es uno de los objetivos principales de la integración regional sudamericana, que se materializa a partir de los años 2000 y parece, evolucionar a la par de una creciente conflictividad por la tierra en la Amazonía. Basada en un estudio realizado en la Amazonía peruana, la presente contribución analiza la aparición conjunta de un proyecto carretero emprendido por la IIRSA y una « fiebre del oro » acompañados de conflictos por la tierra. Se examina la ocupación histórica del espacio y la construcción social del mismo, con énfasis en los rasgos principales de los conflictos y los mecanismos de solución adoptados, a fin de determinar la influencia de la infraestructura vial en las formas de acceso a los recursos de la tierra

Introduction

Dès 1980, l'intégration continentale prend un nouveau tournant en Amérique du Sud. La fin des gouvernements militaires et le retour à la démocratie conduisent à un renversement des paradigmes géopolitiques en vigueur et ouvrent la voie aux projets d'intégration continentale. Face à la prégnance de l'État-nation sur le continent, il faudra cependant attendre le début des années 2000 pour voir se développer une initiative

[81] Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana.

concrète : l'Initiative pour l'intégration régionale sud-américaine (IIRSA). Créée à Brasilia en 2000, l'IIRSA est un vaste programme d'intégration physique du continent, promouvant la construction de routes, ponts, voies fluviales et liaisons énergétiques et de communication, particulièrement dans les zones tropicales et andines. Pensée pour apporter une réponse à la difficulté que rencontrent les États sud-américains à « exister dans la mondialisation » (Perrier Bruslé, 2014, p. 220), l'IIRSA cherche ainsi à faciliter les échanges économiques entre pays sud-américains.

À la trifrontière entre le Brésil, la Bolivie et le Pérou, ces mégaprojets d'infrastructures débutent dès la moitié des années 2000, et progressent très rapidement. Néanmoins, à la même époque et parallèlement à l'avancée de ceux-ci, s'observe une augmentation considérable de la conflictualité pour la terre en Amazonie péruvienne. En effet, les intérêts et logiques des différents acteurs amazoniens – communautés natives, mineurs, concessionnaires forestiers, agriculteurs, etc. – s'affrontent, donnant naissance à de nombreux conflits fonciers latents ou violents (Alvarado, 2014, p. 10).

Cette apparition conjointe et simultanée entre projets nés de l'IIRSA et conflits fonciers en Amazonie péruvienne est-elle le fruit du hasard ? Les premiers induisent-ils les seconds ou, au contraire, évoluent-ils de manière indépendante ? Existe-il certains facteurs externes qui influenceraient la potentielle relation entre IIRSA et conflictualité foncière ? Pour répondre à ces différents questionnements, le département péruvien de Madre de Dios est ici pris en analyse. Véritable espace témoin des politiques d'intégration régionale actuelles, Madre de Dios est aujourd'hui le berceau d'un des projets les plus importants de l'IIRSA : la route interocéanique. Dans ce département amazonien, l'IIRSA s'est en effet matérialisée par la construction d'un corridor routier biocéanique qui relie les ports maritimes péruviens aux ports maritimes brésiliens.

Particulièrement intéressant à analyser, ce département est depuis 2006 traversé par cette nouvelle route et est marqué, au même moment, par une véritable ruée vers l'or et de nombreux conflits pour la terre. En ce sens, la visée du présent chapitre est d'analyser, de manière historique et spatiale, l'apparition conjointe et simultanée de l'Interocéanique et des conflits fonciers à Madre de Dios, en mettant l'accent sur les conflits existant entre concessionnaires forestiers et mineurs artisanaux informels et illégaux.

À ce jour, la littérature produite sur le sujet s'est en effet davantage intéressée aux relations conflictuelles existantes entre agriculteurs et mineurs, entre mineurs formels et informels, ou encore entre communautés natives et mineurs à Madre de Dios (Alvarado, 2014, p. 34 ; Borasino, Escobedo, 2010, p. 594 ; Pachas, 2008, p. 242 ; Pachas, 2012, p. 40 ; Rodriguez, 2011, p. 9). Ce chapitre contribue ainsi à la discussion, en prenant cependant le contrepied de produire des données empiriques permettant de décrire et analyser, dans la perspective de l'Interocéanique, les conflits pour l'accès aux ressources foncières entre concessionnaires forestiers et mineurs à Madre de Dios, ainsi qu'étudier leur stratégie respective en ce qui concerne la terre. Dès lors, les questionnements secondaires qui guideront cette contribution sont : (1) comment

apparaissent et se développent les conflits fonciers entre concessionnaires forestiers et mineurs dans la zone d'influence de l'Interocéanique à Madre de Dios ? ; (2) quelle est l'origine de ces conflits et quelles sont les stratégies des deux acteurs en ce qui concerne la terre ? ; et enfin (3), de quelle manière résolvent-ils leurs conflits ?

Tout d'abord, pour comprendre comment sont apparus et ont évolué les conflits fonciers dans le département, il est important d'étudier l'occupation historique et actuelle de l'espace à Madre de Dios. Il s'agira en ce sens, dans la première section, de caractériser le cadre naturel et la construction socioéconomique du département, d'étudier son peuplement historique et actuel, pour analyser *in fine* l'interaction existante actuelle entre Interocéanique, circulation migratoire et propriété foncière. Une seconde section se penchera ensuite sur les conflits d'usage de l'espace à Madre de Dios. Il sera question d'explorer les particularités des affrontements entre concessionnaires forestiers et mineurs et d'examiner les mécanismes à travers lesquels ces acteurs résolvent leurs conflits. Au croisement de ces deux échelles d'analyse se posera la question transversale du rôle de l'Interocéanique dans les modes d'accès aux ressources foncières.

1. Construction sociale et évolution sociohistorique du territoire à Madre de Dios

1.1. Madre de Dios : un territoire conquis et historiquement exploité

Connu pour être la capitale de la biodiversité péruvienne, le département de Madre de Dios est situé dans le sud-est du Pérou. Il est limité à l'est par le Brésil et la Bolivie, et au sud par les départements alto-andins de Puno et Cusco. Intégralement *selvático* (recouvert de jungles), il possède l'une des plus grandes diversités biologiques de la planète.

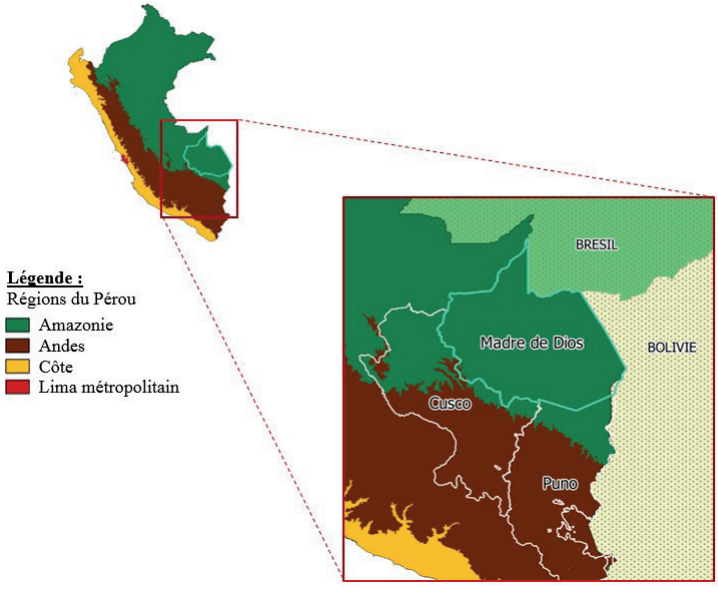


Figure 1. Localisation du département amazonien de Madre de Dios
(Source : SERNANP, 2015 ; Élaboration : Céline Delmotte)

Outre la richesse de ses écosystèmes, Madre de Dios se singularise également par une riche mosaïque culturelle et sociale caractérisée par la présence de plus de vingt communautés natives, 200 communautés paysannes et immigrants de tout horizon. Cette région étant en effet un territoire riche en gaz, pétrole, caoutchouc, bois, or ou *castaña*[82], son peuplement et son articulation avec le reste du pays ont, historiquement, toujours dépendu de l'essor de l'exploitation des ressources naturelles et par conséquent, la formation de son espace socioéconomique s'est toujours basée sur de véritables « fièvres » ou « booms » extractifs (De La Torre, 1987, p. 69).

De nombreux auteurs (De La Torre, 1987, p. 69 ; Mosqueira, 1993, p. 2 ; Lossio, 2002, p. 553) identifient le boom du caoutchouc comme point de départ de l'occupation sociale et territoriale à Madre de Dios. Couvrant les années 1890-1920, cette ère du caoutchouc engendre les premiers flux migratoires depuis le département de Loreto et certaines régions andines : « Avec l'exploitation du caoutchouc affluent à Madre de Dios de nombreux aventuriers qui s'y rendent dans l'intention d'obtenir des gains importants, entraînant avec eux un grand contingent de main-d'œuvre pour le travail dans les plantations » (De La Torre, 1987, p. 72). En ce sens, selon Válcarcel (1992, p. 91), García (1982, p. 260) et Lossio (2002, p. 554), ce boom du caoutchouc marque l'établissement des premières haciendas et noyaux de population à Madre de

[82] Noix du Brésil, en français.

Dios, faisant également apparaître une série d'entreprises étrangères qui s'approvisionnent en main-d'œuvre native et étrangère.

Néanmoins, à partir de 1920, le commerce du caoutchouc entre en crise. La demande internationale pour ce produit amazonien chute drastiquement ; cela provoque, à Madre de Dios, la ruine de dizaines de *caucheros*[83] et, par conséquent, un arrêt de l'afflux migratoire et le dépeuplement quasi instantané du département (Delboy, 1913, p. 3).

Les années 1915-1935 marquent alors une période de stagnation et de crise pour la région (Lossio, 2002, p. 554). Il faudra attendre la fin des années 1930 pour qu'apparaisse une nouvelle ère extractive : la première fièvre de l'or. Celle-ci trouve ses origines dans les stratégies de diversification économique des *caucheros* (Valencia, 2014, p. 34) et se concentre tout d'abord à Quincemil, pour ensuite s'étendre aux rivières Colorado, Madre de Dios et Inambari. À cette époque, les mineurs utilisent des méthodes artisanales d'extraction, générant les premières grandes migrations andines temporaires de travail. Cependant, une fois les gisements superficiels épuisés et sans aucune technologie pour approfondir l'exploitation aurifère, la production chute, ce qui provoque une décroissance considérable de cette activité à la moitié des années 1950.

De 1955 à 1965, un nouveau front extractif se développe (la *castaña*) et, à la même époque, le premier chemin ouvert au transit routier entre Quincemil et Puerto Maldonado est construit (1962), marquant la fin de l'isolement terrestre de Madre de Dios (Válcarcel, 1992, p. 25). En effet, suite au dépeuplement relatif de l'Amazonie provoqué par la crise du caoutchouc, les gouvernements successifs décident d'y mener une politique agressive de colonisation, qui résulta, selon Barclay *et al.* (1991, p. 134), en la construction de routes de pénétration. À Madre de Dios, celles-ci entraînent une remarquable accélération des échanges commerciaux avec le département voisin de Cusco, l'arrivée continue d'immigrants d'origine principalement andine, et par conséquent, l'expansion des fronts extractifs/productifs ainsi qu'une plus grande occupation désordonnée du territoire (Borasino, Escobedo, 2010, p. 574 et 581).

De 1970 à 1980, une seconde fièvre de l'or intensifie la présence des colons andins. Selon Mosqueira (1993, p. 17), celle-ci s'explique par trois facteurs principaux : la croissance soutenue du prix de l'or, les politiques de colonisation de l'Amazonie menées par le président Belaunde à travers l'amélioration de l'infrastructure routière et la promotion de l'activité aurifère, ainsi que la crise de l'agro dans les Andes. Valencia (2014, p. 35) et Lossio (2002, p. 572) ajoutent à ces facteurs l'utilisation de machines de plus en plus sophistiquées – qui permettent une exploitation plus intensive –, ainsi que la présence de Puerto Maldonado comme centre d'approvisionnement d'intrants miniers. Ainsi, durant la décennie 1970, l'activité minière est dirigée

[83] Exploitants de caoutchouc, en français.

en grande partie par des groupes sociaux ou individus qui ne sont pas originaires du département, mais qui y ont été précédemment attirés par les possibilités d'emploi, de terres et surtout d'enrichissement rapide de l'activité aurifère (Arnillas & Ponce, 2008, p. 84 ; Arriarán & Gómez, 2008, p. 154). Ceux-ci génèrent désormais une importante demande de main-d'œuvre à laquelle répondent massivement les populations paysannes des Andes du sud du pays qui, au cours des années 1980, connaissent un processus de violence politique (terrorisme), crise et limitation des ressources productives disponibles sur leur terre d'origine (Gonzales, 1998, p. 5 ; IIAP, 2001, p. 12). À cette époque, les vagues migratoires s'intensifient donc, non plus seulement depuis Cusco et Puno (comme cela avait été le cas pour le premier boom aurifère), mais aussi depuis Arequipa, Abancay et Ayacucho[84].

De 1970 à 1985, l'activité minière s'accroît de manière soutenue et atteint un pic en 1988. Cependant, à la fin de la décennie 1980, le commerce de l'or perd progressivement de l'importance à cause de l'épuisement des ressources, du bas prix du métal et de la crise économique qui traverse l'ensemble du pays. La décennie 1990 verra ensuite la mise sur pied du gouvernement Fujimori qui implémentera une série de politiques néolibérales (libéralisation des terres et promotion de la colonisation de l'Amazonie notamment) qui auront d'importances répercutions sur la migration interne et l'occupation productive de l'espace à Madre de Dios, faisant obstacle aux futures lignes de politique d'aménagement du territoire dans la région.

Résumant ainsi ces premiers éléments d'analyse historique et spatiale, Junquera (1999, p. 288) avance qu'à Madre de Dios, l'occupation du territoire et la construction sociale du département répondent davantage à un processus incontrôlé et spontané qu'à des politiques étatiques dirigées. L'occupation incontrôlée débute avec le boom du caoutchouc (1890) et se maintient jusqu'aux années 1990 avec le second boom de l'or ; en un peu plus d'un siècle, le département de Madre de Dios passe ainsi d'un espace caractérisé par une économie naturelle, à un espace régional marqué par une économie extractive-mercantile dominée par une population migrante d'origine principalement andine (Válcarcel, 1992, p. 1). Borasino et Escobedo (2010, p. 580) ajoutent à cela la construction de la voie de pénétration Quincemil-Puerto Maldonado construite dans les années 1960, qui influe fortement sur ces deux processus d'occupation spontanée et de migration incontrôlée.

1.2. Un géant de béton au cœur de la capitale de la biodiversité péruvienne

Au début des années 2000, et dans le cadre de la mise en place de l'IIRSA, le Brésil, le Pérou et la Bolivie développent un partenariat stratégique pour construire un axe routier biocéanique : la route interocéanique. Au Pérou, ce projet prend le

[84] Selon García (1982, p. 267), des 300 mineurs existant en 1975, le département en comptait 8 000 en 1978 et plus de 20 000 en septembre 1980.

nom de *route interocéanique sud* et consiste en la construction et réhabilitation de 2 603 kilomètres de voies terrestres reliant l'État amazonien d'Acre (Brésil) aux villes portuaires d'Ilo, Matarani et San Juan de Marcona, sur la côte méridionale du Pérou (Fernandez, 2010, p. 87). Aujourd'hui terminée, il s'agit de la première voie qui relie le système routier brésilien au système routier péruvien, en connectant l'Atlantique au Pacifique.



Figure 2. Tracé de la route interocéanique sud (tronçon péruvien)
(Source : MTC, 2016 ; Élaboration : Céline Delmotte)

À Madre de Dios, ce projet interocéanique dure quatre ans (2006-2010) et débouche sur le bitumage de la première voie de pénétration Quincemil-Puerto Maldonado construite dans les années 1960.

1.3. Interocéanique, circulation migratoire et propriété foncière en contexte de fièvre de l'or

Depuis la moitié des années 2000, et se calquant sur les différents booms qui ont progressivement modelé l'occupation de l'espace à Madre de Dios, le département fait face à une troisième fièvre de l'or qui complexifie son scénario social et environnemental. Devenu en quelques années la plus grande région d'exploitation d'or artisanale du Pérou (Torres, 2007, p. 10), le département produit aujourd'hui, à lui seul, 70 % de l'or national extrait à petite échelle (Vérité, 2009, p. 43).

Dans ce contexte, de nombreux auteurs (Borasino & Escobedo, 2010, p. 582 ; Valencia, 2016, p. 12 ; Rivero & Díaz, 2012, p. 19 ; Arriarán & Gómez, 2008, p. 141) avancent l'existence d'une étroite relation entre l'apparition de ce troisième boom de

l'or et la construction de l'Interocéanique dès 2006. Ceux-ci s'accordent pour dire que l'amélioration des voies de communication mène, à Madre de Dios, à un plus grand dynamisme du front minier. Ceci s'explique, d'une part, parce que l'Interocéanique facilite la mobilité spatiale vers Madre de Dios et permet donc l'arrivée massive et incontrôlée d'une main-d'œuvre flottante. D'autre part, la nouvelle route amplifie l'usage de technologies dans l'activité minière en offrant des facilités logistiques qui n'existaient pas auparavant. Elle permet en effet d'introduire des moteurs de plus grande capacité, des combustibles et des explosifs dans des zones plus reculées (Benavides, 2015, p. 259).

L'Interocéanique semble donc jouer un rôle clé dans l'intensification actuelle de l'activité aurifère à Madre de Dios. Néanmoins, cette nouvelle voie de communication n'est pas l'unique facteur à prendre en compte ; deux facteurs exogènes, essentiels, viennent s'ajouter à l'analyse et se combinent pour expliquer cette récente ruée vers l'or amazonien.

Tout d'abord, l'augmentation soutenue de la demande et, par conséquent, du prix de l'or sur les marchés internationaux depuis le début du XXIe siècle. De 250 USD l'once[85] d'or entre 1999 et 2000, ce prix est passé à 700 USD en 2005, et à 900 USD à la fin de l'année 2007. En 2013, la même quantité d'or valait 1300 USD (Alvarez-Berríos & Aide, 2015, p. 2).

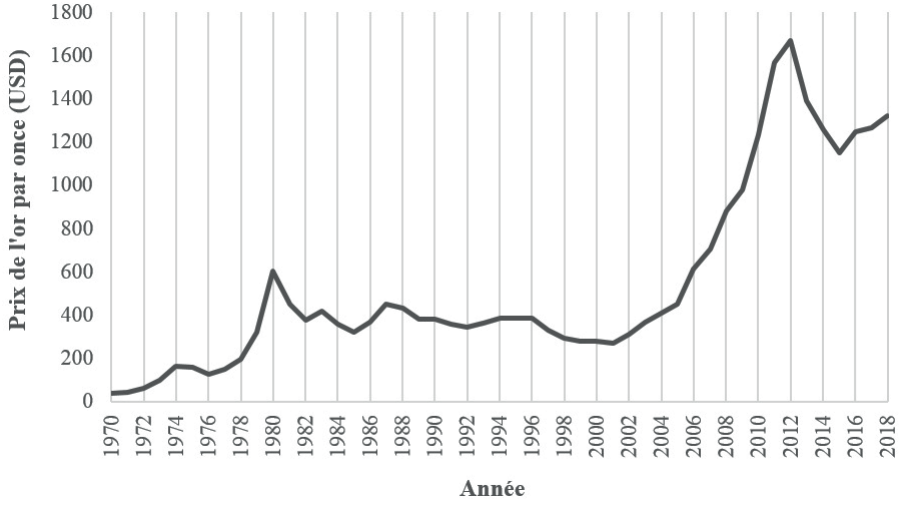


Figure 3. Prix de l'or par once (USD) – Janvier 1970 à 2018
(Source : World Gold Council, 2018 ; Élaboration : Céline Delmotte)

Pour Arriarán et Gómez (2008, p. 169), la puissance explicative de ce facteur serait même supérieure à celle de l'Interocéanique : « L'Interocéanique n'augmente

[85] Une once d'or équivaut à 28,35 grammes d'or.

pas tellement la base productive aurifère, celle-ci s'amplifie surtout avec la croissance des prix internationaux de l'or. Face à la variation des prix des métaux, d'importants segments de la population réagissent rapidement. »

Dans un deuxième temps, un autre facteur important à considérer est celui des politiques historiques de colonisation de l'Amazonie. Madre de Dios a toujours été construit dans l'imaginaire national et les politiques de colonisation péruviennes comme un espace indomptable, inaccessible, immensément riche, qui devait être conquis, évangélisé, civilisé et occupé pour le contrôle de ses ressources. De ce fait, et depuis plusieurs décennies, des pans entiers de la société se mobilisent vers Madre de Dios, attirés par cette croyance faussée de libre disponibilité de la terre.

Résultat de la confluence de ces différents facteurs, Madre de Dios se présente aujourd'hui comme une zone réceptrice d'immigrants, principalement andins, qui répondent à travers la circulation migratoire aux problématiques de leur milieu d'origine. Ceux-ci s'insèrent alors informellement dans le marché du travail aurifère, produisant diverses pressions sur l'espace et générant une occupation désordonnée du territoire. Différents fronts (minier, forestier, agricole, etc.) se superposent désormais les uns aux autres, donnant naissance à de nombreux conflits liés aux droits de propriété et d'usage de la terre.

2. Conflits d'usage de l'espace entre mineurs et concessionnaires forestiers : une insécurité foncière ?

2.1. Désordre territorial et conflits à Madre de Dios : concepts et panorama actuel

Selon Valencia (2016, p. 2), depuis 1970, l'expansion des activités extractives à Madre de Dios a généré une occupation désordonnée et violente du territoire ainsi que plusieurs cycles de conflits, qui seront ici entendus comme : « un processus dans lequel au moins deux parties luttent pour obtenir les mêmes ressources naturelles, impliquant trois conditions basiques : la rareté, la détérioration ou la privation » (Ortiz, 1999, p. 5). En ce sens, et depuis 2005, de nombreux conflits confrontent les mineurs à un ensemble varié de propriétaires fonciers (communautés natives, agriculteurs, concessionnaires forestiers, etc.). À la différence des conflits liés à l'activité minière dans d'autres départements du Pérou, à Madre de Dios, ceux qui génèrent de l'incertitude ne sont pas des entreprises légalement constituées, mais de petits acteurs multiples dont le dénominateur commun, outre l'informalité ou l'illégalité, est le manque d'ancrage ou de sentiment d'appartenance à la zone ; il s'agit de « mineurs d'origine andine, qui sont de passage dans le département » (Brack *et al.*, 2011, p. 24).

À Madre de Dios, il existe deux types de régimes de mineurs affectant les droits d'autres types d'usagers : (1) les mineurs illégaux et (2) les mineurs informels.

Conformément au décret 006-2012-MEM (article 2), le mineur illégal réalise ses activités sans respecter les exigences des normes administratives, techniques, sociales et environnementales qui régissent son secteur et travaille, en outre, dans des zones non aptes à l'activité minière. Le mineur informel, lui, a introduit une sollicitation de concession minière, dans une zone apte à l'activité minière et auprès de l'autorité compétente. Il a obtenu le titre de concession, toutefois, son droit d'usage est incomplet, car il lui manque les études d'impact environnemental et la certification pour pouvoir entamer des activités d'extraction.

Aujourd'hui, la principale cause de conflits entre ces deux types d'acteurs et les autres usagers du département relève de la superposition de droits fonciers.

2.2. Particularités des conflits fonciers entre concessionnaires forestiers et mineurs

Afin de comprendre l'apparition simultanée de l'Interocéanique et des conflits fonciers à Madre de Dios, une étude de cas a été menée auprès de huit concessionnaires forestiers entre février et mai 2012. Cette étude consistait en une approche mixte combinant : (1) questionnaires structurés administrés aux huit concessionnaires forestiers sélectionnés ; (2) entretiens semi-directifs menés auprès d'acteurs locaux (institutions publiques, ONG, mineurs indépendants, etc.) ; (3) visites de terrain et observation directe ; et (4) révision de littérature existante.

En ce qui concerne la localisation géographique des huit concessions forestières sélectionnées, celles-ci se trouvent dans la zone d'influence de la route interocéanique sud ; certaines sont situées à moins de 50 kilomètres de celle-ci, d'autres en sont plus éloignées, ce choix ayant été opéré afin de pouvoir comparer la prégnance ou relative absence de conflits fonciers en leur sein.

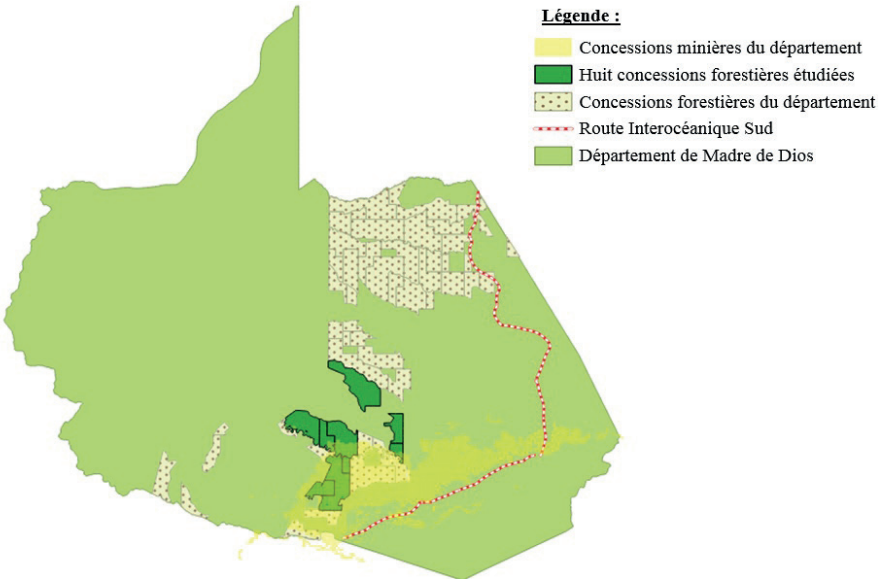


Figure 4. Localisation des huit concessions forestières étudiées
(Source : Atrium (GIS) ; Élaboration : Céline Delmotte)

Sur le territoire de ces huit concessions forestières, les conflits apparaissent d'une part avec des mineurs illégaux et, d'autre part, avec des mineurs informels.

Dans un premier temps, les concessionnaires forestiers doivent affronter les invasions fréquentes de mineurs illégaux, qui s'implantent sur leur territoire et y travaillent sans aucun titre de propriété. À Madre de Dios, ces processus invasifs remontent à plusieurs décennies et surgissent, comme il a déjà été souligné, en réponse à la perception de libre disponibilité de la terre liée aux imaginaires amazoniens et en partie véhiculée par les gouvernements successifs à travers leurs politiques de colonisation. Il existe en effet toujours, dans le département, un imaginaire trompeur lié à l'existence de grands espaces libres – qui contribue fortement aux conflits fonciers – bien qu'aujourd'hui, l'ensemble du foncier soit bloqué.

Dans un deuxième temps, des conflits se développent également entre concessionnaires forestiers et mineurs informels. Les droits d'usage miniers, incomplets, se superposent en effet, dans notre cas d'étude, aux droits forestiers.

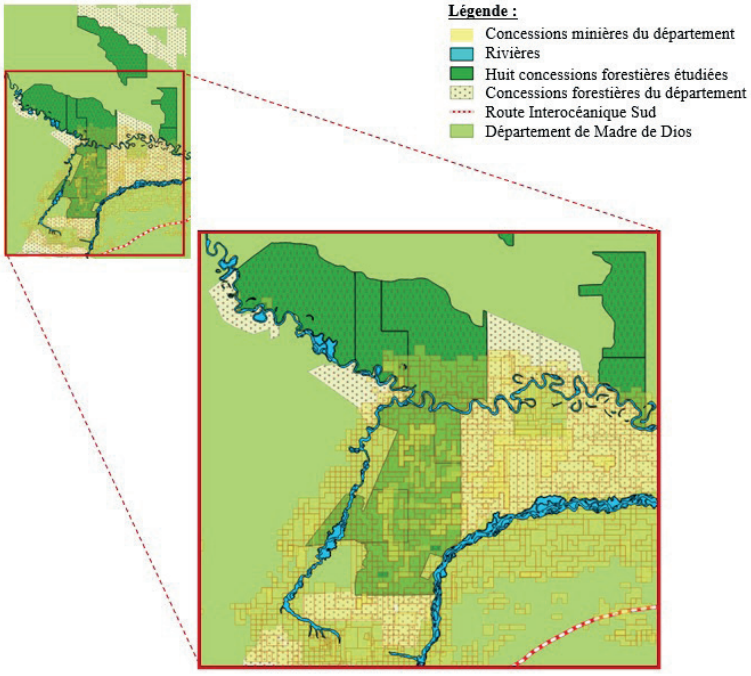


Figure 5. Superposition foncière entre concessions forestières et minières
(Source : Atrium (GIS) ; Élaboration : Céline Delmotte)

À Madre de Dios, les procédures d'attribution de concessions minières sont tout à fait indépendantes de celles de caractère agricole ou forestier. C'est-à-dire que, jusqu'à présent, il n'existe aucune coordination entre les institutions publiques régionales qui attribuent les titres de concessions minières et forestières. Cela a généré le problème central de la superposition entre le front minier et le front forestier, ainsi que les confrontations entre entités régionales, qui ont progressivement mené à une désarticulation institutionnelle (Borasino & Escobedo, 2010, p. 587). Ainsi, à ce jour, les titres de propriété y sont attribués sans vérifier les superpositions de droits, et les différents organes compétents manquent de personnel et de budget pour faire les vérifications nécessaires sur le terrain (Rivero & Díaz, 2012, p. 19). Cette situation engendre, comme la figure 5 le souligne, la superposition foncière et les conflits pour l'usage et l'extraction des ressources naturelles dans notre zone d'étude ; une conflictualité qui se voit accentuée au sein des concessions forestières situées à moins de 50 kilomètres de l'Interocéanique.

Cette situation de superposition, fomentée par un État faible, voire absent, mène dans cinq des huit concessions étudiées à des conflits ouverts, parfois très violents. Néanmoins, ceux-ci ne se convertissent pas toujours en confrontations directes ; au

contraire, les concessionnaires forestiers et les mineurs développent diverses stratégies pour résoudre leurs conflits.

2.3. Entre résistance et négociation : la résolution des conflits pour la terre

Dans notre zone d'étude, trois instruments principaux de résolution de conflits sont utilisés. Ceux-ci incluent, premièrement, des instruments légaux comme les plaintes administratives auprès des autorités compétentes et les procès ; deuxièmement, des modes alternatifs de résolution de conflits tels que la négociation (Menkel-Meadow, 2015, p. 1 ; Shavell, 1995, p. 2) ; et enfin, des méthodes extra-légales comme les menaces ou la corruption. Alors que les premiers outils sont mobilisés par les concessionnaires forestiers, les seconds le sont par les deux types d'acteurs et les troisièmes par le groupe des mineurs.

En ce qui concerne les instruments légaux, lorsqu'il y a invasion minière et dégradation environnementale à l'intérieur de son territoire, le concessionnaire forestier a le droit de présenter une plainte administrative auprès de l'autorité régionale forestière : l'OSINFOR[86]. En réponse, l'OSINFOR doit examiner la plainte, vérifier son contenu, aller sur le terrain et s'il y observe une dégradation environnementale effective, transférer la plainte au pouvoir judiciaire. Néanmoins, dans les faits, il semble que l'application de cette procédure légale reste faible. De nombreux auteurs (Sears & Pinedo-Vasquez, 2011, p. 619 ; Smith *et al.*, 2006, p. 460) soulignent les irrégularités existantes entre les régulations et les pratiques de terrain, qui sont dues selon eux à un manque de gouvernance et d'implication des institutions locales. En ce sens, l'un des huit concessionnaires affirme : « J'ai déposé plainte avec des photos, tout le nécessaire, mais ils ne font rien. Les lois sont faites, écrites et publiées, mais restent sans application. Ils ne les font pas respecter. »[87] Les concessionnaires forestiers se plaignent de l'incapacité de l'OSINFOR à résoudre les disputes liées aux invasions ou superpositions foncières et soulignent en outre les délais et coûts démesurés liés à la plainte (Smith *et al.*, 2006, p. 466). Les huit concessionnaires forestiers s'accordent pour dire que l'OSINFOR ne répond pas aux plaintes (ou de nombreux mois plus tard) et que les visites de terrain de vérification d'infraction ne font pas partie du service public, mais doivent être payées par le concessionnaire lui-même. En ce sens, Torres (2003, p. 33) affirme que le budget financier et les ressources humaines allouées à l'OSINFOR sont inadéquats par rapport à ses missions. En outre, son personnel n'est pas suffisamment formé et change fréquemment à cause de problèmes de corruption.

En effet, la stratégie la plus courante des mineurs pour faire disparaître la plainte administrative des concessionnaires forestiers est de corrompre les agents de l'OSIN-

[86] Organisme de supervision des ressources forestières, en français.

[87] Concessionnaire forestier n° 5, *entretien*, réalisé par Céline Delmotte, Puerto Maldonado, 18 avril 2012.

FOR lorsque ceux-ci effectuent les vérifications de terrain. Outre la corruption, les mineurs font également appel aux menaces et représailles : « Au sein de ma concession, la situation est devenue dangereuse. Je reçois chaque jour des menaces de mort venant de mineurs originaires d'Ayacucho. Je vis donc désormais dans un motel. »[88]

Il existe donc, à Madre de Dios, un réel manque de volonté politique pour que la problématique de superposition foncière et les conflits qui en découlent se résolvent. L'industrie minière locale est devenue la force sociopolitique dominante du département ; en 2014, un candidat soutenu par les mineurs – Luis Otsuka – a été élu gouverneur départemental, ce qui signifie que l'activité minière bénéficie désormais du soutien du pouvoir politique en place, face à d'autres fronts économiques tels que le forestier. Ainsi, plusieurs auteurs (Pachas, 2008, p. 254 ; Alvarado, 2014, p. 45) avancent que le facteur le plus problématique à Madre de Dios est institutionnel. Ce qui pose question, ce n'est pas l'activité minière en soi, mais le manque de volonté institutionnelle et l'absence de politiques publiques pour la réguler. Selon Pachas (2008, p. 254), « la propriété se réfère à une série de droits qui se définissent et se protègent au travers de la souveraineté locale », or à Madre de Dios, la confusion foncière et le manque de droits de propriété clairs sont générés par les institutions locales elles-mêmes.

Dès lors, et en réponse aux problèmes de gouvernance et à la faible présence de l'État, la plupart des concessionnaires forestiers ne recourent plus aux plaintes administratives auprès de l'OSINFOR, préfèrent éviter les procès coûteux auprès du pouvoir judiciaire, et optent donc pour une méthode alternative de résolution de conflits : la négociation, étant définie comme :

> « toute forme de communication directe ou indirecte à travers laquelle les parties ayant des intérêts opposés discutent la forme de l'action qu'ils pourraient mettre en place pour gérer et, en fin de compte, résoudre le conflit qui les oppose » (Law Society of Upper Canada, 1992).

Pour résoudre leurs conflits, les concessionnaires forestiers négocient, avec les mineurs, une compensation financière pour la violation de leurs droits de propriété. Cette compensation consiste généralement en le paiement d'une *regalía*[89] hebdomadaire, à savoir l'équivalent en or d'une journée de travail par semaine ou 10 % de la production hebdomadaire. Cette situation correspond à ce que Bebbington (2009, p. 121) appelle le *livelihood based environmentalism*, dans lequel la négociation peut toujours résoudre un conflit si l'une des parties accepte une compensation pour la perte d'accès à une ressource.

Il n'y a donc pas, à Madre de Dios, de résistance violente contre le front minier. La résistance des concessionnaires forestiers passe tout d'abord par la voie légale (à

[88] Concessionnaire forestier n° 3, *entretien*, réalisé par Céline Delmotte, Puerto Maldonado, 29 mars 2012.

[89] Royalties, en français.

travers les plaintes et procès), mais, se heurtant au manque de gouvernance locale et de volonté politique, aux faiblesses des institutions régionales, aux coûts élevés et aux délais du système judiciaire, cette résistance se transforme progressivement en négociation, répondant davantage à une logique d'indemnisation pour la violation des droits de propriété.

Conclusions

À Madre de Dios, l'activité aurifère artisanale reconfigure, depuis des décennies déjà, le paysage sociopolitique du département. Néanmoins, l'ampleur de la fièvre actuelle inquiète, tout comme les conflits fonciers de plus en plus violents générés par celle-ci. Ces derniers se sont-ils développés et renforcés en présence de l'Interocéanique à partir de 2006 ? Sans nul doute, l'Interocéanique est un facteur amplificateur contribuant à une baisse des coûts du transport et engendrant par conséquent l'arrivée de nouvelles vagues migratoires incontrôlées vers Madre de Dios. Cependant, il serait réducteur d'affirmer que l'Interocéanique est le seul facteur responsable du chaos écologique et foncier qui s'observe dans le département depuis dix ans. Attester de cela serait assumer que ces populations se sont déplacées dans un environnement social et institutionnel vide. En ce sens, l'explosion actuelle des conflits pour la terre à Madre de Dios est le résultat, non pas d'un seul facteur (l'Interocéanique), mais d'une combinaison de facteurs endogènes et exogènes, historiques et contemporains.

Premièrement, nous l'avons vu à travers l'occupation historique du département, celui-ci s'est constitué socialement et spatialement – dès la fin du XIX^{e} siècle – à partir de booms extractifs (caoutchouc, *castaña*, or). Ceux-ci jettent les bases d'une économie régionale basée sur un modèle exclusivement extractif et influencent de manière décisive les dynamiques de construction sociale et d'occupation future du territoire. En effet, depuis lors, à Madre de Dios, l'occupation du territoire passe par de véritables processus incontrôlés et spontanés, liés à l'arrivée de populations flottantes s'installant temporairement ou définitivement, informellement ou illégalement, sur les quelques terres « sans maître » ou sur le terrain d'autrui. Ainsi, dans ce département amazonien, les conflits fonciers actuels répondent à des logiques d'occupation historiques remontant à plus d'un siècle.

Deuxièmement, parmi les facteurs historiques qui influencent les conflits actuels, figurent également les politiques désarticulées de colonisation et de développement promues par les gouvernements successifs dès la moitié du XX^{e} siècle. Celles-ci se basèrent sur la croyance erronée de l'existence de grands espaces libres à Madre de Dios, une croyance qui persiste aujourd'hui et motive l'arrivée quotidienne d'immigrants andins, participant ainsi à l'accroissement des affrontements liés au foncier.

Troisièmement, les variations du prix de l'or ont toujours – et dans le monde entier – généré d'importants mouvements de population et des dynamiques économiques informelles. L'extraordinaire hausse du prix de ce métal précieux sur les marchés

internationaux à partir de 2005 est un facteur essentiel à prendre en compte dans le développement actuel des conflits fonciers à Madre de Dios.

Enfin, l'étude de cas présentée soulève également l'importance des facteurs institutionnels dans la confusion foncière actuelle du département. Les institutions régionales elles-mêmes fomentent la conflictualité, et ce, au travers de plusieurs mécanismes. Il existe, tout d'abord, une réelle absence de dialogue et de coordination entre les différentes instances publiques responsables de l'attribution des titres de propriété miniers, agricoles ou forestiers. L'absence de cadastre unique génère alors une superposition foncière qui donne naissance à des conflits violents entre acteurs locaux. En outre, ces instances manquent de personnel et de ressources financières pour mener à bien leurs missions, ce qui se solde par des délais dans les procédures administratives, des coûts inattendus pour les acteurs lésés et des mécanismes de corruption locale. Finalement, les institutions publiques locales étant dominées par l'industrie minière locale, un véritable manque de gouvernance et de volonté politique pour résoudre les conflits entre mineurs et autres usagers de la terre s'observe, donnant progressivement naissance à un clivage social profond opposant mineurs (bénéficiant d'une totale impunité) aux autres usagers de la terre. Notre étude de cas révèle que face à ces manquements institutionnels, le groupe des usagers forestiers passe d'un état de résistance – s'exprimant au travers de plaintes administratives – à une certaine résilience, instituant finalement des canaux de dialogue et de négociation avec les mineurs, canaux qui aboutissent au paiement d'une *regalía* hebdomadaire.

Ainsi, et pour conclure, il n'existe pas, à Madre de Dios, de facteur explicatif unique rendant compte de l'explosion de la conflictualité foncière. Celle-ci est le résultat de plusieurs décennies d'(in)action gouvernementale, de processus historiques de construction sociale et d'occupation incontrôlée et spontanée du territoire, de facteurs internationaux se répercutant à l'échelle locale, de crises ou transformations sociales profondes dans les régions andines ainsi que d'un système d'accès à la propriété de la terre quasi inexistant ; le tout se traduisant actuellement en une dégradation environnementale inquiétante dans ce département, considéré comme la capitale de la biodiversité péruvienne.

Bibliographie

Alvarado, L., 2014, « Causas, impactos y lecciones aprendidas sobre los conflictos socio-ambientales: El caso de la minería ilegal e informal en Madre de Dios », *Consorcio de investigación económica y social*, Lima : Universidad Nacional Agraria La Molina, 99 p.

Alvarez-Berríos, N. & Aide, T., 2015, « Global demand for gold is another threat for tropical forests », *Environmental Research Letters*, 10, 11 p.

Arnillas, C. & Ponce, C., 2008, « Deforestación, industrias extractivas y calidad de vida. Una mirada a las yungas del centro y sur del Perú », in G. Damonte, B. Fulcrand, R. Gómez (dir.), *Perú: el problema agrario en debate. Industrias extractivas, agricultura y uso de recursos naturales* (pp. 79-140), Lima : SEPIA XII.

Arriarán, G. & Gómez, C., 2008, « Entre el oro y el azogue. La nueva fiebre del oro y sus impactos en las cuencas de los ríos Tambopata y Malinowski », in G. Damonte, B. Fulcrand, R. Gómez (dir.), *Perú: el problema agrario en debate. Industrias extractivas, agricultura y uso de recursos naturales* (pp. 141-175), Lima : SEPIA XII.

Barclay *et al.*, 1991, *Amazonia 1940-1990: el extravió de una ilusión*, Lima, Roma: Terra nuova, 330 p.

Bebbington, A., Humphreys Bebbington, D., 2009, « Actores y ambientalismos: conflictos socio-ambientales en Perú », *Íconos: Revista de Ciencias Sociales*, 35, pp. 117-128.

Benavides, C., 2015, *Las rutas del oro ilegal. Estudios de caso en cinco países*, Lima : Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, 161 p.

Borasino, E. & Escobedo, L., 2010, « Conflictos por el uso de la tierra en Madre de Dios: Análisis institucional y espacial en el marco de la carretera Interoceánica », in P. Ames, V. Caballero (dir.), *Perú: el problema agrario en debate. Conflictos sociales y ambientales en el sector rural,* Lima : SEPIA XIII, pp. 573-605.

Brack *et al.*, 2011, *Minería Aurífera en Madre de Dios y Contaminación con Mercurio-Una Bomba de Tiempo*, Lima : Ministerio del Ambiente, 24 p.

Delboy, E., 1913, *Las regiones de Madre de Dios y Acre*, Acta de conferencia, Puerto Maldonado, 7 p.

De La Torre, J., 1987, *El boom del oro en Madre de Dios : continuidad y vigencia de la economía extractivo-mercantil*, Lima : Universidad del Pacifico, 24 p.

Fernandez, F.-M., 2010, *Desarrollo territorial en Madre de Dios : Los impactos socioambientales de la carretera Interoceánica Sur*, Lima : Pronaturaleza, 140 p.

García, M.J., 1982, « Del caucho al oro: el proceso colonizador de Madre de Dios », *Revista española de antropología americana*, vol. XlI, pp. 255-271.

Gonzales, M., 1998, *Los movimientos sociales en la selva alta: la colonización en los últimos 50 años y las formas organizativas de los colonos*, Lima : AIDIA-GTZ, 28 p.

Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana (IIAP), 2001, *Madre de Dios: camino al desarrollo sostenible. Propuesta de zonificación ecológica-económica como base para el ordenamiento territorial*, Iquitos : IIAP-CTAR, 153 p.

Junquera, C., 1999, « Impactos causados y producidos por la búsqueda de oro en la selva amazónica peruana », *Revista Española de Antropología Americana*, 29, pp. 283-307.

Lossio, J., 2002, « Plazas centrales e intermedias en Madre de Dios : del descubrimiento de Fitzcarrald (1893) al último censo (1993) », in M. Pulgar-Vidal, E. Zegarra, J. Urrutia (dir.), *Perú: el problema agrario en debate. Pueblos, villas y ciudades intermedias, gobiernos locales, procesos y dinámicas de descentralización y articulación de los espacios* (pp. 550-577), Lima : SEPIA IX.

Menkel-Meadow, C., 2015, « Mediation, Arbitration, and Alternative Dispute Resolution (ADR) », *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, vol. 15, pp. 70-74.

Mosqueira, G., 1993, *Minería aluvial en Madre de Dios: producción e implicancias en el empleo y los recursos naturales*, Arequipa : Congreso Nacional de Economistas, 12 p.

Ortiz, T., 1999, « Apuntes teórico-conceptuales para el diseño de una propuesta metodológica de manejo de conflictos socioambientales a través de la forestería comunitaria », in T. Ortiz (dir.), *Comunidades y conflictos socioambientales: experiencias y desafíos en América Latina* (pp. 7-34), Quito : UPS Abya-Yala.

Pachas, H., 2008, « El gran ausente : conflicto en la minería artesanal de oro en Madre de Dios », in G. Damonte, B. Fulcrand, R. Gómez (dir.), *Perú: el problema agrario en debate. Industrias extractivas, agricultura y uso de recursos naturales* (pp. 232-257), Lima : SEPIA XII.

Pachas H., 2012, *El sueño del corredor minero: como aprender a vivir contigo y sin ti*, Cusco : Centro Bartolomé de Las Casas, 140 p.

Perrier Bruslé, L., 2004, « L'intégration sud-américaine : des enjeux continentaux aux réalités locales. Un exemple à la trifrontière Bolivie-Pérou-Brésil », in Y. Richard, A. Gana (dir.), *La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local* (pp. 211 -233), Paris : Karthala.

Rivero, M. & Díaz, A., 2012, *La problemática minera y la experiencia del consultorio jurídico gratuito de la SPDA en Madre de Dios (2010-2011)*, Lima : Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, 88 p.

Rodriguez, J., 2011, « Inmigración, minería y cambio en la identidad cultural en la comunidad nativa de San José de Karené », in R. Asensio, F. Eguren, R. Manuel (dir.), *Perú: el problema agrario en debate. Dinámicas territoriales rurales,* Lima : SEPIA XIV, 26 p.

Sears, R. & Pinedo-Vasquez, M., 2011, « Forest Policy Reform and the Organization of Logging in Peruvian Amazonia », *Development and Change*, 42, pp. 609–631.

Shavell, S., 1995, « Alternative Dispute Resolution: An economic Analysis », *The Journal of Legal Studies*, 24(1), pp. 1-28.

Smith *et al.*, 2006, « Why policy reforms fail to improve logging practices: the role of governance and norms in Peru », *Forest Policy and Economics*, 8, pp. 458– 469.

Torres, M., 2003, *Las mesas de diálogo y concertación forestal (MDCF) y su rol en la gestión e instucionalidad forestal*, Lima : Pronaturaleza, 68 p.

Torres, V., 2007, *Minería artesanal y a gran escala en el Perú: el caso del oro*, Lima : CooperAcción, 286 p.

Válcarcel, M., 1992, *Madre de Dios, un espacio en formación*, Lima : Centro de Investigaciones Sociológicas, Económicas, Políticas y Antropológicas y Centro de Investigación Antropológica de la Amazonía Peruana, 76 p.

Valencia, L., 2014, *¿Cómo podemos evitar la tragedia?*, Lima : Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, 204 p.

Valencia, L., 2016, *Políticas de pequeña minería y deforestación: el caso de Madre de Dios*, Lima : Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, 31 p.

Vérité, 2009, *Risk Analysis of Indicators of Forced Labor and Human Trafficking in Illegal Gold Mining in Peru*, Lima : Fair labour – Worldwide, 120 p.

El boom de materias primas (2004-2014) y la movilización indígena amazónica en Bolivia y en Perú

Deborah Delgado Pugley

Resumen

La bonanza económica que se vivió en los países andinos al inicio del siglo XXI se construyó sobre la base de la expansión de actividades extractivas. Esta expansión afectó de forma significativa territorios indígenas en cada uno de los países de la región. En este capítulo comparamos los efectos que el último boom de recursos naturales (2004-2014) tuvo sobre la transformación de la movilización indígena amazónica en Bolivia y Perú. Este capítulo sugiere que las diferencias en lo que respecta a la implementación reciente de derechos colectivos de los pueblos indígenas en ambos países, se debe a un reposicionamiento de la movilización indígena motivado por el manejo del boom que cada país vivió.

Résumé

La prospérité connue par les pays andins au début du XXIe siècle a été construite sur la base de l'expansion des activités extractives. Cette expansion a affecté de manière significative les territoires autochtones dans chacun des pays de la région. Dans ce chapitre, nous comparons les effets du dernier boom des ressources naturelles (2004-2014) sur la transformation de la mobilisation indigène amazonienne en Bolivie et au Pérou. Ce chapitre suggère que les différences dans la mise en œuvre récente des droits collectifs des peuples autochtones dans les deux pays sont dues au repositionnement de la mobilisation indigène motivée par la gestion du boom que chaque pays a connu.

Introducción

La bonanza económica que vivieron los países andinos a inicios del siglo XXI implicó una expansión de actividades extractivas en territorios indígenas con magnitudes sin precedentes. Los altos precios de las materias primas que los países andinos pueden exportar – metales e hidrocarburos principalmente – llevó a una renovación de la tecnología extractiva y a una aceleración de los procesos legales y políticos que facilitan su extracción y comercialización. Durante este periodo muchos autores han realizado análisis sociales sobre lo que consideraron como una "maldición de recursos" a partir de la inyección de capital y su influencia sobre la estructura del Estado y la sociedad (Ross, 2001 ; Ponce & McClintock, 2014 ; Arellano-Yanguas, 2011) ;

los conflictos socioambientales ocurridos a partir de la intervención de las industrias extractivas y del Estado en nuevos territorios (Martínez Allier, 2010 ; Bebbington Humphreys, 2011) ; y exploraron las dimensiones ontológicas de estos cambios en términos políticos (De la Cadena, 2016 ; Li, 2015).

En el presente capítulo nos centraremos en el análisis comparativo de los movimientos indígenas amazónicos de Bolivia y Perú, considerando los efectos del último boom de recursos naturales (2004-2014) sobre la transformación de la movilización de los actores indígenas amazónicos de ambos países. Creemos que la importancia de este ejercicio comparativo reside, al menos, en dos ejes. De una parte, permite extraer lecciones acerca de la forma en la que se modificó el reconocimiento de derechos a poblaciones indígenas de la región que, en este como en otros ciclos de expansión de mercancías, han visto su territorio transformarse, así como sus derechos y sus condiciones políticas en la sociedad. De otra parte, la comparación nos ayuda a entender mejor qué tienen en común y en qué se diferencia la situación de las organizaciones indígenas amazónicas hoy frente a democracias en profunda transformación.

1. Discusión y enfoque: conflicto y articulación política

Si bien el conflicto es un factor que ha estructurado la relación entre los pueblos indígenas y el Estado, este trabajo no busca centrarse en el análisis de la conflictividad en sí. Nos centraremos aquí en una dimensión específica que resulta sustancial para la dinámica de la movilización y la negociación política: la articulación de las demandas de los pueblos indígenas y la forma en que movilizan recursos y aliados para conseguir el reconocimiento de derechos colectivos. El objetivo del capítulo es aportar a la explicación de las diferencias en los caminos de la movilización que han emergido en Bolivia y en Perú y la inesperada trayectoria que han tomado a lo largo del tiempo. El periodo en el que abordamos al movimiento indígena amazónico es de 1990 hasta 2015.

2. Diseño y abordaje metodológico

En diversas ciencias sociales se ha desarrollado una extensa literatura centrada en el surgimiento del movimiento indígena en América latina, y en particular en la región andina, que se produjo durante los años noventa. Se consideraban prometedores y desconocidos los efectos de la movilización política indígena, así como su mayor inclusión en la vida democrática de los países de la región. En ese sentido, una interesante discusión fue planteada por Yashar (2005), Postero (2007) y Van Cott (2012) acerca del surgimiento del movimiento indígena como respuesta a una ciudadanía limitada y en transformación a partir de las fuertes reformas liberales de los 90s. Esta literatura establece una relación entre la liberalización del acceso a tierras y recursos y la extensión de capacidades del Estado con la movilización política popular en base a argumentos y reivindicaciones étnicas, que conformarían un multiculturalismo

andino. Para esta literatura, Bolivia y Ecuador fueron casos en donde los movimientos indígenas tomaron las dimensiones interétnicas necesarias como para conseguir reformas exitosas. En cambio, en el caso peruano, no se consiguió la escala necesaria para lograrlo. El esfuerzo de este capítulo consiste en actualizar el balance acerca de la evolución histórica, o longitudinal, de los movimientos indígenas, considerando el efecto que tuvo el boom de recursos y lo que implicó para el tratamiento de la indigeneidad desde el Estado.

Siendo este un tema, este capítulo busca estudiar las dinámicas de la acción colectiva entorno a la institucionalización de derechos que han estado en el centro de las demandas indígenas. El primero es el reconocimiento de la autonomía territorial (que incluye la determinación de un espacio geográfico definido, reconocimiento de autoridades propias y formas de planificación y diálogo interculturales). El segundo es su derecho a ser consultados acerca de toda política o proyecto que podría afectarles directamente, respetando el principio del consentimiento libre, previo e informado. Analizamos, por un lado, la transformación de las demandas, recursos y repertorios de activismo indígena amazónico a raíz de la expansión de las industrias extractivas a este respecto.

Este capítulo sugiere que existe una divergencia en la trayectoria de ambos casos, (particularmente en lo que respecta a la implementación de derechos colectivos de los pueblos indígenas), que se debería a un reposicionamiento de la movilización indígena, más visible en el momento en que el boom de precios de materias primas declina. Esto tendría que ver, en primer lugar, con la capacidad, o incapacidad, del Estado de dirigir el activismo indígena a partir del uso de las rentas generadas durante el boom extractivo. La forma en que el Estado se serviría de esta nueva herramienta es un elemento que modificaría muchas de las dinámicas previas en la relación entre el Estado los movimientos indígenas. Segundo, el sistema legal precedente relativo a derechos territoriales indígenas pudo promover un efecto positivo en la implementación de las políticas públicas introducidas durante el periodo de boom. Tercero, la influencia del dinamismo de redes transnacionales de cabildeo (Castells, 2015 ; Diani y McAdam, 2003) pudo potencialmente fortalecer la movilización indígena y contrarrestar el poder del Estado adquirido por las altas rentas. El reto de controlar la movilización (canalizarla siguiendo los intereses del Estado en términos de desarrollo y repartición de rentas) fue un elemento con el que tuvo que trabajar cada uno de estos países.

Entendemos como un ciclo de contención, lo que Tarrow (2004) señala enumerando sus cualidades: una rápida difusión de la acción colectiva y la movilización (en la medida que los movimientos existentes crean oportunidades políticas para participar) ; innovación en las formas de contención ; creación o cambio en los marcos de acción colectivos, discursos y marcos de significado ; coexistencia de activistas organizados y no-organizados ; aumento de la interacción entre los desafiantes y las autoridades. Para Tarrow, al darse un contexto de contención se producirían externa-

lidades, que dan a los rivales al menos una ventaja temporal. Los Estados entonces deberán idear estrategias más amplias de respuesta que pueden ser represivas o facilitadoras, o una combinación de ambas. Si bien tomamos en cuenta esta aproximación al ciclo de movilización y contención (sobre todo en lo que respecta a la interacción entre el devenir del movimiento y la estrategia del Estado), así como los debates en torno al surgimiento del movimiento indígena en la región, el esfuerzo específico que nos proponemos en esta comparación es entender las diferencias en las trayectorias de los movimientos en ambos países a medida que los argumentos multiculturales se insertan en la vida política de ambos países y las estrategias estatales se consolidan.

La evidencia en la que se apoyan las afirmaciones vertidas en este capítulo proviene de entrevistas personales con líderes indígenas en ambos países y con autoridades y funcionarios a nivel nacional, que han estado involucrados en procesos de reconocimiento de territorial indígena y de consulta. Estas entrevistas ocurrieron entre el 2010 y el 2015. Además, se apoya en la observación participante en procesos de movilización en ambos países hasta el 2016.

3. Una mirada comparativa a los casos de Bolivia y Perú

¿Cuál es la dinámica de movilización indígena durante el boom respecto al reconocimiento de la autonomía territorial indígena y el derecho a ser consultados? ¿Cuáles son las trayectorias de institucionalización de ambos derechos en Bolivia y Perú? Esta sección se dedicará a ver ambos casos considerando las circunstancias antes del boom y lo que ocurrió durante este.

3.1. El caso boliviano

3.1.1. Condiciones antes del boom para la Amazonía boliviana

Los pueblos indígenas de las tierras bajas de Bolivia tenían una considerable autonomía en el manejo de sus tierras y sus ritmos de vida, ya bien entrado el siglo XX, aunque muchas veces vivieran en situaciones extremadamente duras. La capacidad del Estado para gobernar el "oriente" boliviano, que intenta anexar a la economía nacional con mayor decisión e inversión a partir del Siglo XIX, es muy limitada (Delgado, 2015). El orden misional desarrollado a partir de la intervención de la iglesia católica desde tiempos coloniales mantiene una gran influencia hasta entrados los años setenta. Es así que, con la presencia de colonos – mestizos, migrantes europeos y de las tierras altas bolivianas – los pueblos organizan sus propios desplazamientos territoriales, sus pesquerías, pastos y gestión agrícola. La relación interétnica existe, pero no como forma de unificación política de algún tipo frente al Estado o la industria.

En términos ambientales, la contaminación del suelo y cuerpos de agua resultaba bastante menor que en otras regiones del país, aunque escasean los estudios sobre el impacto de las industrias extractivas en pisos ecológicos altos sobre los ríos que

desembocan en las tierras bajas. Tomando esto en cuenta, la intervención del Estado en el oriente boliviano fue menos significativa que en otras regiones hasta bien entrado el siglo XX, a diferencia de las tierras altas y valles del país.

3.1.2. Formación del movimiento multiétnico en las tierras bajas

El rol de las tierras bajas en la formación del movimiento indígena que sostiene la entrada de Evo Morales al Estado es muchas veces dejado de lado en el análisis del proceso de cambio político vivido en Bolivia. Sin embargo, desde 1987, se vivió una ola de actividad organizativa importante en las tierras bajas bolivianas. En el Beni[90] se realizaron varios «encuentros de unidad» de los pueblos indígenas, en donde se discutían los conflictos dentro de los territorios debido a la entrada de empresas forestales y ganaderas. Con la creación de la Central de Pueblos Indígenas del Beni (CPIB) en 1989 se dotó de alcance regional a la organización y se decidió "generalizar en todo Beni la lucha indígena" (Ávila, 2009). Así, luego de varios intentos de movilización a nivel nacional, es la CPIB la que impulsa la marcha indígena por el territorio y la dignidad con el liderazgo de la subcentral "Cabildos Indigenales" del Isiboro-Sécure. Más de ochocientos marchistas partieron desde Trinidad – la capital beniana – el 15 de agosto y llegaron a la ciudad de La Paz el 16 de setiembre de 1990. El significado social, cultural y político de esta iniciativa marcó al movimiento indígena de toda la región amazónica. Esta acción reafirmativa de los pueblos indígenas, cambió una serie de valores de la política regional y nacional (Delgado, 2015) emplazando la figura de los pueblos indígenas de tierras bajas en la política nacional.

Poco a poco, los pueblos indígenas consiguen formar una organización nacional independiente que consigue la adhesión de organizaciones locales presentes en cada una de las regiones amazónicas y de tierras bajas del país. Este movimiento de "solidaridad interétnica" generó apoyo político al reconocimiento de la autonomía territorial y a una relación política de diálogo entre las colectividades indígenas y el Estado. A lo largo de esos años la organización mostró una actitud de diálogo con el Estado (no libre de tensiones) frente a los sucesivos gobiernos, utilizando en algunos casos los resortes estatales como herramienta para "neutralizar el poder de las elites regionales" (García-Linera *et al.*, 2010, p. 254). Así, sus principales repertorios de acción durante esta etapa se desarrollaron por caminos más bien institucionales apelando a la presentación de petitorios dirigidos a las autoridades gubernamentales. Sus reivindicaciones territoriales se desarrollaron en derechos formales a su territorio durante los años noventa. Es importante recalcar que el reconocimiento de las tierras indígenas es más ambicioso que el caso de Perú antes del auge de los recursos.

[90] Beni es el segundo departamento más grande de Bolivia después de Santa Cruz. Este abarca 213 564 kilómetros cuadrados con una población de solo 425 780 habitantes según el censo de 2012. En el departamento del Beni se encuentran dieciocho pueblos y naciones indígenas de las 36 reconocidas por la Constitución Política del Estado Plurinacional.

Al mismo tiempo, desde mediados de la década de 1980, en que se impulsan programas de ajuste estructural, la privatización de las industrias extractivas de metales e hidrocarburos explícitamente se dirige a la inversión directa extranjera (Hinojosa *et al.*, 2011 ; Onorato *et al.*, 1998). El impulso a los hidrocarburos se da por el posicionamiento de Bolivia como el segundo país con mayores reservas de gas en el continente sudamericano y por su relativa sostenibilidad ambiental frente a la minería metálica.

3.1.3. Condiciones durante el boom

A partir de un proceso político contencioso a nivel nacional, Bolivia experimentó la inclusión política de grandes sectores de la población, lo que puede ser considerado como un logro del excepcional desarrollo de sus movimientos sociales en un contexto de boom de recursos. En ese contexto, parte del movimiento indígena de tierras bajas fue protagonista de un periodo de protestas y demandas de reforma del Estado. Esto mediante el activo rol jugado por sus organizaciones durante la formación política del MAS (Movimiento al Socialismo) y su participación en el proceso constituyente. La acción conjunta de diferentes sectores populares (sindicatos, organizaciones de vecinos, campesinos cocaleros e indígenas) se consolida al coordinar acciones contra la determinación del entonces presidente Gonzalo Sánchez de Lozada (Movimiento Nacionalista Revolucionario – MNR) de explotar y vender el gas boliviano a través de empresas transnacionales.

Desde 2005, se forma el "Pacto de Unidad" que fue un aliado popular cercano de Evo Morales y constituyó el núcleo de la Coordinadora Nacional para el Cambio. La composición del Pacto de Unidad ha variado con el tiempo, pero desde 2006 ha consistido generalmente en cinco organizaciones a nivel nacional: Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia (CSUTCB), Confederación Nacional de Mujeres Campesinas Indígenas Originarios de Bolivia Bartolina Sisa, Confederación de Comunidades Interculturales de Bolivia (CSCIB), Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia (CIDOB) y el Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu (CONAMAQ). Estas dos últimas organizaciones, representantes de los pueblos indígenas, han salido del pacto a raíz de una serie de conflictos que llegan a su punto álgido con el caso del TIPNIS que llega a un punto conflictivo fuerte en el 2012.

3.1.4. Autonomías y boom extractivo

Los Territorios Comunitarios de Origen (TCO) son una forma de reconocimiento de territorios indígenas que se gesta con anterioridad al boom de recursos naturales. En efecto, la mayor parte de estos territorios son reconocidos en la década de los noventa. Esta forma de reconocimiento de la autonomía territorial tiene la ventaja de ofrecer continuidad territorial sobre un amplio territorio, favorecer las relaciones interétnicas y facilitar la relación con los organismos dedicados a la conservación. De acuerdo a la Nueva Constitución Política del Estado aparece una nueva figura diferente a las TCO, el Territorio Indígena Originario Campesino (TIOC), que se define como el territorio

ancestral sobre el cual se constituyeron las tierras colectivas o comunitarias de origen (Artículos 393 al 404, Tierra y Territorio, NCPE).

3.1.5. El derecho a la consulta y el sector extractivo

La "nacionalización" de los hidrocarburos que el gobierno del Movimiento al Socialismo (MAS) impulsa desde el 2006 se da, en la práctica, bajo la forma de una renegociación de contratos con empresas internacionales para incrementar sus contribuciones y busca la participación directa del Estado en las fases de producción, transformación y comercialización de gas y petróleo (Gaceta Oficial de Bolivia, 2007).

Las consultas previas a los pueblos indígenas se conciben en este capítulo, siguiendo a Schilling-Vacaflor (2013) como posibles ámbitos de deliberación que, por una parte, son moldeados por el régimen democrático específico del país y, por otra, pueden contribuir a la democratización o la des-democratización de este. Entre junio de 2007 y febrero de 2012, 27 consultas previas se concluyeron en el sector de hidrocarburos. Como señala esta autora, las irregularidades en el proceso se debieron con frecuencia al limitado poder de decisión de las poblaciones locales afectadas, así como la falta de transparencia de los pagos compensatorios. En todo caso, la adopción de una norma jurídica que regula las consultas en el sector de los hidrocarburos (SD 29033) resultó ser una condición necesaria para mejorar las consultas previas en la práctica. Este hecho se hace particularmente claro al comparar estas consultas con las realizadas antes de la adopción de esta norma (Paz Patiño, 2005) o las realizadas en otros sectores económicos que no tienen una norma reguladora similar.

Si bien estas consultas tuvieron un impacto importante en los territorios en donde se llevaron a cabo, y en la organización de los pueblos indígenas de tierras bajas de Tarija (que redundó en transformaciones del movimiento indígena de tierras bajas en general), la visibilidad de los procesos no fue significativa. Los informes de prensa sobre el derecho a una consulta previa en Bolivia pasaron de 27 artículos en los periódicos nacionales de 2007 a más de 500 artículos en 2011 una vez que la resistencia a la consulta dejó de ser local para hacerse interétnica con la movilización por el caso de la carretera en el TIPNIS que analizaremos en el encuadre a continuación (CEDIB, 2012).

Articulación interétnica y resistencia a cambios legislativos: El caso del TIPNIS

El Territorio Indígena y Parque Nacional Isiboro-Secure (TIPNIS) es un área protegida de Bolivia, creada como Parque Nacional mediante DS 7401 del 22 de noviembre de 1965 y declarado Territorio Indígena a través del DS 22610 del 24 de septiembre de 1990. A la par de la creación del parque nacional y del reconocimiento del territorio indígena, se fue formulando el proyecto de comunicación carretera de las regiones del Beni y de Cochabamba atravesando estos territorios. En 2010, una fuerte resistencia al desarrollo de una carretera, financiada con capitales brasileros, en este territorio indígena multiétnico creció fuertemente en las tierras bajas. La estrategia de resistencia llegó a nivel nacional con una marcha indígena masiva hacia la capital, donde una muestra de sacrificio colectivo e integridad moral creció, creando solidaridad en la población urbana. La carretera iba a disminuir su acceso a los recursos naturales y poner en peligro las condiciones ambientales de sus tierras.

El gobierno abandonó el proyecto, pero el control indígena sobre el territorio disminuyó, ya que sus organizaciones no resistieron la oposición del gobierno a ellas.

El 24 de octubre 2011 se crea la Ley Corta 180 que designa al TIPNIS un territorio intangible, inhabilitando la construcción de una carretera que uniría Villa Tunari, en el departamento de Cochabamba, con San Ignacio de Moxos, en el departamento del Beni, la cual pasaría directamente por el TIPNIS. Esta Ley también prohíbe los acuerdos que los dirigentes indígenas tenían negociados con empresas madereras que explotaban el territorio, así como la explotación de reptiles y turismo no ecológico, que promovían la pesca.

El proyecto de carretera causó la movilización de organizaciones defensoras del medio ambiente, para evitar el impacto negativo de la carretera sobre equilibrio ecológico de la zona. Además, se rechazó el ingreso de cocaleros del Chapare, que agravarían la deforestación.

3.1.6. ¿Cómo se cierra el ciclo de movilización?

Después de más de una década de precios altos, la movilización indígena y el Estado Plurinacional de Bolivia se ven transformados. En efecto, el caso de Bolivia ha sido abordado de forma particular en los debates sobre el extractivismo debido a su adopción oficial del concepto de Buen Vivir y la inclusión y el reconocimiento de los "derechos de la madre tierra" en su constitución del 2009. La Autonomía Indígena entendida como "la facultad que tienen los pueblos indígenas de organizar y dirigir su vida, de acuerdo a sus propios valores, instituciones, y mecanismos, dentro del marco del Estado del cual forman parte" (Anaya, 2011) también es consagrada por la consti-

tución boliviana originada en pleno boom de recursos. El intranquilo matrimonio del extractivismo y del Buen Vivir hace del neo-extractivismo un fenómeno particularmente contradictorio y complejo (Gudynas, 2012 ; Raftoupoulus, 2017).

Después de un proceso de resistencia frente a los retrocesos en la autonomía territorial de los pueblos indígenas, la capacidad del Estado de controlar a las organizaciones indígenas se fortaleció. Después de las protestas contra la carretera que pasaría por el TIPNIS en donde la CIDOB resistió mostrando fuerza y organización, su desarticulación fue radical. La organización cambió de autoridades sin pasar por un proceso electoral considerado planificado y regular. . La organización nacional de pueblos indígenas amazónicos pierde toda libertad pasando a depender profundamente del Estado. Las organizaciones de pueblos indígenas territoriales, que estaban afiliadas a la CIDOB, pasan a tener menos medios para negociar con industrias extractivas al no poder apoyarse en una organización que los agrupe y que les permita escalar sus acciones a nivel regional y nacional. La visibilidad de lo que sucede en sus territorios se reduce, el acceso a asesoría legal y política es menor y por todo ello su poder de negociación se ve fuertemente debilitado. A nivel local, la representación de las comunidades sigue siendo posible si estas cuentan con el apoyo del régimen nacional. Así, no hay espacio para posiciones disidentes en lo que respecta la orientación de las políticas de desarrollo del Estado y de sus proyectos extractivos.

En ese contexto se respeta en cierta medida la legislación previa que asegura el reconocimiento anterior de tierras, pero el Estado puede disponer de ellas para cualquier "prioridad estatal" relacionada con las industrias extractivas, como el propio discurso oficial señala (Garcia-Linera, 2012). Así, en la práctica, la figura de las Territorios Comunitarios de Origen (TCO) ha sido debilitada a partir de los esfuerzos de consolidación de las TIOCs. En términos ambientales, la contaminación y la deforestación han aumentado mucho. El país ha optado por no participar de los esquemas de reducción de la deforestación que se coordinan en Naciones Unidas, por lo cual no se cuenta con una línea de base y un catastro oficial con medidas estandarizadas de los bosques bolivianos.

En conclusión, un movimiento muy fuerte fue cooptado por un modelo de desarrollo indígena patrocinado por el Estado. Esto puede ser debido al riesgo observado por el de ser parte de cualquier coalición más amplia que se oponga al estado. La resistencia nacional resultó insuficiente. Las comunidades locales se enfrentan a escasas oportunidades de mejorar sus medios de subsistencia y compartir los beneficios. Los valores multiculturales como elementos orientadores perdieron influencia a nivel de la política nacional de cada uno de los países. Poco a poco, una tendencia general aleja la defensa del bienestar de los pueblos indígenas de la defensa de valores liberales y del enfoque de derechos humanos, que le acompaña. La reivindicación de la indigeneidad se separa progresivamente de valores liberales como la aceptación de la diversidad.

3.2. El Caso Peruano

El modelo extractivo peruano ha sido tomado como uno de los casos más extremos de la región andina. En efecto, el discurso pro-inversión y la liberalización de la economía a partir de la facilitación de la inversión privada avanzó rápidamente (Bebbington, 2010, p. 100). Sin embargo, si tomamos el caso en términos comparativos, el peso de la actividad extractiva sería comparable al caso boliviano en términos de importancia para la economía nacional. Veamos su relación con la movilización indígena.

3.2.1. El panorama antes del boom de recursos

Como fue el caso de varios otros países latinoamericanos, la diplomacia peruana fue una de las más activas en la aprobación del Convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo relativa a los derechos colectivos de los pueblos indígenas. El país ratificó el Convenio 169 de la OIT el 2 de febrero 1994. Las tierras reconocidas a pueblos indígenas amazónicos en conjunto representan hoy una superficie de 13 376 944 hectáreas (alrededor del 14% de la Región Amazónica Peruana). A nivel nacional, los pueblos indígenas de la Amazonía Peruana tienen como régimen propiedad más extendido el de *comunidades nativas.* El Decreto Ley Nº 20653.1, conocido como la Ley de Comunidades Nativas, del 18 de junio en 1974, en su artículo 11, estableció que los territorios de todos los pueblos de la Amazonía peruana sean declarados inalienables, imprescriptibles e inembargables. La Constitución Política del Perú de 1993 retiró el carácter inalienable y enajenable de sus territorios fragilizando el derecho al territorio de la mayor parte de pueblos amazónicos. Además de las comunidades nativas existen ocho Reservas Comunales reconocidas por el Estado, que forman parte del Sistema Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado y 5 Reservas Territoriales para Pueblos Indígenas en Aislamiento Voluntario, bajo responsabilidad del Ministerio de Cultura, que cuentan con una superficie total de 2 812 686 has. Otras 6 Reservas Territoriales han sido solicitadas, por cerca de 3 976 168 has adicionales.

A pesar de este reconocimiento del acceso y propiedad colectiva de la tierra, se puede considerar que los derechos territoriales de los pueblos indígenas amazónicos son poco reconocidos ya que: el área considerada para cada grupo es muy limitada en relación a la demandada que de ellos se reconoce ; la territorial es fragmentada y no se reconoce a nivel nacional todos los pueblos que bajo estándares internacionales deberían tener derecho a un reconocimiento cultural y territorial.

El problema principal desde un punto de vista político parece ser la fragmentación del territorio que facilita dinámicas de expulsión (Li, 2011). El primer gran desafío legal surgió con la Constitución de 1993, que eliminó muchas de las restricciones que protegían los territorios de pueblos indígenas contenidas en la Constitución de 1974 (incluida la estipulación de que las tierras de propiedad comunitaria no podían ser

hipotecadas). Otro desafío significativo surgió en la Ley de Tierras de 1995, diseñada para promover el desarrollo privado tanto de la Amazonia como de las tierras altas peruanas. Una de las principales amenazas a los derechos territoriales indígenas allí es la exigencia de que todas las tierras no cultivadas estén disponibles para concesiones o sesiones en uso.

La Amazonía peruana siempre ha sido entendida como una frontera de colonización. Desde inicios de la República hasta la democratización del país en manos del gobierno de Belaunde, en 1963, vemos este modelo de intervención en los discursos políticos, el manejo de la mano de obra de la población local y el planeamiento territorial. Sin embargo, antes de este último boom se puede considerar que se tenían territorios en condiciones ambientales favorables.

3.2.2. Relaciones interétnicas con horizontes políticos

A inicios de los años 70, surge un movimiento representativo interétnico en el norte de la Amazonía peruana. Los iniciadores de este movimiento fueron las organizaciones de los pueblos Asháninka, con su Central de Comunidades Nativas de la Selva Central (CECONSEC) ; Shipibo, con su Federación de Comunidades Nativas de Ucayali (FECONAU) y Awajun (aguaruna), con su Consejo Aguaruna y Huambisa (CAH). Estos tres Pueblos Indígenas amazónicos constituyeron ya a comienzos de los años 80 la organización nacional que representará a los pueblos amazónicos: la Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana - AIDESEP[91].

La participación de líderes peruanos en la organización trasnacional de pueblos amazónicos fue importante. La Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA) ha sido liderada con frecuencia por representantes peruanos y, como una organización indígena supranacional, ha sido un actor relevante en el ámbito político internacional. A partir del año de 1992 en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo, (CNUMAD), realizada en Río de Janeiro, empieza un proceso de empoderamiento en donde asumen un discurso autónomo dirigido a la comunidad internacional que influirá en las políticas públicas ambientales y de derechos humanos.

3.2.3. Condiciones durante el boom

Sin duda el Perú fue uno de los países que más vio ver su economía crecer con el boom de recursos en la región. La superposición de tierras reivindicadas por pueblos

[91] Organizaciones directamente afiliadas: COMARU – Consejo Machiguenga del Río Urubamba; ARPIS.C – Asociación Regional de los Pueblos Indígenas de la Selva Central; CORPI SAN LORENZO – Coordinadora Regional de Pueblos Indígenas Región San Lorenzo; FENAMAD – Federación Nativa de Madre de Dios y Afluentes; ORPIO – Organización Regional de Pueblos Indígenas del Oriente ; ORAU – Organización Regional AIDESEP Ucayali; ORPIAN P – Organización Regional de Pueblos Indígenas de la Amazonía Norte del Perú.

indígenas y tierras concesionadas a la inversión en el sector extractivo fue muy importante en la región andina y amazónica del país[92].

Las comunidades amazónicas no tienen un reconocimiento ni colectivo ni individual de gran parte del territorio que ocupan. En este sentido, el procedimiento especial de saneamiento físico-legal de predios que podrían reconocerse a agentes privados constituye una amenaza al derecho de propiedad de los pueblos indígenas sobre sus territorios, toda vez que esta norma es expedida en un contexto donde muchas comunidades están pendientes de titulación. En efecto, según cifras públicas de COFOPRI, de las 6069 campesinas existentes faltan titular 959, lo que equivale al 16% del total. En cuanto a las comunidades nativas, del total de 1469 que existen en el Perú, 198 carecen de títulos, o el equivalente al 13% del total (Ruiz, 2015).

[92] Sin embargo, el Banco Mundial consideró que, durante el boom de los commodities, el Perú fue en comparación a otros países de la región, "el que mejor manejó este escenario". El Banco Mundial resalta sus efectos en la reducción de la pobreza. Al mismo tiempo, los recursos extraordinarios proporcionados por este boom produjeron un "efecto espejismo" que llevó a muchos en América Latina a gastar de más y a no ahorrar lo suficiente (Gestión, 2017).

Articulación interétnica y resistencia a cambios legislativos: El caso de Bagua

La "Ley de la Selva" en el Perú se refiere a la aplicación de diez decretos legislativos y leyes en el marco del Tratado de Libre Comercio Perú-Estados Unidos. Los nativos de la Amazonía del Perú no están de acuerdo con los cambios legislativos que afectarían directamente sus territorios. Al promulgar los decretos, el gobierno peruano incumple el Convenio 169 de la OIT al que está obligado como parte signataria, la Declaración de las Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas, en particular los artículos 26, 29 y 32, entre otros, y la jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos sobre los derechos a la tierra de los pueblos indígenas.

Este conflicto ha sido descrito como la peor violencia política del Perú en años y es la peor crisis del segundo periodo de gobierno del Ex-Presidente Alan García, mientras que al Primer Ministro Yehude Simon se le pidió que renuncie a su puesto. Los nativos representados por la Confederación de Nacionalidades Amazónicas (CONAP) y la Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana (AIDESEP) cuestionan los decretos legislativos 1015, 1073, 994, 1020, 1064, 1081 y 1090. Igualmente cuestionan las leyes del congreso 840, 1770 y 1992.

El conflicto que tuvo un foco en la provincia de Amazonas, dejó 33 personas muertas y aún se desconoce el paradero del mayor Felipe Bazán. El proceso duró más de siete años y el caso «Curva del diablo» culminó el jueves 20 de septiembre del 2016 con la absolución de los dirigentes Alberto Pizango y Santiago Manuin, acusados de haber sido los instigadores. La sala penal de apelaciones y Liquidadora Transitoria de Bagua absolvió de todos los cargos a 53 nativos de las etnias awajun y wampis procesados de muerte de 12 policías durante las protestas en la zona denominada «Curva del diablo».

Después de la movilización en torno al Baguazo, fue de una gran fuerza simbólica acerca de la voluntad del Estado que la primera ley que el gobierno de Ollanta Humala impulsara fuera la ley nacional de consulta previa. Si bien esto lucía como una voluntad de diálogo intercultural de parte del Estado, lamentablemente, ya desde el proceso de diseño de su reglamento las bases del proceso fueron refutadas por las organizaciones indígenas. Las organizaciones indígenas movilizadas aceptan finalmente tomar la institucionalización que le da el Ministerio de Cultura.

Actualmente son una manera de generar un argumento en torno a la seguridad jurídica de los pueblos indígenas. Como Kayap señala frente al caso de la minera Afrodita en el parque y territorio indígena le recuerda que no solo las empresas tienen derecho

a la seguridad jurídica, y sostiene que los pueblos indígenas también tienen derecho a la seguridad jurídica (Ruiz, 2017)[93].

El movimiento indígena peruano tiene una interlocución con el Estado de manera articulada, pero también una negociación a nivel local con empresas extractivas que no necesariamente son coordinadas con sus representantes a nivel nacional o internacional. Este es el caso de las negociaciones para la apertura de explotaciones de gas en la región Camisea (Cusco) o la entrada de industrias petroleras diversas en la selva norte, región fronteriza con Ecuador.

3.2.4. Análisis del fin del ciclo de crecimiento extractivo: ¿qué pasa con el movimiento amazónico?

El movimiento nacional amazónico peruano encontró un terreno común a lo largo de las luchas, negociaciones y alianzas que se tuvieron que tejer durante el boom de recursos. El gobierno nacional no tuvo la intención de cooptar la organización por entero, aunque algunos actores privados sí intentaron influenciar sus posiciones. A pesar de un fuerte desgaste de sus organizaciones, la politización y la unidad organizacional del movimiento resiste. AIDESEP ha utilizado un rico repertorio de protestas en su lucha por oponerse a los decretos presidenciales y otras reformas legales que reducirían sus derechos. Además de recurrir a acciones directas (manifestaciones, huelgas, bloqueos de carreteras y de ríos, ocupaciones, huelgas de hambre y toma de rehenes), también ha planteado desafíos legales a la legislación y ha entablado negociaciones directas con funcionarios gubernamentales (Hughes, 2010).

En el caso de Perú, la internacionalización de la protesta dio recursos al movimiento (particularmente a partir del uso de mecanismos de conservación y políticas climáticas). AIDESEP y COICA han sido eficaces en la sensibilización internacional sobre el vínculo entre las cuestiones indígenas y medioambientales y han ayudado a temas "eco-indígenas" en la agenda de importantes proyectos de Organizaciones (Hughes, 2010 ; Claeys y Delgado, 2016). Han podido hacer uso de políticas ambientales, y particularmente de los compromisos climáticos adquiridos por el Estado, para conseguir el reconocimiento efectivo de más comunidades y de más extensiones territoriales de estas.

Así, si bien los derechos territoriales parecen entrar en una etapa de mejor reconocimiento a partir de políticas ambientales, estos continúan a encontrarse en riesgo. En la actualidad existen al menos 7 iniciativas en curso que pretenden fortalecer la titulación colectiva de territorios indígenas, en forma de comunidades nativas o zonas protegidas. Se trata de un proceso en curso que puede dar aun varios giros y que podría reducir los derechos de uso de los pueblos indígenas sobre recursos de los que dependen.

---

[93] Ver el artículo de la entrevista: http://www.caaap.org.pe/website/2017/04/10/seguridad-juridica-de-los-pueblos-indigenas-tambien-debe-ser-protegida/

Así como en el caso boliviano, el legado de la ola de extractivismo ha sido una muy fuerte contaminación de sus tierras que sufren de los efectos de derrames petroleros y gasíferos, así como de contaminación de mercurio a partir de extracciones "artesanales" de oro aluvial (ver el artículo de Delmotte en este volúmen). A pesar de que la organización nacional de los pueblos indígenas de las tierras bajas va ligeramente mejor en Perú (un cambio de rumbo), los pueblos indígenas enfrentados a las industrias extractivas están actuando más en «interés propio» a nivel local.

Conclusiones

¿Cuál fue el efecto del último boom de recursos en la movilización indígena en los países andinos? ¿Qué caminos tomaron ambos movimientos que partían de una reivindicación multicultural en el contexto de inyección de recursos en las arcas estatales? Es innegable que tanto en Bolivia como en Perú se vivió un cambio profundo en la trayectoria de la movilización de los pueblos amazónicos durante el periodo de crecimiento económico. En el caso boliviano, en donde los movimientos indígenas fueron fuertes a nivel nacional al iniciar el periodo, la inyección de capital extractivo, y la voluntad del Estado en fortalecer la expansión de estas actividades en territorios que ya habían sido otorgados a pueblos indígenas, influencia fuertemente la trayectoria del movimiento. El Estado boliviano hace esfuerzos muy significativos para quebrar alianzas interétnicas que se resisten a los cambios en el status legal de la autonomía territorial. A pesar de la considerable fuerza del movimiento hasta entonces, tanto política – en términos de alianzas y de fuerza argumentativa - como económica, la acción del Estado condujo a la fragmentación de la estrategia de movimiento amazónico a nivel nacional y al debilitamiento de su independencia frente al Estado. Así, el Estado boliviano interactúa de manera directa y de forma diferenciada con organizaciones indígenas subnacionales (a nivel de federaciones y de territorios). Además, el Estado boliviano hace un esfuerzo importante para limitar las posibilidades de generar coaliciones internacionales para las organizaciones amazónicas, cortando sus posibilidades de verse financiadas y apoyadas por instituciones que abogan por un enfoque de derechos.

En el Perú, en cambio, la presión sobre las organizaciones indígenas a nivel nacional las condujo a fortalecer una "estrategia de lobby" en lo que toca a su estrategia de acercamiento al Estado y a las organizaciones transnacionales (tales como la cooperación internacional, el Banco Mundial o Naciones Unidas), sacando provecho del interés de la institucionalidad ambiental por la integridad de sus territorios. A diferencia de Bolivia, a nivel subnacional la relación entre el movimiento indígena y el poder público es bastante menos intensa. A excepción de algunos líderes que entran en la política representativa, a nivel comunitario los gobiernos regionales no son entidades con la que se interactúa de manera significativa. De otra parte, aunque en apariencia existe una cohesión nacional de las organizaciones indígenas, dentro de las federa-

ciones se encuentran redes más limitadas que negocian con agencias particulares y empresas sin involucrar sus federaciones.

Se puede observar en general en ambos países un decaimiento de la fuerza de los argumentos multiculturalistas que fundarían la importancia de mecanismos de consulta dentro del Estado y articularían en cierta medida la fundamentación de la necesidad de una autonomía territorial. En el Perú, la consulta se defendería más bajo argumentos de seguridad jurídica y respeto a la ciudadanía en este sentido. En Bolivia, la complejidad de la indigeneidad fundamentaría la legitimidad del poder estatal y el acceso a recursos recursos estatales mantendría a las organizaciones indígenas en una posición subalterna. Esta tendencia al decaimiento de los argumentos multiculturales puede ser preocupante para las organizaciones indígenas que perderían uno de sus más trascendentales argumentos.

Referencias

Anaya, J., « El derecho a la libre determinación y la autonomía indígena », in F. Gomez Iza (dir.), *La plasmación política de la diversidad: autonomía y participación política indígena en América Latina* (pp. 47-58), Universidad de Deusto : Deustuko Unibertsitatea.

Arellano-Yanguas, J., 2011, « Aggravating the Resource Curse: Decentralisation, Mining and Conflict in Peru », *Journal of Development Studies*, 47(4), pp. 617–38.

Ávila, H., 2009, *Nuevas sendas en la milenaria búsqueda del pueblo mojeño: Experienciasde su participación político-electoral en Mojos*, Oxfam-CEJIS.

Bascopé, I., 2011, « Retos Y Consensos Básicos Para La Nueva Ley De Hidrocarburos », *Artículo Primero*, 21, pp. 8–34.

Bebbington, A. & Humphreys Bebbington, D., 2011, « An Andean avatar: Post-neoliberal and neoliberal strategies for securing the unobtainable », *New Political Economy*, 16(1), pp. 131-145.

Bebbington, A., 2010, « Extractive industries and stunted states: conflict, responsibility and institutional change in the Andes », *Corporate social responsibility: discourses, practices and perspectives*, pp. 97-115.

CEDIB, Servicio Integral de Búsquedas de Información, 2012, *Reportes Hemerográficos. Cochabamba*, CEDIB, 110 p.

Constitución Política del Estado Plurinacional de Bolivia, 2009.

Claeys, P. & Delgado, D., 2016, « Peasant and indigenous transnational social movements engaging with climate justice », *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, pp. 1-16.

Delgado, D., 2015, « El movimiento indígena del Beni y la defensa del territorio », in Henriquez N. (dir.), *Conflicto Social en los Andes, protestas en el Perú y Bolivia* (pp. 120-145), Lima : Fondo Editorial de la PUCP.

Diario Gestión, 2017, *Perú manejó mejor que otros países el boom de los commodities, según BM*, en ligne [http://gestion.pe/economia/peru-manejo-mejor-que-otros-paises-boom-commodities-segun-bm-2158322].

García-Linera, Á., 2012, *Geopolítica de la Amazonía. Poder hacendal-patrimonial y acumulación capitalista,* La Paz : Vicepresidencia del Estado Plurinacional de Bolivia.

Gudynas, E., 2012, « Estado compensador y nuevos extractivismos: las ambivalencias del progresismo sudamericano », *Nueva Sociedad*, 237, pp. 128-146.

Hinojosa, L., Chumacero, J., Cortez, G., Bebbington, A., 2011, *Dinámicas territoriales y formación de territorios en contextos de expansión de industrias extractivas. Tarija, Bolivia*, Documento de Trabajo n° 89, Programa Dinámicas Territoriales Rurales, Santiago, Chile : Rimisp.

Hughes, N., 2010, Indigenous protest in Peru: the 'Orchard Dog'bites back, *Social Movement Studies*, vol. 9, 2010/1.

Humphreys Bebbington, D., 2011, « State-indigenous Tensions Over Hydrocarbon Expansion in the Bolivian Chaco », in A. Bebbington (dir.), *Social Conflict, Economic Development and the Extractive Industry: Evidence from South America* (pp. 136–154), London : Routledge.

Humphreys Bebbington, D., 2012, « Consultation, Compensation and Conflict: Natural Gas Extraction in Weenhayek Territory, Bolivia », *Journal of Latin American Geography*, 11(2), pp. 49–71.

Li, F., 2015, « Unearthing conflict. Corporate Mining, Activism and Expertise in Peru », Duke : Duke University Press, 265 p.

McAdam, D. & Diani, M., 2003, « Social movements and Networks », *Relational approaches to collective action*, Oxford University Press, p. 241.

Martinez-Alier, J., Kallis, G., Veuthey, S., Walter, M., & Temper, L., 2010, « Social metabolism, ecological distribution conflicts, and valuation languages », *Ecological Economics***,** 70(2), pp. 153–158.

Molina, F., Laserna, R., Miranda, C., & Zaratti, F., 2009, *Nacionalización, los costos de una ilusión*, La Paz : Editorial Cuatro Hnos.

Onorato, W.T., Fox, P., & Strongman, J.E., 1998, *World Bank group assistance for minerals sector development and reform in member countries*, World Bank Technical Paper n° 405.

Paz Patiño, S. (Ed.), 2005, *Territorios Indígenas y Empresas Petroleras*, Cochabamba : CENDA.

Perreault, T., 2008, « Natural Gas, Indigenous Mobilization and the Bolivian State », *United Nations Research Institute for Social Development*, 12, pp. 1–27.

Ponce, A. F. & McClintock, C., 2014, « The explosive combination of inefficient local bureaucracies and mining production: Evidence from localized societal protests in Peru », *Latin American Politics and Society*, 56(3), pp. 118-140.

Postero, N., 2007, Now we are citizens: Indigenous politics in postmulticultural Bolivia, Stanford University Press.

McAdam, D., Tarrow, S., & Tilly, C., 2003, « Dynamics of contention », *Social Movement Studies*, *2*(1), pp. 99-102.

Postero, N., 2010, « The struggle to create a radical democracy in Bolivia », *Latin American Research Review*, *45*(4), pp. 59-78.

Pierson, P., 2004, *Politics in time: History, institutions, and social analysis*, Princeton University Press.

Rodríguez-Garavito, C., 2010, « Ethnicity.gov: Global Governance, Indigenous Peoples and the Right to Prior Consultation in Social Minefields », *Indiana Journal of Global Legal Studies*, 18(1), pp. 263–305.

Raftopoulos, M., 2017, « Contemporary debates on social-environmental conflicts, extractivism and human rights in Latin America », *The International Journal of Human Rights*, vol. 21.

Ross, M., 2001, « Does Oil Hinder Democracy? », *World Politics*, 53(3), pp. 325–361.

Ruiz, J.C., 2017, *Seguridad jurídica de los pueblos indígenas también debe ser protegida*, en ligne [http://www.caaap.org.pe/website/2017/04/10/seguridad-juridica-de-los-pueblos-indigenas-tambien-debe-ser-protegida/].

Szablowski, D., 2010, « Operationalizing Free, Prior, and Informed Consent in the Extractive Industry Sector? Examining the Challenges of a Negotiated Model of Justice », *Canadian Journal of Development Studies*, 30(1-2), pp. 111–130.

Schilling-Vacaflor, A., 2013, « Prior Consultations in Plurinational Bolivia: Democracy, Rights and Real-Life Experiences », *Latin American and Caribbean Ethnic Studies*, *8*(2), pp. 202-220.

Tarrow, S., 2004, *El poder en movimiento: los movimientos sociales, la acción colectiva y la política*, Alianza.

Yashar, D., 2005, *Contesting citizenship in Latin America: The rise of indigenous movements and the postliberal challenge*, Cambridge University Press.

TTIP, CETA, etc., d'une menace démocratique à une opportunité de revaloriser le politique ?

Michel Cermak et Nicolas Van Nuffel

Résumé

La récente résistance de la Wallonie à signer l'accord de commerce et d'investissements entre l'Union européenne et le Canada (dénommé AECG, ou CETA selon l'acronyme anglais) a fait grand bruit. Comment comprendre en effet qu'une région qui dispose de liens économiques et culturels si intenses avec ce grand pays et, plus particulièrement, avec le Québec, en vienne à refuser de renforcer ces mêmes relations, au point de paralyser l'ensemble de l'Europe ? À y regarder de plus près, on s'aperçoit que ce n'est pas le Canada qui est en cause, mais bien le modèle même de la politique commerciale européenne. La signature n'étant qu'une première étape, il importe maintenant de profiter du processus de ratification, mais aussi de la définition des prochains mandats, pour élargir cette discussion à l'ensemble de l'Europe. Des alternatives existent et méritent d'être mises en débat. Elles sont renforcées par les mobilisations citoyennes partout en Europe.

Resumen

La resistencia de la Valonia a firmar el CETA ha hecho mucho ruido. ¿Cómo entender que una región que tiene lazos tan intensos con Canadá, particularmente con Quebec, rechace reforzar esas relaciones e incluso llegar a paralizar toda la Unión Europea? Cuando se analiza de cerca esa resistencia, se observa que no es Canadá que se cuestiona sino el modelo de política económica europea. La firma del CETA representa solo una primera etapa, es importante ir más lejos: aprovechar del proceso de ratificación, así como la definición de próximos mandatos para ampliar esta discusión en el conjunto de Europa. Alternativas existen y merecen ser debatidas. Ellas serán reforzadas por las movilización ciudadana que tiene lugar en diferentes lugares de Europa.

1. Le CETA, premier d'une nouvelle génération de traités

27 octobre 2016. Après une semaine de crispation politique et médiatique, un accord est trouvé entre le Canada, l'Union européenne (UE), l'État fédéral belge et une série d'entités fédérées, Wallonie en tête, qui conditionnaient la signature du CETA au respect de certaines balises et réclamaient la renégociation de ce traité. Au final, ce dernier est signé tel quel, mais assorti d'un instrument interprétatif conjoint dont le statut juridique est, depuis, sujet à de nombreux débats, ainsi que d'une déclaration de la Belgique précisant entre autres que certaines entités fédérées conditionneront la

ratification de l'accord à la révision du chapitre concernant l'arbitrage et la protection des investissements. Dans les jours qui suivent, majorité et opposition s'écharperont à coups de hashtags sur les réseaux sociaux quant à l'interprétation des acquis, les uns vendant un # NewCETA quelque peu abusif, les autres leur renvoyant un # SameCETA tout aussi approximatif (Zacharie & Cermak, 2016).

Quoi qu'il en soit, avant même de poser la question du bien-fondé d'un tel traité, il convient de se réjouir de voir enfin poindre le débat démocratique sur un accord commercial européen. En effet, depuis les années 1990 qui ont vu la naissance de l'Organisation mondiale du commerce puis la tentative infructueuse d'obtenir un accord multilatéral sur les investissements, la politique européenne en la matière a singulièrement évolué, sans que cela ne soulève de réel débat démocratique en dehors des cercles d'initiés.

Devant la paralysie du multilatéralisme, mis doublement en échec à Seattle (1999) et à Cancún (2003), l'UE, comme de nombreux autres pays et régions du monde d'ailleurs, a opté pour la multiplication des traités bilatéraux de libre-échange. Elle a ainsi négocié avec succès des accords avec, entre autres, ses voisins méditerranéens, la Corée du Sud ou l'Amérique centrale. Il lui est aussi arrivé de diviser des institutions régionales existantes, comme ce fut le cas avec les Accords de partenariat économique intérimaire, en Afrique, ou le traité signé avec la Colombie et le Pérou, en l'absence de deux autres partenaires de la Communauté andine des Nations, à savoir l'Équateur[94] et la Bolivie. D'autres négociations, enfin, font du surplace depuis de nombreuses années, notamment celles avec l'Inde et le Mercosur (Cône sud-latino-américain).

Mais, à travers toutes ces étapes, l'un des éléments les plus frappants a été l'absence de débat démocratique quant aux impacts que des traités de ce type peuvent avoir sur la vie des Européens, de même que sur celle des citoyens des pays partenaires, en particulier dans les pays en développement. Les États membres donnent mandat à la Commission sans débat public, cette dernière négocie, parfois longuement, puis obtient en général un aval du Conseil, du Parlement européen et des parlements nationaux, sans que cela ne suscite ni de grands débats politiques, ni beaucoup d'intérêt médiatique.

Le traité de Lisbonne, entré en vigueur en 2009, a toutefois notablement changé la donne. Outre le commerce proprement dit, il a confié à l'Union européenne le domaine de la promotion des investissements. La Commission en a profité pour prendre l'initiative de lancer des négociations avec une série de partenaires sur une base beaucoup plus large que par le passé. Il ne s'agit plus ici, comme dans un accord de libre-échange classique, de discuter de la baisse des droits de douane sur une série de produits. Notons d'ailleurs que le commerce entre l'UE et le Canada est déjà très largement libéralisé et, d'ailleurs, florissant. Bien plus, cette nouvelle génération de

[94] Mis sous pression par cet accord auquel il n'était pas partie et ayant par ailleurs perdu son accès préférentiel du fait de son accession au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, l'Équateur a depuis lors rejoint ledit traité.

traités vise à lutter contre les « barrières non tarifaires » que constituent les divergences de normes entre pays et régions du monde.

Bien entendu, la convergence des normes peut être souhaitable dans toute une série de domaines techniques. La Commission européenne a ainsi eu à de nombreuses reprises recours à l'exemple des couleurs de phares de voitures, qui ne devrait pas constituer de problème éthique majeur pour les consommateurs d'un pays ou d'un autre. Mais les normes ne concernent évidemment pas uniquement le domaine technique : on parle là aussi de santé, d'alimentation, d'environnement ou de droit du travail.

2. Convergence des normes

Bien plus que le principe même de convergence des normes, ce qui pose fondamentalement problème dans cette nouvelle génération de traités, ce sont les méthodes employées pour ce faire. Une série d'instruments sont en effet mis en place, qui concernent le CETA, mais aussi d'autres traités aboutis, par exemple avec le Vietnam, ou en cours d'élaboration, comme le « JEFTA » avec le Japon ou le fameux TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), dont la négociation avec les États-Unis est à l'arrêt depuis l'arrivée du président Donald Trump (Zacharie, Van Nuffel & Cermak, 2015, pp. 20-34). Il s'agit premièrement, en amont, de la mise en place de conseils de coopération réglementaires, à savoir de mécanismes qui imposeraient à tout législateur de démontrer, avant d'élaborer une nouvelle réglementation, que celle-ci n'entraînera pas de divergence avec l'autre pays. Si, dans le cas du CETA, ce mécanisme est facultatif, il crée de nouveaux espaces où les lobbies d'affaires pourront influencer les processus législatifs. De plus, le risque existe de le voir devenir obligatoire dans d'autres accords. Il s'agit ensuite, en aval, d'un système de règlement des différends permettant aux investisseurs de poursuivre les États lorsqu'ils estiment qu'une décision atteint à leurs profits. Ce système, nommé ISDS sur base de son acronyme anglais, a fait l'objet d'une proposition de réforme par l'Union européenne, qui instituerait progressivement une cour internationale permanente, dite ICS (pour International Court System), tendant vers une cour multilatérale sur l'investissement (MIC). Une proposition qui constitue sans aucun doute un nécessaire pas dans le bon sens si ce système remplaçait les cours bilatérales privées utilisées dans le cadre de près de 3 000 traités, car il permettrait d'éviter le passage par des cours privées et le mélange des genres entre avocats et arbitres. Mais une avancée insuffisante, car elle ne prévoit pas l'épuisement des recours devant les juridictions naturelles, mais surtout parce qu'elle reste unilatérale : seuls les investisseurs peuvent poursuivre les États, l'inverse n'est pas vrai. À ce jeu, il est difficilement envisageable que les normes s'harmonisent vers le haut (Van Harten, 2017). Ce type d'accord renforce donc la course vers le bas que les États se livrent depuis une trentaine d'années en matière de normes sociales et environnementales.

Outre la convergence des normes, le CETA ouvre une porte, ouverture qui pourrait se reproduire dans les accords futurs, vers un autre principe dangereux : celui de listes négatives de matières libéralisées, en particulier dans le domaine des services. Le principe est simple. Plutôt que de fixer une liste précise de domaines faisant l'objet d'une libéralisation, on inverse la charge de la preuve : tout est libéralisé, sauf ce qui est spécifiquement protégé. Pour donner un exemple présent, l'Allemagne a cru bon de spécifier dans le CETA qu'elle immunisait l'ensemble de son système de sécurité sociale. La Belgique n'en avait pas fait autant, et il a fallu attendre les négociations de dernière minute pour obtenir l'introduction dans la déclaration interprétative d'une clause excluant explicitement la sécurité sociale et les assurances de santé. Mais au-delà des services déjà existants, les listes négatives verrouillent tous les services futurs et empêcheront donc à l'avenir nos États de protéger des services qu'ils jugeraient stratégiques. On voit donc se restreindre la marge manœuvre politique des générations futures.

3. Le CETA comme modèle d'avenir

Bien entendu, le cas du Canada est différent de celui des États-Unis. Les normes sociales canadiennes sont beaucoup plus proches de celles de l'Europe. Quant aux normes environnementales, elles divergent en de nombreux points, mais ont été relativement bien préservées dans le CETA. Cependant, l'élément essentiel n'est pas ici de savoir si nous acceptons une convergence des normes entre l'Europe et ce pays en particulier, mais si nous sommes prêts à céder sur le principe d'accords dont les dispositions mettent en danger notre capacité future à réguler l'économie et, plus largement, à garantir l'intérêt général.

Il est à ce titre intéressant de noter la contradiction flagrante dans l'argumentation des défenseurs de ce type d'accords. D'une part, ils défendent les négociations sur le TTIP sur base de l'argument qu'on ne pourra juger ce traité que le jour où on disposera du texte final. D'autre part, ils demandent d'approuver le CETA, car il serait selon eux trop tard pour en modifier le contenu. Cela revient-il à dire que tout mandat donné à la Commission européenne implique automatiquement l'obligation d'en valider le résultat *a posteriori* ? Comment pourrons-nous demain refuser aux États-Unis la mise en place de mécanismes que nous avons acceptés vis-à-vis du Canada ? Enfin, quelle posture adopter vis-à-vis des autres pays avec lesquels la Commission est en négociation ou compte négocier prochainement ? Cette dernière question est d'autant plus aigüe que l'idée d'imposer le modèle du CETA et du TTIP au reste du monde a été clairement évoquée par l'ancien commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, qui a déclaré en son temps à propos des États-Unis et du Canada : « Ces deux pays nous donneront la masse critique – plus de la moitié de l'économie mondiale – qui nous permettra d'élaborer des normes qui ont vocation à devenir mondiales. » Cette orientation semble d'ailleurs se confirmer avec la récente Communication de la

Commission sur le futur des relations avec les pays d'Afrique, Caraïbe et Pacifique, qui fait de la reproduction de ce nouveau modèle une priorité. Le texte précise ainsi :

« The new partnership should therefore strengthen the parties' cooperation and dialogue in trade in services and other trade-related areas, such as elimination of non-tariff barriers, regulatory harmonisation, investment, competition policy, intellectual property rights and labour rights . » (European Commission, 2016)

C'est pourquoi la résistance opposée par la Wallonie au moment de la signature, que certains ont trop rapidement dépeinte comme une menace pour la crédibilité internationale de la Belgique, doit plutôt être vue comme une ouverture du débat démocratique. Il est grand temps que se tienne un vaste débat citoyen sur les balises que l'Union européenne devrait mettre dans la mondialisation. Cela implique de discuter du type d'accords bilatéraux que les Européens autorisent la Commission à négocier, mais aussi de poser la question de la relance du multilatéralisme et celle des actions qui peuvent être menées depuis l'Europe pour renforcer les droits sociaux et environnementaux.

4. Perspective d'un traité multilatéral

En matière de multilatéralisme, les Principes directeurs élaborés par l'ancien représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour les entreprises et les droits de l'homme, John Ruggie, ont fait date (Conseil des droits de l'homme, 2011). Publiés à la fin du mandat de ce dernier en 2011 et approuvés à l'unanimité par le Conseil des droits de l'homme, ils sont basés sur le triptyque « protéger, respecter et réparer ». Les États ont en effet le devoir de protéger les droits de l'homme et les entreprises la responsabilité de les respecter ; enfin, dans les cas où l'un de ces deux types d'acteurs a failli dans ses missions, il importe de mettre en place des mécanismes permettant aux victimes d'abus d'accéder à des mécanismes de réparation. Le rapport Ruggie détaille les tenants et aboutissants de ces différentes dimensions, introduisant notamment la notion de « diligence raisonnable » (*due diligence* en anglais), qui consiste pour une entreprise à « évaluer les incidences effectives et potentielles sur les droits de l'homme, à regrouper les constatations et à leur donner une suite, à suivre les mesures prises et à faire savoir comment il est remédié à ces incidences », et ce, en prenant en compte « la taille de l'entreprise commerciale, le risque qu'elle présente de graves incidences sur les droits de l'homme, et la nature et le cadre de ses activités ».

Les Principes directeurs ont constitué une avancée non négligeable dans la réflexion sur le rôle des entreprises dans le respect des droits l'homme. Ils n'ont cependant aucun caractère contraignant et représentent seulement une série de recommandations intéressantes pour les États et les entreprises, que ces deux types d'acteurs peuvent choisir d'appliquer à leur guise. Néanmoins, ils ont permis d'établir un standard qui a servi ensuite d'inspiration à certaines législations, telles que le Règlement de l'Union européenne sur les minéraux des conflits, qui fait explicitement référence au principe

de diligence raisonnable. Les pays membres de l'ONU se sont engagés à adopter des plans d'action nationaux visant à la mise en œuvre de ces principes directeurs. Plusieurs pays ont publié leurs plans, en ce compris la Belgique, mais ceux-ci relèvent malheureusement eux aussi de la *soft law*.

Face aux limites de telles démarches volontaires (les Principes directeurs s'inscrivant dans la lignée d'autres initiatives, par exemple le « Global Compact » en 2000, encore plus soft), des mouvements de la société civile internationale ont, depuis des décennies, demandé l'adoption d'un traité contraignant vis-à-vis des sociétés multinationales. L'Équateur et l'Afrique du Sud ont finalement relayé cette demande et déposé sur la table des Nations unies une proposition en ce sens, en complément et non en concurrence avec les principes directeurs. Celle-ci a fait l'objet d'une résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 26 juin 2014, créant un groupe de travail intergouvernemental « afin d'élaborer un instrument légalement contraignant pour réguler, par le droit international des droits humains, les activités des entreprises transnationales et d'autres entreprises commerciales ». Les pays historiquement développés, en particulier les États-Unis et les membres de l'Union européenne (UE), ont d'emblée refusé d'engager les discussions, en votant contre ladite résolution et en pratiquant la politique de la chaise vide aux premières réunions du groupe de travail. L'UE a cependant été amenée ensuite à réviser sa position, entre autres suite aux fortes pressions de la société civile européenne et internationale, réunie au sein d'une « Treaty Alliance » internationale. Elle a donc accepté de participer à la seconde session du groupe de travail, en 2016, sans toutefois y prendre une part active ni se positionner en faveur du principe d'un tel traité.

L'idée d'un traité de ce type a largement fait son chemin ces dernières années. C'est ainsi que l'ancien rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, professeur à l'Université catholique de Louvain et à SciencePo Paris, Olivier De Schutter, a clairement pris position en faveur d'un traité de ce type. Dans un document d'analyse publié en amont de la première session de négociations (De Schutter, 2015), ce dernier envisageait quatre options, non exclusives entre elles, sur ce que pourrait couvrir un tel traité. On pourrait ainsi imaginer, première option, de définir de façon plus claire les obligations des États en matière de régulation du secteur privé au profit des droits humains, par exemple en spécifiant les obligations extraterritoriales des États en matière de lutte contre les violations du droit international. En effet, ce dernier consacre l'obligation des États non seulement de respecter de leur propre chef les règles internationales, mais de les faire respecter par les autres pays, de ne pas reconnaître comme licites les situations illégales et de ne prêter aucune forme d'assistance à ces violations. Pour ne citer que cet exemple, c'est ce qui amène le professeur François Dubuisson de l'Université libre de Bruxelles à conclure que les États membres de l'Union européenne ont l'obligation juridique, au-delà de l'impératif moral, de rompre toute forme de relation économique avec les colonies israéliennes illégales en Territoire palestinien occupé (Dubuisson, 2014, p. 27). Le problème est

que, si ces obligations *de jure* sont assez explicites dans le cas de violations graves du droit international humanitaire, elles le sont moins dans des cas liés aux droits de l'homme. D'autre part, les obligations juridiques découlant des relations entre maison-mère, filiales et sous-traitants sont insuffisamment définies par le droit international actuel.

Deuxième option : les négociations pourraient aboutir à une convention-cadre imposant aux États l'adoption de plans nationaux tels que celui élaboré par la Belgique. Une telle approche n'aurait cependant pas de plus-value importante par rapport aux instruments existants, l'adoption d'un plan national ne donnant aucune garantie sur sa mise en œuvre. Toujours selon Olivier De Schutter, une troisième option, beaucoup plus ambitieuse, créerait l'obligation pour les États de faire respecter les droits de l'homme partout dans le monde par les entreprises soumises à leur juridiction, installant donc une compétence universelle dans les cas où les pays où se déroulent les violations s'avèrent incapables ou n'ont pas la volonté de résoudre de tels problèmes. Ceci pourrait passer aussi par la mise en place d'une Cour internationale des droits de l'homme inspirée de la Cour pénale internationale. Ce scénario, sans doute le mieux à même d'assurer la redevabilité des entreprises transnationales, est cependant, selon l'auteur lui-même, peu réaliste, étant donné la résistance de nombreux États à établir un mécanisme de ce type.

Enfin une quatrième option consisterait à établir un traité international par lequel les États s'engageraient juridiquement à se prêter assistance dans leurs démarches judiciaires visant faire appliquer les droits de l'homme et à condamner les contrevenants. Le manque de coopération internationale dans le domaine est en effet flagrant et constitue l'un des freins principaux à l'effectivité de la législation internationale dans le domaine.

D'autres voix ouvrent des pistes intéressantes concernant le contenu d'un tel traité. On peut citer le professeur Markus Krajewski (2017), qui identifie ce traité comme l'opportunité de clarifier enfin la hiérarchie des normes entre droits humains et traités de commerce et d'investissement, faisant primer les premiers sur les seconds. En effet, il existe malheureusement des exemples de cas d'arbitrage où les droits des investisseurs transnationaux ont primé sur la protection des droits humains, les arbitres affirmant qu'ils n'avaient aucune obligation de tenir compte des instruments internationaux traitant de droits humains. Le traité pourrait mettre un terme à cette hiérarchie qui place *de facto* les droits des firmes transnationales au-dessus de tout et l'inverser. Cette proposition est reprise par la FIDH dans sa publication *10 propositions clés pour le Traité*, à laquelle ont collaboré onze professeurs de droit des quatre coins du monde, dont Olivier De Schutter. On y retrouve également, notamment, l'idée de clarifier les contours de la « human rights due diligence » et d'instaurer, en complément aux juridictions nationales, une juridiction internationale permettant aux victimes de violations des droits humains d'avoir accès à la justice si cet accès n'est pas effectif devant les juridictions nationales.

5. L'opportunité du débat autour d'une Cour multilatérale sur les investissements

Le débat autour du TTIP et du CETA a eu au moins un mérite, celui d'obliger la Commission européenne à prendre l'initiative pour réformer le droit international des investissements. Il est aussi l'opportunité d'un débat plus large sur les mécanismes internationaux visant à assurer l'équilibre entre développement du commerce international et promotion des droits humains. En ce sens, les deux débats autour du traité onusien et du projet de Cour multilatérale sur les investissements ne peuvent donc pas être complètement scindés. Pourquoi, en effet, ne pas imaginer la mise en place d'une Cour commerciale internationale, publique et permanente, qui permettrait d'arbitrer les litiges, soit sur base d'un mécanisme d'État à État comme c'est le cas à l'Organisation mondiale du commerce, soit sur une base symétrique, en permettant à tout acteur lésé dans le cadre de relations économiques internationales d'y avoir recours, après avoir épuisé les recours domestiques raisonnablement disponibles ? On pourrait ainsi imaginer que l'Équateur, qui a été victime de nombreux procès de type ISDS ces dernières années, puisse à son tour y avoir recours pour poursuivre la firme Chevron/Texaco. Cette dernière a en effet été condamnée en justice pour avoir largement détruit de vastes zones de l'Amazonie équatorienne, mais le jugement ne peut avoir d'effet exécutoire, car la compagnie a depuis quitté le pays, ce qui élimine la possibilité de saisir ses biens. On pourrait aussi imaginer qu'enfin, dans un cas comme celui du Rana Plaza au Bangladesh, les familles des victimes aient une voie de recours vis-à-vis des grandes marques de vêtements qui constituaient leur profit sur les produits confectionnés par les victimes. Toute cour internationale qui prétendrait endosser ce rôle devrait bien sûr être dotée de toutes les qualités d'une véritable juridiction publique (Van Harten, 2017) et travailler main dans la main avec les institutions qui détiennent l'expertise (par exemple, pour les droits humains liés au travail, l'Organisation internationale du travail).

Quant au droit interne, il a été largement démontré que l'UE avait l'entière possibilité de mettre en place des normes de produits garantissant le respect des droits sociaux et des limites de la planète sans contrevenir aux règles de l'OMC. L'Europe, premier marché de consommation au monde, pourrait utiliser sa politique de protection des consommateurs pour imposer des normes à tout produit commercialisé sur son territoire. Par ce biais, elle pourrait efficacement lutter contre le dumping social et environnemental et faire respecter le droit international, sur son territoire comme en dehors.

Il est évident que de tels types de mesures nécessiteront du temps pour être débattues puis élaborées. Raison de plus pour profiter du débat lancé au moment de la signature du CETA pour élargir la discussion. Il est possible de développer une politique commerciale qui combine l'ouverture et le renforcement des droits. L'Europe,

plutôt que de poursuivre sa fuite en avant en donnant plus de pouvoir aux entreprises multinationales, pourrait jouer un rôle pionnier en la matière.

6. Conclusion : de l'importance de poursuivre le débat démocratique

C'est pourquoi il serait vraiment dommage de considérer que le débat sur le modèle d'accord que représente le CETA s'est clos quand la Wallonie est « rentrée dans le rang », en acceptant finalement de signer l'accord moyennant une série de balises supplémentaires. On a vu à cette occasion le débat démarrer dans d'autres pays européens, il importe désormais de l'étendre à tout le territoire de l'Union. Si la Commission européenne prétend faire du commerce international l'un des principaux leviers de sa politique économique pour les décennies à venir, elle a le devoir de soumettre le modèle commercial qu'elle propose à un large débat citoyen. Refuser ce débat a été sa principale erreur jusqu'ici. À force de jouer la politique du tout ou rien, on risque bien de faire face au deuxième terme de l'alternative : une multiplication des blocages, à toutes les étapes des processus de négociation et de ratification des prochains accords.

Plus largement, ne pas accepter une ouverture du débat sur les balises à mettre dans la mondialisation risque bien de nous mener à l'impasse d'un choix binaire, dont la menace se fait sans cesse plus pressante, singulièrement depuis l'élection de Donald Trump. Il s'agit de l'affrontement entre le discours néolibéral prônant une mondialisation sans limites sur base du Consensus de Washington (libéralisation, déréglementation, privatisation, austérité), d'une part, et l'appel au retour au protectionnisme et au repli sur soi, d'autre part. Entre les deux, une kyrielle d'options politiques existent pourtant, qui rendent possible une mondialisation par le haut, remettant le commerce international à sa place : celle d'un outil, certes puissant, au service de l'universalisation des droits économiques, sociaux et environnementaux, et non d'une fin en soi.

L'ouverture de cette voie ne pourra cependant se faire que si les nombreux citoyens qui se sont exprimés au cours des trois dernières années dans le cadre des mobilisations autour du TTIP et du CETA gardent le cap et restent attentifs, au-delà du symbole que peuvent représenter les États-Unis, à la poursuite du débat à tous les niveaux de pouvoir. Il ne s'agit plus seulement de s'opposer aux multiples accords négociés ou en négociations, mais de proposer des alternatives qui permettent d'inverser la vapeur et de rendre aux États leurs marges de manœuvre politiques, au service des citoyens.

Bibliographie

Articles

De Schutter, O., 2015, *Towards a Legally Binding Intrument on Business and Human Rights*, UCL-CRIDHO, 45 p.

Dubuisson, F., 2014, *Les obligations internationales de l'Union européenne et de ses États membres concernant les relations économiques avec les colonies israéliennes*, Bruxelles, 78 p.

Krajewski, M., 2017, *Ensuring the Primacy of Human Rights in Trade and Investment Policies*, Study commissioned by CIDSE.

Stephens, B. *et al.*, 2016, *Ten Key Proposals for the Treaty. A Legal Resource for Advocates and Diplomats Engaging with the UN Intergovernmental Working Group on Transnational Corporations and Other Business Enterprises,* ESCR-Net, FIDH.

Van Harten, G., 2017, *Is It Time to Redesign or Terminate Investor-State Arbitration?*, Centre for International Governance Innovation, en ligne [https://www.cigionline.org/articles/it-time-redesign-or-terminate-investor-state-arbitration], consulté le 04/09/2017.

Zacharie, A. & Cermak, M., 2016, *Autopsie à chaud de l'accord sur le CETA*, Bruxelles, CNCD-11.11.11, en ligne [http://www.cncd.be/Autopsie-a-chaud-de-l-accord-sur], consulté le 30/06/2017.

Zacharie, A., Van Nuffel, N., & Cermak, M., 2015, *Traité transatlantique (TTIP) : cartographie d'un partenariat controversé*, Bruxelles, CNCD-11.11.11, Point Sud, 40 p.

Documents officiels

Conseil des droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations unies, 2011, *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies*, Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, John Ruggie, Genève, 33 p.

European Commission, High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy, 2016, *Joint Communication to the European Parliament and the Council: A Renewed Partnership with the Countries of Africa, the Caribbean and the Pacific*, Bruxelles, en ligne [https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/joint-communication-renewed-partnership-acp-20161122_en.pdf].

Dispositifs et gouvernement des jeunesses paysannes

Le cas de la Radio Sutatenza en Colombie

Carlos Ramirez

Résumé

Cet article porte sur les dispositifs de pouvoir créés pour gouverner la population paysanne colombienne, et en particulier la jeunesse paysanne, dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle. À partir d'une grille d'analyse foucaldienne, l'article décrit le processus d'activation et de diffusion en Amérique latine de dispositifs pour le gouvernement des jeunesses rurales durant le XX^{e} siècle. L'auteur analyse le programme d'éducation paysanne, créé par la fondation Acción cultural popular – ACPO en Colombie à partir de 1947, connu sous le nom de Radio Sutatenza, pour défendre l'idée qu'il s'agit d'un dispositif intervenant sur les matrices symboliques des sujets paysans, et inculquant des valeurs et des principes à travers une grammaire culturelle régie selon un modèle occidental modernisateur qui lui sert de référence.

Resumen

Este artículo estudia los dispositivos de poder creados para gobernar la población campesina, en particular la juventud campesina, en la segunda mitad del siglo veinte en Colombia. A partir de un marco analítico inspirado en el pensamiento de M.Foucault, el artículo describe el proceso de activación y difusión en América Latina, de dispositivos para el gobierno de las juventudes rurales durante el siglo XX. El autor analiza el programa de educación campesina creado por la fundación *Acción Cultural Popular – ACPO* en Colombia desde 1947, conocido con el nombre de *Radio Sutatenza*, para afirmar que se trata de un dispositivo que interviene sobre las matrices simbólicas de los sujetos campesinos y que inculca valores y principios a través de una gramática cultural inspirada en un modelo occidental modernizador, el cual le sirve de referencia.

1. La diffusion d'un dispositif vers l'Amérique latine et vers la Colombie

La jeunesse rurale, en tant que condition culturellement construite, est le résultat de l'articulation stratégique de divers éléments aux débutx du XX^{e} siècle, ayant cherché l'expansion des relations capitalistes de production dans le monde rural. Pour les pouvoirs publics, il était très intéressant d'investir dans la formation professionnelle de la population rurale, notamment les jeunes générations considérées comme plus pré-

disposées au changement. Ils se sont ainsi concentrés dans la diffusion de nouvelles connaissances et de technologies de perfectionnement des processus productifs agricoles, mais aussi sur une intervention dans les processus de socialisation des jeunes. Ces derniers étaient appelés à être des agents du développement, aussi bien dans leur vie personnelle que dans leur famille et communauté ou encore dans leur pays.

Les programmes pour les jeunesses rurales créés et déployés en Europe et aux États-Unis se répandent dans le continent latino-américain à travers deux axes principaux. D'un côté, la mise en place de services éducatifs et d'encadrement rural afin de promouvoir le changement technique, et de l'autre, la mise en place de clubs de jeunesse rurale pour l'organisation de la population jeune. Ces deux éléments d'un dispositif qui vise le gouvernement de la jeunesse rurale sont primordiaux afin de promouvoir le changement et le progrès à travers l'éducation, le changement technique, l'adéquation culturelle et l'organisation d'une population paysanne considérée ignorante, pauvre et archaïque.

D'un côté, la stratégie de vulgarisation agricole des États-Unis se répand de manière hégémonique dans toute l'Amérique latine sans changements ou adaptations profonds concernant sa philosophie sous-jacente (Jurado, 2014, p. 48). Les États-Unis, dans leur volonté d'après-guerre d'influencer le monde, décident de créer des institutions chargées de diffuser leur modèle d'encadrement rural, telles que la *Foreign Training Division* (FTD), et qui ont eu pour objectif de créer et de renforcer des réseaux d'encadrement rural sur tous les continents. La Colombie n'a pas échappé à ce courant, d'influence américaine. Les services d'encadrement rural se mettent en place dans ce pays entre 1950 et 1953, avec un accord colombo-américain qui met en place le projet d'encadrement du Service technique agricole colombo-américain (STACA), codirigé par le ministère de l'Agriculture et la division de l'agriculture et des ressources naturelles de la mission d'opérations des États-Unis en Colombie. Les trois programmes que le STACA développera en Colombie sont : i) la production agricole et animale ; ii) l'amélioration des conditions des foyers ruraux ; et iii) des clubs 4-H destinés à la jeunesse rurale (Clavijo, 2015 ; Jurado, 2014 : Jaramillo, 1984). Il s'agit des axes principaux développés par le service d'extension rurale des États-Unis, et qui seront d'ailleurs reproduits dans toute l'Amérique latine durant la phase de modernisation (Otero & Selis, 2016).

Par ailleurs, la reconnaissance sociale de la jeunesse rurale s'étendra en Amérique latine vers la moitié du XX^{e} siècle, grâce à l'intervention d'organisations internationales issues du domaine de développement technologique et économique (Bevilaqua, 2009, p. 643 et 651). Par exemple, l'Association internationale pour le développement économique et social (AIA[95]) jouera un rôle important dans la promotion de ces programmes, avec la création du Comité interaméricain pour la jeunesse rurale (CIJR), instauré en 1961 par le secrétaire général de l'OEA (Rosemberg, 2011). À

[95] American International Association for Economic and Social Development (AIA). Le fondateur et directeur est Nelson Rockefeller.

travers l'Institut interaméricain de sciences agricoles (IICA), le CIJR met en place un Programme interaméricain pour la jeunesse rurale (PIJR), ayant pour objectif de faire des clubs 4-H[96] un mouvement de grande influence et à caractère transnational (Otero & Selis, 2016 ; Bevilaqua, 2009, p. 646 ; Rosemberg, 2011). Selon le PIJR, les jeunes ruraux représentaient les agents du développement « dès l'intérieur », dans le sens où ces jeunes apportaient de nouvelles idées et favorisaient la transmission de nouvelles valeurs modernes au sein de la famille et des communautés rurales (Rosembeg, 2011, p. 3).

En Colombie, dès 1956, les premiers clubs agricoles sont créés à l'image du modèle 4-H nord-américain, en reproduisant les mêmes statuts, directives, hymnes, serments, symboles et pratiques (Jaramillo, 1984, pp. 23-29). Le PIJR en Colombie encourage la création d'associations juvéniles dès 1962, sous la forme de clubs 4-S (santé, savoir, sentiments et service) et de clubs 4-C (*cabeza, corazón, campos, colombianos*), ces derniers regroupés au sein de l'Association des futurs agriculteurs colombiens (AFAC) (Silva, 2014, p. 57 ; Silva, 2009, pp. 480-483).

Dans la première moitié du XX^{e} siècle, on assiste à la configuration et à la diffusion d'un dispositif de pouvoir orienté vers le gouvernement des jeunesses rurales. Ce dispositif est constitué d'éléments multiples tels que des institutions, des lois, des normes, des types de classification de sujets, des discours, des propositions philosophiques, entre autres, qui se sont articulées de manière stratégique autour de deux axes : l'enseignement-encadrement rural et les clubs de jeunesses agricoles. L'objectif principal était de créer un sujet jeune agent et promoteur du développement modernisateur entrepris pendant la période d'après-guerre.

Avec la mise en place du dispositif, on voit apparaître, d'un côté, un ensemble de caractéristiques, de valeurs, de pratiques et de rites destinés spécifiquement aux jeunes, et, de l'autre côté, un univers symbolique constituant le monde des jeunes paysans (Feixa, 1999). À travers ces éléments, on construit finalement un « archétype », une sorte de « modèle à suivre » devenant une référence pour les pays qui n'avaient pas encore expérimenté de programmes de développement socioprofessionnel destinés aux jeunes générations rurales. En suivant cet archétype, les réseaux d'institutions créent et réglementent des espaces de socialisation, des normes de conduite, des rôles sociaux et d'images spécifiques, et définissent également, aussi bien matériellement que symboliquement, les manières d'être socialement acceptables en tant que jeune paysan.

[96] Le programme des clubs de jeunesse 4-H (de l'acronyme anglais Head, Heart, Hand, Health) s'est converti en modèle de référence mondiale dans les processus d'organisation sociale des jeunesses rurales (Reck, 1951). Après la Première Guerre mondiale, il y avait déjà un million de jeunes adhérents aux clubs 4-H aux États-Unis (Bevilaqua, 2009, p. 638).

2. L'expérience de l'Acción cultural popular et la Radio Sutatenza en Colombie

Comme nous venons de le voir brièvement, les principaux programmes du dispositif créé en Europe et aux États-Unis ont été repris en Colombie, à savoir les services d'encadrement rural et les clubs de jeunes. Cependant, la Colombie présente un cas particulier très important : le programme d'éducation de la fondation « Acción cultural popular » (ACPO). Ce programme sera analysé comme un dispositif de pouvoir ayant cherché à changer les significations, les valeurs, les croyances et les symboles propres aux paysans, afin de projeter de nouveaux « diagrammes d'action » en accord avec la modernisation.

Le programme de l'ACPO constitue une expérience significative d'innovation éducative pour le monde rural promue par l'Église catholique et qui a eu un caractère hégémonique en Colombie, étant donné l'amplitude et l'impact observés durant plus de quatre décennies. En 1950, le pays présentait un niveau élevé d'analphabétisme et le taux de scolarité brute dans le primaire était de 54,5 % (Ramirez & Téllez, 2006). L'éducation n'était donc pas garantie pour une grande partie de la population, notamment dans les secteurs ruraux. C'est ainsi que le programme connu dans le pays sous le nom de « Radio Sutatenza » offrait une opportunité de formation, parfois la seule, pour les populations paysannes du pays, tant pour les adultes que pour les plus jeunes, et a joué un rôle fondamental dans le système d'éducation rurale.

Les éléments principaux utilisés dans cette expérience sont l'Éducation fondamentale intégrale (EFI) et la méthode d'écoles radiophoniques pour l'éducation de paysans entre 1947 et 1994. À travers la Radio Sutatenza, les paysans participaient, via leur propre radio transistor, à des programmes d'apprentissage de différentes techniques de production agricole orientées vers l'amélioration de l'économie paysanne, mais aussi d'alphabétisation, de mathématiques, de santé familiale et individuelle. C'était un programme qui promouvait des valeurs, des pratiques et des comportements considérés comme civilisés, de façon à ce qu'ils guident les comportements individuels, familiaux et communautaires dans la direction du développement modernisateur et du progrès.

3. L'importance de la jeunesse paysanne au sein des programmes de l'ACPO

Même si les programmes d'ACPO étaient conçus en tant qu'éducation pour adultes, certains éléments avaient cependant un objectif générationnel et se sont donc particulièrement orientés vers les jeunes paysans. C'est le cas de programmes très importants tel que celui de la formation de leaders et de dirigeants dans les instituts de formation paysanne et dans les clubs de jeunes. L'Église catholique connaissait le fonctionnement des organisations de jeunes, car elle les avait utilisées pour l'évangé-

lisation et l'intégration de nouveaux membres dans les communautés religieuses. Par conséquent, l'intégration de jeunes dans les programmes de l'ACPO n'était pas une nouveauté, mais plutôt une continuité et une reprise d'éléments déjà présents dans l'action catholique (Silva, 2009, 2014).

La croissance de l'ACPO a exigé des programmes de formation plus intensifs, ce qui entraîna la création d'instituts de formation paysanne. Des instituts pour les hommes seront créés en 1954 à Sutatenza, et en 1962 à Caldas, Antioquia, ainsi qu'un institut pour les femmes, en 1956. Les conditions requises étaient seulement d'avoir plus de 17 ans et d'avoir un niveau scolaire basique. À travers ses actions, l'ACPO a privilégié la formation de leaders paysans, la plupart ayant entre 17 et 25 ans, capables de promouvoir la morale du travail dans les zones rurales (Silva, 2014, p. 55). « L'élève moyen tend à être jeune. Dans le cours initial (d'alphabétisation), on constate un haut pourcentage de jeunes. La proportion de personnes âgées de plus de 25 ans est d'environ un tiers » (UNESCO, 1976, p. 57). Ainsi, dans les internats des instituts de formation de l'ACPO, environ 500 jeunes par an, hommes et femmes, obtiennent des bourses d'études pour se former en tant que dirigeants et leaders locaux paysans. Le programme prévoit aussi leur retour dans leurs communautés afin de répandre leur apprentissage (Samudio, 2014 ; Carranza, 2010 ; UNESCO, 1976).

> « Si les leaders d'opinion sont des individus ayant certaines caractéristiques, serait-il possible de transmettre les mêmes capacités à certains individus afin qu'ils agissent dans leurs communautés en tant que leaders dans un domaine spécifique ? […] Peut-être pourrions-nous sélectionner certains de ces membres dans la communauté et les éclairer quant aux techniques agricoles, afin qu'ils reviennent ensuite dans leurs propres communautés et qu'ils servent de pont et de support à l'action encouragée par les médias ? » (Bernal, 1971, p. 29, in Carranza, 2010, p. 35)

Au sein du programme de l'ACPO, on considère que le changement social nécessaire à la modernisation et à l'industrialisation est plus facile et plus rapide si on agit sur et avec les jeunes, étant donné qu'ils ont une plus grande propension à accepter des changements que les personnes plus âgées. Les jeunes paysans sont les points d'ancrage dans le monde paysan, permettant d'un côté la progression de la modernisation de l'agriculture et, de l'autre, la civilité et la consolidation de la modernité culturelle. Ces jeunes leaders se convertissent ainsi en protagonistes et en agents du processus de développement, réalisant différentes campagnes. Ils se chargent également de l'enseignement de certains métiers tels que la couture, l'ébénisterie, la mécanique et la nutrition, entre autres (Silva, 2014, p. 56). À l'image des processus développés dans d'autres pays et continents, les jeunes sont conçus comme les meilleurs médiateurs de la diffusion des programmes d'ACPO, ainsi que des idéaux de modernisation, de civilisation et d'industrialisation sous-jacents.

4. Radio Sutatenza : éléments d'un dispositif modernisateur

4.1. L'Éducation fondamentale intégrale (EFI)

Selon Hernando Bernal Alarcón (2012, pp. 6-9)[97], le cœur du contenu éducatif de l'ACPO se trouve dans les cinq notions fondamentales de l'Éducation fondamentale intégrale. Le projet pédagogique de l'ACPO s'éloigne des concepts et matières de cours propres à l'éducation formelle, et privilégie les notions suivantes : « l'alphabet, les nombres, la spiritualité, la santé, l'économie et le travail, remplaçant les domaines habituels de l'éducation primaire, moyenne ou supérieure […] » (Bernal, 2005, p. 20, in Samudio, 2014, p. 48).

> « Par *notion,* on entendait une série d'idées, de contenus et de pratiques éducatives conduisant, selon les utilisateurs des services de l'ACPO, à la création de certaines règles de pensée, de certaines attitudes et de certaines formes de comportement, contribuant à générer une capacité à trouver des solutions aux nécessités, dans un domaine déterminé. Par conséquent, l'objectif de la notion est ce que, dans le langage actuel et en utilisant un anglicisme, on nomme *empowerment*. […] » (Bernal, 2005, p. 24)

Les cinq « notions » font partie d'un dispositif pédagogique intégrant différents médias, moyens et méthodes complémentaires et sont enseignées dans les écoles radiophoniques. Des « assistants de proximité » soutiennent le travail des maîtres radiophoniques et des leaders paysans sur le terrain ; en utilisant des ressources telles que les *Cartillas*, les *Campañas*, la bibliothèque, l'hebdomadaire *El Campesino*, les cours de vulgarisation agricole, la correspondance, etc.

> « À travers cette méthode d'éducation d'adultes fondée sur la convergence de contenus fondamentaux vers l'amélioration des conditions de vie des paysans, et sur l'usage des différents médias (radio, journal, imprimés, disques et enregistrements), renforcée par la communication interpersonnelle (correspondance et assistants de proximité) et par des événements en groupe (les écoles radiophoniques, des cours de vulgarisation, des réunions d'assistants, des instituts de formation et l'action des leaders de vulgarisation), on parvient à influencer de manière directe la vie de plus de quatre millions de paysans colombiens. » (Bernal, 2012, p. 9)

Selon l'UNESCO, l'EFI est conçue comme un processus dynamique de socialisation impliquant tous les aspects de la vie et toutes les étapes du processus de développement de l'être humain. Elle cherche à dépasser l'aspect technique et académique et

[97] Sociologue et directeur de l'ACPO entre 1986 et 1991. Son travail porte surtout sur la méthodologie utilisée par l'ACPO et le concept d'Éducation fondamentale intégrale – EFI.

se veut être un processus apprenant à vivre et à participer à la société. Elle envisage l'ensemble des aspects de la vie, des coutumes, des besoins et des savoirs de la communauté. L'EFI est destinée à tous les hommes, elle vise à comprendre l'humain en essayant d'aborder l'intégralité de ses problèmes. L'EFI est pratique et concrète, elle ne se contente pas de propositions théoriques, elle se base sur des faits, elle s'applique à la vie quotidienne et correspond à des habitudes et des coutumes capables de participer à l'amélioration de la vie humaine (UNESCO, 1976, p. 14).

L'EFI se fonde sur une stratégie d'éducation non formelle et complémentaire (Carranza, 2010, p. 24). L'élève ne va pas à l'école, mais c'est au contraire l'école qui vient vers lui, à travers des moyens et des médias multiples, écrits, interpersonnels et audiovisuels. Il n'y a pas de curriculum et les contenus s'adaptent et varient en fonction des contextes en utilisant les ressources de l'environnement quotidien des personnes. L'objectif de l'éducation n'est pas d'obtenir un diplôme, mais d'être préparé à la vie, pour toute la vie et pour chaque moment quotidien : à l'heure de manger, de travailler, de fêter, de discuter.

4.2. Les écoles radiophoniques et l'hebdomadaire *El Campesino*

> « Vingt-et-un ans de construction et d'intégration de principes et de composants culturels, aussi bien au niveau des concepts qu'à celui des aspects matériel et technologique, constituent finalement un système intégré de médias, renforcé par des processus de communication interpersonnelle et de groupe pour l'éducation d'adultes et perçu comme "une éducation pour la vie" et comme "une éducation non formelle". En résumé, voilà ce que l'on entendait par écoles radiophoniques. » (Bernal, 2012, p. 28)

Une des propositions centrales de l'ACPO est l'utilisation articulée des médias de communication de masse, ce qui allait à l'encontre des visions de la pédagogie traditionnelle qui considère que le contact direct entre élève et professeur est la seule forme d'enseignement possible. L'éducation à distance dépasse la vision classique d'une école où les maîtres organisent et régissent le rythme de l'enseignement. L'ACPO propose non seulement l'utilisation de médias de masse, mais aussi le recours systématique aux processus variés de communication interpersonnelle et de groupe. Selon l'ACPO, l'apprentissage s'effectue aussi au quotidien, et doit essayer de suivre les rythmes et les possibilités des étudiants paysans dans leurs lieux de vie (Bernal, 2012, p. 38). En plus des cours radiophoniques, la programmation est très complète, comprenant 75 programmes techniques, musicaux et récréatifs. Par exemple, dans le but de satisfaire les besoins d'information des paysans, la Radio Sutatenza donnait « une nouvelle toutes les demi-heures » et disposait de quatre émissions quotidiennes de vingt minutes chacune (Carranza, 2010, p. 29).

L'hebdomadaire *El Campesino* – « Un hebdomadaire au service et pour la défense des paysans » (premier exemplaire, 29 juin 1958) – est créé pour compléter les programmes radiophoniques et les différents moyens d'action de l'ACPO. Né en 1958, il sera le premier hebdomadaire destiné à un public rural et paysan. *El Campesino* devient, après le journal *El Tiempo*, un des deux journaux de plus grande diffusion dans le pays. Il comptait des correspondants dans dix-neuf villes et 722 municipalités du pays. Il a été l'un des médias les plus importants de l'ACPO (Rojas, 2012). À travers le journal sont inculqués des éléments pédagogiques fondamentaux et les articles principaux sont ajustés aux campagnes développées par l'ACPO. L'hebdomadaire joua un rôle important dans « le positionnement des assistants directs en tant qu'intervenants décisifs de l'organisation des écoles radiophoniques » (Carranza, 2010, p. 30 ; Rojas, 2012, pp. 130-134).

4.3. Cartillas et les *Campañas*

Les *Cartillas* représentent un support visuel et écrit de grande importance à travers lequel l'ACPO promeut les connaissances fondamentales de lecture, écriture et calcul, mais aussi les manières bonnes (civilisées) de s'habiller, de parler, de prendre soin de sa propre santé, de travailler la terre et d'agir dans sa communauté. À travers les *Cartillas,* on peut tracer l'émergence d'une image de ce qui signifie être moderne et civilisé, de la forme selon laquelle chaque paysan peut agir pour être en accord avec le changement modernisateur. Les connaissances traditionnelles et ancestrales des paysans ont été très peu valorisées, pas plus que les traditions orales, les coutumes, les croyances, les mythes, les rites, et les savoirs indigènes et ethniques.

Dans toutes les *Cartillas,* on trouve la phrase suivante : « L'*acción cultural popular* veut vous aider à vous former et à réussir, elle vous propose les Cartillas en tant que moyen de progrès pour l'éducation fondamentale intégrale. » Dans différentes *Cartillas*, des phrases telles que « il n'est jamais trop tard pour apprendre » ; « vous n'êtes pas formés » ; « vous avez besoin de connaissances et de techniques fondamentales » ; « vous devez apprendre beaucoup et travailler avec enthousiasme » apparaissent fréquemment (Samudio, 2014, pp. 59-60). Finalement, en termes économiques, la priorité est clairement donnée à la productivité, la rentabilité et l'entrepreneuriat.

> « Par ailleurs, l'Éducation fondamentale aborde des sujets économiques et crée des règles de pensée et de comportement amenant les citoyens à produire en plus grande quantité et de meilleure qualité. En termes économiques, l'éducation crée chez les individus un réel sens de l'entrepreneuriat, un esprit capable d'assumer des risques, de planifier et de programmer, de promouvoir des compétences organisationnelles et la volonté du bénéfice licite. » (UNESCO, 1976, p. 12)

Les *Campañas* de l'ACPO ont été créées par le père José Ramón Sabogal en tant que système pédagogique destiné aux communautés, à travers lequel on cherche à amélio-

rer leurs habitudes et leurs coutumes traditionnelles. Par leur intermédiaire, l'ACPO essaye de faire comprendre aux individus la valeur, l'importance et la nécessité d'une meilleure vie possible via un changement dans leurs manières traditionnelles de faire les choses. Les *Campañas* sont une méthode de travail ayant pour objectif de changer les formes de penser et de se comporter en agissant sur les valeurs individuelles et sociales (Bernal, 2012, p. 37 ; Carranza, 2010, p. 24). C'est l'une des stratégies les plus efficaces puisqu'elle parvient à s'immiscer dans la vie quotidienne des paysans en utilisant un langage accessible et en proposant certaines pratiques attrayantes grâce à sa pertinence. Les campagnes tentent de répondre aux nécessités concrètes et ressenties des paysans. À travers celles-ci, de nouvelles formes de savoir-faire sont inculquées, pouvant immédiatement s'appliquer dans les pratiques quotidiennes et améliorant les formes de vie des habitants ruraux.

> « […] à travers ces campagnes, on prétend non seulement répondre aux nécessités ressenties, mais aussi faire naître d'autres besoins tout aussi essentiels, afin que la personne modifie ses schémas de pensée et qu'elle décide de chercher à atteindre un meilleur niveau de vie. […] elles modifient la personnalité, elles permettent un plus grand bien-être pour l'individu, sa famille et la société. […] elles orientent les instincts de l'individu, elles influent sur la vie affective des personnes, elles atteignent l'intelligence de l'homme et manipulent sa volonté. Le but des campagnes est d'améliorer ou simultanément de transformer les schémas de pensée et de comportement ainsi que l'environnement, en agissant sur les valeurs individuelles et sociales. » (UNESCO, 1976, pp. 74,75)

4.4. Prescriptions sur les formes adéquates de gérer sa vie

Le programme mis en place par l'ACPO a visé le domaine de la vie privée des paysans, puisque changer les coutumes et les habitudes propres au sous-développement demande d'agir sur les sphères quotidiennes et intimes de la vie, de façon à ce que les attitudes, les schémas de pensée et les modes de comportement capables de faire d'un paysan un individu moderne et civilisé puissent être intégrés. Par la suite, nous présentons l'exemple de la bonne utilisation et gestion du temps et de quelques éléments montrant son caractère prescriptif.

Les prescriptions[98] présentes dans différents éléments du dispositif pédagogique de l'ACPO invitent à faire une division claire entre le temps de travail et le temps libre destiné à d'autres activités. On y retrouve une série de prescriptions particulières expliquant la manière correcte d'organiser son temps libre pour pouvoir en profiter. L'ACPO insiste sur l'idée que le temps libre est un moment pour recevoir une instruction et pour s'amuser, mais pas de n'importe quelle manière, autrement dit, « d'une manière saine » (Bernal, 2012 ; UNECO, 1976).

[98] On entend par prescription une imposition qui se présente comme recommandation, sous la forme d'un ordre détaillé qui énumère ce qu'il faut faire.

L'une des formes prescrites pour utiliser correctement le temps libre est le sport. Cette prescription correspond à une perspective fonctionnaliste à partir de laquelle le comportement des jeunes est interprété[99] : les jeunes ont une propension à la déviance, ils s'éloignent des paramètres et des standards sociaux (délinquance, drogues, etc.) et, grâce au sport et à l'activité physique, il est possible de les orienter vers les bonnes manières de s'amuser et de se développer de façon à prévenir ces comportements de déviation. Le sport, promu par l'hebdomadaire *El Campesino*, est perçu comme un « allié pour remettre l'impulsivité des jeunes sur le droit chemin » (*El Campesino*, 21 avril 1985, in Silva, 2014, p. 56).

Une des caractéristiques de l'action de l'ACPO est qu'elle n'essaye pas de nier la possibilité de la jouissance du temps libre. Elle laisse la possibilité aux paysans de gérer leur liberté en utilisant du temps pour faire ce qu'ils désirent, tout en respectant le temps destiné à faire ce qui est « nécessaire de faire » et les prescriptions sur les formes correctes de le faire. De cette façon, on invite les paysans à jouir du temps libre (le dispositif agit sur des sujets libres), cependant on les conduit à le faire de manière correcte et saine. On inculque ainsi des formes particulières de distraction saine, considérées comme bonnes, correctes et acceptables socialement et culturellement. C'est ainsi que les sujets, bien que libres, restent assujettis à des formes particulières de pouvoir-savoir. Les individus développent une éthique individuelle formée à partir d'une intégration particulière du système de règles morales selon lesquelles l'ordre social leur est exprimé. Ces règles sont en quelque sorte coercitives, puisqu'elles prescrivent des manières d'être et de se comporter (Rose, 1996).

Finalement, parmi les prescriptions sur le temps libre, l'hygiène est un élément très important : apprendre la manière correcte de préparer les aliments et de faire bouillir l'eau, changer les latrines par des water-closets, utiliser du savon, un pyjama, considérer le fait de mettre des chaussures comme une « nécessité » et non comme un « luxe ». Selon l'ACPO, l'ignorance de la majorité des paysans les empêche de comprendre l'importance de telles pratiques civilisées. La propreté et l'hygiène doivent s'intégrer aux habitudes quotidiennes : « La propreté donne santé et beauté » ; « Ayez le visage propre » ; « Avoir les cheveux courts et propres est meilleur » ; « Utilisez et portez des sous-vêtements propres » (*El Campesino,* divers extraits de 1960 à 1963, in Silva, 2014, p. 56). Ce sera surtout parmi les jeunes que ces prescriptions seront les mieux accueillies et mises en pratique.

Comme Silva (2014) le montre, la promotion de l'hygiène a permis également de promouvoir la consommation de certains biens et services par les paysans. La publicité n'attend pas pour saisir ce marché, sous couvert d'une image éducative. L'éducation de la grande majorité de la population constitue un marché potentiel important avec lequel peuvent être soutenus les moteurs de la consommation et la production industrielle. Les vêtements, les chaussures, le savon et les sanitaires sont les principaux

[99] On fait référence au courant postérieur à la publication de *Adolescence* par S. G. Hall en 1904 et aux études de l'École de Chicago dans la première moitié du XX^{e} siècle.

objets de vente. La création d'une consommation de masse devient ainsi un enjeu important pour l'industrialisation de l'économie colombienne, qui a besoin de dynamiser un marché interne naissant pour ce genre de biens de type industriel.

5. De nouvelles grammaires culturelles pour lutter contre le sous-développement

« Le sous-développement est dans l'esprit de l'homme. » Voici une phrase que Monseigneur Salcedo, fondateur de l'ACPO, utilisait constamment (Bernal, 2012, p. 36). D'après Bernal et Salcedo, le traditionalisme empêche le paysan de dépasser les barrières culturelles, qui empêchent à leur tour sa participation dans les processus de changement et de progrès social. L'enracinement de l'homme rural dans ses traditions ne lui permet pas d'assimiler les transformations du monde. L'ignorance des paysans est l'obstacle principal ; à cause d'elle, les sujets paysans ne parviennent pas à reconnaître leur propre dignité et ils acceptent de vivre dans la pauvreté, l'arriération et l'ignorance. Dans ce sens, le réseau des écoles radiophoniques de l'ACPO utilise le slogan « la guerre à l'ignorance », ce qui se traduit en programmes capables de fournir les connaissances de base nécessaires pour que chaque personne puisse dépasser sa condition de sous-développement, pour pouvoir « faire culture » et transformer le monde (Carranza, 2010, p. 21).

> « Le traditionalisme familial agit comme un obstacle au développement des capacités individuelles, dans la mesure où il oblige l'individu à rester étroitement uni à son groupe familial et à agir uniquement et exclusivement en raison du dit groupe. L'absence d'une perception adéquate de la dignité de son corps l'empêche de prendre des mesures pour prendre soin de sa santé. L'ignorance du concept d'éducation, d'organisation et de ses responsabilités inhérentes, l'empêche d'agir activement dans les groupes institutionnalisés. Le manque de mots et de formes d'expression l'empêche de communiquer avec les autres. Le manque de connaissance quant aux normes d'hygiène personnelle et familiale l'empêche de vivre conformément à sa dignité humaine. Ces structures mentales influent sur l'incapacité de l'homme latino-américain à réaliser les efforts requis par le développement. Il faut donc agir sur ces structures mentales pour permettre le changement de l'Éthos culturel. » (UNESCO, 1976, p. 10)

À travers des processus éducatifs, l'ACPO et les écoles radiophoniques poussent les paysans à intégrer de nouvelles grammaires culturelles de manière à ce qu'ils changent les valeurs et les significations qui font obstacle au développement. Cela fait du projet éducatif de l'ACPO un projet qui cherche à transformer la culture et la mentalité des paysans, considérée comme dépassée et inadéquate du point de vue des paramètres du monde civilisé. En plus du changement économique et technologique, le progrès des sociétés et le changement social doivent s'accompagner d'un

changement culturel. Autrement dit, le changement technique requiert un changement culturel pour pouvoir être mis en œuvre ; la modernisation n'est pas possible sans les agents modernisateurs, c'est-à-dire sans les hommes et femmes pouvant intégrer et promouvoir la modernisation, l'incorporer pour pouvoir ainsi la vivre. Pour cela, les jeunes générations sont conçues et promues comme porteuses du changement et, donc, comme agents du développement.

L'action de l'ACPO par rapport au développement des peuples s'exerce donc dans le domaine culturel à travers le changement de ce qu'ils ont appelé la « culture du sous-développement », enracinée en particulier dans les populations rurales et paysannes. Faire des paysans sous-développés des citoyens civilisés et productifs était possible par le changement et la conduction de leurs valeurs, de leurs croyances et leurs désirs. Cela implique de remplacer les structures et les médiations cognitives, les valeurs et les symboles qui enracinent les paysans dans le passé et le retard, en construisant de nouvelles grammaires culturelles capables de les conduire vers le progrès.

Le concept de dispositif chez Michel Foucault incorpore l'idée d'une articulation stratégique sous forme de réseau entre un ensemble hétérogène d'éléments. Cette articulation stratégique des éléments du dispositif fait référence à une « systématique ouverte » qui peut se comprendre comme un jeu entre pratiques diverses, discursives et non discursives, dans un cadre de régularités (García Fanlo, 2011). Ces pratiques ont une fonction stratégique concrète, et sont inscrites dans des relations de savoir-pouvoir situées historiquement, ce qui veut dire qu'il y a derrière elles une manipulation stratégique des relations de force dans un sens particulier (Foucault, 1994 ; Castro Gómez, 2010 ; Agamben, 2011).

Cependant, il est incorrect d'affirmer que les dispositifs « capturent des individus dans leur réseau », il est plus juste d'affirmer qu'ils produisent des sujets qui restent « assujettis » à certains rapports de savoir-pouvoir (García Fanlo, 2011, p. 3). Le pouvoir du dispositif s'installe au moment où l'articulation et l'association des éléments permettent, grâce aux pratiques, l'assujettissement de l'individu. Les individus restent assujettis aux dispositifs tout au long de leur vie, dans un « corps à un corps » au sein duquel se constituent des subjectivités (Agamben, 2011). C'est pourquoi « les dispositifs constituent les sujets en inscrivant dans leurs corps une forme et une manière d'être » (García Fanlo, 2011, p. 2). Les dispositifs inscrivent dans les corps un ensemble de pratiques, de savoirs, d'institutions, dans l'objectif de gouverner, de contrôler, d'orienter, de donner un sens spécifique aux manières d'être et de faire des individus. C'est pourquoi le dispositif a comme objet de déterminer les manières d'être, de faire et de connaître du sujet à un moment historique particulier (Martínez, 2013, p. 135). C'est ainsi que l'articulation des éléments constituant le dispositif établit « des diagrammes d'agencement » donnant forme à la conduite des sujets (Cousens Hoy, 1994).

Nous partageons avec Londoño et Mejía (2011) l'idée que le programme de l'ACPO peut être analysé comme un dispositif qui vise une occupation des structures et des médiations cognitives et culturelles. Il s'agit d'un dispositif qui intervient sur les matrices symboliques des sujets paysans. À travers une intervention pédagogique, ce dispositif établit et inculque certaines valeurs et certains principes, une grammaire culturelle régie selon le modèle archétypique créé à partir du monde occidental et civilisé, qui sert de référence.

En ce sens, les processus de modernisation sont soutenus par une biopolitique qui cherche à produire des grammaires de signification culturelle spécifiques, basées sur des archétypes qui font sens avec leurs intentions stratégiques. Ces grammaires culturelles auxquelles nous faisons référence sont un ensemble de représentations, de notions, de valeurs et d'idéologies agissant et jouant un rôle concret dans les processus de subjectivation des individus. L'ACPO a ainsi participé à la configuration de schémas et de diagrammes d'action conformes à la modernisation qui ont eu une connotation hégémonique dans les zones rurales étant donné l'amplitude avec laquelle ce programme s'est répandu dans le territoire colombien pendant plus de quarante ans.

L'expérience de l'ACPO en Colombie constitue un exemple de dispositif de gouvernement des populations paysannes, cherchant à changer les significations, les valeurs, les croyances et les symboles des paysans, afin de projeter de nouveaux diagrammes d'action en accord avec la civilisation et la modernisation. Ce dispositif donne aussi une place particulière à la jeunesse paysanne qui est conçue comme plus favorable aux changements et qui serait donc porteuse du développement. L'articulation d'éléments de l'EFI dans les écoles radiophoniques établit un dispositif ayant pour objectif stratégique l'intégration de la société colombienne à la civilisation, en privilégiant les populations jeunes et en considérant la civilité comme la valeur principale, et du coup désirée, des sociétés humaines.

Bibliographie

Agamben, G., 2011, « ¿ Qué es un dispositivo ? », *Sociológica*, 73, pp. 249-264, traduction de R. J. Fuentes Rionda de l'édition en français : Agamben, G., 2007, *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Paris : Payot & Rivages.

Bernal, H., 1978, *Educación Fundamental Integral: Teoría y aplicación en el caso de ACPO*, Bogotá: Serie Educación Fundamental Integral 2, Editorial Andes.

Bernal, H., 2005, *ACPO, Radio Sutatenza: de la realidad a la utopía*, Bogotá: Fundación Cultural Javeriana.

Bernal, H., 2012, « Radio Sutanteza: Un modelo colombiano de Industria cultural y educativa », *Boletín Cultural y Bibliográfico*, 46(82), pp. 8-9.

Bevilaqua, J., 2009, « Juventud rural: una invención del capitalismo industrial », *Estudios Sociológicos*, XXVII, 80.

Carranza, A., 2010, *Acción Cultural Popular: crónicas de una historia no contada*, Trabajo de grado para optar por el título de comunicadora social, Bogotá : Pontificia Universidad Javeriana, en ligne [https://repository.javeriana.edu.co/bitstream/handle/10554/5520/tesis533.pdf?sequence=1&isAllowed=y], consulté le 21 août 2017.

Castro-Gómez, S., 2010, *Historia de la gubernamentalidad. Razón de Estado, liberalismo y neoliberalismo en Michel Foucault*, Bogotá : Siglo del Hombre Editores.

Clavijo, N., *Antecedentes y nuevas perspectivas de la extensión rural en Colombia. Aportes desde la agroecología*, Ponencia presentada para la MESA 41 : El desarrollo rural, enfoques y sujetos 2015, Seminario, Pontificia Universidad Javeriana, Colombia, en ligne [http://diferencias.com.ar/congreso/ICLTS2015/ponencias/Mesa%2041/ICLTS2015_Mesa41_Clavijo%20Ponce.pdf], consulté le 21 août 2017.

Couzens Hoy, D., 1994, « Pouvoir, répression et progrès. Foucault, Lukes et l'École de Francfort », in D. Couzens Hoy (dir.), *Michel Foucault, lectures critiques* (pp. 141-167), Bruxelles : De Boeck.

Feixa, C., 1999, *De jóvenes, bandas y tribus. Antropología de la juventud*, Barcelona : Editorial Ariel.

Foucault, M., 2004, *Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France (1978-1979)*, Paris : Gallimard/Seuil.

Foucault, M., 1994, *Dits et écrits. 1954-1988*, Paris : Gallimard.

García Fanlo, L., 2011, « ¿Qué es un dispositivo? Foucault, Deleuze, Agamben », *A Part Rei*, 74, Marzo.

Jaramillo, R., 1984, *Estudio evolutivo de la extensión agrícola en Colombia*, Publicación Miscelánea No. 454. ISSN-0534-5391, Bogotá : Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA), Oficina en Colombia, en ligne [https://books.google.com/books?id=CYEOAQAAIAAJ&printsec=frontcover&dq=estudio+evolutivo+extension+colombia&hl=en&sa=X&ved=0ahUKEwiV2pzO0ujVAhXNJlAKHb6cCYIQ6AEIKTAA], consulté le 10 juillet 2017.

Jurado, C., 2014, *Enfoques de extensión rural en programas profesionales agropecuarios: comprensión de imaginarios desde la voz de sus actores universitarios*, Centro de Estudios Avanzados en Niñez y Juventud alianza de la Universidad de Manizales y el CINDE, en ligne [http://biblioteca.clacso.edu.ar/Colombia/alianza-cinde-umz/20160516013819/ClaudiaJuradoA.pdf], consulté le 10 mars 2017.

Londoño, S. & Mejía, J.M., 2011, « Ocupación simbólica y subjetivación en el caso del programa "Acción Cultural Popular", 1947-1958 », *Magistro*, 5(10), pp. 59-72.

Martínez, J., 2013, *Polisemia de las Juventudes. Una lectura desde las políticas del acontecimiento*, Bogotá : Fundación Centro Internacional de Educación y Desarrollo Humano (CINDE).

Otero, J. & Selis, D., 2016, « La revista “extensión en las américas”. Influencia de los EE.UU. en los servicios de extensión rural latinoamericanos », *Extensão Rural*, 23(1).

Ramírez, M. & Téllez, J., 2006, *La educación primaria y secundaria en Colombia en el siglo XX*, Unidad de Investigaciones de la Gerencia Técnica. Banco de la República, en ligne [http://www.banrep.gov.co/docum/ftp/borra379.pdf], consulté le 21 août 2017.

Reck, F., 1951, *The 4-H Story. A History of 4-H Club work*, Iowa : The Iowa State University Press.

Rojas, J., 2012, « El campesino “un semanario al servicio y en defensa de los campesinos” », *Boletín Cultural y Bibliográfico*, 46(82), p. 129.

Rose, N., 1996, *Inventing our selves ; psychology, power, and personhood*, Cambridge : Cambridge University Press.

Rosenberg, G., 2011, *The Programa Interamericano para la Juventud Rural (Inter-American Rural Youth Program) and Rural Modernization in Cold War Latin America*, Durham, North Carolina : Duke University, en ligne [http://rockarch.org/publications/resrep/rosenberg.pdf], consulté le 21 août 2017.

Samudio, C., 2014, *Tensiones y engranajes de la propuesta educativa comunicativa desarrollada por radio sutatenza - acción cultural popular entre los años 1947 y 1970, y su relación en la práctica con los discursos del desarrollo el sujeto*, Bogotá, Trabajo de grado para optar al título de Magíster en Comunicación Educativa, Corporación Universitaria Minuto de Dios y la Universidad tecnológica de Pereira, en ligne [http://repositorio.utp.edu.co/dspace/bitstream/handle/11059/5179/37426S193.pdf?sequence=1], consulté le 21 août 2017.

Silva, N., 2014, « La juventud campesina en los programas de Acción Cultural Popular », *Revista Científica Guillermo de Ockham*, 12(1), pp. 51-63.

Silva, N., 2009, « Los labradores del azar. Un estudio sobre las representaciones y las dinámicas de la juventud rural », *Maguaré*, 23, pp. 471-509.

UNESCO – Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, 1976, *Proceso Educativo en Acción Cultural Popular*, Paris : División de los métodos, materiales y técnicas.

Les auteurs

Michel Cermak est ingénieur de gestion, diplômé de la Solvay Business School. Chargé de recherche au CNCD-11.11.11 depuis 2011, il a notamment été le coordinateur de la campagne belge « Stop TTIP/CETA » et coordonne désormais la plateforme belge Commerce juste et durable. Il est l'auteur de nombreux articles sur le commerce international.

Sophie Charlier : Chargée de cours invitée à l'Université catholique de Louvain (UCL) et chargée de mission au Monde selon les femmes. Ingénieur agronome et PhD en développement à l'UCL. Ses domaines d'enseignement et de recherche concernent le genre, les pratiques agricoles et d'économie populaire

Cynthia del Castillo Tafur, sociologue et titulaire d'un master en antrophologie, développement et environnement à l'University College London. Chercheuse et gestionnaire des projets de développement social en mettant l'accent sur les populations autochtones andines et amazoniennes. Ses domaines de recherche sont : le développement communautaire, l'interculturalité, le genre et l'environnement.

Philippe De Leener, bio-ingénieur et docteur en psychologie, est africaniste, professeur à l'UCLouvain (Belgique) où il est membre des centres de recherche DVLP et CriDIS. Il préside également le centre de recherches et d'action Inter-Mondes Belgique. Il co-préside l'asbl SAW-B, fédération des entreprises d'économie sociale en Wallonie et à Bruxelles. Depuis ces dernières années, il développe la réflexion et l'action sur le changement dans le champ de l'économie.

Deborah Delgado Pugley est professeur de sociologie à l'Université catholique du Pérou. Elle est titulaire d'un doctorat en développement international et en sociologie de l'Université catholique de Louvain et de l'École des sciences sociales de Paris. Elle a mené des recherches sur les politiques environnementales et climatiques au niveau international et au niveau communautaire dans les régions amazoniennes de la Bolivie et du Pérou.

Céline Delmotte est doctorante en sciences politiques et sociales à l'Université catholique de Louvain. Politologue spécialisée en développement international, ses recherches s'intéressent aux processus d'intégration régionale, aux circulations migratoires, à l'exploitation des ressources minières et aux conflits, avec une expérience de terrain sur le continent sud-américain (régions andines et amazoniennes).

María Mercedes Eguiguren est docteure en sciences sociales de l'Université catholique de Louvain. Professeure assistante de la Faculté des sciences sociales et humaines de l'Université centrale de l'Équateur et professeure invitée de la Faculté

latino-américaine de sciences sociales, siège Équateur. Ses recherches portent sur la migration équatorienne et son histoire contemporaine, sur la politique d'État et d'immigration, et sur les régimes de développement et les subjectivités.

Katinka in't Zandt est psychologue dans un centre de planning familial, la Free Clinic, à Bruxelles. Présidente du Monde selon les femmes, elle travaille sur les violences basées sur le genre et leurs conséquences psychiques pour les femmes avec une référence à la Belgique et l'Amérique latine. Elle est également active dans le plaidoyer pour les droits sexuels et reproductifs.

Frédéric Lapeyre est chef de la branche pour le développement et l'investissement au Bureau international du travail. Il est docteur en études du développement de l'Université catholique de Louvain. Avant de rejoindre le BIT, il a été professeur à l'UCL et président de l'école doctorale en études du développement

Andreia Lemaître est socioéconomiste, professeure à l'Université catholique de Louvain où elle est membre du Centre d'études du développement (DVLP) et du Centre interdisciplinaire de recherche Travail, État et Société (CIRTES). Ses recherches portent sur l'économie populaire et l'économie solidaire.

Pascale Maquestiau est infirmière en médecine tropicale, chargée de mission au Monde selon les femmes. Ses domaines de formation d'adultes, de plaidoyer et de recherches interdisciplinaires traitent les droits reproductifs et sexuels, les violences faites aux femmes et l'analyse stratégique, avec une référence à l'Amérique latine et la RDC. Elle est conceptrice de matériel en éducation populaire.

Mónica Navarro Vásquez est docteure en sciences politiques et sociales de l'Université catholique de Louvain (UCL). Elle travaille en Bolivie sur l'éducation interculturelle et bilingue, l'ethnicité, la négociation d'identités dans les processus de migration vers les villes, l'enseignement supérieur et la recherche-action participative.

Aymar Nyenyezi Bisoka est juriste et politologue et chercheur postdoctoral à l'Université d'Anvers et à l'Université catholique de Louvain, en collaboration avec l'Université de Cambridge et l'Université de Gand, avec lesquelles il mène plusieurs projets de recherche-action dans le domaine du développement rural en Afrique.

Jean-Philippe Peemans est professeur ordinaire émérite de l'Université catholique de Louvain où il a été président de l'Institut d'études du développement. Ses domaines d'enseignement et de recherche concernent les théories, les politiques et les processus historiques du développement, avec une référence particulière aux expériences africaines et asiatiques.

Emmanuelle Piccoli est chargée de cours en études du développement à l'Université catholique de Louvain. Anthropologue de formation, elle a réalisé des recherches dans les Andes péruviennes sur les communautés paysannes, le pluralisme juridique, les conflits miniers, les relations avec l'environnement et les programmes sociaux.

Yvon Rakatonarivo est historien-géographe diplômé de l'École normale supérieure d'Antananarivo. Il a essentiellement travaillé en appui au développement communautaire à Madagascar, notamment au sein de l'Institut de recherche pour le développement communautaire (IREDEC), et pour le PNUD. Actuellement consultant, il appuie notamment des organisations et plateformes de la société civile et des élus des collectivités territoriales, dans diverses régions de Madagascar.

Carlos Ramirez Chaves est titulaire d'un diplôme d'économie de l'Université nationale de Colombie et d'un master en sciences de la population et du développement de l'Université catholique de Louvain en Belgique. Doctorant en sciences sociales et politiques au sein de la même université, il a mené des recherches sur la question rurale et la violence en Colombie, ainsi que sur la jeunesse paysanne dans différentes régions de Colombie.

María Patricia Ramos est docteure en sciences politiques et sociales de l'Université de Liège (ULG) et professeure à l'Université de Guayaquil, où elle est la coordinatrice du département de master en communication de la Faculté de communication sociale. Ses domaines d'enseignement et de recherche concernent le champ interdisciplinaire du genre, des migrations et de la communication, particulièrement l'analyse du discours en contexte migratoire au sud de l'Équateur.

Patricia Ruiz Bravo López est docteure en sciences sociales de l'Université catholique de Louvain (UCL). Sociologue, professeure principale à la PUCP, ses principaux thèmes de recherche sont le genre, les femmes indigènes et le développement, la culture et l'éducation. Elle est doyenne de la faculté des sciences sociales et politiques de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP).

Ana Mercedes Sarria Icaza est docteure en sciences politiques et sociales de l'Université catholique de Louvain. Elle est enseignante et chercheuse au sein de l'École d'administration de l'Universidad Federal de Rio Grande do Sul (UFRGS), où elle intègre le Núcleo de Estudios en Gestión Alternativa (NEGA).

Marc Totté est géographe, hydrologue, et docteur en sciences. Il réalise de nombreuses missions de consultance, notamment sur les problématiques rurales en Afrique de l'Ouest. Il est actuellement le coordinateur du centre de recherche et d'action Inter-Mondes Belgique. C'est dans ce cadre qu'il s'intéresse plus particulièrement aux façons de faire famille, afin de revisiter les manières d'appréhender les agricultures familiales.

Nicolas Van Nuffel est diplômé de l'UCL en relations internationales et en gestion d'entreprise. Responsable du département de Plaidoyer du CNCD-11.11.11 depuis 2008, il dirige, depuis son lancement en 2011, la collection d'études « Point Sud », dont l'ambition est d'alimenter la recherche et les politiques publiques en matière de développement.

Étienne Verhaegen est ingénieur agronome et docteur en sciences politiques et sociales. Il a travaillé pendant plus de 20 ans comme chercheur et consultant sur des questions de développement rural en Afrique et en Asie du Sud-Est. Il est actuellement attaché au Centre d'études du développement de l'UCLouvain en tant que professeur invité et travaille au service d'analyse économique du Service public fédéral Économie sur l'agriculture et les filières agro-alimentaires. Ses travaux de recherche actuels portent également sur les réseaux agro-alimentaires alternatifs en Europe et sur les communs.

Isabel Yépez del Castillo est sociologue et docteur en sciences politiques et sociales. Professeure ordinaire émérite de l'UCLouvain, elle a exercé la direction du Centre d'études du développement et du GRIAL. Elle continue ses recherches au sein de DVLP et comme professeure invitée. Elle coordonne, depuis plusieurs années, des programmes de collaboration interuniversitaire en partenariat avec des universités andines. Ses principaux thèmes de recherche sont les migrations, le genre et les dynamiques d'acteurs dans une perspective comparatiste Europe-Amérique latine.

Table des matières

Regards croisés : intergénérationnels, interdisciplinaires et interrégionaux
Isabel Yépez del Castillo, Sophie Charlier, Andreia Lemaître, Emmanuelle Piccoli et Étienne Verhaegen 5

1. De la modernisation et ses critiques 5
2. Un colloque pour les 60 ans des études du développement à l'UCL 9
3. Histoire d'une discipline à l'UCL 11
4. Un ouvrage : le développement revisité 12

Bibliographie 15

Le développement dans une perspective historique
Jean-Philippe Peemans 17

Introduction 17

1. La fondation et l'évolution du paradigme dominant 18
   1.1. Le contexte de la genèse de la pensée sur le développement après la Seconde Guerre mondiale 18
   1.2. Les résistances face à la diffusion de la théorie de la modernisation 20
   1.3. Le tournant des années 1980 : vers la néomodernisation globale 21
2. L'émergence de courants théoriques critiques et d'autres regards sur le développement 22
   2.1. Les courants théoriques critiques de la modernisation comme voie universelle unique du développement 23
   2.2. D'autres regards sur le « développement réel » 24
      2.2.1. Les approches en termes d'« économie politique de la globalisation » 24
      2.2.2. Un autre regard sur la place des acteurs populaires dans le développement 25
      2.2.3. De nouveaux regards sur les réalités urbaines et rurales dans la recherche d'un développement inclusif et durable 26
3. Conclusion : l'importance d'un regard historique pour comprendre les enjeux futurs du développement 29

Bibliographie 29

Refondations sociétales pour un postcapitalisme
Frédéric Debuyst 33

Préambule 33

1. Une voie de refondation économique 34

2. Pour une refondation politique 35

2.1. Principes *35*

2.2. Critique de la démocratie représentative *35*

2.3. Le préalable : une gestion publique associative *36*

2.4. Les espaces politiques *36*

2.4.1. Le local/micro-régional : un « constitutionnalisme par le bas » 36

2.4.2. De l'État au supranational et au mondial 37

2.4.3. La dimension culturelle des rapports intersociétaux 39

3. Des pratiques contre-hégémoniques 39

3.1. Pratiques du « vivre autrement » *39*

3.2. Des résistances territoriales à la conquête d'un pouvoir régional *40*

3.3. Des formes de délégitimation de l'hégémonie *41*

4. Assertions problématiques 43

5. Contexte de crise et de transition 44

5.1. La crise, facteur d'un changement radical ? *44*

5.2. L'optique de la transition *47*

6. Vers une crise de la globalisation ? 47

Bibliographie 48

Le changement social dans les études du développement : l'apport des études postcoloniales
Aymar Nyenyezi Bisoka 51

Introduction 51

1. Développement ou lente production de la mort 53

2. L'ombre de la modernisation : précarisation et insécurité 55

3. Questionner le changement social : l'approche postcoloniale 58

Conclusion 62

Bibliographie 63

La grande colère des faits
Quelles perspectives de déterritorialisation-reterritorialisation des acteurs de l'économie informelle ?
Frédéric Lapeyre 67

Introduction 67

1. L'économie informelle : une réalité longtemps ignorée 68
2. L'économie informelle : perception du phénomène aux niveaux international et national 69
3. Pour une autre lecture des dynamiques de l'économie informelle 71
4. Formalisation et biopouvoir : enjeux pour les acteurs populaires 72
5. Formalisation et sécurisation : importance d'une approche multiscalaire 73
6. En guise de conclusion : pour une vision forte de la formalisation, comme appui à la sécurisation des conditions de vie et de travail des « gens d'en bas » 77

Bibliographie 79

Economía popular, economía solidaria y bancos comunitarios de desarrollo
Una reflexión en el actual contexto brasileño
Ana Mercedes Sarria Icaza 85

Introducción 85

1. Bancos Comunitarios de Desarrollo en Brasil, economía solidaria y economía popular 86
2. Las comunidades en estudio 88
3. Los BCDs y sus dinámicas de organización 91
4. Consideraciones finales 94

Referências bibliográficas 94

La question agraire au XXI^e^ siècle : pour un nouveau regard sur la « voie paysanne »
Étienne Verhaegen 97

Introduction 97

1. La question agraire 98
2. La fin des paysanneries ? 99

3. Pour une politisation de la question agraire 103

Conclusion 106

Bibliographie 107

Les agricultures familiales entre technique, économie et politique
Mieux les comprendre pour mieux les accompagner ?
Marc Totté, Philippe De Leener, Yvon Rakotonarivo 113

1. Introduction : sommes-nous capables d'appréhender les économies familiales ? 113
2. Une question de définition et de perspective avant tout ? 114
   2.1. La définition centrale 114
   2.2. Les incidences de cette définition en termes de méthode 115
   2.3. Les incidences de cette définition en termes de constats 116
      2.3.1. Les logiques non marchandes, un archaïsme ? 116
      2.3.2. « L'organisation familiale entre atout collectif et limitation des stratégies individuelles » 117
3. Vers un cadre heuristique plus large et ouvert 119
4. Retour au terrain 120
5. Conclusion et interpellations provisoires 125

Bibliographie 126

Les études supérieures et la mobilité ethnique
La colonialité *en temps de décolonisation à la bolivienne*
Mónica Navarro Vásquez 129

Introduction 129

1. L'évolution historique du processus d'affirmation des identités multiples en Bolivie 130
2. La circulation migratoire : entre des villes *éblouissantes* et l'idéal du Vivir Bien 133
3. La mobilité ethnique rendue possible par l'éducation 136

Pour finir… 142

Bibliographie 142

Nuevas perspectivas para el estudio de la movilidad
Migraciones desde América Latina y en las interconexiones a escala global
Isabel Yépez del Castillo, Patricia Ramos et María Mercedes Eguiguren 145

Introducción 145

1. La cuestión de la escala en el estudio de las migraciones 148
2. Conexiones entre movilidad interna e internacional: espacios y trayectorias 149
3. La familia 152
4. Subjetividad 154

Conclusiones 157

Bibliografía 158

De l'individuel au collectif, l'*empowerment* des femmes, un outil de changement et/ou de plaidoyer
Sophie Charlier, Katinka In't Zandt et Pascale Maquestiau 163

1. L'*empowerment*, un nouveau concept fourre-tout ? 163
2. Élaboration d'une grille de suivi de l'*empowerment* des femmes avec des organisations d'économie populaire 166
3. Quel processus d'*empowerment* pour des professionnelles et des victimes en lien à des situations de violence envers les femmes ? 169
   3.1. Un va-et-vient entre l'individuel et le collectif pour un processus d'empowerment 169
   3.2. La grille de l'empowerment comme outil pour lutter contre les violences faites aux femmes 171

Conclusions 174

Bibliographie 174

Mujeres indígenas y feminismos
Debates y encuentros
Patricia Ruiz Bravo López et Cynthia del Castillo Tafur 177

Introducción 177

1. Feminismos en América Latina 178
2. Organización de mujeres indígenas: historia de una trayectoria 179

3. Feminismos hegemónicos, patriarcados e identidad indígena: testimonio de lideresas indígenas 181

Reflexiones finales 186

Bibliografía 187

Enjeux sociaux, symboliques et politiques dans un quartier marginal de Lima

Ce que révèle la construction d'un parc zonal récréatif

Christine Grard 193

1. Contexte de formation des quartiers marginaux de Lima 193

2. Le projet municipal d'un parc récréatif, ébauche d'intégration d'un quartier marginal dans la ville 196

2.1. Basculement politique et remise en cause du projet de départ 199

Conclusion 201

Bibliographie 203

Résistance ou négociation ?

Intégration régionale, extractivisme minier et conflits pour l'accès aux ressources foncières en Amazonie péruvienne

Céline Delmotte 205

Introduction 205

1. Construction sociale et évolution sociohistorique du territoire à Madre de Dios 207

1.1. Madre de Dios : un territoire conquis et historiquement exploité 207

1.2. Un géant de béton au cœur de la capitale de la biodiversité péruvienne 210

1.3. Interocéanique, circulation migratoire et propriété foncière en contexte de fièvre de l'or 211

2. Conflits d'usage de l'espace entre mineurs et concessionnaires forestiers : une insécurité foncière ? 213

2.1. Désordre territorial et conflits à Madre de Dios : concepts et panorama actuel 213

2.2. Particularités des conflits fonciers entre concessionnaires forestiers et mineurs 214

2.3. Entre résistance et négociation : la résolution des conflits pour la terre 217

Conclusions 219

Bibliographie 220

El boom de materias primas (2004-2014) y la movilización indígena amazónica en Bolivia y en Perú
Deborah Delgado Pugley 225
Introducción 225
1. Discusión y enfoque: conflicto y articulación política 226
2. Diseño y abordaje metodológico 226
3. Una mirada comparativa a los casos de Bolivia y Perú 228
3.1. El caso boliviano *228*
3.1.1. Condiciones antes del boom para la Amazonía boliviana 228
3.1.2. Formación del movimiento multiétnico en las tierras bajas 229
3.1.3. Condiciones durante el boom 230
3.1.4. Autonomías y boom extractivo 230
3.1.5. El derecho a la consulta y el sector extractivo 231
3.1.6. ¿Cómo se cierra el ciclo de movilización? 232
3.2. El Caso Peruano *234*
3.2.1. El panorama antes del boom de recursos 234
3.2.2. Relaciones interétnicas con horizontes políticos 235
3.2.3. Condiciones durante el boom 235
3.2.4. Análisis del fin del ciclo de crecimiento extractivo: ¿qué pasa con el movimiento amazónico? 238
Conclusiones 239
Referencias 240

TTIP, CETA, etc., d'une menace démocratique à une opportunité de revaloriser le politique ?
Michel Cermak et Nicolas Van Nuffel 243
1. Le CETA, premier d'une nouvelle génération de traités 243
2. Convergence des normes 245
3. Le CETA comme modèle d'avenir 246
4. Perspective d'un traité multilatéral 247
5. L'opportunité du débat autour d'une Cour multilatérale sur les investissements 250
6. Conclusion : de l'importance de poursuivre le débat démocratique 251
Bibliographie 252

Dispositifs et gouvernement des jeunesses paysannes
Le cas de la Radio Sutatenza en Colombie
Carlos Ramirez 253

1. La diffusion d'un dispositif vers l'Amérique latine et vers la Colombie 253
2. L'expérience de l'Acción cultural popular et la Radio Sutatenza en Colombie 256
3. L'importance de la jeunesse paysanne au sein des programmes de l'ACPO 256
4. Radio Sutatenza : éléments d'un dispositif modernisateur 258
   - *4.1. L'Éducation fondamentale intégrale (EFI)* *258*
   - *4.2. Les écoles radiophoniques et l'hebdomadaire* El Campesino *259*
   - *4.3.* Cartillas *et les* Campañas *260*
   - *4.4. Prescriptions sur les formes adéquates de gérer sa vie* *261*
5. De nouvelles grammaires culturelles pour lutter contre le sous-développement 263

Bibliographie 265

Les auteurs 269

Après six décennies d'études du développement, où en est-on ? Avec l'augmentation des inégalités à toutes les échelles, la prise de conscience des limites de la Planète, la financiarisation de l'économie ou les déplacements massifs de populations, les modèles fondés sur les impératifs de croissance économique, de productivité et du consumérisme sont de plus en plus remis en question. Dès lors, comment l'idée de développement peut-elle se réinventer aujourd'hui ? Quels cadres théoriques et politiques peuvent prendre la place des versions modernisatrices pour un devenir commun ? Comment étudier les transformations des visions du monde, les paradigmes qui les sous-tendent, leurs traductions politiques, les futurs qui se dessinent ?

Vingt-quatre auteurs relèvent le défi de tracer les contours de cette nouvelle donne en termes de modèles économiques, de modernisation, d'acteurs, de ressources, de genre, d'environnement et d'enjeux démocratiques. Les chapitres qui composent cet ouvrage permettent de rendre compte de la diversité tant des terrains que des problématiques des études du développement aujourd'hui.

Avec les contributions de Michel Cermak, Sophie Charlier, Cynthia del Castillo Tafur, Frédéric Debuyst, Philippe De Leener, Deborah Delgado Pugley, Céline Delmotte, María Mercedes Eguiguren, Katinka in 't Zandt, Frédéric Lapeyre, Andreia Lemaître, Pascale Maquestiau, Mónica Navarro Vásquez, Aymar Nyenyezi Bisoka, Jean-Philippe Peemans, Emmanuelle Piccoli, Carlos Ramirez Chaves, María Patricia Ramos, Yvon Rakatonarivo, Patricia Ruiz Bravo López, Ana Mercedes Sarria Icaza, Marc Totté, Nicolas Van Nuffel, Étienne Verhaegen, Isabel Yépez del Castillo.

97718 XXXX €
9 782875 587206

i6doc.com
la librairie des documents scientifiques